**DERNIÈRE ÉDITION** 

4,50 F

Algária, 2 DA : Marca, 3,50 dir. : Turisla, 300 m.; Aligaria, 1,50 DM ; Ausriche, 15 sch.; Belgique, 26 fr.; Catada, 1,10 5; Céte d'heire, 340 F CFA; Danamart, 6,50 Kr.; Espagna, 100 per.; E-U., 96 c.; G.-B., 50 p.; Grèce, 55 dr.; Irlande, 75 p.; Italia, 1,200 L.; Liben, 350 P.; Libye, 0,550 DI.; Luxembourg, 27 f.; Norviège, 8,00 kr.; Pays-Bos, 1,75 fl.; Pertugal, 40 esc.; Sénégal, 325 F CFA; Suèda, 7,75 fr.; Suèsa, 1,40 f.; Yaugoslavia, 65 d.

Tarif des sepagnagmants pages 11

Tarif des abonnements page 11 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Telex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

# Israël enlisé au Liban

Sept mois après le déclenche ment de l'opération « Paix pour ioin d'avoir atteint les objectifs assignés à son offensive-éciair au Liban. Les Palestiniens, il est vrai, out été chassés du sud du pays et de Beyrouth, mais ils se trouvent toujours en force dans le nord et dans la plaine de la Bekaa. Le traité de paix avec le Liban que les Israéliens souhaitaient conclure avec un Etat libanais rénové semble encore lointain. Quatre réunions et plus de vingt heures de discussions à Khalde et à Kyriat-Shmoneh n'ont pas permis aux négocia-teurs de se mettre d'accord sur un ordre du jour acceptable par les deux parties.

Il est plus grave encore pour Israël que la sécurité au Liban, que l'Etat liébren entendair imposer par les armes, ne soit guère assurée. Viugt et un mili-taires israélieus out été blessés vendredi dans une emboscade, à 5 kilomètres seelement au sud de Beyrouth. L'occupation est loin d'être la promenade d'agrément dont se félicitaient, en join dernier, certains militaires de Tel-Aviv, un instant grisés par la rapidité des succès obtenns au cours des premières journées de

Il ne se passe pratiquipment pas de semaine — roire de jour — sans que des soldats israélieus soldat victimes d'attentats. De-puis le 21 décembre dernier, hist militaires out 616 tals un cours d'attaques et d'attentais reven diqués per un mystérieux mais efficace « Front de la résistance nationale liberaise ». C'est cette. organisation qui avait revendi-qué la responsabilité de l'explo-sion du quartier général israélien de Tyr, qui causa en novembre la mort de soixante quince mili-

Officiellement, l'affaire a été présentée comme un «acci-dent». Pourtant les opérations de résistance se pour suivent sans répit sur l'ensemble du territoire fibansis occupé par Israël. L'allure bon enfant que les Israéfiens souhaitaient imposer à leur pré-sence a vite cédé la place à un climat d'hostilité et d'insécurité qui est en train de s'intensifier au fur et à mesure que se multiplient les attentats. D'ores etdéjà, l'intensité et l'efficacité de . la résistance armée dépassent au Liban celle qui s'est sporadiquement manifestée en Cisjordanie et à Gaza au cours de quinze au-nées d'occupation israélieuse.

Après les Syriess, les Israéliens sont en train d'apprendre à leurs dépens que le Liban est redoutable pour ser occupants. Enlisés, comme leurs adversaires de Damas, dans le bour-bier, les dirigeants de Jérusalem paraissent partagés entre le désir de mettre fin à une présence qui leur coûte fort cher sur le pian bumain, matériel et moral, et la tentation de perpétuer une occupation qui, à certains égards, leur fait miroiter des avantages politiques et stratégi-ques. Visiblement, les Israéliens ne font rien - notamment dans le Chouf pour mettre fin à l'état d'insécurité qui justifie leur magnieu sur place. Ils me paraissent guère pressés d'accé-lérer les négociations. Peut-être espèrent-ils que l'approche de l'élection mésidentielle améri-caine ou le développement des conflits infércentessionnels au Libeis, qu'ils encouragent discrétement, leur permettront de se dégager de cette manvaise

# Les tensions en Afrique australe

- Huit soldats sud-africains sont tués en Namibie
- Les dissensions internes s'accroissent en Angola

Huit soldats sud-africains blancs ont été tués en Namibie par l'explosion jeudi 6 janvier d'une mine, a annoncé l'état-major des forces armées à Pretoria. Selon un porte-parole militaire, cet incident s'est produit en 20ne opérationnelle, dans le Kaokoveld, au nord-ouest de l'ancienne colonie allemande, près de la frontière avec l'Angola.

D'autre part, alors que les purges se poursuivent au sein du M.P.L.A. en Angola, on apprend de bonne source à Pretoria que les conversations secrètes sur l'avenir de la Namibie engagées les 7 et 8 décembre au Cap-Vert entre l'Angola et l'Afrique du Sud, devraien: reprendre fin janvier.

Une vaste opération de poursuite visant à retrouver les auteurs de l'atvisant a etté déclenchée par les troupes stationnées dans la région, mais, eu égard aux trombes d'eau qui s'abattent sur le nord du pays, nons signale notre correspondant en s'avère difficile.

Selon le général Constand Vil-joen, chef des forces armées sudsancia des loctes armees sut-africaines, il est fort possible que les salotteurs se soient déjà repliés en Angola. L'armée n'éprouve aucun doute à cet égard : « Les terroristes venus commettre cette lâcheté » dans le nord du Kaokoveld, sont venus du pays voisin.

L'Angola, qui donne anle aux ter-toristes, « devra porter la responsabillié de ce crime . a déclaré le gé-néral Viljoen; laissant ainsi clairement entendre que Pretoria en-visagenit une nouvelle fois d'y exercer son « droit de suite ».

Cet incident, qui survient su mo-ment où l'on prévoit de bonne source inent où l'ou prévoit de bonne source à Pretoria une reprise des converations directes avec l'Angola pour la fin jenvier, indique en tout cas que la SWAPO, bien qu'affaiblie, est joujeurs en pengre de parter la guerre en territoire nambien, alors que Pretoria-contrôle pratiquement inte bande frontalière d'environ 200 kilomètres de profondeur à l'intérieur de l'Angola.

L'Afrique du Sufigue a durci son attitude vis-è vis de ser vessins — in-tervention directe su lessothe contre des membres présumés de l'A.N.C. (Congrès national africain), recru-descents avec son sursime des seridescence avec son sontien des activités de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), pression économique accrue sur le Zimbabwe, - semble moins que jamais

kentrant d'une tournée dans les bases du nord de la Namibie, à la fin décembre, le général Viljoen n'a pas caché que Pretoria entendait y maintenir son emprise en 1983. « Les forces sud-africaines veulent que tout règlement politique en Namibie soit durable, a-t-il dit. Je ne voudrais pas que nous adoptions précipitamment un règlement au cours de l'année qui vient pour avoir cours de l'année qui vient pour avoir à revenir sur place deux ans plus

(Lire la suite page 3.)

# Le chômage aux Etats-Unis

### Plus de la moitié des personnes sans emploi ne touchent pas d'indemnités

Le chômage s'est aggravé dans plusieurs pays à la fin de 1982. Aux Étais-Unis, le nombre de personnes sans emploi a atteint 12,1 millions en décembre, représentant 10,8 % de la population contre 10,7 % en page par la teur était de 16,5 % ches les travailleurs manuel 15,6 %. novembre. Le taux était de 16,5 % chez les travailleurs manuels (5,6 % chez les employés), 20,8 % chez les Noirs et 24,5 % chez les moins de vingt am (10,1 % chez les adultes).

Au Canada, le chômage est encore relativement plus élevé, ayant iché 1,5 % million de personnes en décembre, soit 12,8 % de la population active, contre 12,7 % en novembre (8,6 % en décembre 1981).

La Grande-Bretagne, enfin, vient d'enregistrer un nouveau taux record, 13,3 % de la population active, soit 3 096 997 personnes, se trourant sans emploi. En un mois, le nombre de chômeurs a augmenté de

Dans tous les pays se posent des problèmes d'indemnisation. Aux États-Unis, plus de la moitié des personnes sans emploi ne perçoivent pas

## Les «principes» de M. Reagan

De notre correspondant

ils ont le sentiment croissant d'être abandonnés à cux-mêmes. La Mai-son Blanche les barcèle, le Congrès les néglige. Aucun économiste ne semble avoir de recette pour les sortir de cette situation.

Les perspectives à court terme sont assez sombres. Même avec la reprise attendue, le chômage aux

Washington. - Les chômeurs Etats-Unis ne peut diminuer que américains ne sout pas seulement très lentement. Ce n'est pas une plus nombreux d'un mois à l'autre : croissance du P.N.B. de 1,4 % - dernière estimation de la Maison Blanche pour 1983 - qui permettra des progrès spectaculaires. On estime qu'à Noël prochain un dixième de la population active sera encore à la recherche d'un emploi.

ROBERT SOLÉ.

# (Lire la suite page 16.)

# Les crises en Amérique latine

- CHILL: la faillite du « modèle » Pinochet. (Lire page 2 l'article de MARCEL NIEDERGANG.)
- BRÉSIL : le gouvernement s'engage auprès du F.M.I. à prendre des mesures d'austérité. (Lire page 16.)
- GUATEMALA: Washington reprend son aide militaire. (Lire page 2 l'article de ROBERT SOLÉ.)

# Un plan d'action contre le travail clandestin

Le ministre du travail et celui du commerce et de l'artisansi avaient chargé, le 17 novembre, M. Jean-Jacques Dupeyroux. professeur à l'université de Paris-II, de leur soumettre des propositions pour lutter contre le travail claudestin. Ce rapport répond au souhait du gouvernement d'entreprendre une action contre l'ensemble de ce phénomène, qu'il s'agisse de « travail noir », de travail sans facture on de l'utilisation de maind'œuvre non déclarée.

Les conclusions du rapport Dupeyroux, qui part en guerre contre la - politique de Gribouille », risquent de faire quelque bruit. Ren-forcement du pouvoir de contrôle de l'URSSAF, exonération de T.V.A. pour les artisans sous certaines conditions, réintégration du - loyer en nature - dans l'assiette de l'impôt sur le revenu - Loutes ces mesures proposées vont, sans doute, provo-quer la réaction des uns et des autres, professionnels, fonction-naires ou simples citoyens.

De son côté, le Conseil économique et social, chargé par M. Ray-mond Barre, puis par M. Mauroy, de donner son avis sur le travail clandestin, doit rendre lui aussi ses conclusions le 11 janvier, après deux ans or demi d'investigations

Le thème du rapport « Note sur les activités professionnelles occultes », amène M. Dupeyroux, dès ses premières lignes, à préciser quelques définitions utilisées confu-sément tant dans le droit que dans l'opinion. Scules retiennent l'atten-sion de l'auteur e les octivités protion de l'auteur . les activités professionnelles salariées et non salariées exercées dans l'ignorance totale d'une exigence légale ».

 Un dossier extraordinairement confus - qu'il s'agisse des textes, des évaluations ou du débat luimême, telle apparaît l'affaire. Après quelques pages au ton caustique, ie lecteur est censé avoir les idées plus claires pour aborder le morceau de choix : les propositions de l'auteur.

DANIELLE ROUARD.

(Lire la suite page 17.)

# Les nouvelles couleurs du changement

sont amassées pour que cette crise, si souvent niée par les politiciens à la pestie semaine, ravage des pans entiers de l'économie mondiale et encourage les pires aventures . ; sinsi parle M. Michel Jobert, à Parée d'une année que chacua, à l'avance, pare de couleurs bien ternes. Le ministre du commerce extérieur souligne, dans su « lettre » mensuelle, que les gouvernements doivent « cesser de rassurer ». Il rappelle que M. Jacques Chirac per-cevait, fin 1975, a la sortie du tun-nel et que M. Giscard d'Estaing décrivait la France comme un llot de prospérité dans un monde en crise.

prospérité dans un monde en crise.

De ce point de vue, le nouvean pouvoir n'a pas cherché à peindre en rose une réalité qui ne l'est plus : l'« effort » et la « mobilisation » sont à l'ordre du jour. Il est vrai que ce même pouvoir avait placé l'amée 1982 sons le signe de la construction du « socialisme à la française », dans un contexte qu'il espérait prokinger : celui de « l'état de grâce ». Et chacun s'était récrié : il n'était pas question de faire une « pause » dans les réformes, comme le souhaitait M. Jacques Delors.

tait M. Jacques Delors. Cette fois le même M. Delors parle d'une peuse des « réformes chères » pendant deux ans, et persome ne le contredit. Et pour cause : 1982 est passée par le, avec son cor-tège de désillusions et de rénjustements. 1983 sera donc une année de rudesse et de rigueur, dans le contexte d'une opinion que les son-

> Le Monde du lundi 10 janvier

**PUBLIERA** 21 PAGES D'OFFRES D'EMPLOIS

(daté 11 janvier)

par J.-M. COLOMBANI

dages décrivent comme défavorable le plus récent baromètre mensuel de la Sofres traduit, d'ailleurs, une nouvelle baisse de la cote de MM. Mitterrand et Mauroy.

Le président de la République a lui-même choisi un ton austère pour nous parler de la « ligne de crête » sur laquelle nous nous trouvous. Mais il se refuse toujours à dramatiser, à tenir un discours « churchillien », comme le souhaiteraient nombre de socialistes. Pourtant les menaces ne manquent pas. Il y en a trois : la Corse, l'équilibre extérieur (donc la monnaie), le scrutin muni-

Le dispositif policier mis en place en Corse, pour spectaculaire qu'il soit, ne saurait masquer la difficulté de résoudre, par ce moyen, le problème de sécurité qui est à prés dans l'île et qui peut l'être sur le continent si telle ou telle fraction de l'ex-F.L.N.C. décide d'y porter la

Les Italiens ont résolu leur pro-Même terroriste par l'infiltration, les remises de peine massives aux « repeintis », et, selon certains, par la tor-inne. Le gouvernement français se refuse anx « dragonnades » et ne s'autorise que le premier de ces moyens. Mais il aura fort à faire. La question corse suscite donc, dans les allées du pouvoir, devantage d'in-quiétude qu'on n'a bien voulu le

Le front économique et monétaire n'est pas moias menscant. La prio-rité reste celle de la résorption du déficit extérieur, au rythme souhaité de 30 milliards de francs par an D'autre part, le déséquilibre actuel peut servir de fondement, mais aussi, plus souvent, de prétexte à des mouvements spéculatifs contre le franc La companyement a choici de franc. Le gouvernement a choisi de défendre la monnaie par une politi-

La résorption du déficit, par une réduction de l'élasticité de la demande intérieure à l'offre extérieure, et l'endettement auront une conséquence majeure : la baisse du pouvoir d'achat. M. Mitterrand ne l'a pas dit aussi nettement, préférant

du pouvoir d'achat de ceux qui vivent le plus difficilement. Mais is baisse du pouvoir d'achat devrait affecter la plupart des catégories so ciales. Il s'agit, pour le gouverne ment, de « ponctionner » quelque 40 milliards de francs : d'où la réserve budgétaire de 20 milliards, annoncée par M. Delors; d'où, égale-ment, la recherche de circuits

d'épargne forcée des ménages.

La nouvelle donne est donc, plus que jamais, faite d'austérité. S'ajoute la perspective des élections municipales, qui ne s'annoncent guère brillantes pour la majorité. Dangereuse électoralement - même si la baisse de la rémunération de l'épargne peut être compensée par la baisse des prix des produits pétroliers - l'austérité est pourtant un passage obligé. Tout au plus le gouvernement peut-il chercher à en reculer les effets après le scrutin : d'autres mesures sont prévisibles, en matière de sécurité sociale, au printemps, par exemple ; de même refuse t-on d'envisager l'hypothèse d'un ajustement monétaire, au sein du S.M.E., avant l'échéence des 6 et 13 mars.

De ce point de vue, l'état des rela-tions entre la majorité et l'opposition a'est pas bon : il conduit l'opposition, par un discours maximaliste, à nuire au crédit international de la

D'autres difficultés surgirent peut-être des débats que peuvent faire naître, an sein de la gauche, les restrictions budgétaires et de sa-laires. Alors même qu'il s'agit de mobiliser celle ci, face à une droite que le P.C.F. décrit comme « prête à tout », et qui semble déjà mobili-sée. Or au moment où M. Georges Marchais met en garde son partonaire socialiste, afin, comme le note l'Humanité de « ne pas laisser plus longtemps occuper le terrain par le parti des privilégiés ». MM. Giscard d'Estaing et Chirac déjeunent ensemble pour donner une image d'union. Il est vrai que le nouveau cours économique et social peut laisser penser que le pouvoir est résolu à prendre son parti d'un (relatif) échec électoral.

# AU JOUR LE JOUR

finissent, quand ils se produisent, par passer inaperçus. La baisse du prix des carburants en France, par exemple.

Depuis dix ans, la crise nous a valu des hausses régulières, répétées, traumatisantes. L'aug-

# Essence

alimentalt, comme jadis celle du pain, l'inquiétude, la râlerie et les conversations. Et voici cette baisse, subrep-

tice, presque honteuse. C'est tout juste si on ne proteste pas.

BRUNOT FRAPPAT.

Naissance de la Louisiane » aux Archives

# Le plaisir de l'exploration

Chicago, en 1992, célébrera la cinq centième anniversaire de l'arri-vée de Christophe Colomb en Amérique par une exposition universelle, dont les préparatifs paraissent plus avencés que ceux de son homologue française. Les aléas des dates et des anniversaires permettent de donner un avant-goût de ces fêtes de l'exploration puisque la fondation de la Louisiane, en 1682, près de deux siècles après le premier débarque-ment de Colomb aux Antilles, trouve an ce moment un bel écho aux Archives de France.

Si le premier mérite de cette exposition réside dans sa présentation soignée – et l'hôtel de Rohan ne găte rien au plaisir, - musicale de

M. JACK LANG invité du « Grand Jury 

M. Jack Lang, ministre de la culture, sera l'hrvité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L.-le Monde » le dimanche 9 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30. Le ministre répondre, en direct, aux questions de Ménie Grégoire et Jean-Pierre Tison de R.T.L. et de Frédéric Edelmann et André Pas-seron du Monde. Le débat sera dirigé par Alexandre Baloud.

surcroît et, comme il se dolt, « audiovisualisée », son second mênte est de tenter de restituer dans toutes ses dimensions l'improbable réalité de ce qui fut un territoire fran-

Par manque de crédits, d'espace ou de temps, ou peut-être pour ne pas temir cet anniversaire par des épisodes moins glorieux pour la débécie de Law - lequel fit beaucoup pour faire connaître la Louisiane - et la rétrocession du territoire à la couronna par la Compagnia des Indes, en 1731, La suite, jusqu'à sa vente par Napoléon aux États-Unis en 1803, ou l'exploration, l'année suivante, de ses limites occidentales (soit l'océan Pacifique), n'appartient donc pas à cette « Naissance de la

Cela ne nous dit pas où était la Louisiane, mais l'exposition le dit, ou plutôt le montre fort bien : un peu partout dans les actuels États-Unis, sans qu'on sút très bien où était ce partout, sinon qu'il était limité à l'est par les colonies anglaises, au sud, du côté des mers at du Mexique, par les colonies espagnoles... Au nord tout de même, puisque c'est de la qu'on était arrivé, il y avait le Canada, francais bien sur et donc plus reposant.

> FRÉDÉRIC EDELMAN, (Lire la suite page 9)



**AMÉRIQUES** 

L'échec de l'expérience économique ultrabilatérale, imposée à Santiago par les Chicago boys de M. Milton Friedman, a déclenché une crise politique qui menace le régime du général Pinochet, neuf ans après la chute du gouvernement d'unit populaire de Salvador Allende.

La gauche, muselée, écrasée ou exilée, tente de se réorganiser dans une semi-clandestinité. Certains groupes liés au courant socialiste, très divisé depuis la déroute de 1973, opèrent presque à visage découvert et envisagent de nouer des contacts avec des représentants de l'ancienne Gauche chrétienne, du Mapu et du Mouvement ouvrier et paysan. Objectif avoué : créer une formation dite Convergence socialiste. La démocratiechrétienne, au pouvoir au Chili de 1964 à 1970, a surmonté le traumatisme causé par la mort de son chef de file naturei, l'ancien président Eduardo Frei. Son successeur à la tête du parti, M. Gabriel Valdes, a réussi avec habileté à réunifier en peu de temps une formation elle aussi déchirée par les répercussions du coup d'Etat militaire de septembre 1973. La D.C. chilienne préconise un « pacte social » permet-El Salvador

San-Salvador (A.F.P.). - Le

chef d'une garnison salvadorienne

en lutte contre la guérilla, le lieutenant-colonel Uchoa Perez,

conduit depuis le jeudi 6 janvier une

rébellion contre le ministre de la dé-fense, le général José Guillermo

Garcia, dont il demande la démis-

Le tieutenant-colonel Uchoa, qui

commande les forces armées dans le

département de Cabanas, au nord

de la capitale, a justifié sa mutinerie

en disant qu'il n'acceptait pas sa no-

mination comme attaché militaire en Uruguay. Il considère en effet qu'il s'agit là d'un « exil politique ».

Selon lui, le ministre de la défense

est jaloux des succès qu'il a rem-

portés contre le Front Farabundo-

Marti de libération nationale et il

Le mutin, qui dirige mille deux

cents soldats, a déclaré qu'il avait

obtenu la promesse de « neutralité »

des chefs de diverses unités mili-

taires, notamment des trois batail-

lons d'intervention rapide entraînés

aux Etats-Unis à la lutte antiguérilla

crétaires au Trésor, appuyés par de

nombreux industriels, financiers et

universitaires, étudient une campa-

gne de publicité qui pourrait faire beaucoup de bruit. Leur intention

est de réclamer une modification ra-

dicale de la politique budgétaire américaine. Politique qui, jointe à la

récession, provoque des déficits de plus en plus inquiétants: 57,93 mil-liards de dollars en 1981,

110,65 milliards en 1982, plus de 185 milliards en 1983 et sans doute

Selon le Washington Post, les pro-

moteurs de la campagne publie-

raient un texte à la fin du mois dans

plusieurs grands journaux des Etats-Unis. Ils réclameraient notamment

la création de nouvelles taxes, une

réduction du budget de la défense projeté et la diminution des pensions

e retraite. Seul ce dernier point a

de fetrate. Seu ce ue mei pant a les faveurs de M. Reagan, qui s'est ingénié, au contraire, depuis le dé-but de son mandat, à développer

sensiblement les dépenses militaires et à introduire les plus forts allége-ments fiscaux de l'histoire des Etats-

La Maison Blanche aurait reçu

une copie de ce texte très sévère dans lequel il est écrit : - Le budget

fédéral est maintenant hors de

contrôle... De gros déficits provo-quent déjà de sérieux dégâts et cou-

seront encore plus de ravages au cours de la prochaine décennie et

au-delà. - Mais il ne s'agit que d'un

brouillon qui n'a été soumis pour le moment qu'à une petite partie des

sept cents signataires pressentis. L'auteur du texte est M. Peter Pe-

davantage en 1984.

ainsi que d'unités de l'aviation.

tant un retour progressif à un régime démocratique.

Démocratie : malgré les apparences plutôt sombres, la répression qui se poursuit, la fausse unité des militaires et l'éclatement des groupes politiques confrontés à une situation nouvelle et difficile, c'est le mot-clé à Santiago à l'aube de 1983. Tous s'en réclament, de la gauche à la droite, conscients que le régime militaire a fait son temps, et qu'il a échoué sur l'essentiel. Et c'est aussi la modération qui anime, de la gauche à la droite, toutes les personnalités marquantes d'un spectre politique qui a toujours été riche et complexe, « à l'européenne », même pendant les années les plus noires de la dictature. Des personnalités qui emploient un vocable identique, le « consensus », dans leur recherche d'une issue raisonnable à la

Les formations de droite, et même d'extrême-droite, qui furent au premier rang de la lutte souterraine contre le gouvernement Allende et qui représente les secteurs de la société a priori favorables au régime militaire, sont aujourd'hui les plus agressives dans la dénonciation de ses carences. Industriels, propriétaires

Selon l'opposition de gauche, le lieutenant-colonel Uchoa serait l'un

des responsables des « commandos

de la mort » d'extrême droite qui

ont commis plusieurs enlèvements et

Cette rébellion survient à un mo-

ment de tension entre les

démocrates-chrétiens et l'Alliance républicaine nationaliste (Arena,

extrême droite) du major Roberto

d'Aubuisson. Ce sont les deux forces

essentielles de la coalition forment

le gouvernement, que le président Alvaro Magana a remanié récem-

ment, suscitant une protestation de

ainsi que plusieurs chefs militaires

passent pour avoir limité les préten-tions de l'Arena afin de sauvegarder

l'aide militaire américaine, qui leur semble indispensable pour combat-tre l'insurrection menée par le Front Farabundo-Marti de libération na-

Les divisions dans les milieux diri-

geants salvadoriens portent notam-ment sur l'attitude à adopter face

aux propositions de négociations du F.M.L.N., ainsi que sur la poursuite

thal, Dillon et Fowler) et deux répu-

blicains (MM. Connally et Simon). Selon le Washington Port, les signa-

taires potentiels comprendraient les grands noms du « big business », comme les P.-D.G. de Du Pont de

Nemours, Standard Oil, Bank of

America, Chrysler... Mais on ignore si la fuite qui s'est produite amènera

certaines réticences on un assouplis-

Cette initiative doit être rappro-

chée d'un sondage Gallup, effectué

auprès des chefs d'entreprise et pu-blié, le 3 janvier, dans le Wall Street Journal. On y apprenait qu'une ma-jorité de businessmen ne croient plus à la politique économique de M. Reagan. Parmi les patrons des

deux cents plus grandes sociétés américaines, seuls 27 % exprimaient en décembre une - grande confiance - dans le président, contre 44 % en avril 1982 et 58 % en dé-

M. Reagan doit présenter à la fin

du mois son projet de budget pour l'exercice 1984 (qui commence la

1" octobre). De fortes pressions s'exercent sur lui, y compris dans

son propre entourage, pour qu'il mo-dère les dépenses militaires. Selon

des bruits non confirmés, le secré-taire à la défense, M. Weinberger, se serait enfin résolu à réduire un

peu ses ambitions, La Maison Blan-

che envisageait jusqu'à présent de consacrer 31,4 % du budget 1984 au

Pentagone, contre 29,1 % en 1983 et 25,7 % en 1982.

sement du texte.

cembre 1981.

de la réforme agraire.

**Etats-Unis** 

La politique budgétaire est de plus en plus critiquée

dans les milieux d'affaires

De notre correspondant

Washington. - Cinq anciens se-rétaires au Trésor, appuyés par de pui de trois anciens secrétaires au ombreux industriels, funanciers et Trésor démocrates (MM. Blumea-

Le général Guillermo Garcia

Le chef d'une garnison se mutine

terriens et agriculteurs du Sud endettés, professions libérales, commercants, camionneurs : les classes moyennes chiliennes, qui avaient applaudi avec enthousiasme la chute dramatique d'Allende, n'ont que sarcasmes à l'égard du gouvernement Pinochet à l'heure de l'austérité et des faillites

cette grogne. Le général Pinochet, en s'appuyant sur la police politique, a réussi à écarter quelquesuns de ses concurrents galonnés les plus dangereux, comme le général Leigh, par exemple, ancien commandant en chef de l'aviation et membre de la première junte de septembre 1973. Le chef de l'État a duré et, non sans habileté, a jusqu'à présent déjoué les intrigues et les manœuvres. Il a même réussi, d'une certaine manière, à « légaliser » son pouvoir et à reporter la date de son départ en 1989, tout en se donnant la possibilité de « rempiler ».

Ces « garanties » apparaissent dérisoires alors que les rumeurs de putsch circulent depuis trois mois et que les « concertations » entre officiers se multiplient. Des hommes politiques de droite, disposant de solides amitiés dans les casernes, affirment que les conjurations sont beaucoup plus développées qu'on ne l'imagine ; à les entendre, le général Pinochet a déjà contre lui une majorité d'officiers des trois armes.

Le chef de l'État conserve deux atouts de taille. Ses adversaires, civils et militaires, sont encore très divisés et dans une certaine mesure indécis. Il peut compter sur le soutien jusqu'à présent sans faille du gouvernement Reagan Mais c'est un fait aussi que toutes les «solutions» imaginées pour sortir de la crise économique et politique passent par le départ du général Pinochet.

## Le « miracle » contesté

C'est que son échec est à la mesure des ambitions proclamées et des objectifs fixés. Le « modèle » économique chilien repose sur quelques principes simples : libre fonc-tionnement des mécanismes du marché, non-intervention de l'État impliquant en particulier la privati-sation de la santé, de l'éducation, du logement, de la sécurité sociale, spécialisation dans un nombre réduit de produits compétitifs sur le marché mondial, ouverture aux entreprises et aux capitaux étrangers attirés par

des conditions très favorables. Jusqu'en juillet 1981, le « mo-dèle » a fonctionné. Le taux d'inflation, vertigineux au lendemain du coup d'État, a été sensiblement réduit (officiellement estimé à 15 % en 1982).

Les exportations non tradition-nelles ont augmenté. Les réserves de devises aussi. Les capitaux étrangers et les prêts des organismes de financement internationaux affluaient. Le taux de croissance moyea des an-nées 1976-1980 a été de 7 % environ.

Ce système a provoqué une concentration rapide de la richesse et une aggravation non moins spectaculaire des conditions de vie des secteurs les moins savorisés. Et 1982 a marqué la fin des illusions : la pro-duction industrielle a chuté, le chômage, atteint seion certaines estima-tions, 30 % de la population active au début de 1983, le rythme des crédits étrangers s'est réduit de moitié, le budget de l'État est déficitaire (près de 1,69 milliard de dollars seion le général Pinochet), la dette extérieure, qui atteignait déjà 15 mi-liards de dollars en 1981 (48 %) est estimée aujourd'hui à 18 milliards de dollars. Le service de la dette doit représenter actuellement environ

50 % de la valeur des exportations. L'idée même qu'il y ait eu un L'idee même qu'il y ait eu na « miracle » économique est aujourd'hui contestée. « Le miracle n'a jamais existé, écrit la revue Hoy. Car la croissance de 7 % avait ésé calculée par rapport à 1975, année de crise. Quand on est revenu au niveau antérieur à 1975, le modèle a fait la preuve de son incapacité à fonctionner. surtout dans un fonctionner, surtout dans un contexte de récession internatio-nale . En condamnant fermement et publiquement les mauvais résul-tats de l'expérience et en déplorant les conditions de vie des plus hum-bles, les évêques chiliens reprennent

un jugement généralisé. Face à la montée des mécontentenents, illustrée par des manisfesta-tions de rues violentes qui rappellent les dernières semaines du gouverne-ment Allende, le général Pinochet a

frappé à gauche et à droite. A gaumaintenant son ostracisme à l'égard des - exilés -. A droite, en expulsant par exemple M. Carlos Podlech (notable de Temuco, dans le Sud) et président de l'association nation des producteurs de blé.

### Des appels à l'armée

Officier à la retraite, très lié au énéral Pinochet en 1973, M. Carlos Podlech, exilé au Brésil, ne renonce pas. Dans une lettre adressée à ses amis, civils et militaires, il se réclame des liens sécu-laires de sa famille avec les forces armées. Il dénonce les « claus » qui ont rainé le Chili et il fait confiance « à l'armée chilienne, force perma-nente » pour rendre « justice au

Pour pallier l'absence de vrai débat politique, les associations, les rations, les cercles d'émde, les corporations, les cercles d'érade, les clubs de réflexion, fourmillent. Un projet qui vise à la formation d'une multipartite . - comme il s'en est par le groupe Proden (projet de développement pour un consensus na-tional et régional), que dirigent deux anciens pariements Lavanderos et Carlos Dupré. Après de longs mois d'efforts, ils ont abouti à une première esquisse et un secré-tariat exécutif a été mis en place à la fin novembre. Le but de Proden : établir le calendrier du retour à la démocratie. Sa première déclaration affirme qu'il dispose « de l'adhésion de la quasi-totalité des anciens par-lementaires du Parti national (con-servateur), de la social-démocratie. de la démocratie chrétienne et de Convergence socialiste ». Parmi ses sympathisants, la Confédération nationale des propriétaires de camions dans la campagne d'agitation coutre le gouvernement Allende avait été déterminant! Les dirigeants de Proden ont commencé une « campagne d'explication » de leurs objectifs au-

Autre signe du climat actuel : M. Roberto Thieme, ancien secré-taire général de Patrie et Liberté, monvement d'extrême-droite vio-lemment anti-Allende de 1970 à 1973, a lui aussi rallié les rangs de l'opposition au général Pinochet. Animateur d'un mouvement nationaliste populaire, il dézonce au-jourd'uni la « mise hors-la-loi des partis politiques démocratiques ». Il affirme sa foi « dans les forces armées - et demande des - actes et non par des paroles » pour en finir avec un gouvernement qui n'est, se-lon hoi, « ni populaire, ni démocrati-que, ni nationaliste ».

près des forces armées.

« Je suis le général des pauvres » a dit avec amertume, et sans ironie, le général Pinochet, qui visitait rément un bidonville de Santiago. Déçu par le «virage» des classes moyennes et des « gens bien », le gé-néral pourrait être tenté de relancer son régime ébranlé en se relliant à une formule national-populiste. Certains secteurs de l'armée, hostiles au libéralisme des « Chicago boys ». pourraient appuyer cette tentative. Mais d'autres secteurs sont manifes-tement associés au bouillonnement politique de coulisse qui agite le

MARCEL NIEDERGANG.

### Nicaragua

### L'ANCIEN AMBASSADEUR **A WASHINGTON** REJOINT LA LUTTE ANTISANDINISTE

San-José (Costa-Rica) (Reuter).

– M. Francisco Fiallos, qui a démissionné le 18 décembre de son poste d'ambassadeur du Nicaragua à Washington, a déclaré, le vendredi 7 janvier, qu'il entendait contribuer au reuversement du gouvernement sandiniste de Maragua. Il s'est en effet joint à l'Alliance révolution-naire démocratique (Arde), dirigée par d'anciens membres du gouvernement nicaraguayen, tels que M. Al-fonso Robelo – qui faisait partie de la junte sandiniste – et M. Eden Pastora, ancien vice-ministre de l'in-

M. Fiallos a accusé les sandinistes d'avoir établi un régime totalitaire su Nicaragua. Il a notamment dénoncé in censure à laquelle ils soumettent la presse et leur opposition à la tenue d'élections avant 1985.

M. Fiallos est le second ancien ambassadeur du Nicaragua aux Etats-Unis à se joindre à l'Arde ; son

### Guatemala

### Les États-Unis reprennent leur aide militaire

De notre correspondant

Washington. - Les Etats-Unis n'ont provoqué sucun étonnement en indiquant le vendredi 7 janvier pièces détachées pour hélicoptères et quelques équipements amexes, pour un montant de 6,36 millions de dollars. Cette annonce était attendue, surtout depuis que M. Reagan avait rencontré le général Rios Montt, le 4 décembre, dans une base militaire bondurienne et vanté ses efforts pour restaurer la démocratie dans son pays et mettre fin aux violences. « Des pas significatifs » ont été accomplis par la june guatémal-tèque, a expliqué le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughe. - Ils doivent être recommus et encouragés ».

La situation actuelle n'est cependant « pas idéale » sux yeux de Washington qui voudrait voir « des progrès ultérieurs dans le respect des droits de l'homme ». M. Hughe a précisé que la vente était unique : d'autres requêtes du Guatemala seront examinées cas par cas.

La transaction amonete est négligeable en volume comme en mon-tant. Mais il s'agit d'équiper les hélicoptères UH-1, dont le rôle est de combattre la guérilla. Et, surtout, oc marché rétablit des livraisons militaires, qui avaient été interrompues en 1977, après la dénonciation publi-que par M. Carter de la terreur au Guatemalz.

L'élection de M. Reagan puis l'ar-rivée au pouvoir du général Rios Montt au printemps 1982 améliorèrent les rapports biletéraux. Dans son projet budgétaire pour 1983, la Maison Blanche justifiait par avance la décision de vendredi. « Le Guatemala, affirmait-elle, affronte une insurrection marxiste soutenue par Cuba. Si celle-ci réussit à ren-Guatemala dolt répondre efficace-ment à la menace de la guérilla, l'armée ». Il ajoutait : » Je ne pense sons commettre de violences arbitraires... Il est de l'intérêt des Etats-

pouvoir le sensibiliser davanuage au

M. Reagan n'avait pas besoin d'un feu vert du législatif pour vendre au Guatemala des pièces pour pas nécessairement un usage mili-taire mais il craignait, en forçant la main au Congrès, de mettre en péril toute sa politique en Amérique centrale, notamment au Salvador. La Maison Blanche a donc procédé per petits pas. Elle a discrètement invité le général Rios Monts à rendre son régime plus présentable qui lui a décerné publiquement un brevet de dé-mocratie. Parallèlement, elle a essayé de persuader les congressistes des améliorations obtenues au Guatemale et des dangers de laisser ce général démocrate-chrética se faire déborder par des éléments extré-

M. Reagan a été partiellement entendu. Soixante-dix-huit membres de la Chambre des représentants (sur quatre cent trente-cinq) vien-nent de signer une pétition pour s'opposer à la vente. Ils estiment que les militaires du Guatemala n'obéis sent toujours pas aux « standars munimum des droits de l'homme »,

C'est également l'avis de M. Michael Barnes (démocrate du Maryland) président de la sonscommission des affaires interaméricaines, selon lequel la décision de département d'État est à une vaste opposition au Congrès.

Le peuple américain, 2-t-il dit, n'est pas prét à résablir une relation militaire avec le Guatemala. Le même M. Barnes déclarait pourtant au Washington Post il y a une semaine > : - Des chag têque ne pourront être atteints. Le mula sur le manière de percevoir le pas que ce serait la chose la plus konteuse au monde que de leur ven-Unis de maintenir de bonnes rela- dre ces pièces détachées ». - R.S.

## A TRAVERS LE MONDE

### Inde

 LE GOUVERNEMENT CEN-TRAL A DÉCIDÉ D'ACHEMI-NER des remforts de troupes — quinze mille soldats — dans l'Etat de l'Assam, au nord-est du pays, où des élections législatives se dérouleront en février, a-t-en appris officiellement à New-Delhi. Un pout aérien a été mis en place vendredi 7 janvier pour achemi-ner ces renforta. - (A.F.P.)

• PENDAISON D'UN BAHAL Le bureau d'information bahar de France a appris de source ira-nienne que, le 1º janvier, a eu lieu l'exécution par pendaison, à Chiraz, d'un Bahal. Une cinquantaine de Bahaïs arrêtés en septembre 1982 et une trentaine arrêtés en novembre sont toujours maintenus en détention. Le supplició. M. Hedayat Siyavuchi avait été parmi les premiers ar-rêtés. Avec quatre autres coin-culpés, il avait été condamné à mort le 26 septembre, et, comme ses compagnons, il lui fut donné trente minutes pour renier sa foi en échange de la liberté. Deux des coinculpés avaient été exé-cutés les 16 et 21 novembre pour avoir, oux aussi, refusé d'embras-

## Pologne

• UNE DÉLÉGATION DU PARTI COMMUNISTE CU-BAIN, conduite par M. Raul Castro, deuxième secrétaire du comité central et ministre de la défense, est arrivée, vendredi 7 janvier, à Varsovie, à l'invita-tion du partie du communication tion du parti et du gouvernement polonais. M. Raul Castro a été notamment reçu par le général Wojciech Jarozelski. – (A.F.P.)

 UN COMMERCANT OUEST-ALLEMAND, M. Lech Jan Sza-motulski, a été condenné à qua-tre aus de prison par le tribunal militaire de Varsovie, pour es-pionnage au profit des Etats-Unis et d'autres pays de l'OTAN, a annoncé, vendredi 7 janvier. l'agence PAP. L'agence précise toutelois que ce verdict est sus-ceptible d'appel et tient compte des explications de l'accusé sur les « circonstances de sa collaboration > avec les services secrets occidentant. - (A.F.P.)

### Somalie

 SEPT CENT VINGT-QUATRE PRISONNIERS de la prison de Mandera (nord de la Somalie) cut été libérés, le 2 janvier, à la suite d'une attaque de maqui-sards du Mouvement national somalien (M.N.S.), a affirmé Radio-Halgan (station des opposants au régime somalien) captée à Nairobi. Le directeur de la prison, les vingt-cinq gardiens et trois prisonniers auraient été tués. Selon la radio, le M.N.S. a également bancé une attaque, le 2 janvier, contre un dépôt de mu-nitions de la 26 brigade (cantonnée au nord-ouest du pays), à Adale (17 kilomètres à l'ouest de Mandera). Des blindés et des jeeps ont été détruits. — (A.F.P.)

### Tunisie

· VISA D'ENTRÉE POUR LES. RESSORTISSANTS DU RE-NELUX. — Le gouvernement tu-nisien a décidé d'établir un visa d'entrée en Tuniste pour les res-sortissants des trois pays du Be-nelux (Belgique, Pays-Bas et Laxembourg), à la suite d'une décision similaire prise par ces derniers à l'encontre des ressortis-sants tunisiens. La décision pren-RESSORTISSANTS DU BEsants tunisiens. La décision prendra effet, an nom de la stricte réciproque, ca même temps que celle du Benelux, le 1ª février 1983. Entre soixante mille ét soixanto cinq mille respectivisants, du Benelux se sont rendus en Tu-nisie en 1982. – (A.F.P.)

### Union soviétique

M. CHTCHARANSKI EST ALIMENTÉ DE FORCE tous les trois jours, a déclaré le directeur de la prison de Tefisitopol II a reconnu ainsi pour la première fois que l'activiste juif et défenseur des droits de l'homme fait la grève de la faim depuis trois mois et demi. Cette déclaration a été assortie d'un refus de visite à la mère et au frère du prisonnier, qui n'ont pu le voir depuis le début de 1982. C'est pour obtenir le respect du droit, de correspondance et de visite que M. Chtcharanski fait la grève de la faim.—
[AFP.]

1-- 2-

AN AMILY

Market Ma

### Espagne

### Les nationalistes basques modérés s'inquiètent de l'évolution de l'ETA

De notre envoyé spécial

En outre, le discours social de

impérialistes ». Et beaucoup plus, en l'occurrence, contre l'impéria-lisme américain que contre l'impé-

Cette évolution-là aussi préoc-

cupe et inquiète les nationalistes mo-dérés du P.N.Y. Ceux-ci redoutent en affet de voir un jour s'ajouter à la

lutte entre indépendantistes et

forces de l'ordre espagnoles, des troubles socianx de nature il la fois

nationaliste et révolutionnaire, que

l'ETA, selon eux, appellent de ses vœux, et même prépare délibéré-

Le clivage entre nationalistes mo-

dérés, prets à jouer le jeu des institu-tions locales en attendant mieux, et

combattants armés de l'ETA, ne porte plus seulement sur l'attitude à

l'indépendance. C'est aussi, au-jourd'hui, très largement, un clivage entre deux conceptions de la société. Peut-être tont simplement, à l'inté-

rieur d'une classe politique besque en train de s'affirmer, une opposi-tion droite-gauche – mais les condi-

tions dans lesquelles cette opposition

se dessine et croît, et les traditions

de lutte armée qui sont celles d'une partie du peuple basque, font redou-ter qu'il s'agisse plus, à terme, d'un-

affrontement que d'use confronta-

De leur côté, les nationalistes mo-

dérés jouent habilement auprès de

Madrid de ces risques d'affronte-ment pour tenter d'obtenir une dévo-lition plus rapide des pouvoirs. De ce point de vue, que l'ETA fasse

peur les arrangerait plutôt : cela leur permet de souligner à l'usage du

gouvernement espagnol à quel point il a intérêt à jouer la carte des Bas-

ques modérés et non violents avant

ini-meme paraît être peasé maître, spoifiant sitemativement l'espoir —

A ce jen ambigu, M. Garaikotxea

BERNARD BRIGOULEDA.

(3) Lors de la désignation du Parle-

ment basque (et de la «députation fo-rale» en Navarre), le P.N.V. a obtenu au total 18,8 % des voix, Herri Batasnna

9,8 %, le P.S.O.E. 9,2 %, l'U.C.D. 7,5 %. Il y a eu 39,2 % d'abstentions.

L'attentat contre Jean-Paul II

LA TÉLÉVISION BULGARE

PLACE LA JUSTICE ITA

LIENNE DEVANT « SA RES-

PONSABILITÉ HISTORIQUE »

Dans un documentaire sur

L'affaire Antonov », la télévision

bulgare place la justice italienne devant sa « responsabilité histori-

que ... après l'arrestation et l'incul-

pation de Serguel Ivanov Antonov

vice-directeur de la compagnie acrienne Balkan Air, à Rome, pour

« concours actif » dans le complo

visant à assassiner Jean-Paul II. Le film a été projeté le 7 janvier.

Cette décision - se répercutere

sur les rapports entre la Bulgarie et

l'Italie, ainsi que sur le climat poli

tique dans le monde entier -, souli gue la télévision. Ivan Garelov,

reporter vedette de la télévision

s'est attaché dans ce film à démon-

trer « l'impossibilité pour Antonov d'avoir participé » à l'attentat contre Jean-Paul II.

Il a établi un lieu entre la procla

mation de la loi martiale en Pologne le 13 décembre 1981, et « la prêten

due découverte par les services spé

ciaux italiens, le 29 décembre,

que (...) Ali Agca était prêt à

apporter de prétendus nouveaux

Ivan Garelov a indiqué qu'il

voyait là, l' intrigue la plus subtile

du complot », visant & « orienter la

suspicion vers la Bulgarie puis

vers Moscou, afin de « donner une

nouvelle impulsion à la contre-

révolution en Pologne ». (A.F.P.)

témolenages ».

qu'il ne soit trop tard.

(1) Unité populaire.

Italie

adopter à l'égard de Madrid et de

rialisme soviétique.

Vitoria. - Dans la banlieue de cette grande cité industrielle et sans l'ETA et de ses partisans a tendu à grâce, chef-lieu de la province basque d'Alava, et promue depuis l'autonomie au rang de la capitale politique de l'ensemble de l'Euskadi une part de plus en plus importante (hors la Navarre, dout Madrid disjoint toujours le cas), un eusemble de l'ensemble de l'eusemble de l'ensemble de l'eusemble de l'ensemble de l'eusemble de l'ensemble de l'ensemble de l'etranger, une de bâtiments nitramodernes, béton clair et verre fumé, moquette et climatisation. On n'y entre pas sans de l'ensemble de l'ensemble de l'étranger, une sympathie active s'y affiche à l'égard des a l'attes anti-matisation. On n'y entre pas sans de matisation. On n'y entre pas sans de minutieux contrôles de sécurité. Dehors, les « minomes », comme on les surnomme avec une condescendance amusée, autrement dit les membres de la toute nouvelle police basque, montent une garde beaucoup plus débonnaire. Visiblement très fiers de leur rutilent uniforme, dont l'ano-rak rouge vif ferait une superbe cible s'ils avaient, un jour, à assurer un maintien de l'ordre autre que symbolique. Une éventualité que le président de ce gouvernement basque, M. Garaikoetxea, n'exclut pas.

lci, dans ce cadre qui pourrait. être le siège d'une importante ban-que ou compagnie d'assurances, s'élabore depuis la réforme une autre réponse au drame basque. Les membres du gouvernement local s'agacent de plus en plus ouverte-ment d'être traités par l'ETA et sa ment a cure trattes par l'Al A et sa monvance, dont la coalition indépen-dantiste Herri Batasuna (1), qui en est très proche, comme des nationa-listes « mous », voire des traîtres. Et ils estiment que, si imparfaite et in-complète que soit la dévolution des ponvoirs autonomes aux éins basques, elle représente tout de même un progrès, et couvre déjà un champ d'application qui n'est pas negligea-

Basques et libres, nous avons recommence à l'être, et ce n'est pas fini », explique, dans son élégant bu-reau vitré, M. Mario Fernandez, vice-président du gouvernement et très représentatif d'une nouvelle classe politique basque : celle des jeunes nationalistes modérés, memjeunes nationalistes moustes, socialiste, pour qui l'Euskadi offre désormais le cadre possible d'une vraie carrière politique. • Des mals tenant, nous exerçons quelque 40 % à 50 % des compétences qui nous sont dévolues par le statut d'autonomie progressive, et c'est loin d'esre termine L'éducation (en ded'esre serminé. L'éducation (en de-hors du niveau universitaire), les questions matérielles comme les travaux publics et l'équipement, la police locale — déjà mille cent claré. à Madrid — et l'inquiétude. hommes, — le droit local du travail, la sécurité sociale, etc., ce n'est pas rien. Ce sont des attributs d'Etat, que le peuple basque exerce désormais à travers ses représentants dé-mocratiquement désignés. Nous sommes en train de faire une administration bilingue espagnolbasque : est-ce négligeable, de redonner à notre langue basque son droit de cité ? >

### « Lutte des classes »

M. Fernandez ajoute : \* L'ETA nous explique que nous trahissons la cause nationale en participant à ces institutions, adoptées par une majorité des électeurs basques majorité des électeurs basques Mais qui aura le plus fait progres ser notre cause commune? Nous avons récupéré de nombreux droits traditionnels du peuple basque, no-tamment économiques. L'évolution doit se poursuivre, certes, et peutêtre un jour arriverons-nous à l'avtonomie totale telle que nous la souhaitons. Mais comment oublier que ce qui a été obtenu en si peu d'années était inimaginable voici encore une décennie ?

- Seulement, Herri Batasuna veut un Pays basque socialiste Nous demandons, nous, qu'il soit li-bre, pluraliste et européen. Est-ce trahison? L'opinion abertzale jugera. Mais j'observe que, chaque fois qu'elle a jugé jusque là, elle a donné raison aux modérés contre les extrémistes. La vraie question, c'est de rendre à l'Euskadi ses pou voirs traditionnels. Ne nous battons pas autour du mot d'indépendance. Ce n'est qu'un mot. Lutions plutôt. tous ensemble, pour uz vrai pouvoir

basque, toujours plus fort. > Ce discours réformiste et unani miste exaspère évidenment les indépendantistes « durs ». Mais les scru tins successifs ont montré qu'il n'était pas, pour l'instant, sans éche-dans l'opinion nationaliste (3). Tout comme ils ont apporté la preuve que même au Pays basque, les partis · espagnols · de droite ou de ganche avaient une clientèle. Ne serait-ce qu'en sonction de cette considération qui pose aux séparatistes un sérieux problème lorsqu'ils envisagent près de 40 % des habitants des quatre provinces basques (en y incluant. la Navarre) sont des « immigrés » Qu'en faire « après » ?

### République Sud-Africaine Une grave sécheresse sévit

dans plusieurs régions

De notre correspondant

Johannesburg. - Insensible aux morsures du soleil, un enfant nu s'avance dans un paysage lunaire. Quatre bovins aux côtes saillantes le précèdent sur la terre craquelée. Tous sont te-neillés par la soif. Ventre bombé sur deux jambes fragiles, l'enfant zoulou marche avec ses bêtas depuis l'aube. Objectif : trouver un point d'eau.

**AFRIQUE** 

A quelques centaines de kilomètres de là, aux portes du parc national Kruger, un rude paysan afrikaner, short kaki et pistolet sur la hanche, contemple avec anxiété les nuages qui s'amon-cellent au-dessus de ses plantations. Craquera, craquera pas ? Mercredi 5 janvier, convaincu comme l'immense majorité du peuple sud-africain d'entretenir des relations privilégiées avec la puissance divine, Johannes Nieman, petit-fils de paysans boers,

s'est adressé à Dieu. A l'instar de plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de fernmes, Blancs et Noirs, Jonannes s'est agenouillé dans son église. Il a chanté avec les autres pour oue tombe enfin la pluie. La Journée nationale de supplication, décidée par le gouverne-ment et organisée par les Eglises calvinistes afrikaners, ne s'est pas déroulée sans quelques fausses notes. Les Eglises anglo-phones et africaines se sont notamment plaintes de n'avoir pas été invitées. Mais la nation sudafricaine est pieuse - perfois jusqu'au fanatisme - et les paysans conservent bon escor.

Pour beaucoup, parmi les Noirs surtout, si la situation ne s'améliore pas rapidement, l'esqu'ils auront à se mettre sous la dent. L'exceptionnelle sécheresse, la plus grave depuis un demi-siècle, qui sévit depuis deux ou trois ans dans certaines régions, a pris l'ampleur d'une véritable catastrophe. Dans les bantoustans, a indépendants a ou non, la mortalité infantile liée aux maladies de la malnutrition menace de dépasser le seuil critique qui est déjà le sien (deux cent quatre-vingts pour mille contre douze pour mille dans les zones blanches »).

### Risques de banqueroute

Pour échapper au fléau de la famine, de nombreuses familles bravent les lois de l'apertheid et s'en viennent grossir les hordes de squatters miséreux qui foisonnent à l'orés des villes blanches. Bien que leur sont ne puisse être en rien comparable, un bon nom-bre parmi les sobiante-dix mille fermiers blancs du pays risquent la banqueroute financière. De fait, avec le surendettement déjà chronique des exploitations fami-

La production nationale de mais, aliment de base des Noirs, est tombée de 14 millions de

tonnes, en 1980-1981, à 8 millions de tonnes la saison sui-vanta. La prochaine récolte ne abondamment avent la fin du mois. Une bonne partie des plantations de blé, de sorgho et de canne à sucre sont déjà perdues. Dans le nord du Natal et dans l'est du Transvaal, plusieurs ri-vières sont réduites à l'état de ruisselets. Une épidémie de choléra, qui a coûté la vie de plus de trois cents personnes au cours des trois dernières années, gagne progressivement d'autres zones rurales essentiellement es de Noirs.

PATRICE CLAUDE.

## Maroc

# Le premier ministre va créer un nouveau parti

De notre correspondant

Rabat: - M. Msati Bouabid, prenier ministre, a donné, vendredi 7 janvier à Casablanca, le coup d'envoi de la campagne pour les élections législatives prévues pour avril ou mai. Il a fait sensation en annon-

Bien qu'il n'ait parlé que d'e oranisation nouvelle pour encadrer les élites, les cadres et surtout les jeunes », personne ne donte, en effet, qu'il ne s'agisse d'une formation politique. Pour la mettre en œuvre, e premier ministre va prendre son bâton de pèlerin. Après Casablanca, où il a parlé vendredi devant quatre cents à cinq cents cadres triés sur la volet, ce sera Kouribgha, la ville des phosphates, Beni-Melial et Marra-kech. La nouvelle formation devrait s'appeler parti socialiste des travailleurs. Si cette information se confirmait, l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.) de M. Abderrahim Bouabid (homonyme du premier ministre) verrait surgir, dans le camp gouvernemental, un nouveau mouvement qui se proclamerait socialiste. Il est vrai que, en baptisant ainsi son nouveau parti, le chef du gouvernement ne ferait que revenir aux sources puisqu'il fut lui-même membre de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), laquelle donna naissance en 1972, par scission, à l'U.S.F.P. Celle-ci est issue du groupe de Rabat, et le groupe de Casabianca, restant l'U.N.F.P. a été réduit à une existence quasi for-

M. Maati Bonabid avait adressé à ses invités de Casablanca une lettre dans laquelle il posait la question de l'opportunité de créer une nouvelle organisation politique. « La clé du problème, écrivait-il, réside essentiellement dans une participation plus active de l'élite marocaine. >

M. Bouabid affirmait : - Nous sommes un groupe de Marocains de tous ages et de toutes conditions qu'unissent leur commun attachement à nos institutions constitutionnelles et leurs convictions profondes que le Maroc ne peut conserver son idendité et sa stabilité que grâce au régime monarchique. » Il écrivait en conclusion: « Notre jeunesse a besoin d'être conduite, guidée et orientéa. L'encadrement familial ne sem-

ble pas apte à le faire utilement. Il existe donc un vide. -

Développant ces différents thèmes, vendrodi à Casablanca, le chef du gouvernement a affirmé que le Maroc se trouvait à un · tournant de son histoire »; il s'agissait de trouver les moyens de saisir cette occasion. Sans nommer jamais le parti nationaliste de l'Istiqual, largement représenté dans son gouvernen a toutefois clairement affirmé la nécessité de tourner la page de la lutte pour l'indépendance, dont les acteurs, ou ceux qui s'en réclament, ne devaient plus rester les seuls proprincipaux détenteurs du pouvoir.

Pour inciter toutes les forces nouvelles à sortir de leur réserve, une plate-forme sera élaborée - loin de la démagogie, des idéologies impor-tées et des forces destructrices » (allusion visant les socialistes et les

M. Maati Bouabid s'est donc gardé de s'attaquer ouvertement aux grandes formations existantes, auxquelles, s'est-il contenté de dire, « nous serons confrontés ». Mais son propos était évidemment dirigé contre ces formations, d'abord l'Is-tiqlal, ensuite l'U.S.F.P. et le P.P.S. (parti communiste), sans oublier le Rassemblement national des indépendants (R.N.L.) de M. Ahmed Osman, déjà affaibli par la scission des Indépendants démocrates et dont la création du nouveau parti peut encore hâter le déclin. En d'au-tres termes, pour M. Bouabib, il s'agit d'occuper dans l'échiquier po-litique la place d'un parti de centre sur sa droite, sur l'Isticial et l'aile libérale du R.N.I., et parmi la gauche traditionnelle sur la clientèle de l'U.S.F.P. et celle du P.P.S.

C'est enfin un nouveau coup porté aussi aux ambitions de M. Ahmed Osman, qui ne se cache pas de vou-loir succéder à M. Bouabib dans ses fonctions de premier ministre. Mais ce dernier, qui était pourtant consi-déré ces derniers temps comme partant, dans le cadre d'un remanie ment ministériel pré-électoral, aura pris ses adversaires de court. Reste à savoir s'il pourra concilier son activité de sondateur du nouveau parti avec les fonctions de chef d'un gouvernement où sont représentés beaucoup de ses futurs adversaires. Il est clair en tout cas que toute l'opération de lancement d'un nouveu parti n'a pu se faire sans l'aval du palais.

ROLAND DELCOUR.

### Ethiopie

### Un parti des travailleurs pourrait être fondé cette année

De notre correspondant en Afrique orientale Nairobi. - L'Ethiopie aura-t-elle son parti unique cette année ? Institution suprême du pays, la Commission pour l'organisation des travailleurs (COPWE) a tenu, cette semaine, son deuxième congrès à Addis-Abeba. Or, les dirigeants ont présenté l'événement comme la dernière étape - avant la création du parti, en gestation depuis trois ans. On ignore, pour l'instant, si les délégues ont enfin fixé une date pour le franchissement de ce · pas historique > mais la plupart des observateurs le prédisent pour

S'adressant au congrès, le lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Mariam, chef de l'Etat, a défini les objectifs immédiats de la COPWE : rédaction d'une - plate-forme - politique et mise au point des règles de fonctionnement du parti. Il a an-noncé une série de limogeages qui marquent le début d'un processus de purification » des instances dirigeantes. Quarante membres de la COPWE ont été exclus du présidium pour s'être . livrés à des activités contraires à ses objectifs . Six des coopératives - appartenaient au comité central.

Le maître de l'Ethiopie avait dénoncé, à plusieurs reprises, depuis plus d'un an, les - réactionnaires et « opportunisses » inflitrés, selon lui, dans la COPWE. Une campagne anti-corruption avait même été lan-cée en septembre 1981. Cette purge n'atteint aucun des hauts personnages de l'Etat. Les sept membres du - comité exécutif - (bureau poli-tique) de la COPWE restent en place. Ces officiers constituent en même temps le noyau dirigeant du DERG, conseil militaire provisoire né de la révolution de 1974. Le nouveau comité central de la COPWE comprend 91 membres et 26 suppléants. Comité exécutif et comité central forment le présidium. Quel-que 1 600 délégués ont participé au congrès contre 800 lors du premier congrès en juin 1980. Selon M. Mengistu, six mille cinq cents cellules ont déjà été établies dans le

Si elle a lieu en 1983, la création d'un parti d'avant-garde, chaînon essentiel entre la base et le sommet aux yeux d'un léniniste, mettra fin, neuf ans après son déclenchement, à la principale hérésie de la révolution éthiopienne par rapport aux modèles socialistes d'Europe et du tiersmonde. Le fait que l'expérience la plus « rudicale » d'Afrique ait été conduite, jusqu'à présent, sans l'entremise d'un parti communiste d'appellation contrôlée irritait les doctrinaires du camp soviétique. Lors d'un voyage à Addis-Abeba en novembre allemand, M. Horst Dohlus, avait vivement critiqué cette lacune.

Pendant la première phase de la révolution (1974-1977), les luttes sans pitié entre civils et militaires, autant que les déchirements au sein du DERG, avaient exclu la création du parti. Par la suite, le « numéro un . éthiopien doutait trop de la loyauté des cadres civils ralliés au régime - hostiles à la suprématie de l'armée, - pour hâter l'événement. La création par décret de la COPWE, en décembre 1979 - inno-vation étrangère à la tradition socialiste, - permit au lieutenant-colonel Mengistu de gagner du temps tout n calmant l'impatience de Moscou. Il souhaitait ainsi priver les Soviétiques d'un éventuel cheval de Troie tant qu'il n'aurait pas fermement en main les rênes du pouvoir.

En théorie, la COPWE a pour mission de préparer le retour au ré-gime civil mais l'armée en contrôle tous les ronages. Les militaires y sont deux fois plus nombreux que les civils. Ses membres ont été cooptés en fonction de leur loyalisme. Le comité central ne comprend ni délégués syndicaux ni représentants du paysannat. Les idélogues marxistes sont fortement minoritaires. La COPWE n'est qu'une excroissance du DERG que l'on voit mai faciliter le retour des militaires dans les ca-

M. Mengistu a dressé devant le congrès un inventaire sans complaisance des difficultés économiques de l'Ethiopie : pénuries alimentaires, régression de la production agricole (cette dernière a chuté de 4,7 % en 979 à 2 % en 1981), baisse des revenus à l'exportation, chômage, in-flation (estimée à 35 %), faiblesse des investissements. La majorité des industries nationalisées, a-t-il reconnu. - ne dégagent aucun profit du fait d'une mauvaise gestion, tandis que - les fermes d'Etat ne produisent guère plus que la plupart des paysans avec leurs méthodes arriérées ».

Pour relancer l'économie, le chef de l'Etat a annonce que son pays s'ouvrirait aux - investisseurs étrangers ». Cette ouverture vers l'Ouest concernerait, en priorité, le secteur minier. La compagnie américaine Chevron s'apprêterait à prospecter dans l'ouest du pays, l'Ethiopie fon-dant de sérieux espoirs sur la recherche pétrolière.

M. Mengistu a également promis d'encourager le secteur privé éthioplen, notamment dans le domaine industriel. Cette « N.E.P. à l'éthio-pienne », si elle se confirme, exprimera à la fois le réalisme des dirigeants - confrontés aux méfaits d'un système bureaucratique - et leur désillusion face à l'insignifiance de l'aide économique en provenance

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### Tensions en Afrique australe

(Suite de la première page.)

L'Afrique du Sud, suivant l'exemple de Washington, fait du retrait des troupes cubaines d'Angola une condition préalable à tout règlement en Namibie. Or, sur ce point, les né-gociations américano-angolaises semblent marquer le pas au moment où le président Dos Santos engage une difficile partie politique pour mieux asseoir son autorité au sein du M.P.L.A. Les purges se poursuivent, en effet, à Luanda, où l'on apprend vendredi que trois nouveaux mili-tants du M.P.L.A. ont été arrêtés et un certain nombre d'autres démis de leurs fonctions

Le parti au pouvoir a pris « ces mesures disciplinaires pour corriger mesures assipsinaires pour corriger certaines erreurs de membres du parti qui om usé incorrectement de leur droit de critique », a affirmé, vendredi, dans un éditorial, le Jornal de Angola (gouvernemental).

- Face à cette attitude incorrecte, des mesures de suspension préven-live ont été prises - suivie de l'ou-verture d'une enquête qui a conduit à la détention préventive de trois militants, a précisé le journal.

Les trois militants emprisonnés sont « Vantagem » Lara, fils adoptif de M. Lucio Lara, membre influent de M. Lucio Lara, memore unitente du bureau politique et secrétaire du comité central pour l'organisation, Costa de Andrade « Néunduma ». biographe de l'ex-président Agosthino Neto et secrétaire de l'Union des journalistes, et un cadre du parti dont l'identité n'a pas été communi-

Rappelons que Ma Ruth Lara, épouse de M. Lucio Lara et chef du département des cadres, avait été démise le 4 janvier de son poste, de meme qu'une trentaine de militants. Enfin. selon des rumeurs circulant à Luanda, plusieurs membres importants du gouvernement auraient été

Le Jornal de Angola explique

militants du parti, sans avoir consulté la base, a eu l'audace d'of-frir comme cadeau d'anniversaire une pièce de théâtre qui constituait une caricature biessante du président » et a proposé » la convocation d'un congrès ou la constitution d'un

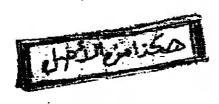
nouveau gouvernement ». De sources bien informées à Luanda, indique l'A.F.P., on précise qu'il s'agissait là d'une initiative d'un • comité d'action • composé de représentants des cellules du parti, qui avait l'accord de M. Ambrosio Lukoki (ancien membre du bureau politique et secrétaire du comité central chargé de l'idéologie, limogé le 8 décembre (le Monde du 11 dé-cembre). Plusieurs épouses de haus dirigeants, dont M<sup>m</sup> Lara, auraient participé à cette initiative.

Ces militants avaient lancé depuis plusieurs mois une offensive contre ce que certains d'entre eux appellent de certains d'entre eux appendir la • droite du parti • ou le • groupe de Catete • (du nom de la ville du nord de l'Angola d'où sont origi-naires certains dirigeants du pays).

Ces purges coincident, d'autre part, avec une recrudescence des ac-tivités de l'UNITA. L'Angola a confirmé, vendredi, que des combats acharnés se déroulent dans le sudouest du pays et indiqué que ses forces se heurtent à des effectifs rebelles sans précédent depuis la guerre civile de 1975-1976.

Durement éprouvé à la fois par la guerre civile menée sur son propre territoire par l'UNITA et par les incidences du conflit namibien, le gouvernement de Luanda a de plus en plus de mal à contrôler la situation, et on voit mal comment il pourrait accepter un retrait des Cubains, soutien indispensable du régime.

L'épreuve de force engagée à Luanda par le président Dos Santos, qui semble pour l'instant marquer des points, risque de retarder encore une solution, ce dernier ayant sans doute intérêt à reprendre les choses que, - prenant comme prétexte l'an-niversaire du président Eduardo en main avant d'engager sérieuse-Dos Santos (28 août), un groupe de ment des négociations F. C.



A cet égard, l'agence Tass s'en

prend à « la rapidité avec laquelle

le département d'État et les porte-parole de la Maison Blanche ont

jugé nécessaire de corriger » les dé-

clarations de M. Reagan, qui avait

jugé la proposition du pacte de Var-sovie digne d'être étudiée avec les alliés.

La réaction la plus positive est celle de M. Pym, secrétaire au Fo-

reign Office, qui a vu dans la décla-

ration de Prague » un document d'une très grande portée » survenant

Le gouvernement espagnol af-

firme, pour sa part, dans une décla-

ration, que « loute proposition réa-

liste tendant à réduire les

tensions (...) ne peut qu'être ac-cueillie favorablement », et juge » positive » la réaction de M. Res-

gan aux propositions de l'Est. Enfin, M. Kreisky, chancelier d'Autriche, a jugé « très importante » la propo-sition du pacte de Varsovie, ajoutant

que celle-ci « peut être honnête dans la mesure où les grandes puissances

Pour sa part, M. Kissinger, ancien

secrétaire d'Etat, qui s'est entretenu vendredi avec M. Reagan, a jugé

américain et M. Andropov n'est

qu'une question de temps, mainte-

nant que les deux dirigeants ont donné un accord de principe à une

Sur le plan des armements straté-

giques, M. Reagan a laissé entendre, dans une lettre au représentant ré-

publicain de New-York, M. Kemp,

tions de réduction des missiles balis-

tiques si le Congrès devait refuser la construction du MX. Ces proposi-

tions, indique-t-il, « sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle le MX

sera intégré à notre système de dé-

fense », et les Etats-Unis « ne pour-

raient certainement pas accepter :

de réduire leurs missiles si ceux-ci

ne sont pas aussi modernes que ceux

De leur côté, les Izvestia, reve-

nant sur les propositions de M. An-

dropov à propos des armements su-

clésires en Europe, estiment que l'initiative soviétique « a posé la

question d'une position plus nette de Paris et de Londres ». « On ne

peut exclure [les missiles français et britanniques] du calcul en les dé-clarant indépendants, comme le

font Paris et Londres », écrit le quo-

at dispose i U.K.S.S

qu'il pourrait revenir sur ses propos

qu'un sommet entre le prési

seroni honnêtes »

telle rencontre.

les relations internationales ».

### Moscou invite l'Occident à étudier « avec le maximum de sérieux » les propositions du pacte de Varsovie

Un communiqué publié à Moscon, vendredi 7 décembre, à la suite d'une réunion du bureau politique. du présidium du Soviet suprême et du gouvernement, invite les Etats-Unis et leurs allies à - faire preuve du maximum de sérieux - envers les « importantes initiatives de paix - prises à Prague par le sommet des dirigeants du pacte de Varsovie. Le communiqué affirme que les pays de l'Est - ont formulé une alternative réelle au glissement vers une catastrophe nucléaire », et que le projet de pacte de non-agression revêt - une importance particu-

### L'AMBASSADEUR D'ALBANIE EN FRANCE A ÉTÉ RAPPELÉ INOPINEMENT

MM. Petraq Pojani, ambassadeur d'Albanie en France, qui était rentré à Tirana à la mi-novembre, ne regagnera pas son poste, a-t-on appris

percredi 5 janvier à l'ambassade. Selon le chargé d'affaires, M. Thoma Haxhi, M. Pojani a été appele à d'autres fonctions dans son pays. Tirana a demandé au gouvernement français son agrément pour la nomination d'un nouvel ambassadeur, dont le nom ne sera révélé que lorsque cet accord aura été donné

M. Pojani n'était en poste à Paris que depuis le 3 juin 1981. Il avait été le premier ambassadeur à présenter ses lettres de créance à M. Mitterrand. Sans préjuger les raisons qui ont motivé ce rappel inosiné. l'interruption de la mission de M. Pojani ne peut être isolée des remaniements et des - purges - qui ont suivi l'élimination, en décembre 1981, du premier ministre de l'épo-que, Mehmet Shehu. Selon la version officielle, Mehmet Shehu s'est suicidé. Son successeur, M. Carcani, a changé les titulaires de six ministères le 23 novembre dernier.

A Belgrade, M. Vujovitch, portea accusé vendredi. M. Enver Hodia. de chercher à - rendre la Yougoslavie responsable - des échecs de sa politique, dans son nouveau volumesouvenirs, intitulé les Titistes.

L'auteur de cet ouvrage, poursuit M. Vujovitch, « se sert de falsifications grossières et d'inventions insensées et nie des faits historiques dans le dessein de dévaloriser la lutte menée conjointement par les peuples yougoslave et albanais contre l'occupant fasciste .. « La seule valeur de ce scénario, solon M. Vujovitch, réside dans le fait qu'il démasque le caractère de son auteur qui, depuis près de quarante ans, élimine sans merci ceux de ses proches collaborateurs qui se refusent à suivre sa politique.

### LA HAYE INTERDIT L'INSTAL-LATION AUX PAYS-BAS D'UN GOUVERNEMENT DU SURINAME EN EXIL

(De notre correspondant.)

Amsterdam. - Le gouvernement de La Haye s'est prononcé cette se-maine contre l'établissement d'un gouvernement surinamien en exil aux Pays-Bas. Des diplomates de la capitale ont souligné que cette inter-diction ne signifiait pas un soutien au régime militaire dictatorial qui gouverne l'ancienne colonie néerlan-daise.

La quasi-totalité de l'opposition surinamienne, parmi laquelle bon nombre d'anciens ministres, se trouve aux Pays-Bas. L'ancien prési-dent Chin-A-Senh séjourne à La Haye depuis une semaine, où il s'est entretenu avec le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van den Brock. Celui-ci a reçu égale-ment des membres du Conseil politique pour la libération du Suriname, qui s'efforce de regrouper tous les opposants au régime de Paramaribo et qui n'a pas resoncé à déloger par la force le dictateur surinamien M. Desi Bouterse.

Le ministre a néanmoins indiqué qu'interdiction était faite aux oppo-sants d'organiser sur le territoire néerlandais des activités hostiles au régime de leur pays, avec lequel le gouvernement de La Haye entre-tient toujours des relations diploma-

Les rapports entre les Pays-Bas et leur ancienne colonie sont au plus bas depuis l'exécution, à Parama-ribo, le 8 décembre, d'au moins une quinzaine d'opposants au régime. Parmi les victimes se trouvaient des dirigeants syndicaux et des journa-listes. La Haye avait réagi par la suspension de l'aide au développement, de loin la source de revenus la plus importante du Suriname depuis son accession à l'indépendance en 1975.

REMÉ TER STEEGE.

# Le Vietnam à l'heure du pragmatisme

Confrontés à l'hostilité d'une Chine voisine qui continue de soutenir les Kmers rouges, les dirigeants de Hanoï doivent aussi supporter les incartades de leurs compatriotes du Sud, pas encore assez malléables nour entrer sans résistance dans le moule socialiste (le Monde des 7 et 8 janvier.)

Danang. - - Nous avons même réussi, en 1982, à dégager un excédent de 4 000 tonnes de vivres, alors que, les années précédentes, nous étions déficitaires d'au moins 30 000 tonnes -, se félicite M. Tran Cong Cuong, chef du secrétariat du comité populaire de la province de Quang-Nam-Danang. Une province qui revient de loin, sur laquelle, dit-il, - se sont acharnés les B-52 pendant la guerre américaine : plus de 20 000 infirmes, les deux tiers de la force de trait anéantis (...) ». Une province dans laquelle « les maisons de certains villages sont aujourd'hui toutes construites en bri-

que et couvertes de tuiles ». Le Nhan Dan, le quotidien du P.C.V., s'est empressé de publier, début décembre, avant même les réunions du plénum du comité cen-tral et de l'Assemblée nationale, le culture pour l'année écoulée, comme pour couper court, chiffres à l'appui, à tout débat sur les vertus du pragmatisme. Au total, une produ de 16,26 millions de tonnes d'équivalent-paddy, supérieure de 1,2 million de tonnes à celle de la saison 1981, de 200 000 tonnes aux prévisions du plan.

Une météo favorable – pas de ty-phons dévastateurs – et des condi-tions de culture améliorées par l'emploi d'insecticides, d'engrais organiques et de semences de qua-lité, expliquent en partie ces heu-reux résultats. Encore fallait-il ré-veiller l'« enthousiasme » des paysans. Les responsables vietnarience, le - système des travaux forfaltaires - qui permet aux coopérateurs, une fois rempli leur contrat, de disposer à leur guise du surplus de production, a fait mer-

### Les privilégiés

Ce recours au pragmatisme dont le sixième piénum du comité central avait défini, en août 1979, les grandes lignes et dont le cinquième congrès du PCV a confirmé, en mars 1982, le bien-fondé, est-il conforme aux canons du socialisme ? • Oui, pour la simple raison tidien du gouvernement soviétique, d'autant plus que, « quelle que soit cette indépendance, ce n'est pas en direction de l'Atlantique ou de l'Occident que les Français ont choisi de pointer leurs missiles ». — (A.F.P.) qu'il favorise une augmentation de la production », répondent sans hé-siter certains responsables qui ten-tent ainsi de minimiser le sérieux du III. - L'autosuffisance, enfin

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN étrangères et membre suppléant du bureau politique, n'évoque-t-il pas les « déviations » d'un système qui aboutit parfois à privilégier les inté-rêts de l'individu au détriment de ceux de l'Etat et de la collectivité ?

M. La Xuan Dinh, responsable des relations extérieures au ministère de l'agriculture, reconnaît que les paysans sont un peu des « privilégiés ». « Il arrive qu'ils gagnent davantage qu'un ministre », précise M. Hoang Tung, secrétaire du co-mité central. Dans le nord du pays, pourtant fortement collectivisé, les venus familiaux tirés de la culture, de l'élevage et de l'artisanat, repré-sement, selon des sources officielles, un tiers du revenu total des coopérateurs. Mais les dirigeants vietna-miens avaient-ils d'autre choix que de faire des concessions aux travailleurs des champs sans trop s'embarrasser de considérations idéologiques, s'ils voulaient - donner à mger au peuple > ?

et à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), tous ceux qui n'ont pes la possibilité d'arrondir leurs maigres fins de mois - la rémunération mensuelle d'un ouvrier ou d'un fonctionnsire est d'environ 200 dongs (1) mangréem et jalousent les paysans.

Les conditions de vie des salariés sont difficiles », affirme M. Tung. On constate même au certain retour vers les champs, une certaine atti-

céder leur récolte au gouvernement si les prix offerts par celui-ci son trop peu rémunérateurs, s'il leur est impossible d'obtenir en échange des biens de consommation? Le Nhan Dan insistait récemment sur « l'absolve nécessité de livrer à l'Etat les quotas prescrits ». Par le biais des prélèvements obligatoires - contrats forfaitaires et impôts en nature - les pouvoirs publics récupèrent entre 5 en faudrait bien davantage pour nourrir les gens des villes, condamnés à compléter leur approrisionnement au marché libre. Un nouveau bond en avant de la production alimentaire - 19 à 20 millions de tonnes espérés pour 1985 -permettra-t-il d'atténuer les effets pervers du pragmatisme ?

avoir des réserves à partir de 1984 », tel est l'objectif que M. Vo Van Kiet, vice-président du conseil et « patron » du plan, vient de défi-nir devant l'Assemblée nationale. Pari difficile à gagner car « nous

Co Thach, ministre des affaires bouches nouvelles à nouvrir », sonligne M. Kiet. Il fandrait que les responsables victnamiens parviennent à faire tomber, d'ici à 1985, le taux de

natalité de 2,1 à 1,7 %. Au reste, peut-on, à l'avenir. beaucoup mieux se débrouiller qu'en 1982 ? • Nous avons fait le maximum pour perfectionner le système de gestion des coopératives », indique M. Dinh. Le stockage et la distribution laissent encore à désirer. Quant aux conditions objectives de production, . Il faudrait, pour les améliorer de manière significative, Investir bien davantage ». Un saut technologique coûteux que le Vietnam, à court d'argent, s'a pas les moyens de s'offrir.

### Caisses vides

Si malgré tout les responsables vietnamiens sont, à les en croire, en bonne voie de résoudre le problème alimentaire », ils ne sont pas au bout de leur peine pour faire tourner à plein régime la machine économique qui, selon M. Kiet, souffre d'un « manque aigu d'énergie, de matières premières et de plèces de rechange ». Impossible donc de sa-tisfaire les besoins élémentaires de la population. . Il est plus difficile de vêtir celle-ci que de la nourrir -, juge M. Tung. Le Grand Magasin de Hanoï expose en devanture des guitares de fabrication locale, mais, à l'étage, des chalands révent encore devant des vitrines où sont exposés des an-pieds en caoutchone...

Les usines textiles tournent à moitié de leur capacité. A défaut de co-ton, il a fallu relancer l'élevage du ver à soie. Parvient-on, ici ou là, à atténuer la pénurie, les acheteurs font alors les difficiles ! « Ils se mettent à discuter la qualité et les motifs des coupons de tissus qu'on leur propose », constate M. Chong. Un be-soin chasse l'autre. Le Vietnam est, depuis un an, en état de cessation de s'élève à 3,5 milliards de dollars, dont 2,3 à l'égard de la communauté socialiste. Ses réserves en devises sont inférieures à 30 millions de dollars. A la notable exception de la Suède, les États dits capitalistes continuent de lier la reprise de leur aide économique au retrait du Cam-bodge des troupes de Hanof. Les concours de l'Allemagne de l'Est, de - Se suffire en vivres en 1983 et la Bulgarie et de la Tehécoslovaquie

faiblissent - moins 25 % en 1983 tandis que ceux de l'Union soviétique se banalisent : 90 % de crédits

L'État financier du pays est à ce point désastreux qu'il rend aléatoires toutes les prévisions économiques à moyen terme. Ainsi le troisième plan quinquenna! (1981-1985) n'a-t-il jamais &ié adopté : scules, ses grandes orienta-tions ont été dégagées. Pour le mo-ment, les autorités vietnamieumes préférent travailler à la petite se-maine, établir des plans d'États an-nuels : l'Assemblée nationale vient d'adopter celui qui aura cours en 1983. « Nous préparons le IV quinquemas, note M. Houng Tung, mais en précisant les objectifs étape par étape. » « Il fasa s'en tenir ferme ment au principe du centralisme dé-mocratique dans la gestion économique », a indiqué, devant l'Assemblée, M. Kiet, un « sudiste », qui paraît néanmoias vouloir appliquer à l'ensemble du pays les recettes d'un certain pragmatisme. Mais jusqu'où ne pas aller trop loin au terrain > ?

Le débat est largement ouvert et. dans les discussions, ce sont souvent les cadres troyers de province - les anciens combattants - qui, peradoxalement, brandissent le draneau du socialisme et rappellent à l'ordre ceux qui risquent per imprudence de brader les acquis de la révolution. La nouvelle génération qui se pré-pare à prendre la relève aux postes de commande du parti et de l'État, formée sur place ou dans les « pays frères », seru-t-elle sensible à leurs mises en garde ou se méliera-t-elle des modèles et des slogans ?

Les dirigeants de Hanot ne cachent pas que les ennemis de l'inté-rieur et de l'extérieur sont décidés à tirer profit de tops leurs faux pas, de bution et la circulation sont le terrain le plus complexe et le plus bri-lant de la lutte » pour savoir qui l'emportera du socialisme ou du capitalisme, écrivait récemment le Nhan Dan. « Il importe de mener résolument la lutte pour se rendre dre socialiste, de renforcer les positions du commerce socialiste ». Le Vietnam saura-t-il gagner cette guerre d'un deuxième type, la guerre économique ?

(1) Un dollar vant environ 100 dongs arché noir, dix fois moins an cours

### Chine

LA DÉTENTE SINO-SOVIÉTIQUE

### La ville de Tianjin se propose de développer ses achats en Europe de l'Est

De notre correspondant ...

Pékin. - Un responsable du commerce extérieur de la ville de Tianjin vient d'amoncer que les importa-tions de biens et de machines en nance d'Europe de l'Est alaient augmenter au cours de cette année. En guise de justification, ce responsable a indiqué que le maté-riel produit par les pays du bloc so-viétique était « mieux adapté à nos entreprises ».

Situé à quelque 120 kilomètres de Pékin, le port de Tianjin est consti-tué comme Pékin et Shanghaf en une unité administrative indépendante équivalant au statut provincial. Il compte, selon le dernier re-censement (juillet 1982), quelque 7,7 millions d'habitants.

Si elle exprime publiquement des intentions assez nouvelles, cette dé-claration n'en est pas pour autant très surprenante. Il est dans le logique du processus de détente amorcé avec les Soviétiques que le com-merce bilatéral suive désormais une courbe ascendante. Des signes avant-coureurs de ce mouvement ont déjà pu être notés ces derniers mois. A l'automne 1982, une délégation de la Chambre de commerce de l'U.R.S.S., dirigée par l'un de ses vice-présidents, avait fait une apparition discrète à la foire de Canton. Plus récemment, des spécialistes russes de l'industrie textile ont passé deux semaines en Chine, visitant no-tamment des soieries à Hangzhou.

Dans quelle proportion le com-merce sino-soviétique est-il en me-sure de se développer ? Selon des es-timations — les chiffres définitifs n'étant pas encore comus – le vo-lume des échanges bilatéraux s'est situé, l'an dernier, entre 250 et 300 millions de dollars. C'est ridiculement peu comparé aux possibilités et au niveau atteint par le commerce sino-américain (5,5 milliards de dollars) ou sino-japonais (environ 10 miliards de dollars). De source soviétique, on pense que l'année 1983 pourrait voir an doublement, voire un triplement des échanges avec l'ékin.

De même source, on dément que des propositions en bonne et due forme sient été faites à la Chine à forme aient été faites à la Chine à propos d'ane contribution de l'U.R.S.S. au programme de modernisation de l'industrie légère de ce pays. Mais des consultations à tout le moint paraissent avoir en lieu à la faveur de deux expositions de matérial organisées au siège de la mission compressible pariétique à Patie. merciale soviétique à Pékin. Une exposition industrielle tehécos-lovaque a et lieu anssi à Shanghaï, Parallèlement à cette amélioration des relations commerciales, les deux pays out mis au point, pour cette an-née, un programme d'échanges spor-tifs assez substantiel. Une grande équipe de football soviétique devrait camment faire une tournée en Chine dans les mois qui viennent.

MANUEL LUCBERT.

· Le conseiller politique à l'ambassade de Chine à Washington, M. Ji Chaozu, a déclaré, le jeudi 6 janvier, que, après des mois d'entretiens, les Chinois et les Soviétiques n'étaient pas parvenus au moindre accord permettant d'améliorer les relations entre les deux pays. Cependant, a déclaré M. Ji la Chine pendant, a déclaré M. Ji la Chine. pendant, a déclaré M. Ji, la Chine veut la paix et la détente, et le traité d'amitié et de paix entre les deux pays ayant expiré en 1980, « un nouveau document devrait être mis au point, régissant les relations entre les deux voisins ». - (A.F.P.)

 Mort du général Yang Yong.
 Le général Yang Yong, chef d'état-major général adjoint et membre du secrétariat du comité central du P.C. chinois, est décédé le jeudi 6 janvier, des suites d'une maladie, à l'âge de soixante-dix aus. Vétéran de l'age de soxanie-ux ain. Vectran de la guerre sino-la guerre civile et de la guerre sino-japonaise, il avait exercé différents commandements régionaux après la libération. Eliminé dans les premières aunées de la révolution cultu-relle, il avait reparu en 1972 et était cutré-l'année suivante, à l'occasion du X congrès, au comité central du

hristian Dior **FOURRURE** 

### **SOLDES EXCEPTIONNELS**

HAUTE FOURRURE **BOUTIQUE FOURRURE CUIRS ET ENVERS DAIM** et accessoires de collections

les mardi 11, mercredi 12, jeudi 13, vendredi 14 Janvier 10 h - 18 h 30

> 32, avenue Montaigne 11 bis, rue François-ler 12, rue Boissy-d'Anglas Paris 8e

CORRESPONDANCE

# L'Assemblée européenne et l'Afghanistan

M. Gérard Israël, député (DIP, proche du R.P.R.) à l'Assemblée européenne, rapporteur sur la situa-tion en Afghanistan, nous écrit :

La lettre an Monde de M. Mohaned Tchopan, membre de l'Union générale des Afghans de France (le Monde du le jainvier 1983) témoigne d'un certain découragement devant le manque de fermeté qu'il impute à la Communauté européenne pour ce qui concerne la solution da certain ne de la communauté européenne pour ce qui concerne la solution da certain de la communauté européenne pour ce qui concerne la solution de la certain de problème afghan.

Je vondrais rappeler que le Parle-ment européen, expression des dix peuples de la Communauté, s'est prononcé en faveur de « la recon-naissance de la résistance afghane comme un mouvement légitime de libération nationale », pour « la re-considération du niveau de repré-sentation diplomatique du gouver-nement de Kaboul dans les pays de la C.E.E. » et, eafin, pour que la dite résistance puisse renforcer son or-confession temper (14 : s son organisation propre - (16 juin 1982).

Dans ces conditions, je ne crois pas qu'on puisse suggérer, comme le fait M. Tchopen, que la Commu-nauté européenne se contenterait d'une solution politique faisant fi des droits du peuple afghan. (...)



Tél. 345.22.20 **PROTENNIS** 21, 8d Ponistowski - 75012 PARIS Protennis joue avec addas W

· 在 1000年 1

GOUTHIER

1,522

171.00

JANVIER II PALI

助业图

MARIANT

tisme

P1003

n Europe ta i

### Défense d'une victime

De notre envoyé spécial

Bastia. - Autour de lui, les tant d'autres jugeaient plus prudés sont déjà lancés. On fait en dent de se taire l secret des paris à vous glacer le sang; on suppute ses chances entre amis d'en réchapper. Et lui, le docteur Jean Paul Lafay, sur son lit d'hôpital, il se doute bien des commentaires pessimistes dont il fait l'objet. Survivre à trois balles de calibre 9 mm, tirées à 2 ou 3 mètres, n'est déjà pas une mince affaire. Mais, vivre en Corse en qualité de continental quanc on a envoyé en prison deux membres présumés du Front de libération nationale (F.L.N.C.) 7 Rester le vétérinaire des éleveurs de Corte ouand on a trahi la fameuse loi du silence et repoussé la force de la peur ?

« Vous verrez, il va être seli, traîné dans la boue, votre donneur de nationalistes ... nous avait prévenu un commerçant bastiais quand la Corse avait appris que le vétérinaire avait donné les identités, non de ses agresseurs, mais de see racketteurs supposés. Il en était ainsi, perant-il, à chaque fois qu'un Corse ou qu'un continental, visé par un attentat ou par l' « imoôt révolutionnaire », livrait ses souppons et quelques bribes d'information qu'avait pu porter Jusqu'à lui la rumeur. Les voisins, les cousins, les commentateurs de la vie publique dans les cafés avaient vite fait de lui noircir le portrait, de trouver des raisons passionnelles, sexuelles ou bas-sernent matérielles à des dénoncistions si peu dans les habitudes

Vendredi 7 janvier, un quoti-dien national s'est fait l'écho des ragots colportés à Corte sur le compte du docteur Lafay. Trop riche cet homme, trop lié au capitaine de gendarmerie de Corta, continental comme lui, trop hoetile aux élaveurs autonomistes ou nationalistes et donc trop proche des « barbouzes » anti-F.L.N.C. Bref, le traditionnel mélange des genres, qui fait dire aux petits mains que « cette histoire », quelle que soit l'histoire, « pou-veit être moins simple qu'on voulait bien la dire ». Le vétérinaire pourrait avoir été racketté, puis vise, per un mari jaloux ou les concurrents d'une coopérative. Par tout to que l'ile voudra.

Les magistrats de Bastia, les policiers, ravis du courage montré per le vétérinaire, ont vivement réagi, vendredi, à la nais-sance de la rumeur, déjà très attendus dans les milleux nationalistes. Pour une fois qu'une victime leur accordait sa confiance at placeit son sort entre les mains de la loi, alors que PHILIPPE BOGGIO.

Alors, pour garder à cet homme la probité de son acte et à l'affaire son tour politique, ils ont laissé échapper qualques élé-ments de l'enquête et du dossier d'instruction et vivement recommandé à la presse d'alter visiter, dans le quertier péritentiaire de l'hôpital de Bastia, ce témoin jusqu'ici escamoté.

Et la ville, vendredi, a appris dans quelles circonstances le vétérinaire avait rencontré ses racketteurs supposés, François Leonelli et Ange Delfini. Pourquoi il connaissait « la voix très douce » de l'un, la respiration si caractéristique de l'autre et avait été frappé, evant d'être en pré-sence mi-juillet de deux inconnus en cagoulé, par la forme d'un visage ou un froncement d'yeux.

### 

Pour enrayer la rumeur et defendre la réputation de ce premier témoin, on a livré ainsi les mille détails qui font la conviction d'un juge et l'impression des policiers. L'inculpation de François Leonelli et d'Ange Delfini ne vaut que par la déclaration du docteur Lafay, mais calle-ci a paru ai sin-cère, si précise et si crédible que les autorités, au lendemain du plan adopté par le gouverne-ment, ne pouvaient faire moins que de préciser ce qu'ils croient la vérité.

Le risque pris est grand, c'est vrei, mais c'est aussi celui de la « légalité républicaine ». Les charges ont paru sufficantes et les daux auspects ont été arrêtés puis inculpés de tentative d'« extorsion de fonds». Mais cette décision a été savamment pesés non tant par rapport à la règle ju-diciaire, respectée point par point, que pour les dangers qu'on aliait inévitablement faire courir au vétérmaire.

«Un type bien», ne cessait-on de répéter, vandred, entre le commissariat et le palais de jus-tice. Manière de se ressurer sur le sort à venir du docteur Lafay ? Bien etc. Comment oublier la vie qui attend ce vétérinaire si déter-miné «à rentrer à Corte et à travailler comme avant» ? Comment ignorer la protection dont il faudra bien l'entourer ? Et cette existence forcement inquiète? Le docteur Lafey, victime d'une tentative d'assessinat le 31 décembra et d'une tentative de racket depuis six mais est, tiejà, de-venu un symbole douloureux.

ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE 23, bd Vital-Bouhot, its de la John, 92, Heuilly Téléphone : 747-61-35

Alain GOUTHIER Captry official Casaman - Marine warehands TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

• Un attentat à l'explosif a détruit à trois beures du matin, samedi 8 janvier, un petit voilier ancré dans le port de Calvi (Hante-Corse) et appartenant à M. André Crochat, gérant d'une société immo-bilière. L'attentat n'a pas été reven-



**JANVIER 1983** LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS RICHES

LE GAZ NATUREL

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5 F



### GROUPE BAPTISÉ MENACE D'EXERCER DES REPRÉSAILLES CONTRE DES CORSES DU CONTINENT.

Dans un texte adressé à notre journal, un groupe inconnu jusqu'alors - bapbtisé France Résurrection menace de « répondre aux exactions du F.L.N.C. .. Ce document dactylographié, intitulé « communiqué nº 1 », menace de représailles des Corses habitant dans la région parisienne, nommément désignés et accusés d'être des séparatistes liés au mouvement dissous par le conseil des ministres du 5 jan-

Le texte déclare notamment : Devant la carence du gouvernement et des insulaires, face à une polgnée d'activistes bénéficiant jusqu'à ce jour d'une immense man-suétude, nous Nationalistes français disons « Ça suffit » (...) Nous cais aisons + C2 suttit + (...) Nous
ne laisserons pas impunément le
F.N.L.C. (sic) faire sa basse besogne et répondrons à ses exactions.
Qu'il sache que pour un continental
racketté, plastiqué ou blessé, un
responsable ou sympathisant du
F.N.L.C. subira de notre part les mêmes exactions. Contrairement au F.N.L.C. ou autres - nationalistes corses, nous ne frapperons pas au hasard.

### **BIBLIOGRAPHIE**

### Six îles en une

An mois de novembre dernier, quarante cinq élèves du Centre de formation des journalistes ont, du-rant une semaine, enquêté en Corse. Louis reportages viennent d'être raslés dans une brochure : « L'achipel corse .. L'archipel ? Le a . six Corse en une » : celle des naa « six Corse en une » : celle des na-tionalistes et celle des étrangers, celle des politiques et celle des ar-tistes. On pourrait continuer à égre-ner les qualificatifs, tant cette petite lie qui fait tant de bruit dans notre actualité est diverse, multiple, contrariée, avec toujours le risque d'être mal comprise dans quelque recoin de ses mentalités ou de ses réactions.

Le panorama que ces apprentis journalistes ont adressé au retour de leur séjour aborde par des textes vivants, informés et sans complaisence les grands sujets de préoccupation des insulaires et de nombreux continentaux à l'aube de cet an I du stant particulier » : quelle a été l'évolution et quel sera l'avenir politique, économique, culturel de la Corse ; comment les Corses viventils entre eux et avec les étrangers ? On appréciera leurs portaits des principaux acteurs da jeu politique insulaire et, au détour des réflexions comme celles-ci qui éclairant ce qui se passe aujourd'hui dans l'île : « Le F.L.N.C. est à l'évidence tiraillé par des décisions internes qui lui inter-disent de se dégager de sa seule fonction de contestation. Le désenchantement certain qui a suivi l'en-lisement de l'assemblée régionale est peut-être sa dernière chance •.

★ 90 pages, 30 F. Centre de forma-tion des journalistes, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél: 508-86-71.

### Vocabulaire

Le situation en Corse donne lieu, dans les déclarations, les communiqués ou les analyses, à une floraison de mots - inscrits d'ordinaire aux registres sérieux du droit constitutionnel ou de l'histoire - dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas toujours utilisés aujourd'hui avec la rigueur souhaitable.

lai, des ministres parlent du peuple corse et d'autres de l'opinion corse. Un ancien chef du gouvernement préfère la notion de minorité dictatoriale et de fraction. Les Français du continent, et peut-être d'outre-mer, ont du mai à saisir toutes les subtilités entre les autonomistes légaux, les indépendantistes et les nationalistes. Y a-t-il une difl'identité et le particularisme ? La Corse fait-elle partie du territoire français, de la République ou de la nation française ?

Le peuple corse est certes une sante de la nation, et les deux départements une partie du tarritoire, mais, alors, où se situent le patriotisme, la République, l'Etat ? Quelle place restet-il pour la régionalisation entre le droit à l'autodétermination et la souversineté et l'intégrité na-

Le vocabulaire courant prend parfois trop de libertés avec le sens de mots qui comptent. Il est vrai rue, so vertu de la continuité territoriale (qui a coûté au budget de l'Etat plus de 500 millions de france en 1982), le Corse n'est même plus une ile...

FRANÇOIS GROSRICHARD

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### LYON: les têtes de liste du R.P.R. et l'entrée en campagne de la gauche

De notre correspondant régional

ques jours de parler politique - : les vœux du maire soriant, M. Francis- sait que 700. que Collomb, sénateur (non inscrit), largement répercutés par les panneaux municipaux d'affichage n'ont pas été exaucés. Très vite les principaux concurrents ont repris la

Le R.P.R. tout d'abord. M. Michel Noir a présenté au cour d'une conférence de presse, jeudi 6 janvier ses neuf tête de liste (1), et exposé les grandes lignes de sa campagne articulée autour de cinq mots clés ; · énergie, cœur, rigueur, courage el

Il a apporté des précisions sur le financement de sa campagne électo-rale dont il estime le coût - entre 1 300 000 et 1 500 000 francs maximun -. Les sources de financement sont, selon M. Noir : un comité de soutien, l'apport financier des guelques 4 300 militants du R.P.R. de la ville : un - soutien - du R.P.R. national ; deux à trois mois d'indemnité retenus aux futurs élus. Les proches du maire contestent le chiffrage annoncé. M. André Sou-lier, adjoint à l'information, estimait, jeudi soir : - On ne peut pas faire une campagne de cette am-pleur au-dessous de trois millions de francs. -

A gauche, où l'on a l'impression d'avoir fait les frais de la querelle Noir-Collomb dans les médias, la campagne vient d'être lancée. M. Gérard Collomb, député socialiste devrait mettre sur pied une liste d'union avec le P.C.F. ( qui a re-noncé à la tête de liste dans le 8 arrondissement), le P.S.U., le M.R.G. et quelques écologistes.

Parmi les têtes de liste proposées par M. Gérard Collomb, figurent M. André Vianès, économiste proche de M. Jacques Delors, dans le 6º arrondissement, où il avait affronté sans succès M. Raymond Barre aux élections législatives de 1978; M™ Marie-Thérèse Patrat, député, dans le 8°; M. Gérard Collomb est candidat dans le 9.

Après avoir reproché à la municipalité sortante sa politique d'infor-mation. M. Gérard Collomb a axé ses critiques sur cinq thèmes : l'ac-tion sociale, l'économie, la circulation et les transports, la culture, l'urbanisme. - Au cours de ce mois, a-t-il déclaré, rompant avec la politique pradélienne, qui avait gardé de ses origines une orientation so-ciale en matière de logement. M. Francisaue Collomb a stoppe toute construction de logement so-cial. Dans le même temps où Vil-leurbanne (dont M. Hernu est le

Lyon. - · Cessons pendant quel- maire) réalisait environ 2 500 logements H.L.M., Lyon n'en construi-

> Pendant tout le temps de la campagne le porte-parole de la gauche assure qu'il présentera des . propositions constructives - pour apporter - les éléments d'une nouvelle politi ques pour Lyon en montrant qu'une dynamique ne pourra surgir que de la complémentarité des différentes politiques sectorielles -.

### CLAUDE REGENT.

(1) Il s'agit de Mª Marie-Françoise Frobert. conseillère générale et sup-pléante de M. Noir, dans le 1º arrondis-sement : M. Christian Gelpi, conseiller sement: M. Christian Gelpi, conseiller soriant, dans le 2°; M. Pierre-Bernard Cousté, député, dans le 3°, où il affrontera M<sup>∞</sup> Simone André, U.D.F., qui n'est autre que sa suppléante à l'Assemblée nationale; M. Jean-Paul Bonnet, conseiller général, dans le 4°; M<sup>∞</sup> Régine Goinière dans le 5°; M. Jean-Michel Dubernard dans le 6°; M. Serge Guinchard dans le 7°; M. René Caille, ancien député, dans le 8°; M. Henri Chabert dans le 9°; M. Noir ne dévoilera que le 19 janvier l'arrondissement dans lequel il sera candidat.

■ Le P.S. et le M.R.G. se rencontreront, une nouvelle fois le 12 janvier, au siège du parti socialiste, pour préparer les élections munici-pales. Les délégations des deux partis seront respectivement conduites par M. Lionel Jospin, pre-mier secétaire du P.S. et par M. Roger-Gérard Schwartzenberg, président du M.R.G. La précédente rencontre au sommet entre le P.S. et le M.R.G. avait eu lieu le 1ª décem-

 M. François Léotard, secrétaire général du P.R., a affirmé, jeudi 6 janvier, que son parti sou-haite aborder les élections municipales - avec un esprit offensif - et qu'il a choisi le . terrain le plus symbolique » – le XIII arrondisse-ment de Paris [où se présente M. Paul Quilès (P.S.)] – pour organiser, le 28 janvier, un - banquet républicain - qui veut être une manifestation de masse sous chopiteau . M. Léotard a annoncé, d'autre part, la création de cinq commissions nationales: affaires étrangères et défense (M. Artbur Paecht); agriculture, M. Alain Mayoud); économie (M. François d'Aubert); collectivités locales et aménagement du territoire (M. Marcel Lucotte)) : sécurité et justice (M. Pascal Clément); Etat, décentralisation et administration (M. Jacques Doufflagues).

### DANS LE BI-MENSUEL « ROYALISTE »

## M. Renouvin s'interroge sur la signification de la «campagne du P.C. contre les médias»

M. Bertrand Renouvin, animateur de la Nouvelle Action royaliste (NAR), s'interroge dans le dernier numéro du bi-mensuel Royaliste, daté du 6 au 19 janvier, sur la signa-fication de la « campagne du P.C. contre les médias ». Il écrit notam-ment : « On peut y voir le signe d'un aveuglement collectif des dirigeants communistes : le bureau politique tenterait d'effacer, par des propos outranciers, une réalité qui gêne ses convictions et qui paralyse, dans une large mesure, son action. Mais M. Marchais et ses amis ne peuvent ignorer des faits qu'ils ont autrejois dénoncés, et leur foi communiste pourrait s'exprimer, comme dans d'autres pays, par une rupture avec l'Union soviétique. Au contraire, le parti communiste est redevenu son porte-parole fidèle, au mépris de ses intérêts immédiats. Un sel alignement peut s'expliquer de deux manières : ou bien la direction communiste a parié sur la victoire finale de l'U.R.S.S. et se met en situation d'en tirer parti ; ou bien elle s'accroche à l'U.R.S.S., comme l'homme qui se noie à n'importe quelle planche même si elle est pourrie. -

Dans les deux cas, continue M. Renouvin, l'attitude du parti

communiste est symptomatique de la crise qu'il traverse. La mort de Staline a ouvert la période des grands effondrements, des désillu-sions terribles (...). De ce fait, le P.C.F. a vu décroitre l'influence qu'il exerçait sur la philosophie, sur l'art, dans les sciences humaines, et commence à perdre sa crédibilité politique, tandis que sa nature prolétarienne devient de moins en moins évidente (...). Ses revers électoraux, sur le front politique comme sur le front syndical. expriment de façon chiffrée, cette lente décomposition et montrent que le P.C. s'est enfermé dans un double piège : membre de la coalition au pouvoir, il dott avaliser une politique qu'il ne peut approuver sans en retirer aucun bénéfice ; qu'il passe demain dans l'opposition et il perdra encore de son influence et de sa crédibilité. De même dans ses rela-tions avec l'U.R.S.S., il est perdu quoi qu'il fasse (...) > · Vivant une contradiction insur-

montable, le parti communiste s'affole, accumulant les erreurs, les retournements, les échecs. L'anticommunisme en devient inutile : les faits sont en eux-mêmes d'une insupportable cruauté », conclut M. Renouvin.

### LA RÉFORME DU STATUT **DE LA POLYNÉSIE FRANCAISE**

Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 5 janvier à Papeete, M. Raymond Forni (P.S.) président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a parlé de la réforme du statut de la Polynésie française. - Il ne s'agit pas de parler d'un nouveau statut, mais d'un statut amélioré par rapport à celui de 1977 ., a-t-il dit, ajoutant · aucun gouvernement ne peut se permettre d'examiner tous les trois ou quatre ans un statut. Il ne peut être bouleversé sans arrêt, il faut une stabilité. Le statut de 1977 n'est déjà pas négligeable, et les modifications apportées conduiront à régler à long terme les relations entre l'État et le Terriroire ».

M. Forni a précisé : « Il est inimaginable que ce statut puisse aller jusqu'à l'abandon de la moindre parcelle de souveraineté exercée par l'Etat. Il faut que chacun sache que la Polynésie c'est la France.»

Enfin, interrogé sur la présence du Centre d'expérimentation du Pacifique, M. Forni a été formel : · Pas question que l'un des grands choix stratégiques de la France soit remis en cause par une minorité de la population, et pas question non plus d'utiliser la présence du C.E.P. comme un moyen de pression ou de chantage que le gouvernement ne saurait accepter.

TWA vers et à travers les USA.

# 3350 F New York 1250 F Côte Ouest.

Du 10 janvier au 6 février, profitez de notre tarif loisirs Paris-New York (A/R) et de notre tarif spécial New York-Côte Ouest (A/R).

Vous plaire nous plaît.





## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### ACCORD P.C.-P.S. EN SEINE-MARITIME...

Un accord entre les fédérations socialiste et communiste de la Seine-Maritime a été rendu public le vendredi 7 janvier, au cours d'une conférence de presse, par MM, Jean Malvasio (P.C.) et Le Vern (P.S.). Des - primaires - auront lieu à Dieppe et à Bolbec, villes dont le maire sortant est communiste et où le parti socialiste revendiquait la tête de liste. A Dieppe, le maire, M. Irénée Bourgois, sera en concur-rence avec M. Jean Beaufils, député (P.S.); le candidat de l'opposition sera M. Jean-Pierre Bourlanges (R.P.R.). A Bolbec, M. Paul Belhsche, maire sortant, sera très menacé par son vainqueur aux dernières élections cantonales, M. Pierre Roussel (P.S.).

Un conflit était né, à la midécembre, pour le choix des têtes de liste à Rouen, Fécamp, Dévilleles-Rouen et Sotteville-les-Rouen. Dans ces municipalités, tenues par l'opposition, le parti communiste désirait conduire le liste d'union de la gauche, malgré un net désavantage électoral. Les problèmes unt été résolus dans les trois premières comlès-Rouen, commune de trente-deux mille habitants, gérée, depuis la Li-bération, par M. Yves Tafforeau (divers droite), qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. La ville est située dans la circonscription perdue par M. Roland Le-roy, en juin 1981, au profit de M. Pierre Bourguignon (P.S.). Ce dernier est le chef de file du P.S. à Sotteville. Des tensions s'étaient manifestées à plusieurs reprises entre le député socialiste et les élus communistes de la circonscription. La fédésecrétaire, M. Malvasio, sera vraisemblablement candidat à Sotteville, espère reconquérir un jour l'ancien siège de M. Leroy.

### ... ET EN SEINE-ET-MARNE

Les fédérations de Seine-et-Marne du parti socialiste et du parti communiste, qui se sont rencontrées le 5 janvier, sont parvenues à un accord portant sur trente-neuf des quarante-six villes de plus de trois mille cinq cents habitants du département. Le communiqué commun publié par les deux partis annonce la création de listes d'union autour du maire sortant dans douze municipalités à direction socialiste et dans huit à direction communiste. Pour les autres villes, détenues par l'opposition, les têtes de listes seront sociaistes, sauf à La Ferté-Gaucher et à Provins où elles seront communistes.

La question des trois villes de plus de 30 000 habitants, a été abordée au niveau national. A Chelles, deux listes de la majorité s'affronteront : celle du maire sortant et député, M. Gérard Bordu (P.C.) et celle du député socialiste, Jean-Pierre Fourré. A Meaux, M. Jean Lion (P.S.), conduirs une liste d'union et Melun, c'est M. Alain Vivien député socialiste, qui affrontera M. Marc Jacquet, maire de Melun et sénateur R.P.R.

### PARIS : les intentions de M. Georges Sarre pour le XI arrondissement.

Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 8 janvier, après une erreur de transmis-sion, M. Georges Sarre député de Paris, président du groupe soc à l'Hôtel de Ville, qui a lancé le 6 janvier sa campagne électorale dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, nous demande de préciser qu'il ne veut pas faire de son arrondissement « une citadelle pour lutter contre Chirac ». Voici quelles sont ses intentions:

Le nouveau statut de Paris repose sur le dialogue et la complé-mentarité entre l'Hôtel de Ville et les mairies d'arrondissement. Nous voulons que ce statut soit une réussite et permette de mieux répondre aux souhaits des Parisiens. Il ne s'agit donc absolument pas de ement en citadelles contre le maire de Paris, quel qu'il soit. Il s'agira au contraire de travailler ensemble pour améliorer la vie quotidienne dans la capitale. Je prends les paris : d'ici un an, les détracteurs du nouveau statut rejoindront ses Initiateurs et devront convenir que Paris est mieux administré, mieux géré qu'avec le système centralisé dont nous souffrant aviant nous souffrons aujourd'hui. Dans chaque arrondissement les problèmes seront traités au bon niveau, plus rapidement, sous la res-ponsabilité d'élus compétents, plus proches des habitants. Voilà l'acquis le plus positif du nouveau sta-

### LOIRE

### Saint-Étienne : suspension des négociations entre le P.S. et le P.C.

De notre correspondant Saint-Etienne. - Pour M. Joseph déjà en plus des ses fonctions de dé-Sanguedolce, maire P.C. de Saint-Etienne, l'accord du 22 décembre entre les instances dirigeantes du P.C. et du P.S. qui l'a confirmé comme tête de liste d'union de la gauche « soulage de nombreux Stéphanois qui craignaient qu'un désaccord entre nos partis ne permette à la droite de venir s'installer à nouveau à l'hôtel de ville ... -. C'est ce qu'il exprimait le vendredi 7 janvier dans un communiqué. Il précisait en outre : « Sur les bases de l'accord national, les partis socialiste et communiste de Saint-Etienne sont en train d'établir en commun une liste de candidats auxquels seront adjoints des représentants des au-tres formations politiques de gauche et quelques personnalités... » M. Sanguedolce indique encore qu'il ressent à nouveau M. Paul Chomat (P.C.) comme premier adjoint, res-ponsabilité que celui-ci assume déjà

Mais M. Bruno Vennin, député socialiste, qui a entériné l'accord na-tional et abandonné la tête de liste d'union de la gauche au maire sor-tant, semble peu disposé à laisser aussi au P.C. le poste de premier adjoint. Dans un communiqué, les so-cialistes de Saint-Etienne font état de la suspension des négociations en-tre le P.S. et le P.C. : « Le P.C. west imposer une municipalité dirigée par deux communistes... Or le poste de premier adjoint attribué à un socialiste est la condition décisive pour rassembler la majorité des électeurs et permettre à la gauche de gagner. Le communiqué dé-nonce enfin le parti communiste stéphanois, qui e tente d'utiliser l'ac-cord national pour affaiblir les socialistes et autres formations de gauche e. – P.M.

### VAUCLUSE

# Avignon: l'U.D.F. écartelée

Avignon. - Il est désormais acquis que l'opposition ira à la bataille en ordre dispersé (voir le Monde du 29 décembre 1982). Le bureau politique de l'U.D.F. vient en effet de donner son investiture à M. Jean Roure, candidat sans étiquette, à la tête d'une liste rassemblant C.D.S., P.R., Clubs Perspectives et Réalités et Jeunes giscardiens. L'autre liste de l'opposition, conduite par M. Jean-Pierre Roux (R.P.R.), ancien député du Vaucluse, russemble deux autres composantes de l'U.D.F. : le parti radical et le CNIP. Du coté de la majorité, il n'y a toujours pas d'accord entre la liste (P.S. et M.R.G.) conduite par M. Henri Duffaut, sénateur socialiste et maire sortant, et le parti communiste. Il semble enfin de plus en plus

De notre correspondant probable que le P.S.U. présentera lui aussi sa propre liste. Dans nos éditions du 29 décembre, nous faisions état d'un « désaccord for mental . entre le P.S. et le P.S.U. Le P.S.U. du Vaucluse nous rappelle les conditions posées au P.S. par le P.S.U. d'Avignon : « Un accord sur un programme municipal respondant à l'influence du courant autogestionnaire .. Le P.S.U., qui conteste le fonctionnement interne du conseil municipal et le mode de désignation de ses propres candidats, nous précise que le - désaccord fondamental » ne porte que sur « la conception de la démocratie » des responsables socialistes d'Avignon.

# D'une ville à l'autre

CHER BOURGES. - M. Jean-François Deniau, président du conseil général du Cher, qui a succédé, au mois de Fourcade à la tête des Clubs Pers-pectives et Réalités, a annoncé, mardi 4 janvier, qu'il ne serait pas

municipales de Bourges. L'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing estime incompatibles les fonctions de président de conseil général avec celles de maire d'une ville de près de 80000 habitants. Tout en se prononçant pour l'umon de l'opposition des le premier tour. il a apporté son soutien au candidat de l'U.D.F., M. Camille Michel, ancien préset du Cher. Le candidat du R.P.R. est le docteur Jean-Claude Péan, conseiller général de Bourges, qui estime être le mieux placé pour conduire une liste victorieuse face au maire communiste sortant, M. Jacques Rimbault.

EVREUX. - L'accord s'est réalisé entre l'U.D.F. et le R.P.R. pour la constitution d'une liste commune Celle-ci sera conduite par trois conseillers généraux: M. Bernard Blois, U.D.F. (Evreux-Nord). M. Jean-Jacques Hubert, U.D.F. (Evreux-Est) et M. François-Victor de Broglie, modéré (Rugles), fils de l'ancien député de l'Eure Jean de Broglie, décédé.

L'U.D.F. et le R.P.R. se répartiront l'ensemble des candidatures de cette liste et feront une large place à des personnalités sans appartenance politique. - (Corresp.).

### PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND. -M. Jean Morellon, P.R., ancien pré-sident du conseil général d'Auvergne et ancien député, conduirs la liste d'union de l'opposition. M. Morellon a précisé que MM. Perny, R.P.R., Francannet, R.P.R. et Chapus, U.D.F.-C.D.S.,

Clemont-Ferrand, figurerout sur =

C'est M. Roger Quillot, P.S., ministre de l'urbanisme et du loge-ment, maire sortant, qui conduira la liste de la majorité, où figurera notamment M. Maurice Pourchon, P.S., conseiller sortant, conseiller général et président du conseil régio-

### PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

BIARRITZ. - La liste «Biarritz majorité », que conduira M. Jean-Paul Destrade, député socialiste de la quatrième circonscription et conseiller municipal sortant, ne comprendra pas de représentants du parti communiste. Le bureau de la section du parti socialiste de Biarritz confirme l'échec des ultimes négociations entre les deux principales formations de la gauche. Le parti socialiste proposait en effet quatre sièges au parti communiste dont un poste d'adjoint dans l'hypothèse d'un succès électoral. Le parti communiste en réclamait sept. « Cette exigence n'était pas compatible avec l'esprit d'ouverture caractérisant la liste « Biarrit: majorité », précise le P.S. Le bureau de la section de Biarritz confirme par ailleurs - que ce constat d'échec ne pourra en aucun cas se résorber au second tour, compte tenu de la position figée du P.C.F. local ». – (Corresp.).

### RÉUNION

SAINT-LOUIS. - M. Jean Fortaine, député non inscrit et maire sortant, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. La liste de l'opposition sera conduite par M. Jacques Techer, actuel premier adjoint. Aux élections municipales de 1977, M. Fontaine avait ravi à la gauche la municipalité de Saint-Louis, dirigée par M. Dambreville, P.S. - (Corresp.)

SAINT-PRIEST. - Après la démission du parti socialiste de M. Louis Gireau, maire sortant,

qui a investi son premier adjoint, M. Bruno Polga, c'est à droite que surgissent aujourd'hui des difficultés. M. Claude Huon, R.P.R., élu conseiller cénéral à la faveur d'une élection triangulaire, n'a pas été investi per les partis de l'opposition qui lui ont préféré M. René Morand (R.P.R.). Ce dermer a accesé, au cours d'une conférence de presse M. Huon de vouloir «s'es over... M. Louis Gireau .. M. Huos annoncé qu'il briguerait les suffrages sous l'étiquette Gestion, démocratie, liberté. Ses auciens amis affirment qu'une procédure d'exclusion du R.P.R. est en cours

get your inte

er er führe

w 1. 5274

The Charles

 $\in (4, 1, 2, 4)$ 

- ELOCKADARE

A THURS

30. 15 M. L. S

Service of

100,000

دور**ن**وپيونده د د

145 49

100 min. 220.

\*\*\* \* 16 mm

7.4. 1

W. Assa.

### SEINE-ET-MARNE

COMBS-LA-VILLE - M. Alain Vivien, maire sortant, vice pre de l'Assemblée nationale et député socialiste de la première circonscrip-tion, a choisi d'aller se présenter à Melun contre M. Marc Jacquet; sénateur R.P.R. C'est M. Claur Sapin, P.S., qui conduira la liste d'union de la gauche. Cependant, un différent oppose les deux princi-pales formations de la majorité aux radicanz de gauche de la ville, qui revendiquest pour leur responsable M. Marc Rougier (actuellement troisième adjoint), la place de pre-mier adjoint.

### VIENNE

CHATELLERAULT. - Mª Geneviève Abelin, maire de Chetelle rault, vient de retirer à M. Primo Veggian, premier adjoint, sa déléga-tion de signature. Cette décision s'explique par le fait que M. Primo Veggian s'est engagé dans la campagne des élections monicipales aus obtés de M. Guy Goullier (rad.) qui a l'intention de constituer une liste à Chatellerault. M= Abelia est maire de Chatellerault depuis la disparition de Pierre Abelin en 1977. Elle ne sera pas candidate en mars ; la liste d'opposition sera conduite par M. Jean-Pierre Abelin, son fils, ancien député, conseiller général. La M= Edith Cresson, ministre de l'agriculture, actuellement maire de Thurs. - (Corresp.)

POTTIERS. - L'opposition est parvenue à un accord, et c'est M. Jacques Grandon, U.D.F.-C.D.S., conseiller général de Poitiers, qui conduira la liste d'union. Il aura à ses côtés M. Jean-Yves Chamard, R.P.R., lui aussi consciller général. M. Grandon affrontera, comme aux élections municipales de 1977. M. Jacques Santrot, maire socialiste sortant et député de la première cir-

### **YVELINES**

RAMBOUILLET. - Une femme, conseillère générale du canton, veut succeder à M= Jacqueline Thome-Patenotre (rad.), à la mairie de Rambouillet. Après avoir reçu le feu vert de l'U.D.F. (elle est membre du parti républicain), Ma Christine Boutin, trente-six ans, journaliste et actuel maire d'Auffargis, devrait annoncer très prochainement sa décision de conduire à Rambonilles la liste de l'U.D.F. Elle sonhaite combler le vide laissé par le départ de Ma Thome-Patenotre, qui, au terme de trente-six années de man-dat municipal, se retire de la seène politique. M. Thome-Patenôtre, qui conduissit en 1977 une liste d'union de la gauche alors qu'elle militait au sein du Mouvement des radicaux de gauche, s'était rapprochée de l'U.D.F. avant l'élection présidentielle de 1981. Le 11 novembre dernier, en annonçant qu'elle ne sollici-terait pas un nouveau mandat, elle avait laissé clairement entendre qu'elle apporterait son sontien à son premier adjoint, M. Pierre Raynaud, nouveau venu à l'U.D.F.

Ancien inspecteur général de la santé, élu sans étiquette en 1977 sur une liste d'union de la ganche et adhérent de fraîche date au parti radical valoisien, M. Raynaud a décidé, mercredi 5 janvier, de retirer sa candidature au bénéfice de M™ Boutin. La venue de cette jeune conseillère générale, vainqueur aux dernières élections cantonales de M. Guy Malandain, député P.S., a toutefois peu de chances de provo-quer une liste unique de l'opposition. Vétérinaire à Rambouillet, M. Gérard Larcher, trente-trois ans, entend toujours conduire la liste du R.P.R. - sans esprit de désunion et pour ratisser large au premier tour avant de faire l'union au second ...

Une troisième liste de l'opposition pourrait voir le jour, conduite par M. Marcel Pacou, proche de

Le parti socialiste a confié à M. Jacques Lepetit, conseiller municipal sortant, le soin de conduire des le premier tour une liste d'union de

# Richard joue Wagner

Dichard Burton incarne Richard Wagner. Cette prise de rôle sera l'un des sommets cinématographiques de 1983, année du centenaire de la mort du musicien. Interviewé pour Le Monde de la Musique, Burton, fidèle à son image, n'hésite pas à affirmer: "Wagner, c'est moi!". Cette boutade n'a passuffi au Monde de la Musique qui consacre un très important dossier à Wagner, géant à la personnalité encore controversée.

C ur ce sujet, deux roman-Ociers ont écrit pour Le Monde de la Musique un texte original. Jack-Alain Léger se penche sur les rapports d'amitié puis de haine qui ont lié

puis opposé Nietzsche à l'auteur de "Tristan". Pierre-Louis Rey, spécialiste de Gobineau, relate le coup de foudre de Wagner pour celui qui devait passer cinquante ans plus tard pour le théoricien du racisme.

Que ressent donc un Juif qui dirige à Bayreuth? Daniel Barenboim donne ses impressions. Enfin, notre spécialiste de rock explique pourquoi tant de



"pop stars" se reconnaissent aujourd'hui dans le mythe de Wagner\_

Francis Poulenc, le plus Afrançais des compositeurs, Le Monde de la Musique consacre un grand portrait.

Egalement au sommaire de ce numéro: une interview de Jean-Noël Jeanneney, Président de Radio France, sur la bruyante séparation de France Musique et de ses orchestres; la correspondance de deux psychanalystes à propos des Lieder de Schubert; un hommage à Ray Charles; enfin, Franco Donatoni retrace son difficile parcours de compositeur du XXème siècle.

Et ce mois-ci, nous avors écouté 84 nouveaux disques dont 4 Chocs du Mois.

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de janvier 15Fchez votre marchand de journaux.

Ac Monde de la

The state of the s

----

Andrew Committee of the Committee

-

### DANS LES BANLIEUES DE L'EST LYONNAIS

### L'effort pour lutter contre la délinquance des jeunes va être amplifié

De notre correspondant régional

Lyon. - M. Bernard Brunkes, qui représentent au niveau national onseiller auprès du premier minisconseiller auprès du premier ministre pour les affaires sociales a présidé, le 7 janvier, une rénnion avec les maires des neuf communes de l'Est lyonnais, quinze mois après les mesures d'argence prises pour désa-morter la violence et la dégradation des rapports sociaux dans ce secteur. A l'issue de cette rencontre, il a affirmé que le bilan des opérations entreprises tant par les communes que par l'Etat était "encouragemnt » et que l'effort serait, pour l'année 1983, « poursuivi et amplifié ».

Un fait a paru très significatif à M. Brunhes: «Les maires n'om plus parlé de police, de justice et de sécurité. » A ses yeux, c'est la preuve que les élus locaux, traditionnellement - demandeurs - des qu'ils sont en présence d'un représentant de l'Etat, sont aujourd'hui plus sensibilisés par les actions à long terme : éducation, formation, urbanisme. Ainsi pour l'attribution des logements sociaux — ce qu'on ap-pelle pudiquement un «rééquili-brage » et qui est en fait une répartition des immigrés dans l'agglomération lyomaise — les efforts de la commission ad hoc du loge-ment social devront être largement soutenus. De même, à cause d'un échairage des médias axé sur les opérations spectaculaires (l'opération anti-été chaud des jennes Lyonais et Marseillais envoyés en Ardèche), on a quelque pen perdu de vue l'élément essentiel de l'emploi-M. Brunhes a annoncé sur ce point

DELITS:

Il semble d'autre part prématuré de tirer les conclusions de la formule des ZEP (Zones d'éducation prioritaires) qui a pris une ampleur parti-culière dans la région : plus de cent postes d'enseignants ont été créés ou « non supprimés », ce qui est un succès dans une zone en cours de dépeuplement, dans le secteur « chaud » de l'agglomération. Parmi les bénéficiaires prioritaires de cet effort budgétaire : les lycées d'enseignement professionnel (LEP). Un représentant du ministère de l'édu-cation nationale a indiqué qu'une cation nationale a indique du une enquête statistique était en cours au rectorat de Lyon. Mais il apparaît d'ores et déjà que les jeunes ont moins interrompu seurs étades de deuxième et de troisième année de C.A.P.

Ces premiers résultats out incité les partenaires à poursuivre les opérations en 1983. L'année suivante les procédures « seront plus générales et ltées à la planification », a indi-qué le conseiller du premier minis-

il reste que certaines questions précises n'ont pas rega de réponse.
Ainsi le taux de remplissage des prisons lyomaises en progression très sensible chez les jeunes délinquants peut également expliquer l'accalmie relative de l'été lyonnais. Mais il ne saurait répondre totalement à l'efficacité de mesures de formation qui une prochaine « Initiative concrète »

de M. Mauroy en direction des ché les plus perméables à la tentajeunes de dix-huit à vingt-cinq ans

Pour M= Rondy, « la campagne

d'égalité des chances ne doit pas ignorer les domaines culturel et ar-tistique ». Aussi a-t-elle décidé de

montrer l'exemple en finançant une série de spectacles intitulés « Voix de femmes » donnés par des chan-teuses mais aussi de musiciemes,

mimes et poétesses, de janvier à mai, au Théâtre de Paris, M= Simone Bartel, grand prix de l'académie Charles-Cros mangure, depuis jeudi

6 janvier cette série, et cela jusqu'au

5 février. Talila, également grand prix de l'académie Charles-Cros lui

prix de l'accepte Charles-Cros lui saccédera du 15 au 26 février (rea-seignements pour le exiendrier au 15 rue Blanche, 75 009, Paris - Tél. :

Le ministère a également décidé

de financer avec la Fondation Ye-

hudi Meauhin, toujours au Théâtre

de Paris, une série de concerts « Sa-

tres.... » qui commence ce samedi

8 janvier. Au programme autant

d'artistes femmes que d'hommes : le

8 janvier, concert d'un orchestre

composé de lauréats de la fondation Menuhin, dirigé par Evelyne Aeillo ; le 15 janvier : le trio Henry ; le

22 janvier : Béstrice Berstel, clave-cin, avec Michel Moragues, flûte ; le

29 janvier : quatnor Arcana ; le 5 fé-vrier : Annick Roussin, violon, avec

Yves Henri, piano, et le 12 février :

### M<sup>m</sup> Simone de Beauvoir préside

la commission sur les femmes et la culture réunion a cu lieu, jeudi 6 janvier, au ministère des droits de la femme.

Le ministère des droits de la femme vient de créer une commission non gouvernementale chargée de faire un bilan sur la place des femmes dans la vie culturelle et de donner des suggestions pour une po-litique culturelle en leur faveur. M = Simone de Beauvoir à accepté de présider cette commission qui rassemble des écrivains, chercheurs. sociologues : Me Colette Audry, Madeleine Reberioux, Christine Delphy, Benoîte Grouit, Danièle Kergoat, Michèle Perrot, Béatrice Flame, Anne Zelinski, Ritz Thal-mann, Michele Coquillat et MM. Marc Paillet er Jacques Du-rand, ce derniez venant d'être nommé chargé de mission amprès de M∞ Yvette Roudy. Une première

### L'HEBDOMADAIRE C DES FEMMES EN MOUVEMENT » **CESSE DE PARAITRE**

Acculée à des difficultés finan-cières, l'équipe de l'hebdomadaire Des femmes en motorement a décidé - d'interronepre sa partition, sine

Périodique de qualité sur papier sisce, Des femmes en moisvements hebdo avait para pour la première fois en novembre 1979 et succédait au mensuel Des femmes, dont le numéro un était sorti en janvier 1978. Le mensuel avait hi-même rem-placé Le Quotidien des fammes, journal à parution très irrégulière,

A l'origine de tes publications, une femme, Antoinette Fouque, dont la forte personnalité a suscité bien des passions et des hames an sein du mouvement des femmes et, autour d'elle, des militantes du groupe Psychanalyse et politique. Ce sont elles qui eurent l'idée de déposer les premières à leur compte le sigle M.L.F. Un « coup » que, bien ser, d'autres militantes pouvant tout autent se réclamer du mouvement de libération des femmes virent d'un

Tiré au début à 100 000 exemplaires, Des femmes hebdo, malgré la qualité de son impression, la densité de ses informations culturelles et étrangères, n'aura pas résisté à l'effritement du militantisme fémi-

un de ses torts fut, peut-être, d'être trop exclusif au sein des débats féministes et d'en faire l'organe d'un courant et non un hebdomadaire de vulgarisation onvert aux dé-bats des féministes de tous bords.

On remarque cependant que l'hebdo n'aura survéca que quelques mois au départ de la rédaction en chel de sa fondatrice, Mª Antonette Fouque. Celle-ci a quitté la publication au début de 1982 pour mettre sur pied une Confédération syndicale des femmes qui a rapidoment tourné court et n'a pas été reconnue par les pouvoirs publics.

On pout déplorer cependant la

### JÜSTICE

LE PROCÈS DE M. SAINT-JEAN CONTRE LE JOURNAL « L'ALSACE »

# L'honneur du directeur adjoint

des enquêtes douanières

Ce serait un procès de presse assez banal s'il ne constituait un épi-sode de ce que l'on nomme désormais l'« affaire Saint-Jean » depuis l'in-culpation, le 3 décembre 1981, de M. Roger Saint-Jean, directeuradjoint de la direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.) dans une affaire de trafic de cigarettes. Deux jours après cette inculpation par M. Germain Sengelia, juge d'instruction à Mulhouse, qui depuis plusieurs années instruit des dossiers sur les trafics de cigarettes (le Monde du 12 décembre 1981), le journal l'Alsace publiait, sous la signature de M. Jean-Marie Stoerkel, un article reproduisant une lettre d'un contrebandier accusant M. Saint-Jean. Ce dernier, s'estimant diffamé, poursuivait l'Alsace et M. Stoerkel, le 4 janvier, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

cuse le haut fonctionnaire des donance inculpé à Mulhouse », ti-trait l'Alsace le 5 décembre 1981. Ce contrebandier, M. Edy Eichen-berger, vivant en Suisse, expliquait, dans une lettre remise au juge d'instruction par un autre inculpé, M. Jacques Berthelot, qu'il avait as-suré des transports de cigarettes pour le compte d'un Français M. Saint-Jean, directeur adjoint de la D.N.E.D. ..

M. Stoerkel affirme avoir reçu copie de cette lettre par M. Berthelot, en territoire suisse, juste après sa venue à Mulhouse pour communiquer l'original au magistrat instructeur ». Il assure n'avoir pas été en mesure de joindre M. Saint-Jean avant la publication du document. Enfin il dit avoir fait toutes les véri fications nécessaires à l'authentifi

Le défenseur de M. Saint-Jean, Mº Georges Kiejman, conteste ces affirmations, s'étonnant notamment que la lettre ait été remise en Suisse siors que M. Stoerkel, comme M. Berthelot, était à Mulhouse ce jour-là, et surtout qu'un journaliste public - sans plus de précautions -une lettre qui lui est donnée, au sujet d'un inculpé, par un autre inculpé.

Mais, pour Me Kiejman, ce procès était une occasion de parler enfin devant la justice, au nom de M. Saint-Jean. Celui-ci est en ellet inculpé depuis treize mois. Une confrontacepus treze mois. Une confronta-tion générale a eu lieu en juin 1982, « et, depuis, le juge d'instructionn n'a eu aucun élément pour clore son dossier, a indiqué Me Kiejman. Il hui sufficiait d'un peu de courage intellectuel pour faire une ordon-nance de non-lieu et rendre à M. Saint-Jean l'honneur qu'il lui a pris »..

Comme on ne sait pas si la véritable « affaire Saint-Jean » - le trafic de cigarettes — viendra jamais à l'andience, le directeur général des douanes. M. Jacques Campet, et que les anciens supérieurs et collègues de M. Saint-Jean oot tenu à venir lui réaffirmer leur confiance et leur soutien. Les avocats de l'Alsace et de M.

Stoerkel, Mª Wetterer et Francis Szpiner, souhaitaient, eux, qu'on s'en tint au strict problème de presse. Dès lors, l'affaire est simple, a gruntenm M. Szniner : M. Stoerkel a en une information exclusive par un informateur. Il en a vérifié l'authenticité. Il savait que cette pièce avait été versée au dossier. « Quel journaliste, dès lors, aurait refusé de publier? D'ailleurs la presse, tant régionale que nationale, no-tamment le Monde du 6-7 décembre, a repris cette information, ci-tant des passages de la lettre. Or on

### « Un contrebandier tessinois ac-use le haut fonctionnaire des nal, et on lui demande une somme ouanes inculpé à Mulhouse », ti-exorbitante. » C'est, pour M. Szpipet, - une manœuvre de défense et c'est parfaitement le droit de M. Saint-Jean -, mais le tribunal ne saurait le suivre et - prononcera la

relaxe de M. Stoerkel .. Le tribunal, présidé par M™ Jacqueline Clavery, n'a évidemment pas à donner son avis sur le cas de M. Saint-Jean. Il doit s'en tenir à l'application de la loi – comme le lui a demandé le ministère public, qui n'a fait aucune autre observation dans une affaire de presse. Juge-

ment le 1º février. JOSYANE SAVIGNEAU.

### Requête en suspicion légitime contre un magistrat de Nice

Nice. - Une requête en suspicion légitime a été déposée par Me Mi-chel Cardiz, membre du Conseil de l'ordre du barreau de Nice, contre un juge d'instruction au tribunal de cette ville, M. François Boisseau.

Selon cette requête que devra examiner la chambre criminelle de la Cour de cassation, M. Boisseau, chargé d'une information ouverte contre un client de Mª Cardix, M. Jacky Bérenger, inculpé d'homi-cide volontaire et détenu à la suite d'une fusillade entre un groupe de malfaiteurs et des policiers italiens survenue près de Milan le 2 juin 1980, conduirait son instruction exclusivement à charge ». Il aurait aussi été amené à interroger un autre avocat de M. Bérenger, Mª Chantal Laurens, en des termes tels qu'ils constitueraient une invitation à la violation du secret professionnel de l'avocat.

M. Bérenger nie les faits qui ont motivé son inculpation. Il avait été appréhendé à Nice, le 12 mai 1981 en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par les autorités italiennes. Mais, ressortissant français, il doit être jugé en Franca. La requête dé-posée par Me Cardin, fondée sur une procédure exceptionnelle, a été étadie à son initiative et sans que le Conseil de l'ordre de son barreau ait es à en comaître.

Cependant Me Pierre Joselet, båtonnier en exercice au moment où elle fut déposée, nous a déclaré : « Tout le monde sait que nous ren-controns des difficultés devant les tribunaux du ressort de la cour d'Aix-en-Provence pour faire res-pecter les principes du code de pro-cédure pénale. Ces difficultés tiennent à la jeunesse relative de certains juges d'instruction qui peuvent être parfois grisés par l'étendue des prérogatives attachées à leurs fonctions. « — Corresp. rég.

## **ÉDUCATION**

LES CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

### **Deux syndicats appellent** à une grève du 17 au 19 janvier

projet ministériel de - simplification et d'harmonisation . des carrières des enseignants du supérieur (le Monde du 18 décembre), une première réunion vient d'avoir lieu entre les représentants du ministre de l'éducation nationale et des responsables des syndicats d'enseignants. Cette séance de travail n'a pas apaisé les craintes des trois organisations d'enseignants qui y étaient

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche (F.N.S.A.E.S.) déclare que - le recrutement et les carrières des universitaires doivent être organisés de manière à promouvoir les meilleurs aux divers échelons de la hiérarchie avec, évidemment, les responsabi-lités correspondantes ». Les responsables de ce syndicat s'affirment cependant d'accord avec la structure en deux corps proposée par le minis-

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup.) rap-pelle qu'il est favorable à la création

Après l'annonce d'un nouveau d'un corps unique des universitaires et renouvelle les critiques qu'il a déjà formulées au sujet des propositions ministérielles. Ne constatant aucune évolution dans les textes rédigés par la direction des enseignements supérieurs, les responsables du SNE-Sup. appellent les personnels à faire grève du lundi 17 au mercredi 19 janvier et à manifester à Paris le mercredi 19. Ils om aussi confirmé le dépôt d'un préavis de grève du 31 janvier au 4 février.

Le Syndicat général de l'éduca-tion nationale (SGEN-C.F.D.T.) demande, lui aussi, à ses adhérents de cesser le travail du 17 au 19 janvier. Les représentants du SGEN. qui appellent à - une grève unitaire en active », regrettent que la discus-sion sur l'unification des corps des enseignants soit repoussée à la fin du IX: Plan, soit en 1988. Ces deux organisations syndicales de gauche avaient déjà appelé leurs adhérents à cesser le travail les 25 et 26 novembre 1982 pour protester contre les premières propositions ministé-

### Les habilitations à délivrer des diplômes nationaux sont prolongées d'un an à titre transitoire

Dans une circulaire adressée aux présidents des universités, M= Denielle Blondel, directeur des enseignements supérieurs, annonce son intention de prolonger d'une année « la validité des diplômes scientifiques et des autres diplômes venant à échéance en 1983, et de limiter les possibilités d'habilitations nouvelles ».

Les habilitations accordées aux établissements d'enseignement supérieur à délivrer des diplômes de deuxième et troisième cycle des disciplines scientifiques doivent en eflet venir à échéance à la fin de l'année universitaire 1982-1983. Selon M= Blondel, « le caractère excep-

### M. JEAN-PIERRE GÉLARD PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ **DU MAINE**

M. Jean-Pierre Gélard, professeur de géologie, a été élu, jeudi 6 jan-vier, président de l'université du Maine. Il succède à M. Christian Philips, démissionnaire (le Monde du 16 décembre 1982). M. Gélard, qui était seul candidat, a obtenu la majorité absolue au second tour. Il enseignait à l'université du Mans depuis octobre 1980.

[Né le 15 octobre 1942, à Paris. M. Jean-Pierre Gélard est un ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il est agrégé de sciences naturelles. Anteur d'une thèse de troinaturelles. Antent d'une thèse de tros-sième cycle sur la géologie du nord-est de la Grande-Kabylie, et spécialiste de tectonique, M. Gélard a mené, jusqu'à son élection, une recherche sur l'étude du bassin du Massif Central et, particu-lièrement, sur les problèmes du charbon. Le nouveau président de l'université du Maine est membre du SNE-Sup.]

quée par la préparation de la loi relative aux enseignements supérieurs, - dont l'un des axes principaux est de permettre la modification du champ des filières et des diplomes », rend inopportune une large campagne d'habilitation, en 1983. En conséquence, le directeur des enseignements supérieurs précise que « l'esprit qui présidera à l'examen des demandes des universités ne prendra en compte que les priorités gouvernementales affirmées ou sanctionnera les projets murement élaborés ». L'administration examinera - attentivement - les propositions qui répondent à une demande sociale reconnue. La circulaire énumère ensuite les conditions que doivent remplir les dossiers des

[An moment de sommettre au Parle-At moment de soumeture un rarre-ment un projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur, les services du ministère s'avicent de n'accorder qu'un nombre limité d'inshilitations. Cette démarche est cohérente puisque la future loi prévoit de reautacer les disciplines actuelles par de « grands secteurs d'activités » (le Monde du

sion n'est pas nou plus dépourvee de liens avec des préoccupations finnacières. Le nombre important d'he cossité des moyens supplémentaires en enseignants. Cette mesure est, en per-tie, à l'origine des problèmes qui se sont posés à la rentrée universitaire, en raison notamment de l'angunentation de la durée de service des enseignants

### FAITS ET JUGEMENTS

### Levés du contrôle iudiciaire pour M. Jean Delezon

La chambre d'accusation d'Aixen-Provence a décidé, jeudi 6 jan-vier, de lever la mesare de contrôle jediciaire concernant M. Jean Delezon, ancien directeur de la Caisse primaire centrale d'assurancemaladje, des Bonches-du-Rhône -successeur de René Lucet - inculpé le 22 septembre 1982 dans l'affaire des fausses factures de Marseille. M. Delezon reste inculpé des chefs de complicité d'escroquerie et de corruption et de faux et d'usage de faux ainsi que cinq autres personnes, dont son adjoint, M. Maurice Mar-telli. La C.P.C.A.M. avait désigné M. Lucien Leouffre, le 30 septembre, comme directeur par intérim, et le conseil d'administration avait nommé le 16 novembre M. Jean Re-

Le commissaire espagnol Ballesteros ne s'est pas présenté devant la justice française.

Le commissaire Manuel Ballesteros, ancien chef du commandement unifié de la lutte unti-terroriste en Esdisparition de cet hebdomadaire, le seul conçu et réalisé par une équipe cachusivement séminine. — Ch. Ch.

Gilbert Consteanx, juge d'instrucinculpés de l'affaire du Coral.

tion au tribunal de Bayonne, qui l'avait convoqué en qualité de témoin à propos de la tuerie qui s'était produite dans un bar d'Hendaye le 23 novembre 1980, au cours de laquelle deux personnes avaient été tuées et neul autres blessées (le Monde du 26 novembre 1982).

Trois autres policiers espagnols et un garde civil qui avaient également reçu des citations pour le même jour ne se sont pas présentés. Il avait été établi que le commissaire Balles-teres avait donné l'ordre aux policiers espagnols de relâcher trois personnes appréhendées à la frontière et se révélant être les auteurs de la fusillade du bar d'Hendave.

Le magistrat instructeur aurait l'intention d'écrire au ministre espa-gnol de la justice en se référant à la convention franco-espagnole d'en-traide judiciaire en matière pénale du 9 avril 1969, qui précise dans son article 9 que « l'Etat requis [l'Espa-gue] engage le témoin à se rendre à l'invitation qui lui est faite et à faire connaître la réponse du témoin à l'Etat requérant [la France] ».

· L'affaire du Coral. - Les personnes appartenant au comité de soutien aux inculpés de l'affaire du Coral, interpellets après l'évacuation, vendredi 7 janvier, du Palais de justice de Nîmes, ont été remises en liberté dans la soirée. (le Monde du 8 janvier). Elles-mêmes entendaient obtenir la mise en liberté de trois des

### **SCIENCES**

### LA CHUTE DU SATELLITE COSMOS-1402

### Aucun risque de radioactivité anormale

affirment les Soviétiques

Le satellite soviétique Cosmos-1402, équipé d'un générateur nu-cléaire fonctionnant à l'uranium en-richi, dont les Américains affirment qu'il a échappé au contrôle des Soviétiques, n'a pas fini d'alimenter la polémique (1). Le dernier épisode en date de cette guerre de communi-qués est la publication, vendredi 7 janvier, par l'agence Tass d'une nouvelle mise au point.

. Le 30 août 1982, indique l'agence soviétique, l'Union soviétique a lancé un satellite artificiel de la Terre, Cosmos-1402, équipé d'une installation énergétique nuclèaire pour poursuivre les études de l'espace. Selon les autorités soviétique constitutes constitutes en la selon de l'apparent la selon de l'apparent la selon les autorités soviétique constitutes en la selon de viétiques compétentes, le 28 décem-bre 1982, le satellite en question a cessé son existence active et, conformément au programme de vol, sur commande à partir de la Terre, il a été divisé en fragments pour déga-ger la partie active du réacteur [en-viron 500 kilogrammes, dont une cinquantaine de kilogrammes d'uranium enrichi, si l'on en croit cer-

sa combustion ultérieure complète conclut le communiqué, « restera dans les limites naturelles ».

En dépit des assurances et des précisions qu'il prétend fournir, le communiqué de l'agence Tass laisse planer une certaine ambiguïté sur les opérations réellement effectuées par les contrôles au sol soviétiques. En effet, il n'y est pas dit de façon ciaire si le générateur nucléaire de bord a été ou non dissocié en une infinité de petits morceaux qui pourraient alors se consumer totalement au contact des couches denses de l'atmosphère avec pour conséquence une légère augmentation de la radioactivité locale atmosphérique. Dans le passé, en avril 1964, les Américains avaient employé de telles méthodes lors de l'échec du iancement d'un satellite de navigation de l'U.S. Navy. L'événement avait eu lien à proximité de Madagascar.

Une telle dislocation a-t-elle déjà taines informations], ce qui assure en lien? Si l'on en croit les déclara-

tions faites par le commandement dans les couches denses de l'atmo-sphère. Le niveau de radioactivité, américaine (NORAD), la réponse est négative. Ses experts affirment que Cosmos-1402 serait seulement en trois morceaux, ce qui supposerait que les Soviétiques n'auraient pas encore fragmenté le cœur du réacteur. Une seule chose est certaine : les Soviétiques ont au moins failli sur un point en ne parvenant pas à mettre à feu le moteur qui, ha-bituellement, permet de placer en fin de mission ce genre d'engin sur une trajectoire où il peut rester plusieurs siècles, le temps que les produits radioactifs qu'il contient se désactive suffisamment.

> (1) Vingt-quatre satellites de ce type auraient été mis en orbite par les Soviétiques deonis 1967. Après l'incident de Cosmos-954, le 24 janvier 1978, l'U.R.S.S. n'a repris le lancement de tels engins qu'en avril 1980 (Cosmos-1176). Trois autres ont été lancés en



souligne M. Mitterrand à Issoire

De notre envoyée spéciale

ces termes que M. François Mitterrand a commenté sa visite éclair, dans la matinée du vendredi 7 janvier, à l'hôpital-hospice d'Issoire (1) (Puy-de-Dôme) (le Monde du 8 janvier). Ce que l'on ne doit plus voir, ce sont des vieillards, valides ou non, amassés dans des salles communes d'un autre âge, privés de toute intimité, de toute possibilité de vie personnelle, soignés au plus

L'hôpital et l'hospice d'Issoire, confondus dans les mêmes bâtiments, symbolisent à la fois, a souligné le président de la République. une situation archaïque qu'il faudra rapidement dépasser et l'avenir vers lequel il faut tendre. L'avenir, ce sont en effet les parties rénovées de l'établissement et le nouvel hôpital jumelé à l'ancien, dont le chef de l'État a rapidement visité le chan-

Un bloc opératoire, une maternité moderne, un équipement de radiolo-gie y seront implantés, qui rendront moins impérieux les incessants transferts vers l'hôpital universitaire de Clermont-Ferrand, qui sont, à l'heure actuelle, la règle. La rénova-tion de la partie de l'établissement consacrée aux personnes àgées n'est pas encore programmée.

 Nous sommes engagés, a déclaré le président de la République, dans une politique volontaire d'amélioration de l'équipement hospitalier. Les hospices ont vieilli ; ils ne correspondent plus à ce qu'un pays comme la France doit faire. J'al moi-même eu l'expérience des hopitaux, a ajouté M. Mitterrand, i'ai mesuré la tristesse, la misère et l'oubli qui pêsent sur les person âgées, en dépit de l'admirable dévouement que je rencontre par-tout dans le milieu médical, dans le milieu hospitalier. -

Il subsiste en France, a encore déclare le chef de l'Etat, - d'inquiéalités - dans la réparti tion de l'effort collectif à l'égard de la politique hospitalière. En particu-lier, les effectifs de personnel par maisde sont très inégalement répartis entre les établissements, les égions, voire les services, et cela parfois sans justification réelle.

Par cette visite, le président de la République, qui est très soucieux du maintien à domicile des personnes agées, a voulu souligner l'importance qu'il attache à un rééquilibrage du - tissu hospitalier - francais, en particulier en faveur des établissements de moyenne importance et au profit de réformes à moyen terme. Il n'est pas légitime, par exemple, que les taux d'encadre-ment des malades en personnel puissent parfois - à discipline équivalente et à charge de travail égale varier du simple au double, voire davantage. Il n'est pas admissible non plus que subsistent des établis-

issoire. - « Je suis venu voir ce malades et ruineux pour la collectivité, notamment en raison des transferts abusifs qu'elle provoque vers les services de malades aigus. En 1982, a indiqué M. Mitterrand, 225 millions de francs ont été accordés en crédits d'investissements à la rénovation des hospi par rapport à 155 millions en 1981 soit une augmentation de 50 %. Cet effort, a souligné le chef de l'Etat,

> Parallèlement, une réflexion de fond sera amorece sur une meilleure répartition de l'effort collectif dans ce domaine. L'augmentation des coûts hospitaliers n'est pas étrangère à l'irrationalité trop fréquente de affectations en moyens dans les éta-blissements. Il se s'agira pas d'affecter autoritairement tels personne jugés excédentaires vers tels hôpitaux trop faiblement dotés, mais d'encourager des rééquilibrages pro-gressifs à la faveur, par exemple, de léparts à la retraite ou de mouvements volontaires.

ne sera pas ralenti.

Le président de la République n'a guère abordé, au cours de sa visite dans le Puy-de-Dôme, le thème des réformes hospitalières actuellement envisagées. Il est néanmoins possible d'affirmer que les réunions interministérielles sur ce suiet ne sont pas achevées et que les discussions demeurent ouvertes. En tout état de cause, les délais avancés dans l'avant-projet de décret rendu public en novembre (le Monde daté 21-22 novembre 1982) semblent désormais considérés comme trop

CLAIRE BRISSET.

Strasbourg. - Le trafic rhénan du

port autonome de Strasbourg aura

sée (- 10 % par rapport à 1981). Les statistiques précises ne sont pas encore établies, mais le total des en-

trées et sorties de marchandises avoisinera 10,5 millions de tonnes,

1 million de moins que l'année pré-

Les dirigeants du port ne se dé-

couragent pas pour autant. Le trafie

connu un nouveau recul l'ann

TRANSPORTS

Le trafic fluvial de conteneurs

entre Strasbourg et Rotterdam

se développe rapidement

De notre correspondant

Issoire, dont le député maire scialiste est M. Jacques Lavedrine.

### UNE PHOTOGRAPHIE DES MÉDECINS LIBÉRAUX

### 80 % des praticiens appliquent les tarifs conventionnels sans « dépassement »

sur un total de 133 435 médecins, 78 647 praticiens exerçant à titre libéral, ce qui représente une densité de 146 pour cent mille habitants. Ces chiffres, que vient de révéler la Caissa nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), marquent une progression légère (3,7 %) par rapport à 1980, après deux années de fort ac-croissement. La féminisation du corps médical s'accentue. On dé-nombre 11 326 femmes médecins exerçant à titre libéral (c'està-dire 14,4 %). Elles sont plus souvent spécialistes (53 %) que généralistes, alors que 40 % des hommes seulement sont spécia-

La France comptait, en 1981,

Depuis 1978, souligne la CNAMTS, les spécialités qui connaissent la plus forte progression sont la dermatologia et les disciplines psychiatriques. Las médecins non conventionnés rerésentent désormais un très faible effectif: 803 praticions, soit 1 % des médecins libéraux. Caux qui ont opté pour le secteur « à honoraires libres > sont 6 051. soit 7.7%. Les s conventionnés » disposant du « droit permanent à dépassement » diminuent à la fois en nombre (8 865 au lieu de 5 325) et en pourcentage (11,3 % au lieu de 12,3 %). Au total, 80 % des médecins libéraux appliquent la convention sans décassement (93 % outre-mer).

La caisse publie, d'autre part, un bilan des actes du secteur libéral. En 1981, l'activité des médecins « de ville » a augmenté de 4,7 %; les prix des actes de 12,6 %, et les hono-

courants commerciaux ainsi que les

prestations de services aux usagers

permettent d'envisager l'avenir avec

une confiance raisonnable.

Les responsables de la baisse?

Les potasses et les hydrocarbures.

Les premières sont essentiellement

réservées aux besoins du marché in-

térieur français et ne prennent plus le chemin de Strasbourg pour l'ex-portation. Les excédents éventuels

sont exportés par le port haut-rhinois,

pétroliers, qu'il avait fallu étendre pour faire face aux 4,5 millions de

tonnes d'hydrocarbures expédiées voici quelques années vers l'Allema-goe et la Suisse, s'est ralentie. A

cela trois causes : le recul général de la consommation, la tendance des acheteurs allemands à se fournir au-

près de leurs propres raffineries, le

report des acheteurs suisses vers le marché libre de Rotterdam, où les

prix sont plus favorables que ceux

pratiqués au départ des raffineries

La permanence de la demande al-

lemande, suisse et belge a permis, en gros, le maintien au niveau des expé-

ditions de matériaux de construc-

tion, le gravier essentiellement, qui assurent avec 7,5 millions de tonnes

les trois quarts du trafic à l'exports-

Dans certe grisaille que vient

alourdir la crise de La Cellulose, dont les installations se situent dans

l'emprise du port autonome, les dé-

veloppements significatifs de quel-ques trafics jettent des traits de lu-mière. Celui des céréales (+ 30 %)

des produits agro-alimentaires (fa-rine, huile, légumes secs, bière), sans oublier les fromages, dont 40 000 tonnes des diverses variétés

qui y transitent chaque année (dans l'attente de l'exportation dans le monde entier) ont fait cette année

encore de Strasbourg la première place française du fromage grâce à d'importantes capacités de stockage

D'autres infrastructures por

tuaires commencent à porter leurs fruits, notamment le poste de chargement des conteneurs. Près de six mille cinq cents conteneurs y sont passés. Deux cents entreprises alsa-

ciennes out contribué à ce trafic, en

progression de 24 % par rapport à 1981. Ce courant a donné lieu à la

création de deux lignes hebdoma-daires vers Rotterdam, assurées par

gnie de navigation française sur le Rhin

JEAN-CLAUDE HAHN.

L'activité des bassins des produits

d'Ottmarsheim.

raines remboursables, compte tenu de la revalorisation tari intervenue en 1981, de 18,2 %. Pour orès de 70 %, les consultations sont effectuées par les omnipraticiens. Parmi les spécia ce sont les ophtalmologistes. gynécologues-obstétriciens et les pédiatres qui réalisent le plus de

L'activité des radiologues, noterriment grâce à l'échographie, et des spécialistes de l'appareil digestif est en forte augmentation. Les visites, quant à elles, sont effectuées presque exclusi vernent par les omnipraticiens Ce sont eux qui prescrivent 86 % des achats pharmaceutiques. Un généraliste prescrit, en moyenne, par acte pour 93 F d'achat de biens pharmaceutiques, contre 78 F en 1980, soit une augmentation de 19,2 % en un an (1).

Pour ce qui concerne les honoraires médicaux enfin, la caisse fait remarquer qu'ils ont aug-menté de 15,9 % par an pour la période 1979-1981. Les € dépassements » ont contribué à portion de 1,1 %, les revalorisations tarifaires de 9.4 % et le volume proprement dit des actes de 4,8 %.

(1) La caisse souligne que l'acti-vité des dentistes et des sages-femmes est restée stable ou en lé-gère diminution alors que calle des gere diminution alors que calle des auxiliaires médicaux a fortement augmenté: de 8,2 % chez les infir-miers, 6,1 % chez les masseux-kinésithérapeutes, 12,1 % chez les orthophoxistes et 11,5 % chez les orthophistes.

# CARNET

- Mand of Olivier HATZFELD sout cureux d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants :

chez Denis Hazzfeld et Evelyne, néz Molet, le 21 serament Molet, le 21 septembre 1982, auprès d'Yves et Maude ; Myrtille,

chez Jean-François Deprette et Fronkje, née Wiersma, le 11 octobre 1982,

auprès de Capucine, Romaria et chez Marianne Hatzfeld et Pascal Mermet-Boavier, le le janvier 1983. 32, rue Pontus-de-Tyard,

- Hubert BAUDET et Patricia BAUDET et leurs families, sont beureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'inti-mité, le 31 décembre 1982.

- Thierry VIELLE et Francine TEBOUL ont la joie de faire part de leur mariage offéré à Nicosie le 22 décembre 1982. lat général de France

- Szim-Eugène. Alger. M. et M= Jacques Joseph Bensimon

Laurence Suzanza Brice Philippe et Eric Lione! ensimon, ses pents-enfants, Les familles Bensimon, Lépine e ont la douleur de faire part du décès de

M. Irinie BENSIMON,

survenu le 28 décembre 1982 à Paris. L'inhumation aura lieu, le mardi 11 janvier 1983, zu cimetière nouveau de Montmorency (rue de Groslay).

On se réunira à 16 houres à la parte

Un car sera tenn à disposition à 14 h 55 très précises, 12, rue Méchain

Ni fleurs ni couronnes.

4, rue Voltaire, 95160 Montmorency.

- La famille Board et ses amis ont la douleur de faire part du décès de Finbert-Marie BOGAD,

aucien procureur général
de la cour d'appel du Sénégal,
survenu le 5 janvier 1983 à Saint-Laurent-du-Var (06).
La cérémonie religieuse a en lieu le
samedi 8 janvier, à 10 heures, en l'église
de Saint-Laurent-du-Var.
Le corps du défunt sen inhumé dans
le cavent du femille à Bassa Tan-

le caveau de famille à Basse-Terre (Guadeloupe), où repose déjà son

- M. et M= Pierre Brisson. curs calants et petits-calants, M. et M= Jean Vantroeyen, leurs enfants et petits-enfants, M. et M= Etienne Brisson

M. et M= Claude Brisson, ieurs enfants et petits-enfants, M. et M. Jean-Louis Brisson, M. Jean-François Brisson, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. et M= Maurice Branswick, ses benn-frère et sœur,

ont la douleur de faire part du décès, le 30 décembre 1982, dans sa quatre-vingt-douzième aumés de

M- Jean BRISSON.

L'inhumation a eu lieu le 3 janvier dans la stricte intimité familiale à Malo-les-Bains (59).

14, avenue de Bretteville, 92200 Neudly sur-Seine.

M. Yves Galifret,
M. et M. Jacques Granjon,
M. weuve André Granjon,
M. Marie-Christine Granjon,
Se famille, ses amis, ses collègues
ont la douleur de faire part du décès
subit. le 5 janvier 1983, de

Nadine Janine GALIFRET GRANJON, professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble.

L'inhumation a en lieu dans la plus arricte intimité à Sivergues (Vaucluse). 87, avenue du Grésivandan, 38240 Meylan

(Le Monde du 7 janvier.) — M= Eliano Géraud, MM. Claude Géraud, Pierre Gérand, Pascal Géraud, ont la douleur d'amonacer la mort de

M. Roger GÉRAUD, médaillé de la Résistanca, chevalier de la Légion-d'honneur, our mari et père. Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Journaliste à l'Agence européanne de pruse, Roger Gérauf entre à l'A.F.P. en 1959. Après un détachement au buseu de Londres, il est affecté au service des ayanheses des informations générales puis au aervice politique, où il actives as carrière en 1981.

Roger Géraud, qui eveit participé à la tondation de Syndicer des journalistes Force ouvrière et dont il était un des difigeents, event présidé aux destangés de la presse manicipale paraienne et.-en 1980, de l'Union nationale des syndicans de journalistes.]

- M- Charles Rossignal, son éponse Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles ROSSIGNOL, near principal hors classe honor cincipal hors classe honoral à la S.N.C.F.,

médaillé Résistance-Fer. surveus le 18 décembre 1982 à l'âge de toirante-cinq ens. Les obsèques ont en lieu dans l'inti-mité à Montpellier.

thaillal

- Kristina Roupert, son épouse, Cécile et Mohammed Zaki, Gay Rospert, ses enfants,

M. et M= J. Roopert et leur file. Le docteur et M= G. Roopert et leurs ses frères, belles-sœurs, sièces et

Toute la famille et ses fadèles amis ont la douleur d'annoncer la mort de Claude ROUPERT,

gvocat honoraire à le cour de Paris, ancien résistant-déporté, rvenue le 31 décembre 1982 après une longue souffrance. Il repose dans l caveau de familie i Hange (Mosellé). 7, rue Dante, 75005 Paris.

- M. et M= Marcel Salomon st leura enfants

ont is douleur de faire part du décès de M. veuve Félix SALOMON, née Rosalie Hemmendinger, leur mère, belle-mère, grand-mère, survenu, le 3 janvier 1983, à l'âge de quatro-vingt-six ans.

Les obsèques out en lien le 5 janvier
1983 à Strasbourg.

Cet avis tient lieu de faire-part.
104, rue du Thélère,
75015 Paris.

- Catherine et Roger Van Rogger, eurs enfants Vincent, Christine

ent la douleur d'aumoncer le décès accidentel de leur mêre et grand-mêre, Irêne ULLERN, survenn le 24 décembre dernier dans sa quatre-vingt-deuxième amnée. Elle fut inhumée à Baladon, dans le Lot, en toute intimité, le 29 dé 1982.

Cet avis tient lien de faire-part. 83150 Bandol

Messes anniversaires

- A ja mémoire de

Literate.

200 A 15 15

**有到,但以为他**。

Francisco

T 21 14.7 7

See as an arrangement

No promote annual control of the con

The second section of the second

St. S. S. W. St. Physics of Confession.

Committee of the state of the s

Strategy of the state of the gro

to opposite the second registration 

the section of the se

and the second second

State of the last

Traping John Company (

The state of the state of

the training or seed of the

the same of the same

The second section is the second seco

n gg.

to the transfer

The Star

-1. 5: 10 mg

40.00

. \*\* .

AA In the last

2 2 m. mar

15.

The courts of the Principles

A HE AND

Robert CAML STEVEN.

Germain-l'Auxerrois le mercredi 12 jan-vier 1983, à 11 h 30.

- Pour le dixième anniversaire de la

mort de Malanese anniversaire de la mort de Malanesed AL HAMCHARI, représentant de l'Organisation de libération de la Palestiae (O.L.P.) en France, sa femme Marie-Claude et sa fille Amina demandent à leurs amis de se souvenir et de s'unir à elles par une affoctueuse pessée le 9 janvier 1983.

Communications diverses

- Un ressemblement occuménique. -Les deux paroisses, catholique de l'Assomption (rae de l'Assomption) et réformée de l'Assomption) et réformée de l'Assomption (roe Cortambert), qui, depuis plus de dix ans, out développé des reacontres et des activités en commun, notamment au riveau catéchétique, organisent, pour la première fois, un rassemblement des chrétiens de leurs deux communantés, le samedi 15 janvier 1983, de 15 heures à 19 h 30, 90, rue de l'Assomption, Paris-

### Conférences

 Les archeveques de Paris et de Lyon, Jean-Marie Lissiger et Albert Decourtray out invité quatre personns-lités religieuses étrangères à prononcer des conférences sur le thème « Transmettre la foi aujourd'hui », chacun par-lant deux fois, le samedi à Notre-Dame de Fourvières (Lyon) et le dimanche à Notre-Dame de Paris.

Voici le programme de ces confé-8 et 9 janvier : Mgr Dermot J. Ryen (« Dégager les leçons du passé »).

13 et 16 janvier : le cardinal Jozef
Ratzinger, ancien archevéque de
Munich, préfet de la congrégation pour
la doctrine de la foi (« Transmission de

la foi et sources de la foi »).

22 et 23 Janvier : Mgr Godfried Dannecks, archevêque de Malines-Braxelles (« Foi chrétienne et blessures de l'homme contemporain ».
29 et 30 janvier : le cardinal Franciszek Macharski, archeveque de Cracovic («L'épreuve de la foi»). Les confé

rences seront données le samedi, à 16 heures, à Notre-Dame de Fourvières et le dimanche, à 16 h 45, à Noire-Danne de Paris

### Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT - Université Paris-VIII, lundi 10 jan-vier, à 14 heures, salle 302, bâtiment A. Mª Anne Denner-Wolfers: « Doctorat sur travaux ».

- Université Paris-X (Nanterre), mardi 11 janvier, à 13 h 30, salle des Actes, bâtiment F, M. Christian de Lan-zainghein : «Mathématiques Timancières et droit des affaires. »

- A la mémoire de maréchal de Lat-

re de Tassigny, un dépôt de gerbe aute lieu, le mardi 11 janvier, au monument du maréchal, place Maréchal-de-Lattre de Tassigny, et. à 18 h 30, à FArc de triomphe, l'Association Rhia-ct-Dambe ravivers la flamme.

### commercial international dans l'ensemble des ports du Rhin a subi luimême un recui d'environ 5 %. Tou-tefois le développement de certains sements dont la verusté est à la fois incompatible avec le respect dû aux

EQUIPEMENT

### Lyon et Villeurbanne se chauffent à la fois au charbon, au fuel et aux ordures

De notre correspondant régional

Lyon. - Le réseau de chauffage urbain de Lyon-Villeurbanne tisse une importante toile sur la rive gauche du Rhône. En inaugurant, vendredi 7 janvier, ce réseau à trois composantes énergétiques (ordures ménagères, charbon et fuel), M. Edmond Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie, a insisté sur le caractère « exemplaire » de cette réalisation, qui · participe à la poli-

tique énergétique nationale ». Ordares ménagères à Gerland ;charbon dans la centrale de La Doua, sur la commune de Villeurhanne, où était installée une centrale prévue, à l'origine, pour le chauffage de l'imposant ensemble univer-sitaire; fuel lourd; sur le cours Lafayette à Lyon : les trois centrales équipant les deux communes sont aujourd'hui reliées. Selon les promoteurs de l'opération (la société Pro-dith, filiale de la C.G.E.), la mise en commun de ces trois sources diversifiées entraîne pour la communauté urbaine et pour le pays tout entier une économie annuelle de

12 800 tonnes équivalent pétrole Retombée plus sensible pour le portefeuille des usagers une baisse de 10 % des factures de chauffage pour les privilégiés du cheuffage ur-bain des 1983. Un cadeau précioctoral qu'apprécieront tout au-tant le modéré Francisque Collomb que le socialiste Charles Hernu....

maires de Lyon et de Villeurbanne.

Les deux villes étaient en retard par rapport ans voisins régionaux (Chambéry, Grenoble) en matière de chauffage urbain. Mais au-jourd'hui 20 000 « équivalentlogement » - une curieuse unité sta-tistique ! - bénéficient des pretations économiques du chauf-fage urbain « interconnecté ». De plus, des installations techniques de pointe du central du cours Lafayette (télégestion du réseau) permettent selon les techniciens d'« ajuster instantanément la production de cho-leur à la demande des abonnés ».

Selon les prévisions des constructeurs et les souhaits des élus, le nombre des « abonnés chaleur » devrait doubler à l'horizon 1990, et 50 000 foyers lyonnais et villeurban-nais pourraient bénéficier alors du réseau.

A l'occasion de la mise en service de l'installation lyonnaise, le minis-tre délégué chargé de l'énergie a fait le point sur les résultats du fonds spécial de grands travaux, dont la moitié a été consacrée aux investissements d'économie d'énergie. Pour ce qui concerne les réseaux de chaleur, a indiqué M. Edmond Hervé, l'enveloppe de 340 millions de francs est aujourd'hui engagée en totalité. Elle aura permis les tro-vaux pour plus de 2 milliaris de francs décidés depuis la promulga-tion de la loi créant le fonds spécial le 3 août dernier. -

CLAUDE REGENT.

### UN NOUVEAU « TERMINAL » D'AUTOBUS EST MIS EN SERVICE A LA GARE DU

Un « terminal » d'autobus R.A.T.P. sera mis en service le lundi 10 janvier 1983 sur une « delle rou-tière » construite au-dessus des li-gnes de banlieue de la gare du Nord à Paris.Groupant les lignes 42 à 49 du réseau d'autobus, ce terminal devrait améliorer les correspondances des trois cent trente mille voyageurs de banlieue et cinquante mille voyageurs de grandes lignes qui transitent chaque jour par la gare du Nord.

Avant la création de cette plate forme, les lignes d'autobas étaient dispersées aux abords de la gare, provoquant des embarras de circulation et des difficultés d'exploitation our la R.A.T.P. Des 1978, la construction d'une « dalle rou-tière », s'était imposée. D'une sur-face de 14 500 mètres carrés, d'un coût de 37 millions de francs (valeur 1981) environ, financée par le Syndicat des transports parisiem pour les deux tiers et la région llede-France pour un tiers, cette dalle accueillere, en mai prochain, le service des voitures sans chauffeur et les cars de la S.N.C.F., ainsi que les taxis réservés par téléphone.

L'accès à cette plate-forme se fera par deux rampes de circulation en «site propre», raccordées à la rue de Dunkerque et an boulevard de la Chapelle. Le terminal R.A.T.P. comprend un vaste quai central de 200 mètres de long sur 13 mètres de large qui permet le sta-tionnement simultané de vingt au-

Il est relié à la gare de banlieue S.N.C.F., située juste an-dessous, par des accès directs en partie méca-nisés ainsi qu'à la salle des échanges souterraine de la Gare du Nord, ellemême en liaison directe avec la gare de la ligne « B » du R.E.R. Une signalisation autobus-S.N.C.F.-R.E.R.-métro urbain faci-lite le cheminement des voyageurs entre les différentes installations. Cette mise en service est une des

dernières étapes de l'interconnexion des réseaux R.A.T.P.-S.N.C.F. à la gare du Nord. A la fin du mois de gare du Nord. A la fin du mois de mai, les trains tricolores R.A.T.P.S.N.C.F., qui ont pour l'instant leur terminus à la gare du Nord, circulerout, sans qu'il y ait à changer de quais, entre l'aéroport de RoissyCharles-de-Gaulle et Robinson, et Massy-Palaiseau. Le trajet ChâteletLes Halles-Roissy ne demandera alors que vingt-huit minutes. A la fin 1984, les trains en provenance de 1984, les trains en provenance de Mitry an Nord rejoindront Saint-Rémy-lès-Chevreuse au Sud et l'intercounexion totale des réseaux sera

The same of the sa

 $\| \widehat{H}_{\mathrm{pol}}^{\mathrm{loc}}(X, x, x, x) \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{N})} \leq \| \widehat{H}_{\mathrm{loc}}(X, x) \|_{L^$ 

### LA PREMIÈRE D' « HAMLET » PAR VITEZ

## Chaillot rouge et or

Richard Fontana, - mis en scène ria, et surtout le new-look de la par Antoine Vitez à Chaillot, c'etait, le vendredi 7, presque une mauguration : grande foule des grands soirs, habillée pour l'occasion. Pas cérémonieux comme aux galas des Champs-Elyaées ou de l'Opéra, très éro-dié quand même, peu de cra-vates, des pulls. Plus de fils lamés que de bijoux. Moins de fourrures que de daim et de cuir. Un pantalon de cuir noir à pinces avec queue de pie des Puces, un serre-tête en paillettes, sinon l'ensemble faisait assez strict.

Un ensemble de gens de thés-tre et d'autour du théâtre qui se connaissent et s'embrassent, qui ont attendu, massés devant le panneau translucide berrant le grand escalier pendant que, d'en bas, Claude Bricage prenait les photos-souvenirs. Personne ne s'est énervé, tout le monde savait qu'on était parti pour une course de fond. Le vendredi, ainsi que le samedi et le diman-che, la pièce est donnée dans son intégralité : cinq heures. Les mardi et mercredi, dens son ha-

bituelle version abrégée. · Les fine de semaine, donc, le spectacle commence à 18 h:30. A cette heure là, l'hiver, c'est déjà le nuit. L'atmosphère y est, on n'a pas l'impression d'alier en matinée classique, Le vendredi 7 était une vraie soirée d'inaugura-

La première d'Hamlet - avec tion : nous inaugurions la catétégrande salle : art déco superbe, très sobre, avec des tubulures verticales de néon jaune entre des panneaux pourpressur-montés de médaillons d'or. On ne voit plus les charpentes mé-talliques noires, et le plafond est barré de tissu en rouleaux, comme des rideaux pas tout à fait relevés. Les larges fauteuils prune sont disposés en gracins, on est revenu à la scène frontale. Une scène blanche dans un cadre blanc, des géométries de blanc et de lumière, avec des effets

. Un public où dominent les gens du métier n'est pes forcé-ment le plus facile à vivre pour les comédiens. Pourtant, malgré l'inévitable retard des premières, malgré la durée, le pourcentage des départs en cours de route a été minime. Il y avait la vrais écoute, et à la fin de vrais ap-plaudissements, une vrais chaleur, une bonne douzaine de rappels, Antoine Vitez - cravete rouge, costume sombre parmi les robes de veloura, les capes fluides d'or sombre - sourient, détendu autant qu'on peut l'être.

d'asymétrie qui font penser à

COLETTE GODARD.

Chaiffet, 18 h 30 les vendreië et saniedi; 16 heures le dinimente; 20 h 30 les marif et mercreil.

### MUSIQUE

### LE QUATUOR BÉROFF, AMOYAL, CAUSSÉ, LODÉON La fougue et la maturité

la musique de chambre ; on les voit souvent s'associer en des formations diverses, tels Jean-Philippe Collard et Augustin Dumay, qui seront le 13 junvier au Théâtre des Champs-Elysées, Christian Ivaldi, Sylvie Gazeau, Gérard Caussé et Alain Meunier, qui joueront Beethoven et Fauré le 16 au Théâtre du Rond-Point, alasi que bien d'autres comme Michel Dalberto, Pascal

Roge, Anne Queffélec, etc. Le jeudi 6 au soir, un groupement nouveau rassemblait Michel Béroff et des « chambristes » acharnés, Pierre Amoyal, Gérard Caussé et Frédéric Lodéon, pour deux grands quatuors avec piano de Fauré et de Brahms dans le cycle d'abonne-ments de Radio-France. Deux œuvres ardentes, jouées avec la fou-gue de la jeunesse, mais aussi une maturité de style et un sens du diologue instrumental - où il faut savoir s'effacer et conduire hardiment tour à tour - lout à fait remarquables, malgré quelques tinddités et incertitudes tout à fait

normales.
Autoni la musique de piano de Fauré soulève encore pour les Français des difficultés insurmontables, autant sa musique de chambre paraît leur être ouverte et familière. La puissance et la générosité du Deuxième Quatuor en sol mineur, sa poutierne Quatuor en son univers sa der rayonnante, le tourbillon obsé-dant des forces du scherzo, l'effu-sion intime de l'adagio parfumé des souvenirs de la nature ariégeoise.

Beaucoup des jeunes solistes dont coulaient de source sans la moindre s'enorgueillit actuellement l'école faute de tempo ou de phrasé. Peutfrançaise ont heureusement redé-convert le plaisir et la fécondité de Béroff n'avait-il pas toujours la couleur chatoyante qui fait briller les cordes fauréennes et ajoute un jaillissement dionysiaque à l'archi-

> En revanche, il convenait parfaitement au Troisieme Quatuor en ut mineur, opus 60, de Brahms, à ce début tragique où les sombres replis d'une àme torturée (le compositeur l'avait commencé au temps de son amour pour Clara Schumann, tandis qu'il songealt au suicide) peu à peu se détendent, se libèrent, l'œuvre gardant toutefois un accent intense et grave. L'autorité de Béroff, les belles sonorités de soliste d'Amoyal, Caussé et Lodéon, à qui Brahms dédie en pro-pre des mélodies admirables, et surtout la ferveur, la tendresse et l'accent qui se dégageaient de ces grandes slambées d'un romantisme puissamment structuré donnaient une superbe image de cette œuvre qui s'élève du drame le plus immé-diat à une sorte d'acceptation dou-loureuse et sereine, sublimée

On souhaite aux jeunes Français de persévérer dans cette voie, sachant qu'il faut des unnées de travail pour atteindre à une pleine communauté sonore, à ce point où les œuvres sont transfigurées par de divines surprises que seule peut creer une entente parfaite. Le moment où un trio, un quatuor, atteint à une personnalité unique.

JACQUES LONCHAMPT.

### CINÉMA

### LES FILMS DE MARCEL PAGNOL », un livre de Raymond Castans et André Bernard

### La famille

En 1978, Il était une fois... Marcel Pagnol fut un hommage personnel de Raymond Castans à l'homme, l'auteur dramatique, le cinéaste, le romancier oui était son ami. On y retrouvait, sous la forme d'un « album de famille », Marseille, Paris, la Provença et toute l'aventure humaine de Pagnol, au fil de sa vie et de sa cer-

Ce nouvel album, auguel a collaboré la cinéphile André Bernard, est la suite naturelle du premier. Uniquement consacré aux films, il fait la part balle à cant cinquante photographies (certaines sont connues, la plu-part sont rares et tirées des collections des auteurs) qui repro-duisent, certe fois, la famille cinématographique.

m La première projection en Pologue du « Duncon » d'Andrzej Wajda n été reportée au 21 mars. Elle devait avoir fieu le 12 janvier, mais le ministre de la culture polonais a argué du manque de sous-titres.

Meryl Streep. Le film français

"Diva", de Jean-Jacques Beineix fi-gure au palmarés pour la photographie.

parmi une quarantaine de visions, de

la Naissance de la danse, rouge ci

verte, de ce sublime paysage imagi-

naire Droit à la liberté, du défilé de

l'Armée des bonheurs impossibles, de l'Eminence noire sur fond bleu

nuit, de ce véritable autoportrait

moral, où Le Noane oppose sa séré-nité à un monde indéchistrable et

Heureux Guillevic ! Ses

condensés de poésie tentent toujours

les peintres. Musicienne du silence.

Denise Esteban rensorce encore, par

ses dessins précis et vaporeux, l'inti-

misme, bien nommé en l'occurrence

du Blason de la chambre (Les

Presses d'Aujourd'hui). Et Wanda

Davanzo, avec des tithographies aux

traits épais d'où la couleur n'est pus

absente, propose une Nuit, destinée aux bibliophiles, celle-là. Du moins

ont-elles fourni le prétexte d'une im-

portante exposition de pcintures, où son talent culmine (2). Il n'y a pas

de trous dans ces grandes composi-

tions où, plus d'une fois, le noir rè-gne en maître et rythme les évolu-

tions des couleurs les plus riches, les

carnations des roses et des rouges.

les cobalts et les verts - un noir lu-

mineux, volontiers strié de blanc.

Captivant spectacle d'une vigueur

sans violence, aux courbes adoucies. De ces masses chahutées, contras-

Si les membres de la trilogia marseillaise (Manus, Fanny, César) connaissent, depuis toujours, une éclatante célébrité, ainsi que les personnages d'Angèle. Regain et la Femme du boulanger, on redécouvre les in-terprètes, un Fernandel tragique dans Nais, et les divers visages de Jacqueline Pagnol dans la demière période. Au cours de cette évocation où apparaissant la continuité des thèmes et des préoccupations d'un véritable au teur de cinéma (qu'elle est loin, la querelle du théatre filmé l). c'est encore l'amitié qui domina aux travaux d'historiens et de critiques un élan venu du cœur, avec des coups de soleil et des éclairs d'émotion. - J. S.

\* Editions Julliard - 160 p. IIhistrées, 120 F.

u « Tootsie », de Sidney Polinch est désigné « meilleur film de Paumée » par la Société autionale des critiques de cinéma américains, et Dustin Hoffman « meilleur acteur » pour son interpréta-tion dans ce film. L'actrice reteaux est

« LE JAPON de François Reichenbach

### Le glouton optique Comme Claude Lelouch dans le ci-

bach tient le plus souvent la camera des très jolis documentaires qu'il sique à intervalles de plus en plus rapprochés. Et il n'a pas manqué l'occasion de nous dire deux ou trois choses qu'il sait du Japon.

Les hornmes sont les héros privilé giés, choyés, da cette caméra attenzive qui effleure les épidermes comme en une caresse amoureuse. Puis, soudain, venue d'on ne sait où, une présence féminine : une jeune fille met toute sa beauté, toute sa grâce, pour bander un arc. Les bras élancés, le fièche tendue, s'harmonisent en deux lignes parfaitement pa-

Le Japon de François Reichenbach comme on dit Fellini Roma - part de l'horreur atomique, le premier champignon en très gros plan et retrouve un peu plus tard d'autres images en noir et blanc, les kamikazes... Reichenbach a su dénicher d'excellents documents, et nous donne là le meilleur du film. Cependent, toutes ces joliesses, le passage de la tradition à la modernité, s'ils nous séduisent parfois comme de somptueux dépliants touristiques admirables paysages, admirables visages, admirables costumes - nous laissent d'autant plus sur notre soif. Malgré un texte sentencieux égrené par deux voix japonaises et quelques phreses de livison, la coupure est presque totale d'une séquence à l'autre, la gratuité la plus absolue

On regrette que le cinéaste, de nt sa fascination évidente, n'ait pas tenté une traversée des apparences. Il aurait dù un moment poser sa caméra, regarder véritablement vi-

LOUIS MARCORELLES. \* Voir les films nouveaux.

### **JACQUES PERRIN DEMEURE PRÉSIDENT** DE LA COMMISSION **DES AVANCES**

**SUR RECETTES** Le producteur et acteur Jacques Perrin est renouvelé pour 1983 dans ses fonctions de président de la Commission des avances sur recettes, laquelle sera cette année divisée en deux collèges. L'un sélectionnera les projets de premiers longs métrages, l'autre examinera les demandes émanant de réalisateurs

ayant đểjà un film à leur actif. Au premier collège signrent Mme Claudine Arnold, de la Société française de production (membre de la commission en 1979, 1980 et 1982), M. André Balland, éditeur (également reconduit), notre collaborateur Michel Cournot, le cinéaste Claude Lelouch, le comédien Jean Sorel, et Jean-François Stévenio, acteur et réalisateur.

Second collège : l'écrivain Suzanne Prou, les cinéastes Yves Bois-set et Jean Marbeuf, le scénariste Jean-Pierre Petrolacci (suppléant en 1982), le critique de Télérama Joshka Schidlow (reconduit), et le

producteur Philippe Dussart. Les dotations financières aux avances sur recettes inscrites au budget du ministère de la Culture et du Fonds de soutien à l'industrie cinématographique s'élèvent à 60 millions de francs pour 1983.

 Jessye Norman renonce à chauter Dukas, le 12 janvier, au Théâtre des Champs-Élysées. Elle est remplacée par Khaterine Ciesinski, laureate du concours international de chant de Paris en 1977.

### INSTITUT

### DEUX FAUSSES **CANDIDATURES** POUR L'ACADÉME FRANÇAISE

L'Académie française a enregistré deux nouvelles camildatures su fautouit toujours vacant, après deux élections blanches, du duc de dent élections binneles, du duc de Lévis-Mirepolx : telle de Mª Marie-Madeleine Mertin, his-torieune, et celle du photographe Houri Cartier-Bresson. Un éli-gramme signé de ce detnier est a-rivé à l'Académie française, qui a amoitté accusé réception. Mata-ce n'est pas he qui l'u euroyé, hi qui nous a déclaré, à propos de-l'Académie : C'est « un pénitenteler pour surveiller les illurités de lou-

page ».

De son côté, l'Agence FrancePresse a amoncé la candidéture de
M. Florest Gendin, acteur, fondateur d'une femile d'information
qu'il édite lui-même, Tonjours en
aume, et de trois livres. C'est
pen-être musi au gag, en tout cas,
il a orais de arrivenir l'Académie.

Les candidats qui s'affrantero le 24 février seront donc au nombre de cinq : outre M\*\* Marie-Madeleine Martin, MM. Michel Moirt, Pierre-Jean Rémy, Michel de Salut Pierre et Charles Trémet.

LETTRES

MORT DE L'ÉCRIVAIN

VALÉRIE VALÈRE

Valérie Vaière vient de mourir à

l'âge de vingt et un aus. A la fin de 1978, elle avait publié, à seize aus.

nn document bouleversant, le Pavil-lon des enfants fous (Stock, collec-tion « Elles-mêmes »), que Chris-tiane Rochefort avait salué dans le

Monde comme l'irruption d'un écri-

vain. - Est-ce que ce ne serait pos la

première fois qu'on entend cette voix-là, écrivait-elle, cette force-là émanant de la toute-faiblesse? Valérie Valère racomait le séjour qu'elle avait fait, à treize ans, dans

un hopital psychiatrique, où on

Ce texte fut saivi presque immé-

diatement par un roman, Malincka

ou un jour comme les autres

(Stock, 1979), mettant en scène l'adolescence d'un frère et d'une

sœur, incompris des adultes, puis

d'un autre roman, l'Obsession blan-che (Stock, 1981), où l'auteur se

l'avait enfermée pour anorexie.

### DANSE

### LE RETOUR DU PILOBOLUS, au Théâtre de Paris

# Ce n'est plus comme avant

trouve les agencements bizarres des danseurs du Pilobolus, imbriqués par deux ou par trois comme des pièces de puzzle, libérant soudain dans l'espace de grands corps souples et harmonieux. Leur force, leur soupleise, leur dynamisme, souli-gnés de mipes irrésistibles, établissent un courant de gaieté communicatif.

Molly's not dead, paraphrase de Molly's not dead, paraphrase de la ballade anglaise par trois couples de serie indéfinissable, n'a rien perdu de sa cocasserie depuis la création en 1978, pas plus que The empty suitor (1980), qui établit d'emblée un climat poétique très surréaliste avec des jeux de bâtons précis et suggestifs, des mirages anatomiques, des gags clownesques et une séquence acrobstique de Michael Tracy évoluent sur des rouchaël Tracy évoluent sur des rouleaux en des équilibres périlleux.

Avec Day Two (1981), un certain désenchantement vient progressivement. On y voit quatre garçons aux muscles de fer et deux filles belles et élancées se livrer à une gymnastique très maîtrisée dans un éclairage orangé de David Chap-

Dès l'ouverture de rideau, on ro- man. On n'y retrouve pas l'esprit inventif, les cascades de gestes imprévus et baroques des anciens ballets, maigré un finale bien enlevé avoc des glissades éperdue dans des éclaboussements d'eau.

Les danseurs du Pilobolus ont rouiours l'allure d'étudiants sympathiques et farceurs, la joie de bouger qui avaient séduit le public lors des premiers exploits de la Compagnie réunie autour de Mosts Pendleton. Mais l'absence d'Alison Chase et Boby Barnett, le départ de Martha Clarke, se font durement sentir. On a l'impression aujourd'hui d'avoir affaire à de bons exécutants ; le travail collectif ne débouche plus sur des chorégraphies aussi originales.

Le second programme reprendra des petits chefs-d'œuvre comme Ciona et Unuitled (avec ses géantes qui accouchent de petits hommes nus); mais il serait dommage que le

MARCELLE MICHEL.

### FORMES.

### Les voies intérieures

Jacques Le Noane nous entraîne plus avant dans les forêts de ses pras avant dans les foreis de ses réves éveillés (1). Il y a deux ans, à une semaine près, je le découvrais, avec tout le monde. Déjà, ses toiles (beaucoup de petits formats cette fois-ci), intégralement exécutées dans un état second, révélaient un peintre qui se reconnaît lui-même un cousin éloigné des surréalistes ». Elles accusent, ces toiles, une autre parenté, tout à fait invo-iontaire celle-là, avec les entrelacs et la confusion des règnes des « Trésors

de l'Irlande - du septième siècle. Mais assez de rapprochements, même avec Tanguy : s'ils baignent l'un et l'autre dans un identique amnios celtique, l'expression picturale diffère. Les résurgences d'un moi véhiculé par les voies intérieures. étonnantes chez un rationaliste de formation scientifique, prennent formes, devienment lianes verticales qui semblent onduler entre deux eaux, se coiffent parfois de têtes de monstres. D'une constante diversité, pouvant accueillir les échafaudages d'une ville réinventé, elles sont éclairées d'une lumière glauque, souvent animée de vives lueurs. La qualité

\* Théfire de Paris. 20 h 30; se-cond grogramme à partir du 11 janvier. de la peinture contribue à nous convaincre de la réalité profonde,

# **EXPOSITIONS**

### SIX MOIS DE SURSIS POUR L'HIPPODROME **DE PANTIN**

VARIÉTÉS

La simation est un pen confuse Porte de Pantin : l'avenir de l'Hippodrome n'est pas encore réglé, à qu cation du terrain.

Pour des contraintes de chantier, dans le cadre de l'aménagement de La Villette, l'établissement public dirigé par M. Paul Delouvrier avait, en juillet dernier, demandé à M. Joun Richard, propriétaire de l'Hippodrome, de déplacer son chaniteau et de le mettre à l'emplacement de celui qui abrite provisoire-ment le spectacle d'Henri Salvador. A l'époque, M. Jean Richard avait refusé les propositions de l'établisse ment public.

ment public.

L'ouverture de la salle de Bagnolet – consacrée au rock – n'étant
prévue qu'en 1985, le ministère de la
culture s'est d'autant plus inquiété
de l'absence momentanée de lieu
pour recevoir le rock qu'il a prévu
d'installer pour septembre 1983,
sous la forme d'un chapiteau, une
configuration de ce qu'il pours s'espréfiguration de ce qui pourra être entrepris à Bagnolet.

peignait en jeune homme que l'écri-Des tractations avec Europe 1 pour maintenir sur place jusqu'en octobre son chapiteau ont échoué. ture abandonne et qui perd avec elle son arme contre la solitude et le sen-Les négociations entre l'établissement public et M. Jean Richard, retiment de l'inexistence. Valérie Valère avait, avec ses trois livres, obtenu une large au-dience, surtout parmi les jeunes, sen-sibles à se voix enfantine. On évalue venu sur sa première décision, ont entre-temps repris et il semble bien que l'Hippodrome de Pantin, remonté à la place du chapiteau d'Henri Salvador, aura une nouvelle a près de cinq cent mille les exemplaires diffusés de son œuvre, et son concession de six mois. Des spectacles - comme celui de Julien Clerc éditeur recoit encore chaque jour des lettres qui la concernent. - sont déjà programmés. - C. F.

« Naissance de la Louisiane »

(Suite de la première page) C'est de là qu'on venait en effet ; c'est de sa « Chine », ou du fort de Frontenac sur le lac Ontario qu'en 1682 Robert Caveller de La Salle était perti avec une petite flotille d'embaccations légères pour rejoin-dre le Mississippi, flauve aussitôt beptisé fleuve « Colbert », et atteindre le golfa du Mexique, élevant deci, delà quelques troncs soigneusement équarris et blasonnés en l'honneur du roi nouveau de la nouvella région, Louis XIV, et baptisant ladite contrée du nom que l'on sait

Le second voyage devait être un fiasco, en particulier pour Caveller de La Selle, qui y périt, assassiné, et sans avoir jamais vraiment convaincu ses protecteurs de métropole de l'intérêt de ses découvertes.

Les débuts de cette nouvelle « Nouvelle France » furent donc asesz tragiques, et nous laissons au lecteur le soin d'aller chercher plus ample information sur ces infortunes et sur celles qui suivirent, à l'hôtel de Rohan. Mais pour mieux l'inciter à partir à son tour à la découverte de la Louisiana pardue, il convient de souligner d'autres centres d'intérêt, dont appréciera quelquefois la splen-

Le premier est celui de l'exploration géographique des territoires nouvellement découverts et conquis. C'est un beau résumé de l'histoire de la carrographie depuis le seizième siècle, et de ses incertitudes. Devant cas tátonnements en deux dimen-

sions, quelquefois trois, et les instruments qui permirent d'assurer la main des cartographes, cadrans, boussoles, « noctumolabes », on comprend ses propres indécisions sur les contours du pays Louisiane. Et quand la beauté des documents exposés n'attire pas assez l'attention, c'est qu'ils sont simplement émouvants, d'histoire ou de simplicité. Cola ne suffit pas ?

On peut aussi s'intéresser à l'architecture et à son histoire, et piétiner quelque vingt bonnes minutes devant les plans, élévations ou perspectives des établissements humains qu'à grand peine et à grand renfort de parias on implanta là-bas. Le plus connu reste évidemment La Nouvelle-Orléans, s'il ne fut pas la premier. En faut-il plus ?

Alors il faut reconnaître à l'exposition - qu'on pouvait redouter un peu trop historique, un peu trop portée sur l'étalege d'archives, de docu-ments sévères - qu'elle a su intégrer, ni vu ni connu, c'est-à-dire dans la continuité, l'ethnologie, les sciences naturelles, et les sciences appliquées. Car enfin, avant Robert, avant Louis, avant Law, il y avait-là des hommes, des animaux, des plantas. Et il y avait de surcroît de quoi espérer faire fortune. Indiens, bêtes et cultures y ont trouvé différemment leur compte.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

\* Naissance de la Louisiane, hôtel de Roban, 87 rue Vieille-du-Temple,

tées, naît l'harmonie. En revanche, de grands espaces vierges viennent étayer maintes immenses toiles de Paul Jenkins (3). « Américain de Paris » qu'on n'aura certes pas l'outrecuidance de découvrir. Les acryliques fluides et éclatants suspendent dans l'espace ces « phénomènes », comme il les appelle, le gigautesque Phenomena Samothrace Arch, par exemple, ou l'ardent Phenomena Eminence Car-dinal. Pur abstrait, animateur de letes joyeuses solidement mises en

puisque l'exposition est prolongée jusqu'au 29 janvier. Pourquoi les images accumulées au cours des siècles autour de la nort ont-elles une vertu tonique? Moins sans doute à cause de leur attrait morbide, bien réel pourtant même ces crânes au rire éternel, que par l'espèce d'exorcisme conjurant une angoisse commune à notre espèce périssable. Ces images, elles, foisonment dans cette galerie (4), qui a besoin de deux locaux pour les béberger toutes, et les plus percu-tantes ne sont pas forcément celles

forme, Paul Jenkins méritait bien au

moint une visite. Il est encore temps,

du meilleur goût. Plus d'un artiste contemporain est venu compléter cette incroyable collection : Journiac, Diez, Moreh ect. et « les travaux de Deuil » (Deuil, c'est une commune du Val-d'Oise) de Michel Audureau.

### JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie Arcadia, Cour aux anti-juaires, 54, faubourg Saint-Honoré. (2) Le Soufflet vert, 18, rue Orto-

(3) Georges Fall, 57, quai des Grands-Augustins. (4) Charmy l'Envers, 61 et 65, rue

 $e^{i \sqrt{2} \sqrt{2} \sqrt{2} \sqrt{2}}$ 

310

gent 11 x

Stage of the Action

43.4

Astronomic Contraction

Right Andrews

The second second

The State of the S

The Control of Page

The same

The state of the s

And the second

Name Associated as a second se

Ť

Living Living

- **5**%

-

----

2.00

26

2.2

MA 2 47 - Miles

er and the

and Physics St.

# SPECTACLES

# théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

CONTE CRUEL - Epicerie (272-23-41), sam., dim. 20 h 30. UNE MINUTE ENCORE. - Theatre 14 (545-49-77), sam., 21 h. INTIMITÉ. - Vincennes, INTIMITE. – Vincennes, Sorado (374-73-74), szm., 21 h.

AVEC VUE SUR LA MER. – Poissy Carrières, l'Usine-Théâtre (074-70-18), sam., dim., 21 h.

HAMLET. – Chaillot (727-81-15), sam., 18 h 30, dim., 16 h.

LE ROI DES AULNES, – Cartoucherie de la Tempéte (328-36-36), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30.

LES HARTS DU DIMANCHE – Ché internationale Galerie (588.

Cité internationale, Galerie (589-38-69), sam., 20 h 30. TROIS FOIS RIEN. – Petit Montpar-

TROIS FOIS RIEM. - Petit Montpar-naise (320-89-90), sam. 21 h 15, dim. 15 h DIDEROT A SAINT-PETERS-BOURG. - Aubervilliers, Théaire de la Commune (833-16-16), sam., 20 h 30, dim., 17 h L'AUTOCENSURE. - Dix Heures (606-07-48), sam., 18 h 30. UN GRAND AVOCAT. — Mogador (874-33-73), sam., 15 h 30, 20 h 30, dm., 14 h 15.

### Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) sam., dim., 14 h 30 et 20 h 30 : h Vie est un songe; dim., 14 h 30 : l'Avare; dim., 20 h 30 : lstermezzo. ODCON (325-70-32), sam., 20 h 30 et dim., 15 h; Superdupont.
PETTT ODEON (325-70-32), sam., dim.,

PETT ODEON (325-70-32), sam., dim., 18 h 30: Comptine.

TEP (797-96-06), sam., 20 h 30: dim., 15 heures: FOheau vert; 20 h: le Carresse d'or; Belfago le magnifique.

PETT TEP (797-96-06), sam., 20 h 30: dim., 15 h: PEssuie-Mains des pieds.

BEAUROURG (277-12-35) Cinéma-vidéo: sam., dim., 13 h, 16 h, 19 h: Nouveaux films BP1: sam., dim., 1 a 15 h, 17 h, 20 h: Cinéma D.W. Griffith.; Couests: dim., 18 h 30: Méiodies pour chant et piano d'après dies pour chant et piano d'après P. Eluard THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-

19-83), Opérette : dim. à 14 h 30 : la Venwe joyeuse.

CARRÉ SELVIA MONFORT (531-28-34), sam., 20 h 30, dim., 16 h : le
Cocs magnifique.

### Les autres saites

ANTOINE (208-77-71), sam., 20 h 30, diam., 15 h 30; Coup de soleil. ARTS-HEBERTOT (387-23-23), sam., 21 h, sam. et dim. 16 h : Mol. ATHÉNÉE (742-67-27), sam., 20 h 30 :

Ma Elo (deru.). BASTILLE (357-42-14), sam., dim., 20 h 30 : Léonce et Léna. BOBINO (322-74-84), dim., 20 h 45 : la Mort du docteur Faust.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : En syandine let sardines.

CARTOUCHERIE, Th. de l'Aquariam (374-99-61), sam., 20 h, dim., 16 h : Cor-respondance. Thelitre du Salell (374-24-08), sam., 18 h 30 : la Nuit des rois ; dim., 15 h 30 : Richard II. CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), sam., 20 h 30 : Ben Zimet, F. Thiery, Do-

CENTRE KIRON (523-54-20) sam., dim., CINQ DIAMANTS (588-01-00) sam., 21 h: Un si joli petit square. CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69)
Resserre, sam., 20 h 30 : les Larmes amères de Petra Von Kant. COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sum., 21 h, dim., 15 h 30 : Reviens dor-mir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Noblesse et

DEUX PORTES (361-49-92), sam., 20 h 30 : les Fourmi EDOUARD-VII (742-57-49), sam., 21 b, dim., 15 b; kz Dernière Nuit de l'été. ELDORADO (208-45-42), sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : les Rustres. ESCALIER D'OR (523-15-10), sam., 20 h 30, dim., 14 h 30: 1981.

ESPACE-GAITÉ (327-95-94), sam., 20 h 30 : Valardy 83 ; sam., 22 h, dim., 20 h 30 : Kadoch

20 h 30 : Kadoch ESPACE-MARAIS (271-10-19), azm., 20 h 30 : le Mariage de Figaro. FONTAINE (874-74-40), sam., 18 h 30 : Mon Isménie - Gibier de potence ; sam., 18 h 30, dim., 16 h : Vive les featmes. — Il : sam., 20 h 30, dim., 15 h : S. Joly. GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam., 20 h 30, dim., 15 h : M. Lagneyrie : Rouleur. GALERIE 55 (326-63-51), sam., 21 h :

GRAND HALL MONTORGUEIL (296 04-06), sam., 20 h 30, dim., 17 h : La. Farce da roi Force. HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30: is Cantatrice chanve; 20 h 30: is Lecon; 21 h 30: is Cirque.

LA BRUYERE (374-76-99), sam., dim., LIERRE-THEATRE (586-55-83), sam.

20 R 30, dam., 15 R: Armagacuca.
LUCERNAIRE (544-57-34), sam., L,
19 h: Moman; 21 h: Siz heurus an plus
tard; 22 h 15 : Tehoufa. — II, sam.,
18 h 30 : J. Sapervielle (dera. le 8);
20 h 30 : la Noce, Petike Salle, 18 h 30 :
Parlons françain; 22 h 15 : les Souples du

MADELEINE (265-07-09), sam., 20 h 45, dim., 15 h : la Dixième de Besthoven. MATHURINS (265-90-00), sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30 : l'Avantage d'être

MICHEL (265-35-02), mm., 18 h 15 et 21 h 15, dim., 15 h 30 : On dinera au lit. MONTPARNASSE (320-89-90), sam., 21 h. dim., 15 h : R. Devos. NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : Hold-up

PENICHE-THÉATRE (245-18-20). POTINIÈRE (261-44-16), sam., 20 h 45 : Sol : « Je m'égalomane à moi-mème ». SAINT-GEORGES (878-63-47), sam., 20 h 45, dim., 15 h : le Charimari.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), sam., 20 h 45, dim., 15 h et 18 h 30 ; les Enfants du silence. TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) sam., 20 h 30 : Hisis clos ; sam., 20 h 30 : Ecume des jours. TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02). sam., 18 h 30 : Yes, pent-être ; 20 h 30 : la Nourrice des étoiles ; 22 h : Chant du

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 30 : las Rabas cadres ; 22 h ; Nous on fair où on nous dit de faire. THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), sam. 20 h 30 : le Misanthrope. THÉATRE DE MÉNILMONTANT (366-60-60), sam., 20 h 45, dim., 14 h 30 : Famille Fescullard dare-dare.

GRAND NORMANDIE 10 • REX • UGC BOULEYARD • UGC OPERA • UGC DANTON 10

UGC MONTPARNASSE . UGC GOBELINS . MAGIC CONVENTION

ugc gare de Lyon = 3 secretan = 3 murat • clichy pathe

PARLY 2 • MELIES Montrevil • CARREFOUR Pautin • ARTEL Créteil
ARTEL Port Nogent • ARTEL Marne La Vallée • FLANADES Sarcelles
LES PERRAY Ste-Geneviève-des-Bois • CALYPSO Viry-Châtillon • PB Cergy
BUXY Val d'Yerres • PARAMOUNT La Varenne • ALPHA Argenteuil
LACQUES PREVERT Epinay • UGC Poissy • MEAUX 1.2.3.4
ULIS 2 Orsay • DOMINO Mantes • ARCEL Corboil • 9 DEFENSE • 4 TEMPS

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONBE INFORMATIONS SPECTACLES» 784.70.20 (lignes groupées). (de 11 heures à 21 heures,

sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 8 - dimanche 9 janvier

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), Pe-tite saile, sam., 20 h 30, mat. dim., 15 h : la Fuite en Chine. THEATRE DU ROND-POINT (256-

70-80), sam., 20 h 30, dim., 15 h : l'Am-THÉATRE DU TOURTOUR (\$87-82-48), sam., dim., Le mal court. THÉATRE DE LA VILLA (\$42-79-56). sam., 21 b, dim., 17 h : Ariequin valet de denx maîtres.

TRESTAN BERNARD (522-08-40), sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30 : le Retour du

### Les opérettes

RENAESSANCE (208-21-75) sam. 14 h 30 et à 20 h 30 ; dim. 14 h 30 et à 18 h 30 : le Vagabond trigane.

### La danse

THEATRE DE PARIS (280-09-30) sun. 20 h 30, dim. 15 h.: Pilobolus Dance

### Le music-hall

BOBINO (322-74-84) sam. 20 h 45, dim. 16 h : B. Haller. CASINO DE PARIS (285-00-39) sam., 20 h 30 ; dim., 15 h : Timo Rosel. CHEVALIER DU TEMPLE (277-40-21) sam. 21 h et 23 h : R. Behri.

FIAP (589-89-15) sum. 20 h 30 : Loke Sy NOUVEAU CHAPITEAU-PORTE DE PANTIN (758-27-43) sam. 21 h, mar. dim. 15 h: H. Salvador.

OLYMPIA (742-25-49), sam. 21 h, dim., 14 h 30 : Popeck (dorn.). PALAIS DES CONGRÉS (758-13-03) dim. 14 h et 17 h 30, sam. 20 h,

PALAIS DES SPORTS (828-40-90) sam. 17 h 30 ez 20 h 30, dim. 14 h 15 ez 17 h 30 : Cirque de Moscou sur gisce. SPLENDID (208-21-93) sam., dim., 20 h 30 : Yves Leveque. THEATRE DE LA PORTE SAINT-20 h 30 : A. Cordy. TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) sam. dim. 21 h 30 : L. Rizm, M. Fernandez, O. Guidi.

### Les concerts

SAMEDI 8 JANVIER RANELAGH. 16 h 30 : Eusemble de Vene-zia (Vivaldi, Malipiero, Ressini, Botte-sini).

Les files marqués (\*) sont interdits aux moins de treixe son, (\*\*) aux moins de dix-indi aux.

CHAILLOT (784-24-24)

SAMEDI & JANVIER

SAMELH & JANVIER

15 h : Show People, de K. Vidor; 17 h :
je Rôti de Satan, de R.W. Passbinder;
19 h : carte blanche à W.K. Everson;
The Devil commands, de R. Dmytryk;
21 h : hommage à F. Zinnemann : c'étaient
des hommes.

DIMANCHE 9 JANVIER

15 h : Champagne Charlie, d'A. Cavaleant; 17 h : Futures Vedettes de M. Allégret ; 19 h : carte blanche à W.K. Everson ; Deanna mène l'enquête ; 21 h : hommage à F. Zinnemann : Le train siffiera trois fois.

BEAUBOURG (278-35-57) SAMEDI 8 JANVIER

15 h : Tartuffe, de F.W. Murram ; 17 h : la Belle et la Bête, de J. Coctean ; 19 h : La famille dans le cinéma japonais : le Matin de la famille Coson, de K. Kinoahita ; 21 h : les Sœurs de la famille Makioka, d'Y. Abe.

DIMANCHE 9 JANVIER

15 h : la Poupée, d'E. Lubinsch ; 17 h : la Tendre Ennemie, de M. Ophule ; 19 h : La famille dans le cinéma japonais : les Sœurs du quartier Nishijin, de E. Yoshimera ; 21 b : Eclair, de M. Naruse.

AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.) (\*\*): Rio-Opéra, 2: (742-82-54); Ciné-Beaubourg, 3: (271-52-36); U.G.C. Ro-tonde, 6: (633-08-22); U.G.C. Odéon, 6: (325-71-08); Marbeuf, 8: (225-18-45).

(325-71-08); Marbeuf, 8° (225-18-45).

ANNIE (A., v.o.): Gammont Halles, 1° (287-49-70); Ambasse, 8° (359-19-08).

- (V.f.): Saint-Lazzare Pasquist, 8° (387-35-43); Français, 9° (770-33-88); Maxéville, 9° (770-72-86); Nation, 12° (343-04-67); Fauvette, 13° (331-60-74); Mistral, 14° (532-52-43) Miramar, 14° (320-89-52); Clichy Pathé, 18° (522-46-01).

L'AS DES AS (Er.): Bastic 20° (38-55).

L'AS DES AS (Fr.): Beritz, 2: (742-60-33); Richelien, 2: (233-56-70); Colisée, 8: (357-84-50); Montparmase Parié, 14: (320-12-06); Clichy Parié, 18: (522-45-01);

(324-12-06); Cherry Pathé, 18" (322-46-01). LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : George-V, 8" (562-41-46). – V.f. : 3 Hanssmann, 9" (770-47-55).

47-53).

LA BALANCE (Fr.): Quimente, 5º (633-79-38); George-V, 8º (562-41-46); Marignan, 8º (359-92-82); Paremount Opfra, 9º (742-56-31); Nation, 12º (343-04-67); Pauvette, 13º (331-56-86); Mistral, 14º (539-52-43); Mont

Les exclusivités

La Cinémathèque

cinéma

RADIO-FRANCE, Auditorium 186, 18 h 30 : F. Fujiwara, J. Rouvier (Brahms, Bach, Stravinski). SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philhermonique de Radio-France, dir.: F. Layer (Schubert, Debussy, Chos-

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES. 19 h : Deutsche Statsoper Berlin, dir. O. Suitner/S. Kerz (Wagner). THEATRE DE PARIS, 18 h : E. Aellio. FIAP, 20 h 30 : G. et Ch. Abdranian, L. Blay, Ch. Roca (Benthoven, Chopia, Parchesorings)

DEMANCHE 9 JANVIER NOTRE-DAME, 17 h 45 : H. Meyer (Perotin, Marcello, Mozart...). SAINT-THOMAS-D'AQUIN, 17 h 30 : N. Pies (Bach).

EGLESE SAINT-MERRI, 16 h : P. Asgerter (Mozart, Beethoven, Franck, Schobert).

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 19 h : voir le 8. THEATRE DU ROND-POINT, 11 h :
R. Pidoux, J.-Cl. Pennetier (Kodaly,
Mandelssoba).

CONCIERGERIE, 17 h 30 : R. Pasquier (Bach). EGLISE SAINT-LOUIS DES INVA-LIDES, 17 h : Chazur et ensemble instru-mental de Foratoire, dir. : P. Picard (Britton). AMERICAN CHURCH, 18 h : B. et

A Ware (Schumann, Debussy, Weber...).

ÉGLESE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE, SAINT-LOUIS-EN-L'ILE, 17 h : Orchestre et chear de Seint-Céré, dr. : E. Maes, M. Piquemal (Dvorak, Poulenc).

Poulenc).
HOTEL DE GALLIFFET, 16 h : Ensem(Vivaldi, Rossini, Bottosini),

### Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30, (Seen.) J. Caroff. DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30, DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, (Sam., Dim.) R. Boni + invite FORUM (297-53-39), 20 h 30, R. Wilen, Diese 440; (Dim.) A. Shopp Quartet.

NEW MORNING (523-51-41), (Sam.) 21 h 30, M. Urbaniak PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, (Sam.) Swing at six.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), (Sam, Dim.) 23 h : P. Tonolo, A. Jean-Marie, R. del Fra, Ch. Bellouzi (dorn.). SLOW CLUB (233-84-30) (Sam.) 21 h 30 : M. Lafernère.

parasse Pathé, 15 (322-19-23); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Murats, 16 (651-99-65); Images, 18 (522-47-94).

images, 18 (522-47-94).

LA BARAKA (Fr.): Paramount Marivaux, 2\* (296-80-40); Paramount Odéoa, 6\* (325-59-83); Monte-Carlo, 8\* (225-09-83); Paramount City, 8\* (562-45-76); Paramount Opéra, 9\* (742-56-31); Paramount Bastille, 12\* (343-79-17); Paramount Gobelins, 13\* (707-12-28); Paramount Montparasses, 14\* (329-90-10); Paramount Orléans, 14\* (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15\* (579-33-00); Paramount Montmartre, 18\* (606-34-25).

BLADE RUNNER (\*) (A., v.£.): Opéra Night, 2\* (296-62-56).

LA BOUM 2 (Fr.): Gaumont Halies, 1\*

Night, 2 (296-67-56).

LA BOUM 2 (Ft.): Gaumont Halles, 1\*
(297-49-70); Berlitz, 2\* (742-60-33);
Richelies, 2\* (233-56-70); Paramount
Odéon, 6\* (325-59-83); Le Paris, 8\*
(359-53-99); Biatritz, 8\* (723-69-23);
Maxéville, 9\* (770-72-86); Athéna, 12\*
(343-00-65); Fauvette, 13\* (33156-86); Gaumont Sad, 14\* (327-84-50);
Mirtunar, 14\* (320-89-52); Gaumont
Convention, 15\* (328-42-27); Victor
Hago, 16\* (727-49-75); Paramount
Maillet, 17\* (758-24-24); Clichy Pathé,
18\* (522-46-01); Gaumont Gambetta,
20\* (636-10-96).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A.

AF (0.50-10-96).

BRISEY, IR SECRET DE NIMH (A., v.o., v.i.): Marignan, 3r (359-92-82). —

(V.f.): Gaumout Halles, 1r (297-49-70); Français, 9r (770-33-88); Maxéville, 9r (770-72-86); Athéna, 12r (343-00-65); Mistral, 14r (539-52-43);

Michel COURNOT.

# BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.): Cluny Palace, 5 (534-97-76): Ambes-sade, 8 (359-19-08).

sade, \$(359-19-08).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS

DE COSTARD (A., v.a.): Ciné Resubourg, \$(271-52-36); Quintette, \$(633-79-38); Elysées Lincoln, \$(35936-14); Parmassing, 14 (329-83-11).

(V.f.): U.G.C. Opéra, \$2 (261-50-32). LA COLLÉGIENNE PREND DES VA-CANCES (IL.) (\*\*) (v.f.) : Paramount Maxivaux, 2\* (296-80-40).

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT COMETRIE ERUTROUE D'ONE NOIRE (A. v.a.): Stadio Alpha, 5 (354-39-47); Paramount Odéou, 6 (325-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23). – V.I.; Paramount Montpernasse, 14 (329-90-10).

LA COURTESANE (A., v.a.): Bonsparts, 6 (36-12-12).

LE CRIME D'AMOUR (PL) : Marais, 4

(278-47-86).

DE MAO A MOZART (A., v.o.): Hamber femille, 6\* (633-79-38); Pagnde, 7\* (705-12-15); Manignan, 8\* (339-92-82); Parnassiens, 14\* (329-83-11).

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHREST (Fr.): Ambassade, 8\* (339-19-08).

DINER (A., v.o.): U.G.C. Opten, 2\* (261-50-32); Ciné Beaubourg, 3\* (271-52-36); Montparnasse 33, 6\* (544-14-27); U.G.C. Odéen, 6\* (325-71-08); U.G.C. Champs-Elysées, 8\* (359-12-15); 14 Juillet-Beaugreneile, 15\* (575-79-79).

DIVA (Fr.): Movies, 1" (260-43-99); Panthéon, 5" (354-15-04); Azubassede, 2" (359-19-08).

### LES FILMS NOUVEAUX

AMITYVILLE, LE POSSÉDÉ (\*\*), film américain de Demiano Demiano V.a.; U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); U.G.C. Normandie, 8 (339-41-18); v.L.; Rez, 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Mosspormese 83, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelina, 13 (336-23-44); Magic Convention, 15 (828-20-64); Murzt, 16 (651-99-75); Clichy Pathé, 18 (322-46-01); Secréan, 19 (241-77-99).

LE BRACONNIER DE DIEU, film LE BRACONNIER DE DEU, film français de Jean-Pierre Darras. Gaument Halles, i\* (297-49-70); Cind Beachourg, 3\* (277-42-36); Quintene, 5\* (633-79-38); Marrignan, 3\* (359-92-80); Français, 9\* (770-72-86); Marrivale, 9\* (770-72-86); Fanvette, 13\* (331-56-86); Montparname Pathé, 14\* (320-12-06); Mistral, 14\* (339-32-43); Gammont Convention, 15\* (828-42-27); Paratonant Maillot, 17\* (758-24-24); Images, 18\* (522-47-94).

LE JAPON DE FRANÇOIS RES-CHENRACH, film français. Impé-rial, 2 (742-72-52); Ciné Beam-bourg, 3 (271-52-36); Quinntite, 5 (633-79-38); Elystes Lincoln, 8 (359-36-14); Parmentieni, 14 (329-

JOURNAL DE CAMPAGNE, film franco-israélien d'Amos Gitai. Saist Séverin, 5 (354-50-91); Républic Cinéma, 11 (805-51-33).

PIRANHAS U (\*), film smáricain de James Cameron. V.o.: U.G.C. Oddon, 6\* (325-71-98); Printinge, 8\* (359-15-71); v.f.: Ren, 2\* (236-83-93); U.G.C. Boulevard, 9\* (246-66-44); U.G.C. Gore de Lyon, 12\* (343-01-59); U.G.C. Gobeins, 13\* (336-23-44); Montparace, 14\* (327-52-37); Convention Spint-Charles, 15\* (579-33-00); Passy, 16\* (288-62-34).

DANTON, film franco-polonsis d'Andrzej Wajde. Gammont Helles, 1° (297-49-70); Berlitz, 2° (742-60-33); Richelieu, 2° (233-56-70); Sain-Garmain Buchette, 5° (633-63-20); Brettagae, 6° (222-57-97); Hantefenille, 6° (633-79-38); Collete, 8° (359-29-46); Saint-Lazare Pasquier, 8° (387-35-43); 14 Juillet Bastille, 11° (357-90-81); P.L.M. Saint Jacques, 14° (589-68-42); Gammont Convention, 15° (828-42-27); Wegler, 18° (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20° (636-10-96).

DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.): Biarritz, 9: (723-69-23). — (V.f.): Areades, 20: (233-39-36); U.G.C. Boaleverd, 9: (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12: (343-01-59); Bietwento-Montparnesse, 15: (544-25-02); Magio-Convention, 15: (364-51-98). (364-51-98).

(364-51-98).

E.T. 1/EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) Gaumons-Hailes, 1= (297-49-70); U.G.C. Danton, 6= (329-42-62); Marignan, 8= (359-92-82); George-V, 8= (562-41-46); Parmassiems, 14= (329-83-11); 14 juillet-Beaugranelle, 15= (575-79-79); Kimopanoramas, 15= (306-50-50). — V.f.: Richelieu, 2= (233-56-70); U.G.C. Opéra, 2= (261-50-32); Marcury, 8= (362-75-90); Normandie, 8= (359-41-18); Paramous-Opéra, 9= (742-56-31); Lumière, 9= (246-49-07); Nation, 12= (343-04-67); U.G.C. Gare de Lyon, 12= (343-04-67); Bienvende-Montparmasse, 13= (544-25); Gaumont-Convention, 15= (542-42-27); Paramount-Maillot, 17= (758-24-24); Socrétan, 19= (241-77-99); Wepler, 18= (522-46-01); Gaumont-Gauphetta, 20= (636-10-96); ETAT DES CHOSES (All., v.o.); Si-E.T. L'EXTRA-TERRESTRE

L'ÉTAT DES CHOSES (All., vo.) : Si-André-des-Asts, & (326-48-18). FIREFOX, L'ARMÉ ABSOLUE (A

FREFOX, L'ARMÉ ARSOLUE (A., v.o.): Forem, 1= (297-53-74); Paramount-Odéon, 6: (325-59-83); Publicis Champe-Elyster, 3-(720-76-23); Paramount-Liveture, 7: (256-80-40); Paramount-Opéra, 9-(742-56-31); Marlinder, 9-(770-40-04); Paramount-Bastille, 12-(43-79-17); Paramount-Gulazie, 13-(580-18-03); Paramount-Montparasse, 14-(329-90-10); Paramount-Montparasse, 14-(329-90-10); Paramount-Montparasse, 14-(58-34-24); P « CORRESPONDANCE » d'après E. VIT-TORINI et d'après F. KAFKA per le Théstre de l'Aquarium, à la Cartoucherie (374-99-61), jusqu'au 16 ienvier prochain. - Le théaire frôle un miracle d'in-telligence, de beauté. Un grand

LE CENDARME ET LES GENDAR-METTES (Fr.): Marbeuf, 8 (225-18-45). (Le Monde).

Montparnos, 14 (327-52-37); Clichy LA GUERRE DU FEU (Pr.) : Lucus-Pathé, 18 (522-46-01). naire, 6\* (544-57-34).

HECATE (Fr.) (\*) Beslitz, 2\* (742-60-33); Saint-Germain Villags, 5\* (563-63-20); Olympic-Balanc, 3\* (561-10-60); Parnassicus, 14\* (323-83-11).

HITLER, UNE CARRIÈRE (AL. V.O.): Vendone, 2: (742-97-52). L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) :

| Thentification Dunk Februar (11, va.) : Gammon-Halles, 1\* (27-49-70) : Studio de la Harpe, 5\* (634-25-52) : Hastofezille, 6\* (633-79-33) ; Gaumont Champe-Elystes, 8\* (359-04-67) : P.I.M. Sans-Jaconos, 14\* (589-68-42) : 14-Juilles-Beangrecoile, 15\* (575-79-79) : Celypso, 7\* (360-30-11) ... v.f.: impérial, 2\* (442-72-52).

MAYA L'AMETILE (Autr., v.f.): Ciné-Beauburg, 2 (271-92-36), hor. spôc.; Saint-Ambroise, 11 (703-89-16), hor.

LES MISTRABLES (Fr.) : Rotorie, & (613-08-22) ; Ambassade, & (359-19-08) ; Français, & (770-33-88).

MORA (Pr.): Publicis Saint-Germain, & (222-72-80): Publicis Saint-Germain, & (232-72-80): Publicis Matignon, & (359-31-97): Paramount Optica, 9: (742-56-31): Puramount Bestile, 12- (343-79-17): Puramount Bestile, 13- (580-18-03): Puramount Montagement, 14- (322-90-10): Conversion Saint-Charles, 15- (579-33-00): Puramount Montagement, 19- (606-34-25).

MUTANT: (\*) (A., v.o.) : Marbond, 9-(225-18-45). — V.f. : Res., 2- (236-83-93) : Montpurnesse 83, 6- (544-

NE SOES PAS TRISTE (Sou, v.o.) : Common, ér (544-28-80). NEW-YORK 42" RUE (A) (\*\*) (v.a.) : Epic de Bois, 5" (337-57-47).

LA NUIT DE SAN LORENZO (h., v.o.) :; 14 Juillet-Racine, 6 (326-19-63); 14 Juillet-Parama, 6 (326-58-00); Biarritz, 8 (723-69-23); 14 Juillet-Bastille, (l. (357-90-81). – V.L.: U.G.C. Opéna, 2 (261-50-32).

L'OMBER DE LA TERRE (Fr. Ten.) : Studio de la Herpe, 5º (634-25-52) ; Lourer Pathé, 10º (878-38-58). OPÉRATION GRÉEN RCE (A. v.o.): Paramount-Ciri, 8 (562-48-76): v.f.: Paramount-Opéra, 9 (742-56-31); Paramount-Montparament, 14 (528-

PINK FLOYD THE WALL (A. vo.) : Seint-Michel, 5 (326-79-17). Seint-Michel, 5 (326-79-17).
PRATE MOVIE (Ass., v.n.): Biarrix, 5 (723-65-23). - V.S.: L.G.C. Bostowerd, 9 (770-11-24); Mostparaca, 14 (327-52-37).
PLUS BEAU QUE MON TU MEURS (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33); Mariguna, 5 (359-92-82); Mantrillo, 9 (770-72-86); Mostparamete Paché, 14 (322-19-223).

(322-19-23). LE QUART D'HEURE AMERICAIN

U.G.C. Dance. 6 (329-43-62): Erga-rage, 3 (359-15-71): Magic Conven-tion, 15 (328-29-64)... QUE LES CROS SALAIRES LÉVENT LE DOIGT (Fr.) : Paramount Montpar-mane, 14 (329-98-10).

SUPERVIXENS (\*\*) (A., v.o.) : Studio Cajas, 5 (354-89-22) : Hollywood Boule-vard, 9 (770-10-41).

TELL ME (DAVID ET EVA) (A. \*0.):
Forum, 1= (297-53-74); Supdio Lagos, 3(354-26-42). TER GROUPÉ (\*) (Fr.) : Capri, 2 (508-11-59) ; Paramount Opére, 2 (742-56-51) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83).

79-85).

TRON (A., v.o.): Hautefeuille, 6\* (633-79-38): Ambassade, 8\* (359-19-08): Parnassiens, 14\* (333-83-11). — V.f.: Gaumont-Halles, 1\* (297-49-70): Richelien, 2\* (233-56-70): Français, 9\* (770-33-88): Nation, 12\* (343-04-67): Gaumont Sod, 14\* (327-84-50): Monaparassae Pathé, 14\* (322-19-23): Gammont Cunvention, 15\* (mer., jeu.) (828-42-27): Clichy Pathé, 18\* (522-46-01).

LA VENGRANCE EST A MOI (Inc., 7.0.) (\*) Studio Médicia, 5 (633-25-97).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.): Movies, 1= (260-43-99); Saint-Michel, 5= (326-79-17); George-V, B= (362-41-46); Colisée, 5= (359-29-46); Marignan, 5= (359-92-82); 14-Juillet Beaugrenelle, 15= (375-19-19). — V.f.: Impérial, 2= (742-72-52); Mostparnause 83, 6= (544-14-27); Saint-Lazare Pasquier, 3= (387-35-43); U.G.C. Gaire de Lyon, 12= (343-01-59); Montparnos, 14= (327-52-37); Secrétae, 19= (241-77-99).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympic Linzenbourg, & (633-97-77) ; Biarritz, & (723-69-23). LES UNS ET LES AUTRES (Ft.) : Pera-

mount Galaxie, 13 (580-18-03); Para-mount Mostpernasse, 14 (329-90-10).

YOL (Tere, v.o.) : U.G.C. Deatre, 6\* (329-42-62) : 14-Juillet Parnesse, 6\* (326-58-00) : Blarritz, 8\* (723-69-23).

# **DEUX-ANES** -

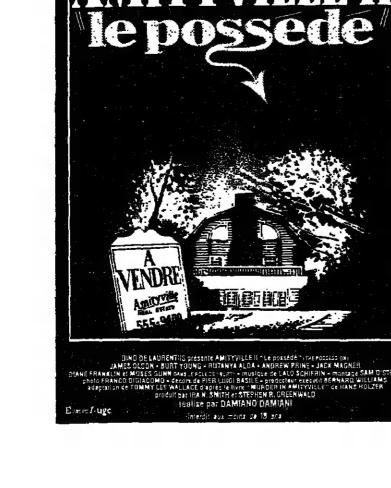
IMMENSE SUCCÈS DE LA MORDANTE REVUE A VOS RONDS...

### Pierre-Jean VAILLARD

FISC!

Christian VEREL Jean-Louis BLEZE Jacques RAMADE Maria SANDRINI Jean-Michel MOLÉ Martine ARISI Jean-Pierre MARVILLE Robert VALENTINO

a later of the same of the later



THE CONTRACT OF THE PARTY OF TH

### Les grandes reprises

E STATE OF THE STA

Same of the same o

Marine Marine

9 10 10 mg

military and

The State of the S

动物 医多种腺素

1000

The second secon

77.- ' 1

400 - 400

J. W. ANES

, see the second

7 1 7 1 2 3 3 2 3 3 3

ALIEN (A., vo.) (\*): Cleny-Palace, 5\* (354-07-76).

APOCALYPSE NOW (A., vo.): Boite à Films, 17\* (622-44-21). Films, 17 (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.): Res., 25 (236-83-93); U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-08); La Royale, 8 (266-82-66); Br. mitaga, 8 (359-15-71); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); U.G.C. Gobelins, 15 (200-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); U.G.C. Gobelins, 15 (200-89-52); Mistral, 14 (539-52-43); U.G.C. Gobelins, 15 (200-80-61); U.G.C. G

(328-3-32); Magic Convention, 15 ( 328-20-64); Magic Convention, 15 ( 328-20-64); Marat, 16 (651-99-75); Napoléon, 17 (380-41-46). LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (\*): Champo, 5 (354-51-60). LA SELLE ME BORS DORMANT (A., v.L.): Napoléon, 17 (380-41-46). BEN HUR (A., v.f.): Hanssmann, 7-(770-47-55). CABARET (A. v.a.) ! Noctembales, 5-(354-42-34); Luceroeire, 6- ( 544-

57-34).

LES CHARROTS DE FEU (A., v.o.):

HILL Marbent, (225-18-45).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.):

Acacias, 17 (764-97-83). DELIVRANCE (A., v.f.) (\*) : Opera-Nigha, 2- ( 296-62-56).

Night, 2\* (296-62-56).

EMMANUELLE (Fr.) (\*\*): FREEDOMECRY, 9\* (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (\*\*\*): Arcades, 2\* (223-39-36).

LES ENFANTS III PARADIS (Fr.): Rancingo, 16\* (288-64-44).

ERASE ID (A., v.o.): Escurini, 13\* (707-2)

LA FEMAME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.): Action Christine, 6\* (325-47-46).

FEMME OU DEMON (A., v.o.) Gible-Cour., 6\* (236-80-25).

FRANKENSTEIN J. (A., v.f.): Opina-Night, 2\* (296-62-56).

FREUD PASSION SECRÈTE (A., v.c.): Action Christine big. 19\* (325-47-46).

GELDA (A., v.o.): Olympic-Halles, 4\*

Action Christine bis, §\* (325-47-46).

GILDA (A., v.o.) : Olympic-Halles, \$\psi\$

278-34-15); Olympic-St-Germain, \$\phi\$

(222-87-23); Pagode, \$\tau\$ (705-12-15);

Olympic-Balzac, \$\pm\$ (561-10-60);

14 Juliet-Bastille, 11\*

Olympic, 14 (542-67-42).

LE GUEPARD (R., v.o.); Ramangh, 16\*

(288-64-44).

(283-64-44)
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.):
Montpernos, 14º (327-52-37); Faisos
Croix-Nivert, 15º (374-95-94).

HELLZAPOPPIN (A., v.a.): SeissAmbroise 11º (700-89-16).

Ambroise 11\* (700-89-16).

HISTORIE D'O (Rr.) (\*\*). Lossière, 9. (246-49-07); Paramount-Montmarire 18\* (606-34-25).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.L.); Haussmann, 9. (770-47-55).

JEREMIAH (A., v.L.); Opera-Nigin, 2\* (296-52-56).

LE LAUREAT (A., v.L.) Quarties-Latin, 9. (326-84-25).

MACADAM CINE MOV. (A., v.L.)

MACADAM COW BOY (A., va.):
Rivoli-Bemburg, 4 (272-63-32);
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Pr.):
Olympic, 14 (542-67-42). LE MEPRIS (Pr.) : Rosso, 1 (297-53-74). MIDNIGHT EXPRESS (A., v.L) (\*\*): Capri, 2\* (508-11-69):

LA MELODIE DU BONGEUR (A. v.l.) : Grand Pavols, 15 (554-46-85). MONTY PYTHON, SACES GRAAL (Aug., v.o.): Chany-Rooles, 5 (354-20-12). ZI-12). LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Action-Booles, 9 (325-72-07).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) = Spie de Bois, 9 (337-57-47) PAPA D'UN JOUR (A.) : Manda 4 (278-47-86). PAPILLON (A., VL) (\*) Cign. 2 (508-

PANEQUE BANS LA RUE (A., v.o.) : Consresourpe, 5. (325-78-37) ; Espace-Guid, 14. (327-95-94). PASSION (Pr.) : Sein-Lembert, 15 (532-91-68).

PHANTOM OF THE PARADESE (A. v.a.) (\*) : Cimoche Seins-Germain, 6-LE PORT DE L'ANGOSSE (A., v.o.) :
Action La Payette, 9 (878-80-50).

LA POURSUITE IMPTIVYABLE (A., v.o.): Action Christine, 6 (325-47-46); Action La Fayetta, 9 (878-80-50). LES QUATRE CAVALLERS DE L'APO-CALYPSE (A. vn.): bis, 6 (325-47-46); Miso-Mahon, 17-(380-24-81).

QU'EST-CE QUI PAIT COURIR DA-VID ? (Fr.) : U.G.C. Marbout, Jr (225-18-45).

LA REINE CHRISTINE (A., v.o.) : Ac tion Christine, & (325-47-46). LE SHÉRIF EST EN PRESON (A., v.L.) : Opéra-Night, 2\* (296-62-56).

LA STRADA (kt., v.s.) : Choche Seint-Germain, 6 10-10-82). LE TAMBOUR (All, v.a.) (\*) : Chay-

TEX AVERY FOLIES (A., v.o.) : Action Rive Gasche, 5 (325-47-62). THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.a.): Calypea, 17 (380-30-11). THE ROSE (A., v.o.) : Calypso, 17 (380-

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI. (A. v.a.): Champo, 5 (354-51-60). (A.V.A.): Champo, 5' (338-31-60).

TOM JONES (Ang., v.a.): Forum, 1st (297-53-74); Quintene, 5' (633-79-38); Olympic-Laxembourg, 6' (633-79-77); Olympic-Balzae, 8' (561-10-60); Bscarial, 13\* (707-28-04); Olympic-Barrepöt, 14\* (542-67-42); 14 Juillet-Beungrenelle, 15\* (575-79-79); (v.f.): Lumière, 9\* (246-49-07).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOU-JOUES VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAES OSER LE DE-MANDER (A. v.o.) (\*\*\*) St-Germain Studio, 5 (633-63-20) : Elysées-Lincoin, 5 (359-36-14) : Parmassions, 14 (329-83-11).

UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.A.): Olympio-Luxembourg, 6' (633-97-77); Olympio-Luxembourg, 6' (633-97-77); Olympio, 14' (542-67-42). VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COU-COU (A., v.f.) (\*): Arcades, 2' (233-WANDA (A., v.o.) St-André-des-Arts, 6-(326-48-18).

**EUROPE 1 ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES** 

### La station organise des débats dans vingt-quatre villes

Du 9 janvier au 25 février, Eu-rope 1 a décidé, en collabotation avec l'hebdomadaire Le Point, de les journaux de la matinée. A 7 heures : résultats d'un sondage réalisé, dans la ville du jour, par consacrer la majenre partie de ses PIPSOS; à 7 h 30; tendances du émissions d'information aux élec-tions municipales, qui out lien les 6 jour, meetings, interviews et « petites phrases », présentation de la ville et des candidats participant au et 13 mars. Tont d'abord, son « Club de la débat du soir ; à 8 heures : analyse

Tont d'abord, son « Club de la presse » recevra, le dimanche, de 19 heures à 20 h 15, les leaders politiques : MM. Lionel Jospin (le 9 janvier), Valèry Giscard d'Estaing (le 16); Georges Marchais (le 23), Jacques Chirac (le 30), Paul Quilès (le 6 février), Raymond Barre ou Jean Lecannet (le 13) et Pierre Mauroy (le 20).

Ensuite, la station organisera et de la situation politique générale ; 13 heures : tabléau électoral du déont précisé son directeur général, M. Jacques Abergel, et les journa-listes responsables de l'opération (dont Philippe Gildas, Gérard Car-reyrou et Jean-Claude Dassier), s'inscrit à la fois dans la volonté de

Mauroy (le 20).

Ensuite, la station organisera et retransmettra chaque soir (du lundi au jeudi), de 19 h 30 à 20 h 30, un débat en direct d'une ville de province, avec les personnalités locales (dont sept ministres). Du 21 au 24 février, ce sera le tour de la région parisienne. Vingt-quatre villes — dont Lyon et Marseille — out été retennes. en foaction des spieux qu'elles représentent dans ces élec-tions municipales. Enfin, une « page spéciale », d'en-viron huit minutes, sera insérée dans

CANADA

Début de la télévision payante

Le 1<sup>st</sup> février, les Canadiens vout connaître les joies de la télévision payante. Sur les quarante huit pro-

jets présentés, six services ont reçu l'autorisation de transmettre leurs

programmes, per l'intermédiaire du satellite Anik C, à une soizantaine de réseaux câblés locaux. Deux mil-

tions de foyers pourront ainsi rece-

voir, moyennant un abonnement de

15 dollars (82,50 F) per mois et per

service, des programmes compre-hant des films, des variétés et du sport. Un de ces services, C Chanel, se spécialise dans les programmes

culturels. Worldview, couvrant la ré-

gion de Vancouver, diffusera, lui, des programmes destinés aux mino-rités ethniques.

Le cinéma investit le câble

Trois grandes compagnies holly-woodiennes (Warner, Paramount et M.C.A.) viennent de s'associar nour prendre une participation majori-taire dans The Movie Channel, qui diffuse des films sur le chible à plus

de desce millions de foyers améri-cains: Cette opération est destinée à consentrencer Home Box Office, le premier réseau de télévision payante américain avec ses onze millions d'aboméa. La riposte ne s'est pas fait attendre : Home Box Office

s'est allié avec Columbia et la chaîne C.B.S. pour constituer une société de production de films des-

tinés à devenir une nouvelle « major

compagnie ». On prévoit aux États-Unis que, en 1985, les ventes de

films aux réseaux câblés dépasse-ront les recettes de leur exploitation

BELGIQUE

Des rivales pour

la radio-télévision nationale

Selon un sondage publié par le quotidien la Libre Belgique, les chaînes de rélévision étrangères et

les radios libres concurrencent de

plus en plus fortement la radio-telévision belge francophone (R.T.B.F.). L'ennemi numéro un se-

rait la chaîne luxembourgeoise

R.T.L., en tête toute la journée des

indices d'écoute par tranche horaire à l'exception de l'espace 19 heures-21 heures, correspondant au journal de la R.T.B.F. D'autre part, si 31 %

des personnes interrogées déclarent avoir regardé « à un moment ou, un

autre la télévision nationale, 27,5 % lui ont préféré R.T.L.,

22.3 % l'une des trois chaînes fran-

caises. Sur le plan de la radio, ce sont les stations libres, qui, dans l'ensemble, se révèlent plus écou-tées, 39 % des auditeurs déclarant les avoir entendnes au cours de la

journée, 30 R.T.B.F., et 18 pour étrangères comme Europe 1 et

ML DENIS HUERTAS

DIRECTEUR-GÉRANT

DU « HAVRE-LIBRE »

Le conseil des associés du quoti-

dien le Havre libre, réuni le 5 jan-

vier, a désigné M. Denis Huertas comme directeur-gérant du journal, à la suite du décès de M. Roger

Ancien directeur du quotidien Contro-Presse, M. Denis Huertas étais le candidat soutenu par M. Ro-

bert Hersant, principal actionnaire

du quotidien havrais.

Mayer.

ETATS-UNIS

SPORTS EN BREF

> ABANDONS DE B. DARNICHE ET DE D. BALAVOINE DANS LE RALLYE **PARIS-DAKAR**

partement et de la région concernés, brossé par le correspondant d'Eu-

rope i. Pour sa part, Le Point pu-

période, six pages consacrées à ces élections

Cet effort particulier d'Europe

décentralisation de la station et dans sa vocation de radio de l'information

politique. Sans cacher que les périodes électorales constituaient pour Europe ! une occasion très

tune pour redresser les

Bordi-Omar-Driss (Algérie) (A.F.P.). - La caravane s'amenuise an fur et l mesure que le raliye Paris-Alger-Dakar progresse dans le désert, au sud la l'Algérie. Ainsi, vendredi 7 janvier, une vingtaine d'abandons en enregistrés dans l'épreuve spéciale 📥 429 kilomètres disputée imm Chatalia et librati Bel-Guebbour. Parmi les Illation in plus connus, on traver berman Darniche, l'ancien vainqueur du railye de Monte-Carlo, qui a cassé le
pont de sa Datsun Patrol, mais aussi
le chanteur Daniel la la cui de
Belge Rahier (B.M.W.), un
tête du classeament motos, est tombé
m penne après III kilomètres et
m'avait toniours pas reichnt l'arrivée n'avait toujours pas rejoint l'arrivée la nuit tombée. Selon certains concurrents, il aurait fait demi-tour à bord d'un véhicule.

cède donc première
place Philipps Vassard
(Honda XLR), de sa
étape en 4 h
II min. Pour la première fois, Jacky
Ickx et Claude Brassour (Mercedes
280 GE), qui dans leur catégorie, sont allés plus vite que les motos en mettant quatre heures. Au classement général, Vassard précède deux de ses coéquipiers : Gilles Dede 15 min. 44 sec., et Bernard Rigoni, de 44 min. 27 sec. Au des automobiles, Ickx possède 7 min. 57 sec. d'avance sur Jaussaud-Da Silva (Mercedes IIII GE) at M min. 9 sec. sur Treat flymas (Lada).

FOOTBALL. - La Fédération internationale football tion (FIFA) vient d'annoncer que quatre pays le Brésil, le Mexique et les États-Unis fait acte de candidature pour pallier la défaillance de la Colombie pour l'organisation - Coupe in monde Après une de chacun de chacun de candidats, la l'ILA fera son choix le 20 mai a shall hall

# Le Monde

5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS 3 mais 6 mais 9 mais 11 mais

FRANCE THE PUT TISF THE TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 584 F 1 939 F ÉTRANGER

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 835 F 1070 F 11. - TUNISIE 436 F 744 F 1 852 F 1 369 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui puiem par chèque
postal (trois voiet) voutront bien
joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; uss abonnés sont limits li forquier leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dermère bande d'esvoi 🛚 Venillez avoir l'obligeauce de rédiger tous les nous propres en capitales d'imprimerie. Samedi 8 janvier

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

20 h 35 Série : Dallas Le seuilleton « interminable » la samedi. Les héros ne seront pas pour autant plus gentils. Mieux, la chance semble être avec J.-R.

21 h III Droit de réponse ion Michel Polac : astrologie, .... J.-J. Pauvert et C. Bretécher, M.-C. Barrault.

22 h 🚜 Le cinéma soviétique contemporain : Fragments.

Carnet d'un français, F. Marthouret, réalisation C. Couderc.
Carnet de voyage d'comédien français, François Marthouret, à la découverte de la production cinématographique soviétique :

Mithalkov, Gleb Panfilov, 23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A

**NOUVEAU 45 TOURS** 

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées. De M. Drucker.

Politique-fiction : en Manual 1987, un commando soviétique prend d'assaul la principale pom-page péroller en la La troisième pom-nucléaire est 23 m 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR

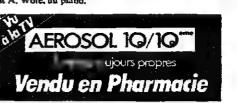
20 h 35 Finale internationale du Grand Prix de la chanson d'outre-mer 1982

Guadeloupe: Il veux être musique, par I. Courta; Marstnique: pour l'alle la fleur, par J. Beroard; Guyane: Rivière de légende, par Jorland; ia: Chante pour ton île, par J. Sery; Nouvelle-

Caledonie : Loi ce slow, par A. Wallis-et-Futuna : Anusia Sii Fisii Ahan, par le poupe I Mohe : Tahiti-Polynésie française : III Ri A'e, par E. Tetana : Saint-Pierre-et-Miauelon : 📭 🗷 ca



22 h 55 Prélude à muit.
Festival de Prades : « la Truite », de F. Schubert, mu
M. Boussinot, violoniste ; M. Dupouy, alto ; L. Dupouy, alto ; L. Rose, violoncelliste ; G. Lauridon, contrebasse,



FRANCE CULTURE

20 h L'homme de solitude, ou José Carnaval poète, de M. Schilovitz, réal. C.-R- Manuel. C. Nicot,

F. Maistre, M. Thierry...
h 25, Bonnes notivelles, grands comédiens i les Premières soir, de J. Guilloneau, lu par Sami

22 h 5, La fugue du samodi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h (en direct de la Salle Gaveau II Paris):

- Symphonie n° II majeur ». Schubert; - Sarabande ». Debussy; - II majeur ». Schubert; - Sarabande ». Debussy; - II majeur ». Schubert; - Symphonie n° 14 soprano, basse et de opus 135 ». Chostakovitch, par le Nouvel II philharmonique; dir. F. Layer I sol. F. Palmer, A. Seciuk.

III h 30, La mit our France-Musique : la Nuit des griots, en direct de la Maison de la Culture du Havre.

### Dimanche 9 janvier

REMIÈRE CHAINE I TF 1

9 h Émission islamique. Mobammed le messager de Dieu. 9 h 15 A Bible ouverte.

9 h III Fol et manuel des chrétiens orientaux. Présence protestante.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

11 h Messe célébrée avec la perclese Saint-Jean de Montmartre 18°).

Prédicateur : Père P. Turquals.

12 h Coupe du monde de ski il Morzine.

Première descente hommes.

13 h 13 h 25 Série : Star Trek.

14 h 30 Sports Dimenohe. Ski, patinaga, tiercé (et à 16 h 10). 15 h 40 Série : Arnold et Willy.

17 h Pour vous. La neige et la plume (deuxième partie).

18 h 30 Jeu : J'ai un secret. Le magazine ...... semaine : ....... sur

sept.
Emission de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay, le journal de la semaine, la télévision des autres : rétrospec-tive 82 ; le grand témoin : M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T ; une enquête sur l'espionnage en général de la C.F.D.T; une enquête sur l'espionnage en Angieterra; un reportage sur la présence soviétique en Afghanistan; des interviews réalisées en Corse. Journal.

20 h 35 Cînema : les Times de la vie. Fum français de C. (1970), avec R. Schneider. M. Piccoli, L. Massari, G. Lartigau, J. Boulse. (Rediff.) Dans les heures précèdant son décès, conséquence d'un grave accident d'automobile, un homme de quarante ans

Pleins feux. Magazine d'actualités culturelles de J. Artur et C. Garossu.

« Un Grand Avocat », de Henri Denker, mise en scène de Robert Hossein, au théâtre Mogador ; « la Dixième de Beethoven », de Peter Ustinov, mise en scène de Philippe Rondest, au Théâtre de la Madeleine ; « Carmen », opéra de Georges Bizet, mise en scène de Piero Faggiord, etc.

22 h 30 Court métrage : Rêve de value De J.-P. Prévost et J. Lagier. 23 h Journal.

**DEUXIÈME CHAINE: A 2** 10 h Gym Tonic. (Et à 10 h 45). 10 h 30 Magazine du cheval.

11 h 11 Dimanche Martin.

12 h Journal. 13 h 20 Dimenche Martin (suite). Incroyable mais vai; 14 h 25, Séria : L'homme qui tombe à pic; 15 h 20, l'École des fans; 15 h 55, les Voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.

17 h 5 Séria : le Mythomane.

18 h Dimanche magazine. 19 h Stade 2. Journal.

20 h 35 Variétés.

Ogeret, Sauvage, Marcel Amont, == II h grands travaux du

Le chantier de la baie James, de J. Labib et B. (prix de la Fondation El France 1982). 22 h 35 Magazine : Désir des arts. 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

10 in Images 🔤 ... 10 h Mosaïgue.

Fauilleton : Rocambole. 17 h 85 Magazine de la photo : Flash 3. 18 N M L'écho des bananes.

11 h A Spécial DOM-TOM. Série : Benny HII

20 h 35 Arts et révolution à Cube.

partie, émission de U. réalisation |
M. Tréguer.

La de La des guilles de fadaises et de nai-

21 a 36 Court métrage français.
L'Apache, de J.-L. Benoit et Jardin II a la la Barthélemy.

22 h M Cinéma de minuit : Réglement de de F. Lang (1953), ...... Ford,

J. Noian. (V.o. sous-titrée, N.) Un sujet de film - une tragédie. En dénonçant des term sociales, Fritz Lang represait grandes idées de la justice, de la haine et de la ven-A l'époque de la sortie en France, de rigueur de style ne fut pas comprise.

24 h Prélude à la nuit. Suite pour deux manpets de J.-J. Hanni par l'ensemble La Follia.

FRANCE-CULTURE

14 h S. La tragédie de l'homme, de I. Madach, réalisation B. Horowicz, Avec R. Murzeau, F. Marthouret, B. Agenin...

18 h 30 Ma non troppo.

18 h 10, Le chéma 20 h, Albatros: Pierre Mabille, rebelle du merveilleux.
20 h 40, Atelier de radiophosique : Abbot.
par J.-L., Rivière (Indulgence ; 10 h) l'hystérique ; 10 honologue d'Adramelech).

FRANCE-MUSIQUE

Schwanter, par l'orchestre symptonique in Saint-Louis sous la direction de L. Slatkin avec Z. Nelsova au violoncelle.

22 h La suit sur France-Musique. ; 22 h 30, Musiques de auit ; in h, Entre guillemets ; 0 h 5, Un voyage en hiver.

TRIBUNES ET DÉBATS

**DIMANCHE 9 JANVIER** - M. Jack Lang, ministre de la culture, est invité à \* Le grand jury-R.T.L.-le Monde », sur R.T.L. à 18 h 15.

- M. Edmond Maire, secrétaire général la la C.F.D.T., ess le grand témoin du magazine - Sept sept -, sur TF 1 à 19 heures.

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., participe au - Club III la presse ., sur Europe !

LUNDI 10 JANVIER

- M. Christian Pinaudeau, directeur de la Maison de la forêt de Bordeaux, III l'invité de l'émission - Plaidoyer = sur R.M.C. à 8 h M

- M. Manuel Rocard, ministre du Plan et I l'améoagement du territoire, 🗪 reçu à l'émission = Face au Public - Bu France-Inter à 19 h 15.

Topula Sal

# INFORMATIONS « SERVICES »

### MOTS CROISÉS

### PROBLÈME Nº

HORIZONTALEMENT

I. Cabine de luxe pour voyageur haut placé. Certaines girouettes pour être dans le vent. – II. La corruption le fait virer 👅 🔤 l'espoir qu'elle sera partagée. – 111. Personnel, 🝱 qu'elle s'arrête woler.

c'est pour piquer Sa dame pé-nétrait certains desroyale, - IV. Dans une rivière dont l'eau manque de pureté. Constata après s'être retrouvée à poil que m poitrine était tombée bien bas. Suprême resolipoir. Royaumes lads aux sujets par-XII fois Mercure. – VI. Note. XIII Célèbre inconnu. XIV Ecus chez Ceau- XV - VII. Attri-

but académique 🔤 Daniel-Rops ou partie l'une la œuvres. Mani-lestation nevropathe. Note. -VIII, Préposition.

L'histoire. Personnel.

LX. Bernance leur fait respecter règle silence. Emerteur clandestin. — X. Odeur d'hérétique. Fait mauvaise copie 🚾 qui a original. D'un caractère porté la réflexion. - XI. I absolus. Toile ou sujet dépourvu de toute étoffe. Agit en ultra de l'amour. - XII. Son coup rable a agressif. Guide de main Guide. — XIII. E ont généra-lement meilleure mémoire que leurs obliges. - XIV. Point dans la roture. Lit in milieu espagnol. L'ère du plastique l'a condamné à l'asphyxie. XV. Alternative. Eclairer ceux qui manquent de manur

### VERTICALEMENT

1. S'allume en m éclair pour disparaître aussitor 📰 fumée. Faire béd'un arrangement convenuble. - 2. Voit toutes III choses d'un mauvais œil. Expression propre à l'aim bondir. - 3. Cesse d'être manual quand il prend un accent grave. Note. Somaux nombreux discipies. – 4. Corde 🕶 trombone, Ar coups du ma -5. Lieu d'évolutions lacustres d'un fameux canard. Titre abrégé pour l'auteur de « la Case de l'oncle Tom . Dessert. – 6. Relatif. Vieux bouchon fleurant le picrate. – 7. Fait rougir aussi bien III libertins chastes jouvencelles. Fourra-

gère. — 🕼 🚮 froncent quand on 🚃 froissé. Percepulon in la limita jouent un rôle important. - 9. Em-barqua in grues, mais in les inqueresux = Alleralles male Quert pinard. Privilégié d'autrefois. Sujet sur lequel in internation and its bon int. - 10. Forme d'avoir. Est, i la fois, impliment on casse-pieds. - 11. Marché conclu jusqu'à la mort. Montagne de Palestine. Un élément goûté 11 roussin. - 12. Œuvres disciples de saint Fiacre. Religieuse marocaine. Possessif. Personnel. - 13. Colline hiérosolymite. Note. Glace sensation fill pour personne in l'hi-ver. - 14. La blanche est naturelle 🔳 la noire altérée. Avec lui, il 🛛 a à boire et à manger. - 15. Qui fait dé-sormais partie de la compagnie. Divise ou multiplie.

I. Crevettes. - II, Ruminer. -III. Imper. Oil. - IV. Tir. Utile. -V. Enumère. - VI, Rani. II. -VII. Intérêts. - VIII, Ute. Eliée. -

1. Critérium. ~ 2. Ruminant. lo - 3. Emprunteur. - 4. Vie. Mic. Tir. - 5. Earue. Ré. Sa. - 6. Te. Truelles. - 7. Troie. Tiare. - 8. II.

GUY BROUTY.

### JOURNAL OFFICIEL PARIS EN VISITES

publiés au Journal officiel du samedi il janvier :

### **UUI DÉCRETS**

du povembre l'article 7 du line prévus l'article 21 la la organique du 📶 octobre [ 📖 🖃 au classement dans la hiérarchie judiciaire 📖 magistrats qui en 🚃

logements en la propriété 🛘 ====== 🛍 1º jan-

### ECHECS -

### KARPOV TOWOURS NUMÉRO UN MONDIAL

La Fédération internationale d'échecs (FIDE) vient m publier le classement annuel concernant 3 320 joueurs me joueuses. Chez hommes, le champion du Anatole Karpov (U.R.S.S.) talonné par celui que beaucoup considèrent comme 📰 💻 le jeune soviétique Gary Kasparov. Autre remarque : E chute du vice-champion du monde, Victor Kortch-noi, qui passe de la troisième place à place. Chez in femmes, foudroyante ascension = la jeune suédoise Pia Cramling (dixsept ans) qui première place avec trois Soviétiques.

Classement (hommes): 1. Karpov, 2710 points (1); 2. Kasparov, 2690; 3. Ljubojevic (Yougoslavie). 1645: 4. Anderson (Suede), 2635; 5. Huebner (R.F.A.), et Polugaeyski (U.R.S.S.), 1625; (U.R.S.S.), 1625;
7. Portisch (Hongrie) Tal
(U.R.S.S.), 2620;
9.
(U.R.S.S.) Spassky (U.R.S.S.), et
Timman (Pays-Bas), 2605;
12. Kortchnoi (Suisse) Seirawan
(États-Unis), 2600 etc...

Classement (femmes):
1. Alexandria (U.R.S.S.), Tcbibourdanize (U.R.S.S.), Cramling (Suède), et Gaprindachvili (U.R.S.S.), 2355; s. Kouchnir (Israel), 2 330 etc...

(1) L'ancien champion du monde, l'Américain Bobby Fischer – Le re-tour I la compétition — régulièrement depuis — jours le classement classement 2 780 points de la classement de la classem

Solution du problème n° 3358 Horizontalement

IX. Ut. Lard. - X. Iriserai. -XI. Do. Rasent. Verticalement

Iseran. - 9. Soleil. Edit.

**LUNDI 10 JANVIER** - La liberté guidant le peuple, 🖮

Delacroix », 15 heures, Louvre, porte Jaujard, Me Leclerco. = Sur les pas de Molière », 15 heures, église Saint-Eustache, Bouquet Chanx.

- La Conciergerie », 15 beures, 1, quai 📺 l'Horioge, Mª Dunesme

« La grande et 🖿 petite écurie du château de Versailles . 14 h 30, grille 🖶 la grande écurie, J. Pech (Caisse nationale historiques).

« Trésors d'Irlande », 15 heures, Grand (Approche il l'art). « Caravage et les caravages-ques », [1 ] 30, Louvre, [11] De-

« Vertiges m souterrains de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici 

d'ailleurs). · I Lauzun », 15 houres,

17, quai d'Anjou, A. Ferrand. « Hôtel de Miramion », 5 heures, 4, rue des Carmes,

« Salons de l'Hôtel Wille », 14 h 30, devant la porte, M. Hager. de France d'Anglements français (Histoire et Archéo-

- Trésors d'Irlande », 15 heures, Grand Palais, W. Jaslet. - L'Opéra -, 11 h 15, haut des (Tourisme culturel).

Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV. (Le Vieux-Paris).

### MARDI 11 JANVIER « Manufacture des Gobelins ».

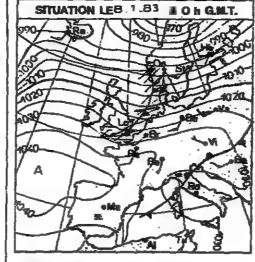
14 h 30, 42, avenue Ma Gobelins, Lectercq.

- L'art un dix-septième ille dans in carmels in France .. 14 h 30, Palais, M= Pennec. - Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M. Bouquet des

- Hôtel de la monnaie -15 heures, 11, quai Conti, M= Hulot (Caisse nationale des historiques).

· La Sorbonne -, 15 heures. 46, ma Saint-Jacques (Approche 🖦 Tart). . L'île Saint-Louis . 15 heures.

métro Pont-Marie (Connaissance d'ici III d'ailleurs). - Maison W Victor Hugo ..



PRÉVISIONS POUR LE 9\_1\_83 DÉBUT DE MATINÉE

amed I I 0 heure at le di-

MÉTÉOROLOGIE

Un champ de hautes pressions recouvre la France et la partie active des per-mrhations qui circulent au nord du cinquantième parallèle pénètre

compagnée de quelques plaies ou bruines, située le matia près des côtes du nord-ouest s'étendra l'après-midi du nord de la Bretagne et de la Normandie, an Bassin parisien, aux an Jura et au Jura où quelques chutes de neige faibles seront observées entre 500 et 1000 mè-

Sur les autres régions, si l'on excepte le matin le nord des Alpes où quelques averses résiduelles de neige au-dessus de 800 mêtres se produiront, c'est un temps froid et sec, avec gelées matinales de — 1 à — Il dans l'intérieur qui prédomi-

Des banes de brouillard, parfois e vrants, se formeront de l'Aquitaine au Centre ; la dissipation plus ou moins ra-pide de ces brouillards fora place à un temms ensoleillé

nerout 6° à 13° du Nord au Sud, 10° à 12° près des côtes atlantiques. Vents d'ouest modérés sur les régions du Nord et dans la vallée du Rhône, se-

Les températures maximales

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mar était Il Paria, le 8 janvier à 7 beures, de 1 030,3 millibars, soit 772 8 millionème de recession.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 janvier ; le second le minimum de la muit = 6 an 7 janvier) : Ajaccio, 16 et 7 deprés ; Biarritz, 11 et 4 : Bordeaux, 12 et 2 : Bourges, 8 et 1 : Brest, 10 et 7 ; Caen, 9 et 6 ; Cherbourg, et 6 ; Clermont-Ferrand, 11 m - 4 : Dijoa, 8 et 0 : 1 - 1 : Lille,

15 heures, 6, place - Vosgez,

CONFÉRENCES -

LUNDS 1034/WILL

14 h 45, 80, rue Taitbout, « Alche-naton et Nefertiti » (Le mante et

14 h 45, 23, quai Conti, Léo Ha-

mon : « L'inspiration du choix politi-

que : nouvelles approches » (Acadé-

mie des sciences morales un

Hamze Malitani : « L'islam, ma

spiritualité » (Age d'or de France).

20 h 30, 30, boulevard de Port-Royal, J.-F. Steiner, L. Prais, S. Klarsfeld, B. Klarsfeld: A Holo-

causte et littérature : la fiction, por-

trait de l'histoire? » (Centre III»

20 h 30, 21, rue d'Assas, 1. Mour-ral : « La l'antili première commu-discussive » (La famille chré-

MARDI 11 JANVIER

14 h 30, 109, rae & Rivoli, M. Desroches-Noblecourt : « La maison et l'art de vivre dins

l'Egypte ancienne : l'établissement

20 h 30, 60, boulevard Latour-

Manbourg, N. Bammate ; « Le sym-bolisme dans l'islam » (Université

Il heures, 12, rue Vivienne,

T. Collet : « La verimen constitu-

tion in corps humain s, et 19 h 45, J.-L. Bernard : Chartres, lien où

souffle l'esprit » (Ergonia) (projec-

lide, A.-M. Margaine : - Travaux

archéologiques Egypte depuis l'Astiquité (Civilisation III

18 a 30, 19, boulevard lava-

I 30, 1, rue Victor-Cousin, Ba-

chelard, R. Huyghe: = L'art et le sa-

cré » (Université populaire L

Montupet: = Pascal et Port-

III I 30, 21 bis, rue Notre-

Dame-des-Victoires, Cl. Thibaut :

Jordaens, Van Dyck et li portrait
flamand - I limit et civilisation)

demeure » (Le monde et son

14 h 45, 28, avenue George-V.

Hager.

politiques).

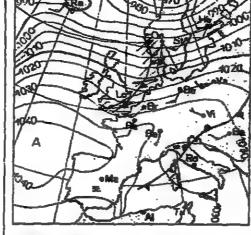
histoire).

boslistique).

Royal - (Arcus).

(projections).

Abbesses, M. Jaslet.



PRÉVISIONS POUR LE 9 JANVIER II 0 HEURE (G.M.T.).

et 5; Lyon, 8 et 0; Marseille-farignane, 15 et 6; Nancy, 8 et 1; fantes, 11 et 5; Nice-Citte d'Azur, 16 19; Paris-Le Bourget, 9 et 6; Pan, 10 13; Perpignan, 15 et 7; Reance, 10 et

Alger, 17 et 9 degrés ; Amsterdem, 8 et 4: Athènes, 11 et 4: Berlin, 8 et 4; Bonn. B et 6; Brexelles, 8 et 6; Le Caire, 18 et 7; lies Canaries, 20 et 15; Copen-

hague, 5 et 3 ; Daker, 23 et 17 ; Djerba 15 et 6 ; Genève, 9 et - 3 ; Jérusalem, 9 Moscon, J et 0; Nairobi, 25 et 13; New-York, 8 et 4; Palma-de-Majorque, 17 et 3; Rome, 12 et 8; Stockholm, 5 et 3; Tozzer, 18 et 6; Tunis, 17 et 9.

> two la support technique spécia de la Météorologie nationale.)

## AUTOMOBILE-

### Talbot Samba-Rallye: la compétition à l'horizon

Livrées and d'abord aux deux- I bloc et culesse en alliage léger issu sports automobiles, Samba-Rallye de Talbot III désormais, en an début 1983, disponibles en man publique = français, il s'agit il d'une extrapolation de Talbot série que aménagements peuvent en une véritable petite bête de com-

Telle qu'on peut l'acquérir no prix qui l'un des modèle (45 900 F), la Samba-Rallye de base est équipée d'un quatre cylindres de 1 219 cm l (7 CV)

# LOISIRS -

### LA JOURNÉE NATIONALE DU SKI DE FOND

Le journée nationale du ski de fond, qui devait initialement avoir lieu le 9 janvier sous l'égide du mi-nistère de la jeunesse et des sports, de la Fédération française de ski et des Ecoles du ski français, a été re-portée au dimanche 30 janvier en raison du médiocre enneigement. A cette date, dans les cinq massifs français — Alpes, Jura, Vosges, Massif central et Pyrénées, — une centaine de centres initieront gratuitement les quelques cinquante mille personnes attendues. Renseignement: (76) 90-67-36.

Les « fondeurs » expérimentés pourront participer 1 des épreuves de masse les 11 et 16 janvier à La Bourboale pour « L'équipée blanche (3, 7, 18 ou 45 km) les 22 et 23 janviers de la Coulte blanche » (5, 10, 20 et 42 km) ou le 30 janvier entre la Coulte de la Coult 30 janvier entre La Croix-des-Moinats et Xograpt (45 km) pour « La trace vosgienne ».

### RÉTROMANIE

- 8-16 : JANVIER - 8-16 : JANVIER - 14-17 : Le Crès (34). 20-30 : Bro-Paris, Furn Champerner (75017). 21-23 : Livre méconnu (24, (75013). 27-31 : (38), Selon — Antiquaires. 29-31 : Enghien (95), les Antiquaires — Vexin — Vel — Vel — 4-13 — Bordesuxdes Antiquaires du

du groupe posé un les Peupuissance CV (4 6 700 tr/mn), pour un couple idéal de 10,5 m/kg qui se situe il 5 400 tr/mn. La modification apportée à la culaise a permis la pose de quatre conduits d'admission qui correspondent aux quatre corps de deux carburateurs. On trouve sur ce modèle la boîte à cinq rapports et l'em-brayage de la Samba GLS qui sem-ble ne pas avoir donné de signe de

poussés auxquels ils ont donné lieu. A la conduite, on ne note guère de défaut au comportement routier de ce petit véhicule très plaisant. Toutefois, les chevaux se trouvant en de régime, la tendance natusounable. Attention alors an risque tout simple... de l'excès de vitesse ou de sortie de route, si le soi est hu-

défaillance au cours des essais

mide ou défectueux. Car l'ensemble ne demande qu'à se risque de surprendre un pilote peu averti ou distrait. wrai dire, surus petite sum

bien armée pour aller vite est desti-née, comme le suggère la marque aux jeunes passionnés de l'automo-bile qui se destinement un jour à la compétition ». Et cela devrait la les les égarements, mais il n'est pas interdit I tout chacun de se donner des

D'ailleurs, Talbot, qui engagera deux de ces voinnes sur le prochain Rallye de Monte-Carlo, a prévu d'aller plus loin encore en suggérant une autre série — transformations qui mette la puissance moteur à 120 ch. Pourquoi pas ? Mais dès lors, — Samba-Rallye — nouveau poussée passe un seul supplémentaire, celui qui affanza la silota courant e achi qui sépare le pilote courant — celui autoroutes et des petits circuits — de ceux qui les de la conduite automobile, sinon un métier, du moins and pussion.

Evidemment, il faudra alors faire, plus limpasse sur une un confort pour le moins sobre. il ir il mail ce que l'on veut.

\*\*Performances : vitesse muximale 176 km/h; 400 m départ arrêté : 17,6 sec.; 1 000 m arrêté : 32,8 sec. usine). Coasommation à vitesses constantes : 5.5 litres à 90 km/h; 8,7 litres à 120 km/h; ville,

# ÉDITION

Directeur général de Stock

### ML BERNARD BARRAULT QUITTE LEGROUPEHACHETTE POUR FONDER SA PROPRE MAISON

Nommé, en septembre 1981. à la direction générale des éditions Stock, filiale de Hachette, aux côtés de M. Jean Rosenthal, nouveau P.-D.G. M. Bernard Barrault, - en désaccord evec la politique générale du groupe », quitte son poste à la fin de janvier. À la suite des difficultés financières que commissent les édi-tions Stock, Hacheste avait décidé de spécialiser la production de sa filiale en l'appuyant prioritairement sur son fonds de littérature étrangère et sur la publication de traduc tions à destination d'un large public.

M. Bernard Barrauk abandou aussi sa participation dans les édi-tions B.F.B., qu'il avait fondées avec M. Bernard Fuxot et qui sont lifes per un accord à Edition nº I, autre Illials du groupe Hachette.

Toutefois, M. Bernard Barrault ne quitte pes l'édition penson'il va fonder sa propre maison, où il sers majoritaire, avec la per actionneure majornaire, avec in par-ticipation du groupe Flagumarion. Il compee publier chaque sanée une dizaine d'ouvrages, de fiction en particulier, qui illustreraient, pour l'essentiel, les questions de société, Rappelous que M. Paul Otchu-lowski-Laurens, autre transfage du groupe Hachette, crée austi sa mai son, avec la participation des édi-tions Flammarion.

### Dans les DOM-TOM

### LES COMMISSAIRES DE LA REPUBLIQUE FIXERONT DES CLEFFICIENTS APPLICABLES **AU PRIX DE VENTE DU LIVRE**

Signé par sept ministres et publié au *Journal officiel* du 7 janvier, un décret découlant de la loi du 10 soût 1981 sur le peix des livres, autorise fixer des coefficients applicables au prix de vente des livres an public dans les départements et territoires

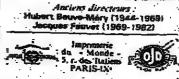
Les livres sont fréquemment vendus, ouiremer, à des toux supérieurs de l'ordre de 30 à 45 % aux priz métropolitains. Pour justifier ce importantes, les vendeurs font valoir qu'ils doivent ajoudeurs font valoir qu'ils doivent ajoutransport, des taxes de dédouans-ment ou, seion les lieux, des « oc-trois de mer », etc... Mais il semble bien que des importateurs teurs on the improvement and des marges excessives. On citera, à titre d'exemple, tel fivre récent qui, vendu 39 F. en métropole, était cédé à plus de 120 F. il Fort-de-France.

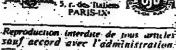
Soucieux de faire baisser les prix des fivres outre-mer, le gouverne ment, après consultation des conseils généraux, a donc pris cette décision qui devrait mettre sin à cette anar-chie de prix tont en tenant compte des srais supplémentaires réels des vendeurs. .

 L'Association pour le prix mique, présidée par M. Jérôme Lindon et qui regroupe des libraires et des éditeurs, « se félicite de la déci-sion du gouvernement d'appliquer désormais des sanctions pénales » ceux qui continueraient de violer la loi du 10 aoit 1981 sur le prix du livre », ( le Monde du 🛢 janvier).

Elle rappelle que loi était.
d'abord destinée à sauver le réseau des librairies françaises de qualité, sans qui la publication des auteurs novateurs deviendrait vite impossible. - Or l'année 1982 marque pour ces librairies l'amorce d'un redressement salutaire. - L'Association constate en outre qu'une fois suppri-mée la pratique du discoum, « qui ne bénéficiait qu'à une minorité de privilégiés des grandes villes, le prix de détail des livres, non seulement a cessé de croître, mais diminue nettement depuis plusieurs mois par rapport à l'indice général du coûs de la vie. Ainsi, une mesure qui répondait d'abord 🖢 des objectifs culturels se idelle également bénéstque au plan strictement éco-nomique ».

Edité par le S.A.R.L. le Monde Gérant : André Laurens, directeur de la publica

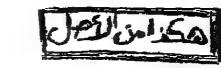




Commission paritaire purmanx

pul c 57.437.

ISSN: 0395 : 2037.



Les belles

Special Principles and Super-

And the Contraction of the Party of the Part

- September du

Transport of the same

Sade

To the Contract

100

. . <del>. . .</del> .

A Company

THE PART PROPERTY.

PORTS SSAU

# L'ALSACE **AUX AVANT-GARDES** DE LA TECHNOLOGIE

Sans aucus doute, le « plan » arrêté le 20 décembre dernier pour l'Alsace par le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), présidé par le premier ministre, est à marques d'une pierre blanche. D'abord, parce qu'il se traduit par un engagement de 140 millions de francs de crédits d'État pour une région, ce qui est considérable d'autant que celle-ci n'est pas réputée parmi les plus défavorisées on les moins dynamiques. D'autre part, les mesures retennes par les pouvoirs publics sont très largement inspirées des dossiers qui avaient été préparés par les Services de la région, une région présidée par une person-malité de l'opposition. M. Marcel Rudloff (U.D.F.)...

Mais ce plan, élaboré de façon concertée, constitue une sorte de « première » puisqu'il préfigure ce que pourront être, dans le cadre du IX° Plan, les « contrats de plan » qui seront signés entre l'État « les

Le renforcement de l'économie et la modernisation de la technologie dominent dans l'ensemble des mesures décidées. De même, un effort a été engagé pour affirmer la place de Strasbourg comme = tête de pout française en Europe = et pour réduire les déséquilibres internes (les llées vosgiennes notamment souffrent de handicaps).

Profitant de la présence à Strasbourg et il Malhonse de centres de recherche fondamentale de laut niveau, il a été décidé la création d'un pôle de photonique (utilisation du laser notamment) à Strasbourg. La technologie des accélérateurs électrostatiques an Centre de recherche nucléaire de Cronenbourg sera elle aussi stimulée. Enfin, l'Alsace est

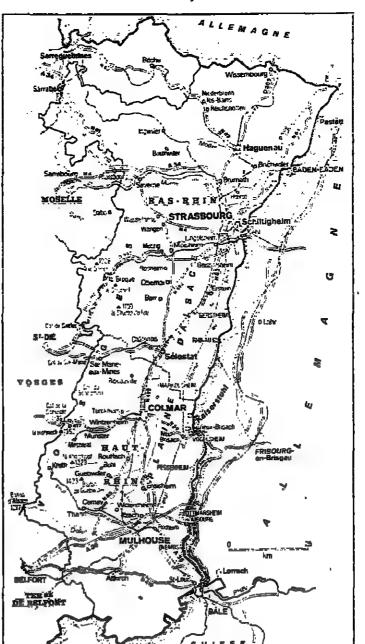
reconnue comme prioritaire pour devenir un pôla privilégié de recherche

Outre la recherche. Il faut renouveler le tissu industriel alsacien. amment pour soutenir la comparaison avec les économies suisse et allemande. D'où le lancement d'une étude prospective sur l'industrie Haut-Rhin, la diversification des Mines de potasses d'Alsace (laboratoire agro-biologique d'Aspach-le-Bas), les projets de télématique, des efforts pour le secteur agro-alimentaire (où les entreprises sont trop éparpillées), des expériences relatives aux conditions de travail, l'extenon du rôle de l'Université populaire du Rhin.

Enfin, pour que l'équilibre du territoire alsacien ne soit pas rompu, importait que des actions ponctuelles d'aménagement du territoire soient lancées 🞟 🌬 🖦 🛍 montagne (ressources forestières, dévelop-

Dans le dossier que nous présentons, les responsables alsaciens, qu'ils appartiennent aux milieux politiques, industriels, universitaires ou culturels, jugent le dispositif gouvernemental avec un certain recul, donc sans emportement. Leurs réflexions de la limite de bon point de départ concret pour élaborer dans quelques semaines le contrat de plan qui sera 

FRANÇOIS GROSRICHARD.



### Les belles machines de Mulhouse

ment maintes fois exprimé-dans les milieux économiques et industriels du lum IIII après les lum du C.I.A.T. en faveur notemment de la mécanique et du textile. Setisfaction de ve enfin prises en compte des demandes de longue date, certains dossiers ayant été constitués il y acinq ans déjà. Setisfaction égale-ment de voir recomme à l'Alsace · une place offensive dans la politi-

M. André Moritz, qui quitte la chambre de commerce de Mulhouse après dix-huit ans de mandat consulaire et six années de présidence, (son successeur sera désigné : 10 janvier), se montre pour d'autent plus satisfait que la chembre de set - partie preconcernées par les décisions retard pris remonte | l'entredeux-guerres où l'on n'a pas d'usines. Ce fut austi cas après la guerre mon-diale. Il fallait donc renforcer tissu. C'est maintenant ou Jamais.

Le maire de la ville, M. Joseph Klifa (U.D.F.), s'il reconnuit d'em-

ATISPAIT, out mais il blée que e tout ce qui profite à l'Alsace est bon à prendre », regrette cecompte de toutes les propositions du consell régional. En un que premier magistrat, il se réjouit cependant de la reconnaissance du savoir-faire mulhousien dans la mécanique et trouve « intéressante » l'association industrie-université au niveau de l'Institut des recherches polytechniques (I.R.P.) qui doit se mettre en place progressivement.

> Le rôle prépondérant que la DA-TAR entend faire Joner à la cité industrielle haut-ririnoise dans le secteur de la mécanique, de la fondamentale appliquée, n'est pas pour déplaire su maire de Mulhouse, une ville qui misait beaucoup sur le développement du secteur tertiaire il a peu d'années encore alors que le déclin du textile

Directeur. d'une importante société de mécanique, 🔣 Bernard du C.I.A.T. avec une satisfaction évidențe lul aussi. Le Centre d'études et de recherche de la mécanique appliquée au textile (CER-MAT) qu'il préside I Mulhouse, tout en étant partie prenants avec d'autres partenaires (notamment

I'INRA de Colmar), voit was IIIveloppement assuré grâce la une do-tation globale de l'addition de francs sus deux ans. . Ce C.I.A.T. confirme will be recherche et apporter plus que par le passé ennele aux entreprises qui en imi la

### Les japonais de l'artisanat

Les élus haut-rhinois, tous de l'op-position sauf le député socialiste M. Jean-Marin llocal d'ne manquent pas de souligner la maleille des de-concernant le later potassique à l'heure où les Alsaciens se mobilisent une nouvelle les contre les injections il saumure illur

les rares décisions concernant les M.D.P.A., il faut cependant participation in la DATAR pour 0,7 million de francs au laborade maher agro-biologique à Aspach-le-Bas. M. Jacques Quemener, de du Centre le recheret de l'azote, déclare : Cette Mana consolide un organisme unique en France, le seul qui fait des recherches compiètes sur lu engrais. -

Strasbourg au nord, Mulhouse mi sud, im dem grandes métropoles al-molecule ont la part inité des dotations du C.I.A.T.. Entre les deux, le grand vide ou presque. Ce = pres-que > (un peu plus in 1 million in francs, in 1 plus in la - in m au développement du que agroalimentaire) dame pourtant satisfaction I un homme particulière-

M. Jean-Paul Sitter, membre du économique et est d'Alsace et président de l'Union de groupements artisanaux du de Colmar, applaudit en Ellel technique d'adaptation et d'innova-📷 🗃 l'artisanat : = 🕍 projet original qui aborde me temps cinq grands problèmes interdépen-de l'artisanat : la gestion. de l'artisanat : la gestion, la développement économique, l'infor-matique, la technologie et la formad'un programme ambitieux d'un prévisionnei 4 à 5 mil-tion la DATAR (0,5 million pour l'acquisition de matériel) un support de départ », le prode ment I deux ans. Vingt mille entreprises artisanales, III IIIII économique de poids, tel mu m champ d'activité III ce mum technologique les hommes qui fonctionnement doivent devenir. III l'expression III M. Jean-Paul Sitter, e les japonais 👪 l'artisanat français 🔩

BERNARD LEDERER.

# Sciences de haut de gamme à Strasbourg

N de demandes crédits pour le CIAT (Comité interministériel pour l'aménagement du Territoire), in conseil régional d'Alsace inclu an premier ses priorités le renforcement du poscientifique vae les possibilités : transfert technologie vers : entreprises afin de : emplois ultérieurement. Il a été largement entendu. Sur les 140 millions la crédits débloqués la l'issue du conseil interministériel. plus des deux mes concernent des projets scientifiques. Au bureau du umani régional on a la la pu s'étonner de cette largesse, compa La maigrour IIII crédits pour des projets latte la ou barrement à l'absenie de tout engagement financier . ce qui concerns le développement d'infras-routières d'équipements repoussés de la pré-paration du Dans la Laure on fait ressortir qu'il ne s'agit pas à proprement parier de l'alli de CIAT mais de sommes qui auraient dû être and de toute manière par concernés, éducation nationale ou recherche. Les responsables d'instituts scientifiques et

laboratoires restent à l'écart il

polémique qui ne manquera pas 🖦 nent. Ils envisagent avec recul m sérénité. Tous insistent e qu'ils mus d'abord me service de la recherche fondamentale. Tant mieux si celle-ci par se traduire par

applications pratiques. « Ce pas les décisions du CIAT qui ouvrent & Strasbourg des voies nouvelles pour la recherche, souligne le professeur Chevalier, délégué 🔤 C.N.R.S. pour la région. Nous les ressentons beaucoup plus comme un coup in chapeau à in efforts depuis longtemps dans
depuis longtemps dans
de pointe la recherche fondamentale. C'est parce
des équipes travaillent depuis dix ou quinze ans qu'on reconnait leurs résultats 🖷 leur fournit les moyens de pour l'avenir. Si la consécration and le CIAT man permoment 📷 l'État valorise 🔄 travail scientifique, c'est que le fruit est mur. La région, pour un part, l'a reconnu en la des de faire du soupréférentiels d'action. Après un timide départ en 1981 avec 1 million i francs, elle en affecté 7 en 1982 et devrait en inscrire 10 à son budget 1983, espèrent 🔤 milieux scientifiques régionaux. . En consentan. cet effort financier qui lui fait ratgions, note le professeur Chevalier, la région Alsace avait un une de provoquer a court les resombées économiques a long de constituer certains domaines d'investigation en véritables pôles de 🗯 cherche m niveau national .-

Parmi ces pôles de recherche, ce lui de la photonique mène de front tions industrielles use l'égioc du GREPA (Groupe de recherche et en photonique appliquée).
association originale de chercheurs du l'université Louis Pasteur. Pour ces responsables, im profusitin Grosmann Meyrueis, es sur intervention du CLAT. I million du ministère ils le recherche et 500 000 farm de une reconnaissance un niveau national. Wie ils représentent A chose per rapport and manual avec industries qui financent cessus d'usinage de précision, de visualisation et de métrologie.

JEAN-CLAUDE HAHN. [Lire la suite page 15.]

Investissement et financement pour le commerce et l'industrie

### Sade un partenaire du pays pour les entreprises dynamiques d'Alsace

Quels que soient sa taille, son secteur d'activité ou sa forme juridique, votre entreprise doit impérativement poursuivre son développement

La Sade, en devenant votre partenaire financier privilégié vous aide à atteindre cet objectif prioritaire.

Bien sur, elle vous offre la gamme la plus complète des financements de l'investissement et l'accès à toutes les ressources auxquelles votre entreprise peut prétendre. Mais d'abord, ■ partir de l'analyse de votre projet, elle établit was votre stratégie financière à moyen et long terme.

La Sade fait partie du réseau des 19 Sociétés de Développement Regional qui couvrent le territoire français.

Contact: 4 aliee IIII & Robertsau, 67084 Strasbourg Cedex, Tél. (88) 61 25 23 5 boulevard de l'Europe, 68100 Mulhouse, Tél. IIIII 45 80 91

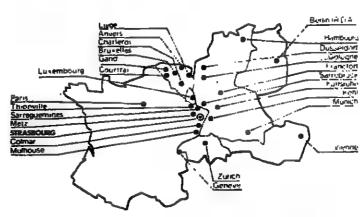
sdr SADE

Societé de Developpement Régional d'Alsace l'efficacité d'une régionale la force d'une multirégionale



Société Générale Alsacienne de Banque Siège social: 8, rue du Dôme 67000 Strasbourg Tél. (88) 32.99.27

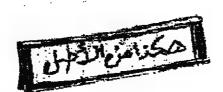
Une banque régionale et internationale présente dans sept pays européens.



Vous pouvez nous rencontrer à Paris à notre agence

2, Rue Caumartin 75009 PARIS - Tél: (1) 742.74.72

Groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE @



## Répit pour les gravières du Rhin

N ne pourra plus étendre l'exploitation des gravières si elles se heurters aux impéra-C'est le d'une du tribunal Stras-bourg annulant un préfectoral, qui permettait I une me mord du Bas-Rhin, d'augmenter de 21 hectares le périmètre d'extraction 📠 💵 gravières au grand dam protecteurs la la

L'extension gravière emplé-tait sur un la la la gravière emplérel. Plantil stora la lesa musi-are de de la Salara diam la Rein alles fines primitif s. (\*a enquêteur à l'époque, galerie ri-du Rhin, traverséa d'un napoe phreatique, avec prairies lières, des marais. Cette zone de

distingue l'exceptionnelle variété de la faune,

De nombreux remai étaient censés protéger : inscription 👫 1973 à l'inventaire 🗯 comité interministériel d'aménagement du territoire d'un plan de protection, projet in discertant par le Callelle III l'Europe comme IIII Internationale wall pour la protection and zones hu-

Cot irreduced the parties present in campagne minimi par les écologistes, n'a manifestement 📨 💳 lorsque préfet fépaque, M. Jacques Chartron, prit l'arrêté l'extension and gravières. faisant, il a commis, 📥 l'avis 🟣 magistrats, « una d'apprécia The second of the second pas compte de plusieurs dispositions du code minier qui prévoient qu'une carrière ne peut être ouverte dès fors que son exploitation risque « de essentialles du miliau anvironnam maritime », et qu'ell fait, d'après un décret du 20 décembre 1979, il obstacle à l'application ral (1) ». Or l'inscription du site de l'embouchure de la Seuer à l'inventaire des sites pittoresques constit e une disposition d'intérêt général », ont estimé les magistrats. Jamais encore le tribunal n'était allé aussi loin en reprenant à son compte des arguments des défenseurs de la nature, en mettant en avant les impératifs de protection et e la valeur écologique et paysagère exceptionnelle

Le tribunal a également rejeté le plan de réaménagament de la gra-vière en fin d'exploration que présentaient les propriétaires des lieur en insistant sur le fait que l'utilisation du plan d'eeu ainsi créé à des fins nautiques et de loisirs ne ferait qu'entraîner une dégradation supplé mentaire du site.

L'Association fildérative régional pour la protection de la nature (A.F.R.P.N.), qui aveit intenté l'instance, il remporté un beau succès. Il cesser l'axploitation, tre des 21 hectares, per l'application de la décision du tribunal. Les choses peuvent traîner, comme l'a montré le récente affaire de Gueberschwiler Us Monde du 15 décembre), mais à travers le cas de Seltz se pose, sur un plan plus général, le problème des gravières le long du Rhin.

Accusées de transformer la bande rhénane en véritable gruyère, elles constituent, pour nombre de comnunes riversines du nord de l'Alsace la saule ressource en taxes profes sionnelles. Elles sont souvent donrées en concession à des acciétés allemandes, qui partire peut-être, pomme l'affirme l'A.F.R.P.N., au « pillage économique de la région », transformation, le gravier en Alsace sous forme de panneaux de béton et autres éléments de construction préfabriqués. Un dossier qui devrait retenir l'attention du conseil régionel,

J.-C. H.

## Comment « piéger » la saumure?

pollueurs » du Rhin, parmi lesquels Chalampé (Haut-Rhin), La Colonia de S bourg d'Alresponsables pour un et ce un elles, naturellement, qui determinent an centre un modifi erre Bas. Sur les III millions de francs versés par ses voisins à la France pour enfouir ses rejets salins, 50 millions out ôté payés par les Pays-Bas. De parlementaires mine accusé in Name of State d'Alsace d'avoir affecté -il somme I l'exploitation 🔤 la société, qu'elles provision spéciale = pour les lui = | vaux d'assainisse

### La concentration en chiorures

Le 9 décembre dernier, lors de la réunion I La Haye de la commission internationale du Rhin, le gouvernement français s'est engagé il propo-ser au Parlement, lors de sa session de printemps, le texte de la conven-(1976) qui n'a jours pas été ratifié par la France. Cette convention fait obligation à la extraits les M de rejetés dans le Rhin. Dès la mi-janvier, des juristes vont se réunir pour actualises

les chefs de délégation se retrouve ront le 14 mars pour étudier les modifications proposées et mettre au point un texte définitif. En tout état a la faudra plusieurs entre le moment où le texte sera définitivement adopté et le lancement

Qu'envisage le gouvernement français pour se conformer aux décisions communantaires? Il est touionrs question de créer une saline capable de traiter 300 000 tonnes par an, bien que le projet sonlève un tollé en Lorraine, où l'on voit d'un mauvais œil cette concurrence. Le rapport des deux experts affectés à l'étude du projet est en outre « réche, sont beaucoup plus avancés. La technique (1) a remis son rapport a ministre de l'environnement et celui-ci l'a transmise pour avis, aux éins locaux.

Ce rapport, très précis, est élo-quent à bien des égards. Il souligne cotamment que, en cinquante ans, . la concentration annuelle movenne de l'eau du Rhin en chlorures a triplé aux Pays-Bas ». A son arrivée dans le plat pays, le Rhin charrie en effet entre 12 et 19 millions de tonnes de chlorures par an, un qui pui dépasser 300 milligrammes de chlore par li-tre, alors que le taux maximum préconisé par l'Organisation mondiale la santé est de 200 milligrammes par litre pour les eaux de boisson. L'Alsace | clle seule, rejetterait 500 000 tonnes de sel par an dans le Rhin, un total évalué 15 400 000 (Allemagne: 750 000 tonnes: Lorraine: 1 900 000 mass; Salses: 250 000

Pour lutter contre cette pollution, française donc - l'enfouissement de saumures dans les couches profondes du sous-sol », Il raison de 700 000 tonnes de terme, n'aurait pourtant qu'un très partiel : la quantité de sei soustraite aux rejets dans le Rhin ne cor-respondrait qu'à 10,7 % des seuls rejets des Mines de potasse d'Alssoe, à 8,3 % des rejets français, et à seule-ment 4,5 % de l'ensemble des rejets !

### An moins à 1 000 mètres sous terre

Enfouir, soit, mais où 1 - En couches profondes - signific au moins mille mètres sons terre, c'est-à-dire dans la Grande Oolithe qui s'étend sous la plaine d'Alsace. Cette vaste poche calcaire, poreuse et aquifère, devrait recevoir environ 25 millions de mêtres cubes de sammure (à 300 grammes de sei par litre) si l'on veut respecter le programme de 700 000 tonnes par an pendant dix ans. Dès lors, les Alsaciens se demandent si l'on ne va pes ainsi polluer la nappe phréatique qui les approvisionne en egu.

La commission estime qu'il n'y a

Toutefois, la commission ne se prononce pas sur la diffusion réelle du sel dans la poche qui, pour recevoir 25 millions de mètres cabes de saumure, doit offrir une surface d'an

Pour les forages, deux sites out été retenus, l'un Reiningue, où l'on utiliserait un ancien forage pétrolier (Schweighouse 2) et où l'on ferait un dessième forage à 4 kilomèses du premier : l'autre site, dit · franco-allemand », s'étend de part et d'autre du Rhia, estre les com-munes de Biodelsheim et Ottarmarsheim. Deux forages sont prévus en territoire français, l'un au nord de Chalampé, entre le grand canal d'Alsace et le lit du Rhin; l'aure, au pord-est de Rumersbeim, sur un terrain appartenant sex M.D.P.A. (où abount la casalisation servant actuellement à rejeter les saumonus dans le Rhin).

# Les risques

Dans le premier site (Reiningue). on prévoit l'installation de 18 kilomètres de canalisations souterraines nappe jusqu'aux ateliurs de prépara-tion, et 9 autres knomètres pour amener la saumure aux forages d'enallemand, les stellers de préparation des saumures seront installés à la mine Marie-Louise, Les saumures seront transportées par 27 kilomètres de canabisations.

En conclusion, le coma time que l'opération d'enfouisse-ment dans la Grande Oolithe est probablement réalisable dans des conditions n'affectant pas l'intégrité des ressources en eau de la nappe phréatique». Mais elle reste pru-dente sur le risque d'anginemation de la saligité des eaux.

(1) Cette commission est compode quêtre experte: in ingénieur en poste à Rome, l'ancien partie de service géologique du Ba Wurtemberg (R.F.A.), a professeur de géologie en poste à Zurich et, pour la France.

AU SERVICE DE L'ECONOMIE REGIONALE: Caisse Fédérale des 1100 Caisses de Crédit Mutuel de l'Est de la France, banque des matreprism et des collectivités locales, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel possède l'expérience profonde

### USERVICE DE PRES DE 2 MILLIONS DE

Grace à l'exceptionnelle densité de son réseau, 1100 Caisses locales.

L'esprit et le principe qui l'animent n'une pas changé : collecter l'épargne dans un village ou un quartier et le redistribuer sur place sous forme de prêts au plus juste coût, au profit des hommes et de leur région.



# **DU CONCRET** POUR VOTRE **ENTREPRISE**



Des taux préférentiels.

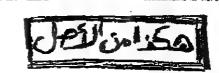




Notre différence, pour votre avenir

Conseil Régional d'Alsace
10, rue du Général de Castelnau
B.P 1006/F 67000 STRASBOURG Cedex





化克尔基基特特特克罗奇形式 计加入环境

Une stratégie claire

# mure?

- 51 TAPING

The second

2000ag

# M. Rudloff (C.D.S.) exprime une satisfaction bien tempérée

M.D.P.A. (1) dans le sous-sol du Hant-Rhin, durent se mobiliser en vue d'assurer, sans succès d'ailleurs, la survie de l'entreprise de La Cellu-lose au bord du Rhin.

L'ampleur des crédits annoncés -140 millions de francs - a surpris non sans poser ici et là quelques interrogations sur leur montant réel. A la satisfaction hautement proclamée des dirigeants socialistes, se félicitant « de voir enfin le gouvernement prendre en considéra besoins de l'Alsace », répondait la réserve critique et prudente du pré-sident (U.D.F.) du conseil général du Bas-Rhin, le sénateur Daniel Hoeffel. L'ancien ministre giscardien attendait avant de se prononces de connaître la répartition effective des crédits publics.

Le sénateur Marcel Rudioff (CDS), président du conseil régio-nal d'Alsace dont les commissions avaient élaboré le catalogue de propositions pour le CIAT, en a accueilli 🕍 résultats avec réalisme et pragmatisme. « Nos dossiers ont êté bien préparés après des contacts longuement menés avec la DATAR. Je constate sans déplaisir que le CLAT a reconnu le sérieux de nos travaux et que les dossiers présentés par le conseil régional corres-pondaient à la volonté des responsables alsociens de créer une dynamique nouvelle dans cette pro-

Son appreciation est tontefois plus critique sur l'ampleur du monregrette que l'on ait inclu dans cette somme des dépenses qui incombent à l'État le financement de certaines recherches scientifiques. Une telle présentation des chiffres peut apparaître comme

Les décisions du gouvernement Soumise par en position géogra-ignorent quelques demandes aux-phique à la compétition des écono-

NTERVENUES à la veille de quelles le président du conseil régioNoël, les décisions du comité nal attachait du prix. « J'aurais interministériel d'aménage aimé que le conseil interministériel voirs publics, des moyens lui perment du territoire (CIAT) n'ont pas soit plus explicite sur les opérations suscité sur le moment de très larges : de voirie urbaine à Strasbourg. Il suscité sur le moment de très larges de voirie urbaine à Strasbourg. Il échos en Alsace. D'antant plus que les milieux politiques, à peine remis de l'émotion produite par l'annonce gouvernementale de faire procéder à l'injection des saumures des M.D.P.A. (1) dans le sous-sol du Hamt-Rhim, durent se mobiliser en artère vitale dans le plan de circulation de l'agglomération. Nous sommes également déçus par le rejet de notre projet de zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques (ZIRST) que la communauté urbaine de Strasbourg a décidé d'implanter au sud de la ville, à illkirch-Graffenstaden, realisation sur laquelle nous comptons pour relaucer le dynamisme de Stras-

> A part ces lacences, les réponses apportées par le CIAT de demandes de la région sont « dans l'ensemble satisfaisantes » Mais, précise le président Rudloff, « nous les attendions pour telles. Leur absence ou leur caractère négatif auraient signifié le désaveu de nos efforts pour susciter un nouvel élan de l'Alsace. Les décisions favorisant l'essor et la poursuite de la recherche scientifique dans la région par la création de nouveaux laboratoires ou l'extention d'activités pilotes correspondent assez bien au domaine d'intervention des collectivités locales prévu dans loi de décentralisation. Il vant mieux en effet intervenir au stade des études de possibilités qu'à cetui des processus industriels et commercioux. Par ailleurs, ces sont de nature à renforcer la place de l'Alsace sur le plan de la recherche scientifique natification à conforter l'image de marque inter-nationale de Strasbourg en domaine, mais à provoquer également, grâce aux actions de transfert de technologies, des retombées utiles pour la stratégie de recon-quête industrielle que poursuit le

### POINT DE VUE

mettal de mener une stratégie

effective fact I will compressed.

Mais dans leur

sions du CIAT ne tiennent pui assez

caractère frontalier 🔳 la

région, M. Parill - On

peut toutefols y relever de élé-ment positifs : la des régional d'abord d'un régional

de l'économie allemande, fort utile

dans une province dont les échanges

commerciaux se déroulent pour

près de moitié avec le puissant voi-

sin qui emploie en plus une partie
négligeable population
active comme main d'œuvre fi
lière. L'annonce en second lieu un

développement de l'enseignement de

l'allemand dans les cycles courts de

l'enseignement technique. Cette

reconnaissance I bilinguisme,

par le région a approu

représente une nouveauté dans

l'aménagement du territoire. Il

s'agil autos d'un délet très

modeste. Mais la création de deux

posses supplémentaires garantira enseignement effectif de l'alle-

s'exprimer Las la langues

possibilités d'emploi en de promo-

Le rôle européen

de Strasbourg

Comme in piupert des homn

politiques alsaciens, le président Rudloff déplore le silence du gon-vernement à propos des deux dos-

tiers économiques les plus sensibles de la région : la mise en place d'une

filière bois (en relation avec la crise

de La Cellulose) et la diversification

des activités du bassin potassique dans le sud de la région. En revan-che, il relève avec une réelle satis-

faction - et c'est autant le candida

désigné à la succession du maire de

Strasbourg que le président du conseil régional qui s'exprime – l'annonce de la négociation, entre

l'État, la ville, le département et la

région, d'une nouvelle convention pour conforter le rôle européen de Strasbourg. Le reconduction du plan triennal pour Strasbourg est menée sous la mattrise d'œuvre du

mente sous la matirise d'auvre du ministre délégué chargé des affaires européennes. Cependant je suis heureux-de voir que le CLAT a fait expressément allusion à ces négociations, notamment la participer à la couverture du déficit de la despressément interprétable de

serse aérienne internationale de Strasbourg, Cela me confirme dans

mon espoir de l'issue positive de ces

discussions au cours des prochaines

semaines. Il est temps car l'actuel contrat expire le 1º février pro-

(1) Minos domaniales des potasses d'Alsace.

J.-C. H.

chain »

une and a essen JEAN-MARIE BOCKEL (\*) tielle de la politique de notre pays car il permet, en fonction de la vocation internationale de Strassituation des régions, de délime des priorités et des axes de développe-

Im pouvoirs publics, deouis mai 1981, 💵 🌡 chaque fois été 🚃 rendez-vous il la par l'Alsace : en mai 1912 pour les musées la mande Mulhouse, en 1352 par l'industrie, la recherche, entreprises.

CAT était première étape ment du me la la autre point litri à la compétition internationale, préfigurer le futur plan Etat-région considérés prioritaires partenaires régionaux. Lorsque NILL Rudloff, Hoeffal ...

Goetschy, respectivement présidents régional en la deux généraux d'Alsace. I leurs veulent minimiser

(\*) Député (P.S.) Haut-Rhin,

obtenus a ne lam appareitre que la participation in la DATAR, ils oublient de le le but d'un CIAT est départements ministériels | projets précis. Ainsi, 🚃 exemple, pour 🖿 pôle 🕍 ia mécanique avancée Mr Haute-Alsace. sont concernés, and la DATAR, les ministères de l'administères et in la recherche. 🗯 l'éducation nationale, de la l'annual professionnelle et de l'emploi. Et 🛏 140 millions 📠 par ce CIAT le pour des projets alselui permettront aborder les mutations t la fin du

vingtième me me l'Etat dire maram m stratégie à l'égard 📰 notre région. Est-ce le cas da la pluélus régionaux qui prétenque la manara en la situation in a due in changement politique in iun 1981 la faire un raccourci inacceptable économistes peu

Aujourd'hui, l'État 📰 au randazpour le futur contrat entre l'Etat et la région,

### Sciences de haut de gamme à Strasbourg

(Suite 4. 1. 13.)

Une ambitions du GREPA de concourir au développement de l'application la photonique et l'application la ingénieurs pour l'utilisation - nouvelle technique grace I l'institution d'un DEA ili science et ili technologie photoni-

Le Centre & recherche nucléaire C.N.R.S. compte parmi les grands bénéficiaires décisions CIAT. recherches II son savoir-faire le domaine des accélérateurs électrostatiques lui ont permis im présenter un projet d'accélérateur 🔳 particules 💵 35 millions wolts type - vivitron ... Le CIAT a le ministère w la recherche débloquer 50 millions francs pour sa réalisation au la période 1983-1985. Le professeur Chevalier s'en félicite particulièrement 🚥 la nécessité 🟬 type d'appareil est 🌃 plus en plus le monde scientifique international. Let il y a déjà la pos-riche retombées indus-tion probables — un les techniques sont point, - de fabriquer un petit « vivitron » lension le 5 wolts a l fort d'électrons susceptible de nombreuses applications pratiques dans le manuel l'irradiation. L'un des auteurs projet, M. Seltz, peu elevé, 1 million de francs, pour me encombrement très faible, une consommation d'énergie modérée, un pouvoir de

pénétration élevé. crédits par le CIAT bénéficient également i un secteur en pleine expansion = la recherche strasbourgeoise : celui 🌃 la biologie et cellulaire. Un représentants mi plus qualifiés, le professeur J.-H. Weil, approuve

pleinement la décision d'affecter

une première tranche 🕍 1 millions titut 🐃 biologie moléculaire 📖 plantes. - Cela permettra d'entreprendre de nouvelles recherches pour connaître suffisamment les problèmes L fonctionnement de la cellule végétale avec la mise au point will must de techniques pour la régulation des gèncs leur transfert chez les plantes supérieures. - Ce nouvel institut, qui doit être manu d'ici a 1985, conforla place de Strasbourg comme pôle de biotechnologie, qui s'appuie en plusieurs laboratoires C.N.R.S. et la société Transgène.

Parmi La d'autres. relative I la création d'un groupement d'intérét scientisique de recherche sur 📓 médicament, la décision remplacement matériels de main in label C.N.R.S. pour un montant millions de france a été accueillie soulagement. Elle augmentera sa capacité il traitement il sept buit fois. L'installation actuelle, la plus puissante il ce type existant en province, doit desservir deux mille utilisateurs II III rée. Seul problème pour ses responsables : le gouvernement autoriserat-il le renouvellement des ordinateurs américains existants par matériels plus puissants 🔳 🖿 même origine qui um la préférence scientifiques, ou imposera-t-il le matériels français? De toute manière, souligne le profes-Chevalier, cette modernisation conditionne le développement d'auactivités scientifiques tributaires la présence d'un puissant centre calcul comme le pôle d'informatique par l'image ou l'installation | l'institut | physique | globe du centre du réseau national 🔤 🚃 veillance sismique

JEAN-CLAUDE HAHN.

# Culture bilingue, culture vraie

ditif gouvernemental revêt un aspect forter L'ensemble du dispositif gouvernemental revêt un aspect fortement teinté d'économie : industrie, équipements, recherche, formation, technologie. Volontairement ou non, il loisse es grande partie de côté le fait culturel et linguistique, particulièrement vivace, pourtant, en Aleace, M. Pierre Klein, secrétaire général du Monvement pour l'autogestion culturelle en Alsace, plaide notamment, dans l'article ci-dessons, pour une recommissance officielle du bilinguisme.

EPUIS 1945, date à laquelle cle Schickele et Univi Geranchtig-l'Asace pouvait enfin keit Mouvement renouer avec la francopho-nie, les Alleman n'ont cesse de s'exprimer majoritairement en faveur d'un enseignement précoce de l'allemand, soit au travers de sondages ou d'enquêtes, soit par l'inter-médiaire de leurs représentants aux raux du Bas-Rhin et du Hant-Rhin conseils generative.

tion alsacience n'était véritablement. portée que par quelques groupus-cules qui n'ont pas réusai à élargir leur base, sans donte parce que l'analyse qu'ils faisaient de la sittation était trop calquée sur celle de l'entre-deux-guerres, alors, que les données du problème avaient fondamentalement change.

i événements de 1968 ont contribué en man réveil consciences et à un certain déblocase an niveau du « complexe alsacien ». Depuis, les choses ont pu évoluer positivement mais car freinces par les pesanteurs histo riques et par un patriotisme mal compris. Mais cette leuteur (Gemü-llichkeit) alsacienne permettra d'atténuer les inévitables affrontements et facilitera le dialogue. Cela est moins spectaculaire que les grands rassemblements et moins retentissant que les attentats à l'explosif, mais sans doute plus effi-

Dans les années 70 et suivantes, la revendication alsacienne réussira à faire le lien avec les luttes sociales, écologiques et culturelles et à éviter les pièges de ce que pourraient être un nationalisme alsacien et l'isolement, pour aboutir aujourd'hui à 📟 assez large consensus.

Parmi les artisans de cette revendication davantage culturelle que politique, il convient de citer le Cercle René-Schickele, les trop éphémères Front culturel alsacien et Comité pour le dialecte à le matertion culturelle en Alsace, à côté d'organisations plus traditionnelles comme le SGEN-C.F.D.T., dont les propositions pour l'école en Alsace publiées en 1979 out apporté un souffle nouveau au débat. Des personnalités politiques, des intellec-tuels, des syndicalistes, sont égalo-

ment engagés sur ce terrain de lutte. En octobre et novembre 1981. lors des assises régionales pour la reconnaissance des droits culturels de la population alsacienne, le parti socialiste, le parti communiste, Ecologie Survie, la C.F.D.T., logic Survie, la C.F.D.T., is C.G.T., le SGEN-C.F.D.T., le Cer-

culturelle en Alsace, adoptaient une plate-forme commune de revendica-tions et de lutte (en refusant d'y participer, la FEN se retrouve main-tenant quelque pen isoléo).

onseils genéraux. (majoritairement à droite) adop-Mais jusqu'en 1968 la revendica-taient chacun et à l'unanimité une la plate-forme. Dans ces deux motions comme

dans la plate-forme, on retrouve les thèmes habituels de la revendication alsacienne, en particulier :

- la reconnaissance de la langue régionale (allemand dialectal alsacien et allemand littéraire) comme langue de France ; - l'adaptation de la pédagogie

du français aux réalités linguistiques et culturelles alsaciemes ; - l'initiation à l'allemand dès le

cours élémentaire ; - l'initiation à une deuxième lan-

gue vivante dès la sixième ; - l'accueil à l'école maternelle

dans la langue maternelle ; - des plages d'expression orale en dialocte à la maternelle et au pri-

- l'enseignement de la culture alsacionne à tous les niveaux de la

Sans doute les motifs sont-ils différents pour les uns et pour les autres sans dent man peut-on y voir pour certains une part de surenchère. Il n'empêche que la balle se trouve maintenant dans le camp du pouvoir central. Le casse devraient donc pouvoir évoluer rapidement dans une Alsace où le débat Dans la négative, les responsabilités se situeront facilement.

Pendant le premier semestre de 1982 e nouveau recteur de l'acadé-mie de Strasbourg a organisé une concertation très large devant abou-tir à un projet de circulaire annoucé lors d'une conférence de presse au cours du mois de juin.

Depuis, cette circulaire est enfin - parue. Elle reprend certaines revendication exprimées à l'automne 1981, et, de ce point de vue, elle nous donne satisfaction, au moins dans une première étape. Mais nous attendons toujours que les moyens — budgétaires notam-ment — soient dégagés pour que les bonnes intentions qu'elle contient soient applicables.



ment m lavec les plans Très longtemps, trop longtemps, l'Alsace ne s'am guère

d'aménagement, vivant sur l'image d'une certaine prospérité, et ... ignorée par les décideurs perisiens. C'est ce qu'a souligné un rapport du Comité d'action du département du Haut-Rhin (CAHR) en décembre 1981. ∢ La fragilité actuelle de l'économie alsocienne est en grande perin la résultat de la politique nationale demière il reposé, è partir du début des années 70, sur le pari Dumi avait acquis un potenti propre III développement et d'attraction suffisant pour s'adapter, sa ranouveler, sa diversifier, sa développer sans avoir besoin d'apports extérieurs. (...) Mais III pari a

Pour me part, avec mes amis, l'avais dénoncé depuis 1977 les carences, les affaiblissements structurels de l'économie alsacienne, mais on ne nous écoutait pas.

Des rapports officiels reconneis sent qu'avec une quasi-absance d'industries de pointe et la faiblesse de la recherche-développement, un risque de « paupérisation technologique » apparaît clairement. De plus, l'Alsace subit directement le contrecoup de la dégradation de la situation économique Illumination et, decuis peu, d'un retoumement de la conjoncture en Suisse.

pour masquer ses propres faiblesses, son mutisme du passé, son entière responsabilité, crie aujourd'hui au CIAT. Elle avait étaboré, en 1976, un schéma d'orientation et d'aménage-

Qu'a-t-elle fait au-delà schémas et des discours ? Pourquoi les grands groupes français, pendant la période de croissance, ne se sontils pas diversifiés en Alsace ? Pourquoi les industries à haute technologie ne se sont-elles pas installées nous ? Pourquoi certaines grandes entreprises locales n'ontelles pas investi pour se moderniser poser ces questions et situer clairement les responsabilités.

Quant au CIAT sur l'Alsace, il fait suite aux assises régionales de la recharche et de la technologie et s'inscrit pleinement dans les lois-cadres sur la recherche, sur la planification nationale, sur les plans sectoriels (mécanique, machines-outils, machines textiles, robotique, informatique...) et les orientations budgétaires en faveur de l'industrie.

C'est austement pour éviter cette « peupérisation technologique » et veloriser les atouts de la région que les décisisons gouvernementales sont décisives, notamment au chapitre de la recherche et de la technologie, de l'industrie, de l'artisanet (Centre technique d'adaptation et d'innovation de l'artisanet) et de la

1

ÉTRANGER

## M. de La Madrid a choisi la rigueur au risque d'aviver les tensions sociales

Mexico. - Entre Noël at le Jour In l'an, le président du Mexique a envoyé au Congrès, qui s'est empressé de l'adopter, une proposition de loi visant I la reprivatisation partielle des banle 1º septembre. Maniant autant que son prédécesseur, l'art de la surrise, mais I d'autres fins, M. de La Madrid I déposé un texte que personne n'attendait sur le

Les principales dispositions du cession 1 3 % du capital 1 banques transformées In - sociétés mu tionales de crédit ., le gouvernepropriétaire 🕶 🕏 des parts, dites de série « A ». Les mine el série « B » pourront and demand soit par le gouverne-Les municipalités ou autres manh administratives, ainsi que par 🕍 employés 👫 banques ou plus simplement - les utilisateurs ». Harmin In gouvernement, aucune entité, ni physique 📾 morale, ne pourra détenir plus de 10 des ac-

tionales de crédit sera confiée I un directeur général nommé par l'exécutif M à manuf directeur. Les deux tiers de ses militaria représenteront les parts « A » et 📓 reste, 🖾 - B . Parmi les qualités requises pour faire partie du comité directeur, - l'expérience dans Ni domuse économique u financier . figure au premier plan, ce qui devrait france le mousy, di lide di leur compétence, des propriétaires

Les Manin du projet - m du P.R.I. an en avant la = demarmillauish - et l'- efficacité -, en Salatini prilate Sussi in Salatini des charges par l'Etat.

### La forme et le fond

Le mitaletten des francisis a, musi sa part, annonce que les 🍱 🌤 ne semien pu - les au hasard, per les secteurs 🚅 🚛 (syndicats...) 📹 régionaux (Etats, municipalités) seraient privilégiés. milieux d'affaires ne venant qu'après.Les porteparole du secteur privé se sont, en tout cas, rejouis in min man ils ont eu avant les députés.

La droite politique s'est félicitée 🚢 ce qu'on lui rende raison. Il est 🖡 remarquer cependant direc-Monterrey, seconde ville i pays, ■ accusé la mesure | | populiste et démagogique, puisque les classes populaires n'ont and d'argent pour scheter les actions et que les entre-

bureau de la Chambre des députés le IV en fin de soirée. Le 30, dans matinée, il avait discuté en commission, puis adopté par 🖿 deux Assemblées. Le Sénat, où le parti révolutionnaire institutionnel (P.R.L) est seul représenté, a même voté le texte en moins d'une demi-heure après qu'un seul orateur en ent défendu le principe. Cette modification, surve-

De nous correspondant

s'associer avec la gouvernement

Cependant, La critiques a'out

manqué dans en per qui, dans son

ensemble, avait bien accueilli la na-

tionalisation and banques. Elles

partis de gauche II

même de certains membres il

P.R.I. Fait exceptionnel, cinquante

députés du parti gouvernemental

du La première critique tient

la forme ; le dépôt du texte par sur-

prise sur les bureaux de la chambre

dans des délatiqui empêchal

discussion a a pas

Les critiques in fond portent sur

M stratégie économique III gouver-

manut et un le manu politique

fait I la droite. Beaucoup atten-

daient des banques nationalisées

qu'elles deviennent l'instrument

d'une politique 🍱 développement

différente Malla qui, malgré le pé-

trole, a mené le pays à la crisc. Il

reprochent aufourd'hui au

ment de fonder, comme le précé-

dent, sa stratégie de développement

teur privé. Celui-ci conserve en effet

le carpen d'Indie les banques I sui-

vre h maken politique per le

passé grâce à sa participation ou ca-

pital et à la france des nouvelles

La critique politique tient au = re-

- opéré qui ne saurait qu'encou-

le secteur privé. Cartilla crai-

we simple étape. Ils se limber pur

milm adoptées en illianim un pro-

position de M. de La Madrid n'in-

cluent pas 🔤 banques dans 🖂

compétence l'Etat.

Modernisation >

du service public 🚵 🕍 banque 💶 🖍

crédit », qui vient couronner la fé-brile activité du la décembre,

à l'avantage d'aider à mieux

la politique qu'entend manuel in nou-

velle équipe. La ligne de fond 📖 🖿

s'agit en les que de prolonger un ef-

La W portant - reglementation

le fait que les les constitution-

de imile

sur une alliance étroite avec le 💳

on linefficacité ».

preneurs m 👊 pas s'aventurer 🕯 années, en insistant | i' efficacité » lu um la « démocratisation ». BIMA EMU qui avec « rigueur » M austérité », émaillent M plus fréquemment im discours officiels. 'efficacité chann n'est per rele co la lutte menn l'injustice le la lutte du développement économique plus classique, le plus libéral. La 🝱 pour le moment, d'un style plus ouvert l'égard de la presse et de l'opposition et de promesses d'une plus ample participation lie citoyens, management

> La stratégie à court terme du préhad on marinant claire. Trail fait evec une la la sans faille pour relancer l'économie et mdonner confiance au privé étrangers.

### La poids des jeunes technocrates

Parmi les gestes principaux, on la réintégration dide la Banque instribi de Mancera (chassé de ce même s'opposait | l'établissement du ranifile des changes), l'assouplissement du marifi des changes ; les sant I l'a la règles de l'acceptant ment de l'immerit michi il consa-1917, le rôle du secteur privé dans la sion du contrôle des prix en vigueur depuis l'arie dernier sur près de cinq mille produits : la réduction des dépenses de l'Etat et l'application rigoureuse im mesures exigées der in F.M.L. Seal revent in la médaille pour le moment : la main du système filed qui devrait frapper plus lourdement 🖿 plus riches 🖻 la suppression de l'anonymat 🜬 🖛

Aux couches moyennes durement frappées économiquement, M. 🌆 La Ministed offre essentiellement im perspectives modernisation politique per la modernisation p et la = moralisation » de la vie publique. Aux plus pauvres, il promes de s'efforcer de limiter les Mad de l'in-

nant moins de cent vingt jours après la natio-nalisation décidée par M. Lopez Portillo et dont M. Miguel de La Madrid avait affirmé qu'elle était irréversible, a suscité un certain malaise qui pourrait avoir des cons assez graves. M. de La Madrid a choisi de mener une politique économique de rigueur au risque d'aviver les tensions sociales.

> flation galopante (plus 1982), controlant prix quelques produits on première né-cessité, et un chômage en créant de emplois de campa-gnes et dans les zones urbaines marginalisées. Après la Constitution le dra la santé, il annonce pour bientôt un ambitieux programme destiné à ambitieux programme destiné à ambitieux programme dans destiné à

En fait, M. de La Madrid a choisi la rigueur économique au risque de ions sociales, avec l'espoir que le redémarrage arrivera suffisam tôt pour enrayer une éventuelle explosion. Dans son message de nouvel An, le 4 janvier, il a appelé à la d'un solidarité ». Je un gouvernement ferme et fort, mais je regrette totalement un gouvernement autori-taire », a-t-il déclaré avant de proplus d'ordre, plus d'efficaattendant des jours meilleurs, et pré nistie mécontentement, s'appuyer, en partie du moins, sur la bureau tie politique, notamment sur les syn-dicats et l'aile gauche du parti offi-moins os que semble indiquer la constitution, contrairement à ce que la la médition, d'un cabinet ho-mogène où prédominent les jeunes technocrates à formation économi que acquise à l'étranger.

La reprivatisation partielle des banques peut servir à confiance au secteur privé; mais du P.R.I., même si les plus amera ont choisi de se manifester discrète ment. L'ensemble du système politique a 65 mis i l'épreuve. Ayant, en quelques semaines, changé deux fois de cap, il a monqu'il and plus pour fonction d'occaper le pouvoir que d'incarner un projet. Après avoir colleboré sans stoire avec les banquiers pendant des années, la la même qui les vousient aux cérémonte en septem-bre, ont du publiquement se l'élici de leur retour aux affaires en décembre. Voils qui ne saurait renfor-cer la crédibilité d'un système qu'on essaye par ailleurs de rajeunir en le moralisant ».

FRANÇIS PISANI.

### DANS SA « LETTRE D'INTENTION ■ ADRESSÉE AU F.M.I.

### Le Brésil s'engage la prendre de sérieuses mesures de redressement

faire face i sa crise de liquidités, apportant une dette extérieure de l'ordre de 80 milliards de dollars, le Brésil devra se conformer aux exigences du F.M.L. pour obtenir des crédits de plus de milliards de dollars en trois ans et conserver la confiance de ses bailleurs de fonds européens, américains et japonais.

Le brésilien, avait mé pendant plusieurs mois, avec vigueur, la nécessité d'un recours au F.M.I., a pris formellement l'engagement, dans sa lettre d'inten-tion adressée au directeur du F.M.L., M. Jacques de Larosière, de mener une politique d'austérité visant à réduire les dépenses publiques et le rythme de l'inflation.

Tout d'abord, le Brésil s'engage à réduire, un 1983, le déficit, en compte courant, de sa balance des paiements à 7 milliards de dollars, oit 2 % du produit intérieur brut (PIB), puls # 1,5 % et 1 % an cours des deux années suivantes. En 1982, le déficit en compte courant a at-teint 15 milliards de dollars, soit

près de 5 % du PIB. Les efforts principaux porteront sur le secteur public, et la politique des grands projets sera considérablement ralentie en 1983. Le taux d'inflation, qui a atteint 99,7 % en 1982, devrait être ramené II 70 %, tandis que les exportations restaront une des priorités. Les autorités brési-liennes espèrent un excédent com-mercial de 6 milliards de dollars en 1983, contre 775 millions en 1982 (les prévisions étaient de 3 milliards de dollars) en appliquant une « politique de change adéquate et une vaste assistance financière et techni-

Les premières mesures d'austérité envisagées en la autorités brési-

Brasilia (A.F.P.). - Incapable de liennes concernent le déblocage des prix de certains produits de base comme les dérivés du pétrole, de manière à réduire la consommation et par conséquent, les importations prix du blé et la réduction des subventions accordées aux producteur de sucre touchés per la crise interne tionale dans ce secteur.

Les recettes du gouve déral devraient considérablement augmenter par l'introduction d'une réforme fiscale grâce à laquelle on espère recueillir l'équivalent de 1 %

Les Brésiliens, qui s'attendent à une augmentation générale des tarifs publics, craignent en outre que la situation économique du pays ne conduise il une modification du calcui de l'indice des salaires et n'estraine une dimination de leur pos voir d'achat. Sur ce point, la lettre adressée au F.M.L. reste vague.

A l'exception des travaux complé mentaires de la centrale hydroéleo trique d'Itaipu et de la mise en route du projet Carajas (exploitation du plus grand gisement de fer du monde et implantation d'indus-tries), pour lequel les fonds on déjà été obtenus à l'extérieur, les autres projets seront retardés. Le programme de construction de nou velles centrales nucléaires dans le cadre de l'accord de coopération germano-brésilien sera la première victime de ce plan d'austérité.

Le Brésil recevra une première tranche de 401 millions de dollars dans le courant du mois de février de la part du F.M.I. et obtiendre trois autres tranches équivalentes d'ici à la fin de l'année.

### **EN ITALIE**

### Les mesures d'austérité décidées par le gouvernement provoquent une importante agitation sociale

De notre correspondant

Rome. - Le gouvernement Fanfani a adopté, le 7 janvier, la seconde partie de son programme économique et financier déjà marqué la semaine dernière par un premier train de mesures d'augmentation de la fisculité indirecte. Ce même vendredi s'est développée dans toute e péninsule, pour la seconde journée consécutive, une vague de grèves et de manifestations de protestation qui, à Rome notamment, a donné lieu à des incidents avec les carabiniers.

Le programme gouvernemental 71 000 milliards de lires (1) en 1983 (le niveau déjà considérable atteint l'année passée) grâce à une réduction des dépenses et une augmentation des récettes jouant sur une somme de près de 20 000 mil-liards. Parmi les principales déci-tions figure l'approbation d'un projet de loi d'impôt extraordinaire s'ajoutant à l'impôt local sur les revenus. Ont en outre été retenues des augmentations des contributions des assurés sociaux en matière de santé (médicaments et visites médicales spécialisées). En revanche, a été remise à plus tard la mesure prévue de non-remboursement du premier jour de maladie. Le ministère des finances a enfin institué des mesares cenales pour certaines fraudes fis-

La manonivre du gouvernement a donné lieu, comme le 6 janvier, à une vague de protestations de la part des syndicats, mais certaines manifestations out apparemment échappé au contrôle des directions. A Rome, tandis qu'un cortège d'un millier de personnes s'approchait de la présidence du conseil, les carabiniers ont chargé. Sept personnes ont été blessées et deux arrênées au

En Grande-Bretagne

LE CHOMAGE ATTEINT 13,3 %

DE LA POPULATION ACTIVE

La chômage britannique a

cembre, atteignant is chiffre de

population active, selon les sta-tistiques publiées le 6 janvier par

le ministère de l'emploi. Ce résul-

tat en augmentation de 339 000 par rapport e novem-

En plus du nombre de chô-

meurs ayant droit à des alloca-tions, on estime à 100 000 le

nombre de personnes sansem-ploi, non incluses dans ces sta-

tistiques depuis l'instauration du

nouveau système de comptabili-

nouveau système de comptabili-sation du chômage. Le précédent record avait été établi en sep-tembre 1982 avec 5 066 168 la nouvelle méthode de comptabili-sation, 3 343 075, la l'an-

cienne méthode. ~ (A.F.P.)

cours de la bousculade, Pendant deux heures l'aéroport de Rome a été occupé.

A Milen, pendant toute is matinée cinquante mille travailleurs de la métaliurgie, de la chimie, des transports et des banques ont manifesté dans le centre de la ville en une sorte de grève générale. Manifesta-tions également à Génes, Naples et Les manifestations syndicales de

प्रस्कृत

REPORTED IN

 $\mathcal{M} = g$ 

ces deux derniers jours ont provoqué polémiques et tensions au sein de la direction des confédérations et des partis politiques. En témoigne le renvoi, à ce samedi 8 janvier, de la réunion de secrétariat unitaire pour décider de nouvelles formes de lutte. Toutefois, alors que le ministre de l'intérieur avait rappelé jeudi les li-mites acceptables de la contestation, le lendemain, se sont produits de nouveaux incidents qui ont aggravé

les tensions entre les directions syndicales. Pour M. Benvenuto, secrétaire général de la UIL, « occuper les gares et les aéroports conduit à la défaite du mouvement ouvrier ». Selon lui, le parti communiste n'est pas étranger à l'agitation incontrôlée qui s'est développée ces derniers jours. Le secrétaire de la G.C.L.C. M. Lama, en revanche, a souligné: Il est juste de développer actuelle-

ment l'action syndicale. > Le plus radical dans son soutien de la revendication actuelle est le P.C.L II a en effet rout int sayer d'atiliser l'agitation pour ap-paraître comme le seul et le vrai défenseur de la classe ouvrière en cherchant à déplacer vers lui la confiance de la base. L'expérience de la lutte à la Fiat il y a deux ans, qui s'est conclue par un recul du syndicat après la « marche des aunrante mille », tend à démontrer que cette stratégie n'est pas tonjours

pavante.

Ce qui inquiète aujourd'hui cerd'une partie des manifestants : ou peut penser que l'intervention des carabiniers à Rome a été due au petit nombre de personnes formant le cortège cat à Trente une manifestation également violente, mais plus nombrouse, n'a provoqué aucune réaction des antorités. Inquiètant également est le caractère anti-P.S.I. qu'ent pris certains monve-ments comme à Gênes par exemple. Autant d'éléments qui risquent d'isoler les syndicats du reste de la

population. Ce qu'ils venient éviter. PHILIPPE PONS.

### LE CHOMAGE AUX ETATS-UNIS

## Les « principes » de M. Reagan

(Suite de la première page.)

Marie i plus long terme, im possibilités d'amblement apparaissent limbles. Ne muhan qu'à come de l'augmentation 🌆 la productivité 📹 Selon l'office budgétaire du Congrès, la gie microélectronique i elle imit fe-rait perdre 3 millions d'emplois aux Etats-Unis seem la fin de se

Cependant in all and in the mage n'ont et de l'ul best qu'à 5,6 millions de personnes m décembre, ce qui scal dire que 11 1 personnes sans emploi n'en de pas, parce qu'elles ne correspondaient pas aux meters redui on avaient dépassé la durée légale. S'y ajoutaient 1,8 million « travail-découragés » (+ 0,2 million en décembre) — chiffre jamais vu n'ayant déposé une de-

Le système américain assez compliqué. Il s'agit de cinquante programmes - aux cinquante - qui fonctionnent, avec find de Washington, sur la de cotisations patronales. L'allocation hebdomadaire de 115 Marie (765 francs) par semaine, mais avec de grandes dispa-rités i 240 dollars dans le Massachu-

La diude minimum de l'abb 🖘 également intermedit Cela ma de vingt-huit - en Virginie occià moins d'une de la plupart the sea let blisming and service nendant vingt-six Lorsque survient une récession, un programme exceptionnel permet de délivrer in prestations pendant in in 🖦 supplémentaires. 🗏 🛍 il faut alors que le degré de chômage l'Etat i réponde l'a critères fédéraux Iral précis.

Il faut mini que les activités locales... disposent les hole man-Jusqu'à présent, le empruntaient was problème au gouvernement de Washington. Celui-ci 🖿 réclamait pas 📆 🚾 🚾 👊 oubliait > même parfois le capital.
 M. Reagan 
 ■ mis fin à ce laxisme. En fixant intérêts, en réclamant les prêtées en d'ailleurs plus des prestations i trentenenf whether

Le Congrès a un peu assoupli la l'été dernier en une rallonge provisoire can a dix se-maines, valable jusqu'au II mars prochain. Mais même avec sure, la situation est pire qu'au cours guerre: 76 % La litaria recevaient une allocation - février 1976, 47 T all-

### Taxer les prestations

d'en vouloir à M. Reagan – et au Congrès qui de propositions. On par exemple qu'un programme d'assistance nexe, concernant les ouvriers licenciés à cause des importations, a été extrêmement \*\*\*\* : son budget \*\*\* de 1,5 milliard de dollars 1981 à 50 millions de dollars en 1983. En outre, ■ système de formaprofessionnelle il y a dix (Comprehensive Employment Training Act) a Ce n'est plus le gouvernement qui li finance, mais i entreprises privées. Autant dire qu'elles généreuses et ne s'intéressent

qu'aux travailleurs | plus qualifiés. D'autres coupes budgétaires, trait des programmes so-

cieru (genre him diamaire gratuits), and wivement ressenties, De nombreux a'ont plus tout m'a provoqué jusqu'à pré-sent d'agitation violente ou même de d'ampleur nationale, Faut-il l'attribuer aux doubles emplois dont bénéficiaient certaines fa-milles? A la faible inflation qui a revalorisé les prestations? ou simplement au « modèle américain » et à son légendaire optimisme ?

Les chômeurs privés de travail depuis plus de six mois ont pourtant at-teint un nombre record : 2,6 mil-lions. Cette catégorie est en progression depuis 1967, selon une courbe en zigzags. Les « chômeurs longue durée » ont diminué sensiblement durant la deuxième moitié des années 70; mais on a assisté ensuite à une sorte remontée, surtout à par-tir de janvier 1982. Rien d'étonnant : cette huitième récession de l'après guerre dure depuis un an et

Si M. Reagan n'a pas volé au se-cours des chômeurs, c'est pour des raisons budgétaires, mais aussi par principe: il estime que les alloca-tions incitent à rester sam emploi. Leur montant moyen n'est-il pas à peine inférieur au salaire minimal? Cette philosophie amena récemment la Maison Blanche à envisager une mesure andacieuse : l'imposition des prestations. De quoi rapporter quel-ques 2 milliards de dollars par an au budget fédéral, en d'étendre le principe à d'autres types de pensions... Ce projet a hurler la centrale syndicale A.F.L. C.I.O. une partie de la classe politique. On

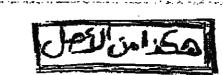
l'a rangé dans া placards. Faut-il - emplois publics pour combattre le chômage? Les syndicats le le avec insis-🔳 Ils avaient réussi 🛚 💵 convaincre la Chance les repré-

restaux et même le Sénat, qui compte une majorité républicaine. Chacune de décembre un programme en ce sens. M. Reagan menaça alors d'opposer son veto à l'en-semble de la loi de finances 1983, faisant valoir que ce genre de projet aggrave le déficil fédéral sans donner les résultats escomptés. Ne fautil pas 20 milliards de dollars pour abaisser le chômage d'un seul point en pourcentage? Les sénateurs et les représentants s'inclinèrent, à la grande surprise des syndicats. La loi de finances ne contient qu'une modeste taxe sur l'essence, pour finan-cer de grands travaux routiers, dont on donte fort qu'elle créera 320 000 emplois en cinq ans, comme le soutiennent ses promoteurs.

L'A.F.L.-C.I.O., forte de ses treize millions de membres, se bat pour que le nouveau Congrès prenne à bras-le-corps le problème de l'em-ploi. Étant entendu que « la politi-que de M. Reagan a totalement échoué » et qu'il n'y a rien à en at-tendre. Pour venir en accourt de tendre. Pour venir au secours des chômeurs, la centrale syndicale réclame une assurance médicale et une extension uniforme des allocations à soixante-cinq semaines. Et pour diminuer le nombre des chômeurs, elle propose des créations d'emplois publics, l'abaissement des taux d'intérêt et diverses mesures otectionnistes, notamment dans

Sera-t-elle entendue? M. Lane Kirkland, qui n'a rien d'un révolu-tionnaire, déclarait le 3 décembre : · Si nous arrivons à la conclusion que les troubles dans la rue sont le seul moyen de retenir l'attention des responsables, nous les organiserons. Et je le regretteral. »

ROBERT SOLÉ.





**v d**e sérieus

Control of the Contro

20 CM

Retriction to the second secon

All and ...

24000

All the second

Per & ---

NAC YES

Market Control of the Control of the

Andrew Control

STEEN SECTION SECTION SEE

WW SOLVENSON

THE RESERVE AND A SECOND

A Comment of the comm

Record to the second

Fig. Vistoria

87% H. 31

支養工一

SUPER HE SHE

Street Live Co.

通磁 化化化

我 拉士化

ALCON IN .

A 4 " ...

Billion of the

600 Sec - 60

State of the

There is

भवा चार क

200

Section 1

200 B 100

App. 1256 1

tended the con-

N 4 85 1

عجوز نيين

a grandina

金 さか

الإخلالية. 6

State of the second

. .

WE I

The same

Se taken . . .

A 15-

water a

---

1240 T

at .

BATTY - -

et an

4-30

1 to 10 to 1

Company of the

Anger - - ·

MATOR FORES

tement

Allerta .... TATE ANTON ST. P. P. 45

### L'ARABIE SAOUDITE BAISSERA-T-ELLE LE PRIX DE SON PÉTROLE ?

### La crainte de la « glissade du singe »

Il était rare, pas dernières aq-ment ne pousse pas à la consom-mation. La demande de fuel donees, que les dirigeants des compagnies pétrolières réunies dans l'ARAMCO pour exploiter le pétrole saoudien négocient tous en-semble avec Cheikh Yamani. Et pourtant, ils étaient tous à Génève, MM. Clifton C. Garvin, d'Exxon, John McKinley, de Texaco, William Tavoulereas, de Mobil et George Keller, de Socal, appelés en grand secret par le ministre d'Arabie Saoudine en début de semaine pour étudier l'évolution du marché et préciser leurs engagements pour 1983.

- Cas compagnies, qui enlejour de pétrole du royaume II y a trente mois, n'an achétent plus guère que 3, ce qui oblige la société nationale Petromin à multiplier les ventes directes. Sans grand succès. Et encore, les membres de l'ARAMCO estiment is perdre chaque jour de l'ordre de 13 millions de doiiars, du fait d'un prix sacudien supérieur au cours du marché. Il est vial que, selon la revue spécialisée Petroleum Intelligence Weakly, le brut vendu par l'OPEP repose désormais pour 60 à '70 % sur un prix intérieur à la base respectée par Ryad de 34 dollars par baril. Et les rabels s'étagent de 1,5 à 4 dollars seion le pays.

Or rien n'indique que le merche pourrait se retourner. Non seulement la crise économique mondiale dura, mals l'hiver clé-

mestique en décembre aux Etats-Unis était inférieure de 40 % à ce qu'elle était à la même période de 1981. Et en France où la température est supérieure de quelque 2 degrés à la moyenne des trente demières années, les livraisons de fuel oil ont été les plus faibles relevées pour un mois de novembre, et le recul per rapport à novembre 1981 a atteint 26,5 %. Le printemps qui, pour les pays pétroliers, commence dès le

début de mars risque donc d'être

particulièrement dur. Les compa-gnies américaines ont-elles pour sutant réclamé à Cheich Yamani - comme on l'affirme à New-York et à Londres - une beisse du prix saoudien. ? Sans doute sa sentent-elles pénalisées par l'obligation dans laquelle elles sa trouvent - pour préserver leur avenir dans ce pays aux réserves pétrolières immenses — d'enle-ver des quantités non négligeables de pétrole à un prix supérieur à celui du marché. Mais elles ont bénéficié pendant de longs mois en 1980 et 1981 d'un brut saoudien bon marché. En outre, elles produisent à elles quatre près de 600 millions de tonnes d'or noir de par le monde - dont une centaine aux Etats Unis où les prix sont libres - et elles ont donc tout intérêt à ce que les Saoudiens tiennent les

### Ryad hésite

Votà sans doute pourquoi les milieux pétrollers parisient ces jours demiers our une baisse très modérée - de l'ordre de 1,5 dollar par berii - du prix de référance de l'OPEP. Una manière pour le royaume de mettre en garde les pays les plus indisciplinés de l'Organisation sans pro-voquer un choc excessit. Mais consécutivement les émirats arabas unis. Catar et l'Arabie Secudite, que l'on pensait d'accord our un tel mouvement, out réaffirmé leur volonté de tenir le prix de 34 dollars par banil, Et la réunion des six ministres du pétrofe du conseil de coopération

du Goife qui deveit se terer le 8 janvier à Manama pour décider d'une telle baisse a été reportée de huit jours.

prix à un niveau rémunérateur.

Visiblement, Ryad hésite. Nul ne sait quels seraient les effets politiques d'une réduction des prix sacudiens. Et qui peut dire si un tel mouvement n'entreînereit pas inélugablement les prix pépert français, sans doute fin joueur de go, qualifie de « glis-sade du singe ». S'il ne réagit pas, le royaume devra cependant accepter de voir sa production chuter à 4 millions de barits par jour quand elle était encore de plus de 10 millions il y a trente mais. - B. D.

### PHILIPS PETROLEUM RACHÈTE GENERAL AMERICAN OF

Philips Petroleum, considérée comme la quinzième société indus-trielle des États-Unis et la neuvième société pétrolière, va racheter par étapes une autre société pétrolière, General American Oil, Sur la base d'un prix moyen par action de 45 dollars, le cont de l'acquisition s'élève à 1,14 milliard de dollars.

General American Oil, dont les bénéfices pour l'exercice 1981-1982 se sont élevés à 61 millions de doilars, sur un chiffre d'affaires de 348 millions de dollars, faisait l'objet d'une offre publique d'achat de la part d'une compagnie concurrente, Mesa Petroleum. Celle-ci, qui souhairait acquerir au moins 51 % des actions de General American Oil, a été contrée par la société convoitée elle-même, qui avait offert de racheter le tiers de ses propres ac-tions. Finalement l'accord de rachat total par Philips Petroleum met fin à la tentative d'O.P.A. Mesa, qui annonce avoir gagné dans cette brève poération financière 44.9 millions de dollars, s'est engagé à ne pas s'intéresser au capital de General American Oil pendant cinq ars.

Pour Philips Petroleum, qui a réalisé un bénéfice de 879 millions de dollars au cours du dernier exercice avec un chiffre d'affaires de près de 16 miliards de dollars, l'acquisition de General American Oil représente une angmentation des réserves en hydrocarbures du groupe de 11 %, et un accrossement de la production de gaz naturel et de pétrole de 15 %.

# LENTILLES SOUPLES ADAPTATION COMPRISE

ORLEANS OPTIQUE 15 bis. avenue du Général-Lectere 75014 Paris 7.00 : 327-20-18

### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

ACTE	Au 30-12-1953
1) OR # CRÉANCES SUR	
L'ÉTRANGER	253 757
dent:	
	470.004
• 🔐	170 554
Disponibilités à vue à	
February	11 515
	58 425
. ECU	
Aventee au Fonds do sta-	

2) CRÉANCES SUR LE YRÉ-SOR ..... Concours au Trésor 3 CRÉANCES PROVENANT

84 163

592 526

11 286

70 570

183 334

D'OPÉRATIONS DE REFI-MARCEMENT ..... 4 OR ET AUTRES ACTES DE RÉSERVE A RECE-

VOIR DU FECOM ..... 5) DIVERS .....

PASSE 1) BELLETS EN CRCULA-Z) COMPTES CREDITEURS

TRÉSOR PUBLIC ..... COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMI-QUES ET FINANCIERS ... doot :

Comptes courants des à la constitution de 5) ECUS A LIVRER AU FECOM 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUA-

TION DES AVOIRS RÉSERVE .... 8) DIVERS .....

### SOCIAL

### GRÈVE-BOUCHON A L'USINE RENAULT DE FLINS

## Les revendications de deux cents grévistes sont « démesurées », affirme la direction

De nos correspondents

Malgré le retour à des négociations samedi entre syndicats et direction, le travail a peu de chance de reprendre, lundi 10 janvier, à l'usine Remante de Plins où une grève à l'atelier de peinture bloque la production depuis jeudi 6 janvier après-midi. Quelle que soit l'issue des discussions, la remise en route de cette usine employant dix-huit mille salariés et le réapprovisionnement des chaînes nécessiteront, selon la direction, une journée environ de chômage technique.

moderne qui, jusqu'eu debut

de 1982, fabriquait des barrières de protection nucléaire.

Devant l'aggravation de la situa-tion à la CERAVER, le maire de

Tarbes, le conseil général, M. Alex Raymond, président du conseil ré-gional de Midi-Pyrénées, sont inter-

M. Chevènement et auprès du pre-mier ministre. Une entrevue à Mati-

Les droits nouveaux

des salariés

LA C.G.T. PROTESTE

**CONTRE UN PROJET** 

**DE DÉCRET** 

**DU MINISTÈRE DU TRAVAIL** 

Dans une déclaration diffusée le

6 janvier, le bureau confédéral de la

C.G.T. affirme que - les décrets

proposés par le ministre du travail pour la représentation élue du per-

sonnei (délégues du personnei, co-

mités d'entreprise) marquent un re-

cul et s'inscrivent dans un sens

opposé aux orientations législa-

tives. En prévoyant une nouvelle ré-partition du nombre des élus, ces p

ropositions aboutissent à la sup-

pression de plus de quarante mille élus des travailleurs dans les entre-

prises de moins de mille sept cent

De son côté, le ministère du tra-

vail indique, dans un communiqué

que ces projets de texte font actuel

lement l'objet d'une - consulta-

tion - avec les partenaires sociaux et

« déplore qu'une organisation (sans tontefois pommer la C.G.T.) ait cru

devoir abandonner la discrétion

d'usage en la matière ». Il affirme

ensuite qu'une - pratique correcte

de la concertation - est nécessaire à

l'élaboration de • textes sérieux et

ter à l'opinion une vision abusive-

tions et les moyens nouveaux désor-

mais attribués par la loi aux repré-

Enfin, le ministère se refuse à

sentants du personnel ».

cinquante salariés. »

responsables ».

mus de toute argence auprès de

La grève déclenchée à l'appel de mandes, une deuxième usine ultrala C.F.D.T., majoritaire dans ce secteur, est suivie par deux cents des mille salariés de l'atelier de peinture, où passent chaque jour les mille six cent cinquante R 5 et R 18 produnes à Flins. Pour la direction, les grévistes ne sont qu'une centaine

mais constituent « un noyau dur ». La C.F.D.T. réclame le déblocage des coefficients salariaux, une prime mensuelle de 300 F pour tous, une augmentation du temps de douche en fin de service et une hausse de 50 % des primes de nuisances allouces aux ouvriers qui travaillent dans le bruit et les mauvaises

La direction de Renault, surprise par cette grève-bouchon, estime ces revendications à la fois « démesu-rées et irréalistes ». Elle fait remarquer que plus de six cents des huit cent vingt O.S. sont passés P.1 en

Discrètement du côté de la direction, à mi-mot du côté de la C.G.T., et ouvertement à la C.G.C., on re-proche à la C.F.D.T. de faire du clientélisme et de l'électoralisme à l'approche des élections au comité d'établissement, qui auront lieu en février prochain. M. Daniel Richter, délégué C.F.D.T. et principal animateur des grandes grèves déclen-chées à Renault-Flins depuis dix ans, s'en défend. Il affirme que le conflit est parfaitement justifié, que le mécontentement des ouvriers de l'atelier de peinture est grand depuis longtemps, et que, pour cette raison, le conflit risque d'être dur si la di-rection ne cède pas. Et la C.F.D.T. n'a pas hésité à annoncer, vendredi. que la direction avait, ni plus ni moint, menacé de lock-outer le per-sonnel, ce qui fut aussitôt démenti par les dirigeants de Renault, dis-

posés à négocier. La C.G.T. observe le développement du conflit, mais ne fait rien qui puisso envenimer les choses. Pas de banderole, pas de meeting entre les chaînes ou dans les cours, pas de débat aux réfectoires, encore moins de foule interpellée à l'aide de hantparleur à la descente des cars. On le voit, les gros bataillons de la C.G.T. ne sont, cette fois, pas dans le coup.

Seuls dans l'usine réduite au silence, quelques dizaines de ponceurs et de pistoleurs bloquent la chaîne cinquante voitures en temps normal. la production est tombée à mille deux cents voitures jeudi et à moins de quatre cents vendredi matin. Et depuis, l'usine, qui fête cette année son trentième anniversaire, s'est fi-

### Effervescence à Tarbes pour le CERAVER

Une nouvelle poussée de fièvre sociale vient de se produire dans les Hantes-Pyrénées et risque de s'amplifier encore d'ici au 18 janvier, à propos du devenir de l'usine de la CERAVER à Tarbes-Bazet, filiale du groupe C.G.E., nationalisé.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. F.O. et C.G.C. se retrouvent au coude à coude. Ils envisagent des sotions des lundi, en raison de ce qu'ils considèrent comme « un nouvequ coup de force » de la part du P. D.G., M. Durand-Rival, dont la C.G.T. demande depuis plusieurs

mois la démission. 7 135 La direction a informé les délégués du personnel que, le 18 janvier, était convoquée à Paris au siège du comité central d'entreprise de la C.G.E., une réunion extraordinaire ayant à l'ordre du jour la procédure juridique portant sur 250 licenciements et l'arrêt de certaines fabrications. Cos 250 licenciements ramè-Tentaient l'effectif de la CERAVER

à moins de 270 emplois. Le maire communiste de Tarbes, M. Paul Chastellain, avait pourtant obtenu à Paris, le 20 décembre, au ministère de l'industrie, auprès d'un des collaborateurs les plus proches de M. Chevènement, l'assurance que tout licenciement serait suspendu jusqu'à l'adoption par le gouvernement d'un plan national de production de nouvelles céramiques fines, fabrication qui devait être confiée à l'usine de la CERAVER de tarbes-Bazet.

Cette usine demeurait dans les Hautes-Pyrénées, qui compte déjà près de 10 000 chômeurs, le seul instrament de production. Celle-ci,

l'ombre

M. Dupeyroux dresse un portrait ceux des fraudés avec beaucoup d'ironie. Quelques personnalités sont même franchement épinglées pour leur complaisance à l'égard de l'occulte. Ainsi MM. Cotta, Crozier,

mer ministre. Une entrevue a Mati-gnon avec M. Pierre Mauroy a été demandée et, en principe, acceptée, pour que s'exprime une délégation de responsables syndicaux, avant la date du 18 janvier, qui, estiment-ils, serait l'avant-dernière étape de la ligidation de l'usine de la CERAVER Landi matin, à l'usine, un arrêt de travail de trois heures a été prévu par l'intersyndicale, ainsi qu'un ras-semblement devant la préfecture de Tarbes lors de la venue de M. Charles Fiterman, ministre des bages par M. Dupeyroux. RÉGIS DAMIEN et GILBERT DUPONT.

Mais le raisonnement est beaucoup plus subtil. Tirant les leçons des expériences passées, trop glo-bales ou trop institutionnelles, qui se sont vidées de leur contenu, M. Dupeyroux vise à l'efficacité. Un constat : il est plus facile de contrôler, si l'on veut s'en donner la peine, les activités occultes de type salarié que de type non salarié. Contrôlons donc plus strictement les premières,

s'agit de faire donner à cette institution toute l'artillerie de contrôle qu'elle est déjà apte à mettre en œudra désormais en faire une déclaration préalable avant le commencement du travail. De la sorte. l'URSSAF sera amenée à caregis-trer toutes les embauches. Quand un contrôleur surprendra un salarié non déclaré, il pourra dresser procès-verbal. A l'heure actuelle, en l'absence de toute déclaration préalable, chaque intéressé peut frauder en

M. Dupeyroux ne s'en tient pas à la seule chasse au travail clandestin. Par l'extension du rôle de l'URS-SAF, il propose un enregistrement général de toutes les entrées et sorties de main-d'œuvre. Cela peut améliorer sensiblement le fonctionnement de la Sécurité sociale.

nales d'assurance-maladie réalisent cet enregistrement une seule fois en Par silleurs, le ministère souligne fin d'année, en demandant à chaque qu'il « n'est pas légitime de présenemployeur de dresser une liste nominative de tous les salariés ayant trament partielle des institutions revaillé dans son entreprise (avec le présentatives omettant l'extension moutant de leur salaire, etc.). Pour du droit syndical, le développement l'administration, le va-et-vient entre des comités d'hygiène et de sécurité les employeurs, les caisses et l'URSet des conditions de travail, de SAF est très lourd. La proposition même que les libertés, les protecde M. Dupeyroux permet d'étaler cet enregistrement des embauches sur toute l'année. L'URSSAF, désormais, grâce à ses movens infor-

### Un plan d'action contre le travail clandestin

(Suite de la première page.)

le travail noir ou clandestir. Où sont les résultats, peut aujourd'hui se de-

En 1980, M. Jean Fau, conseiller à la Cour de cassation, avait produit un riche rapport avec des propositions de mesures qui semblent, à existant entre l'employeur et le salal'usage et a posteriori, avoir eu de rié dans le cas d'activité occulte. quées. En 1983 cette situation s'en-mieux la briser par un moyen qui richit d'une autre difficulté, d'ordre tient du cheval de Troie. Il propose idéologique. Le débat entre « blan- un système de sanction-guillotine en

Le cœur de l'auteur, sans aucun doute, penche du côté des adversaires de la fraude. « Fraus omnia corrumptit - : le civisme est la valeur de base affirmée pour la cohésion de la nation. On ne s'étonnera donc pas de l'appel à un renforce-ment du contrôle lancé sans am-

émoussons les attraits des secondes.

toute l'égalité.

Actuellement, les caisses régiocaisses régionales.

Si cette hypothèse est retenue, l'URSSAF devra modifier ses programmes d'ordinateur et convaincre

### · laisser enfermer la transformation des relations professionnelles dans des considérations exclusivement comptables ». Plusieurs personnalités religieuses apportent leur soutien à M. Pagat.

secrétaire du Syndicat des chômeurs.

M. Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, poursuit à Clichy (Hauts-de-Seine) la grève de la faim commencée le jour de Noël, en souvenir du suicide d'une jeune chômeuse. M. Pagat réclame ane allocation pour tous les chômeurs au moins égale aux deux tiers du SMIC, et refuse toute exclusion du système d'indemnisation. Le secrétaire du syndicat demande à être reçu par M. Mauroy. Les soutiens en faveur de ce mouvement se multiplient. Ainsi M. Paul Abela, le pasteur Pierre Marchand et le Père Gérard Marle out envoyé un témoignage et un appel aux communautés chrétiennes pour soutenir l'action du syndicat. Selon potre correspondant Rennes, Mgr Paul Gouyon. cardinal-archeveque de cette ville, a donné son adhésion au comité de soutien - à l'action courageuse entreprise par Maurice Pagat, secré-taire général du Syndicat des chôavait en effet fermé, faute de com- meurs . Le cardinal Gouyon,

approuve le fait que « les chômeurs prennent en main eux-mêmes la dé-fense de leurs intérêts et protestent contre une répartition aussi inégalitaire des aides collectives ». Il considère que « nul n'a le droit de prendre son parti d'un drame social aussi angoissant pour les personnes touchées et pour leurs familles que l'est le chômage ». Mgr Plateau, évêque auxiliaire de Rennes, a fait connaître également son soutien, selon M. Pagat.

MM. Claude Bourdet et Lauren Schwartz nous ont par ailleurs écrit à la suite de l'article paru le 29 décembre sous le titre - Les combats de M. Pagat ., pour protester contre le ton utilisé par notre collaborateur. Pour MM. Bourdet et Schwartz, les promesses faites aux chômeurs par M. Mitterrand, avant son arrivée à la présidence, - étaient bien plus précises - el - n'ont pas été tenues

se transformer en contrôleurs dres-Depuis des années, les gouverne-sant des procès-verbaux. Ce n'est ments successifs ont, à intervalles ré- pas évident. A chacun son métier, guliers, lancé des campagnes contre disent les récalcitrants. Enfin, quand on connaît la réelle méfiance inspirée par cette institution à de nommander le quidam qui voit se déve- breux artisans ou commerçants, on lopper autour de lui ces activités de pressant la force dissuasive de la déclaration préalable.

Autre cible de M. Dupeyroux : la complicité et la solidarité de fait sérieuses difficultés à être appli- L'auteur suggère de l'attaquer pour chir » ou au contraire réprimer le cas de non-déclaration. Le salarié travail noir ou clandestin prend des concerné demandant que sa situa-altures de choix de société. concerné demandant que sa situa-tion soit régularisée toucherait automatiquement une forte indemnité des partisans des fraudeurs et de forfaltaire - 30 000 F - recouvrée par la Sécurité sociale auprès de l'employeur. Il s'agit donc d'une réparation forfaitaire du préjudice subi par la non-déclaration. Dans ces conditions, le recours au salarié au Drancourt, Ellul, Minc, Rosanvalmettant à la merci de ce salarié. Ap-pel à la délation caractérisée, avaiton protesté il y a deux ans lorsque première fois cette idée. L'argumentation reste valable.

Pour l'auteur, les agents de l'URSSAF sont, sans aucun doute, les mieux placés pour exercer ce contrôle sur les activités salariées occultes. Les inspecteurs du travail sont, en effet, surchargés et la police a des tâches plus importantes à exé-

### L'Etat interpellé

Pour réduire les activités occultes non salariées, M. Dupeyroux, par souci d'efficacité, suggère moins de frapper fort que de - désinciter - . Pour cela, un test d'abord : l'auteur interpelle les pouvoirs publics. L'Etat doit commencer à balayer Arme prioritaire: l'URSSAF. Il devant sa propre porte, faire la chasse au travail noir chez ses fonctionnaires, policiers, pompiers, etc., voire même se décider à surveiller le vre, ou presque. Quelle que soit la téléphone des commissariats pour nature de l'activité salariale. Il fau-mieux piéger les fraudeurs infiltrés dans ces lieux.

> Avec une autre proposition concernant la T.V.A., M. Dupeyroux interpelle directement l'administration des figances. Il s'agirait d'exonérer de la T.V.A. l'artisan travaillant seul, ou avec un unique salarié, ou, encore mieux, les seuls artisans ayant pris un apprenti. Cela pour revaloriser une activité dont les avantages fiscaux n'ont cessé de se rétrécir, au point de menacer parfois son existence et presque toujours les possibilités d'emplois qu'elle pourrait offrir. Dans le même sens. M. Dupeyroux avance d'autres hyes, comme le relèvement seuils en vigueur pour l'application de la franchise ou encore pour les décotes. Cela - serait plus simle et plus respectueux de certaines exigences au niveau européen «.

Une autre bombe à retardement du rapport va faire quelque bruit. Il s'agit de réintégrer le « loyer en nature - - à savoir la valeur locative du logement dont vous êtes propriétaire et que vous occupez, - dans l'assiette de l'impôt sur le revenu. comme c'était le cas avant 1965 en France, comme c'est le cas en R.F.A., en Belgique et dans plusieurs pays occidentaux. Ainsi pourrez-vous ensuite déduire de vos déclarations fiscales les frais de rématiques, se substituerait aux parations ou de rénovation que vous avez engagés. Ainsi serez-vous moins tenté, parce que moins intéressé financièrement, de faire exécuter ces réparations au noir. L'hypothèse quelque peu tortueuse entraînera un alourdissement de l'impôt. Injustice, vont accuser les opposants. - Que faites-vous des multiples propriétaires au revenu modeste? - Le débat risque d'être assez serré.

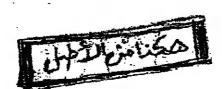
M. Dupeyroux envisage enfin d'autres actions spécifiques à certains secteurs plus friands de travail occulte: bâtiment et travaux publics, hötellerie et restauration, em-

ployés de maison, confection. L'occasion se présentera sans doute de revenir en détail sur cette palette de mesures.

Pour le moment, on attend avec curiosité les conclusions du Conseil économique et social qui devraient être rendues publiques dans les prochains jours.

DANIÈLE ROUARD.

. M. François Guillaume, president de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, a été élu président du comité économique et social de Lorraine. Il a obtenu quarante voix contre M. Brenas, président du conseil d'administration des Houillères du bassin Lorraine. qui en a totalisé trente-quatre.



# AFFAIRES

### La mise en règlement judiciaire de Korf confirme les difficultés de la sidérurgie allemande

Le groupe sidérurgiste allemand Korf a été placé vendredi 7 janvier en règlement judiciaire par le tribu-nal de Baden-Baden. Les difficultés de cette entreprise, qui emploie 3 400 salariés en Allemagne et 10 000 dans le monde, et qui fut une des grandes réussites de la reconstruction de l'industrie allemande après la guerre, illustrent la grave crise que traverse la sidérargie mondiale. Tous les pays mettent en place des plans de restructuration. En Al-lemagne, la sidérurgie qui occupe 180 000 salariés, devrait être regroupées en deux pôles.

La crise mondiale de la sidérurgie touche l'Allemagne. Elle y est d'autant plus forte que ce pays, doté d'entreprises performantes et modernisées régulièrement, avait été épargne jusqu'en 1980. Mais, de-puis, les prix s'effondrent et les dettes s'accumulent. La compétitivité des sidérurgistes d'outre-Rhin, leur bonne intégration avec la métal-lurgie et la mécanique (une structure d'intégration vers l'aval que les Français essaient de copier) et leur internationalisation (les entreprises

### L'AGA KHAN **QUITTE LA SARDAIGNE**

Karim Aga Khan, imam des quinze millions de musulmans de rite ismaélien et promoteur touristique, a quitté la Sardaigne Parce que les autorités sardes tardaient à approuver son projet d'extension de la célèbre « côte d'émeraude » qu'il a créée au cours de ces vingt demières années au nord-est de la Sardaigne, l'Age Khan a démissionné de la société qu'il animait.

Cette décision jette peut-être définitivement aux oubliettes un plan d'investissement qui prévoyait le triplement de la capecité hôtelière de la côte avec la création de quarante-cinq mille lits (quinze mille actuellement) et de trente mille emplois d'ici à la fin du siècle.

Ce projet était critiqué par les associations de défense de l'environnement en Sardaigne, qui reprochent à l'Aga Khan d'avoir défiguré la côte et surtout d'en avoir interdit l'accès aux moins fortunés.

Plan de reiance pour Dufour. Le ministère de la recherche et de l'industrie a présenté vendredi 7 janvier un plan de relance de l'entreprise Dufour, spécialisée dans les machines-outils, qui devra éviter tout licenciement. L'entreprise conservera deux cent cinquante de ses trois cent cinquante salariés, les cent personnes restantes étant placées en formation prolongée. Dufour, spécialisée dans les fraiseuses traverse des difficultés depuis plusieurs années. Elle a été reprise par des sociétés - la dernière en date est PROMAT - qui connaissaient à leur tour des problèmes. Un plan de regroupement avec la société Vernier (fraiseuses à commande aumérique) avait été vivement contesté par le personnel de Dufour en juillet. puis abandonné en décembre 1982. Le ministère devrait préciser son plan de relance dans le courant du mois de janvier.

leurs productions hors de la CECA) n'ont permis de résister qu'un moment. L'écroulement de la demande mondiale a été plus fort. En Europe la production a atteint son plus bas niveau depuis trente ans (100 millions de tonnes en rythme annuel). Tous les sidérurgistes allemands per-dent aujourd'hui de l'argent.

Pour faire face à la crise et répondre aux directives de la Commission de Bruxelles visant à limiter les capacités de production dans chaque pays de la Communauté, les autorités de Bonn ont mis au point un plan de restructuration. Mais Bruxelles l'a refusé, l'estimant très insuffisant : il devait conduire à des limitations de capacité inférieures à 10 %, alors que la Communauté im-pose 20 % comme minimum. Dans ce contexte, Bonn a demandé à trois « sages » de proposer une restructuration plus complète autour de deux pôles. Les discussions sont engagées et les sages devraient remettre leurs conclusions la semaine prochaine aux autorités, aux entreprises concernées et aux banques.

A n'en point douter, les discussions seront longues, en regard des difficultés rencontrées par une première fusion envisagée entre Hoesch et Krupp. Chacun des deux groupes souhaitant la suprématie dans le nouvel ensemble intitulé Ruhrstahl. Ce projet de fusion semble abandonné, les sages envisageraient un autre schéma en regroupant, d'une part, les numéros un et deux Thyssen et Krupp et, d'autre part, Hoesch, Klochner Werke, Salzgitter auxquels viendraient s'adjoindre Arbed-Saarstahl et Korf.

Mais cette structure, à peine dévoilée, a déjà été contestée par Salzgitter. Les autorités de Bonn, quant elles, n'annonceront pas leur décision avant les élections du 6 mars. Le dossier ne sera donc certaine-ment pas refermé avant de longs mois. – E.L.B.

# AGRICULTURE LA REVUE DES VALEURS

### Elections aux chambres d'agriculture

### LES TRAVAILLEURS-PAYSANS SE-RONT CANDIDATS DANS SOIXANTE-SIX DÉPARTEMENTS

La Confédération nationale des travailleurs-paysans (C.N.S.T.P.)
sera présente dans cinquanto-neuf départements sons son sigle et dans sept autres en association avec des organisations « en rupture réelle avec la F.N.S.E.A. », lors des élec-tions aux chambres d'agriculture, du

La C.N.S.T.P. fera campagne notamment pour obtenir un système de prix différenciés selon les quantités produites, pour l'accès de tous les agriculteurs aux services publics agricoles et pour une réforme fon-cière faisant de la terre un simple outil de travail.

Le syndicat des travailleurspaysans dit apprécier les débuts de réforme entrepris par le gouvernement depuis le 10 mai 1981, mais il regrette cependant que les change-ments soient très en retrait par rapport aux promesses électorales. Il dénonce surtout la fenteur de la mise en place des offices fonciers. Le texte de loi qui a été annoncé à plusieurs reprises devait être présenté à l'Assemblée nationale en décembre Il semble que ce sera maintenant pour janvier... La C.N.S.T.P. s'en prend également « aux avantages financiers dont la F.N.S.E.A. continue de bénéficier, en dépit de la plu-raitté syndicale reconnue par le gouvernement ». « La C.N.S.T.P., selon l'un de ses animateurs, M. Bernard Lambert, s'étonne que le pou-voir n'att rien fait pour dénoncer les financements de la F.N.S.E.A. dont une partie s'apparente au détourne-ment de fonds, par le biais notamment de cotisations obligatoires perçues sur certains produits. La C.N.S.T.P., comme l'avait fait également le Modef, estime que ces avantages financiers dont bénéficie la F.N.S.E.A. faussent les conditions de concurrence dans la campagne électorale en cours.

### Faits et chiffres

### Etranger

### 

· La hansse des prix de détail italiens a atteint 16,3 % en 1982, soit à peine plus que l'objectif gou-vernemental de 16 %, selon les statistiques provisoires publiées le 6 janvier à Rome. Ce résultat a été obtenu grâce à une décélération de l'inflation en décembre avec 0,7 %, soit la plus faible augmentation depuis seize mois. En 1981, la hausse des prix à la consommation avait atteint 18,7 %. L'objectif gouvernemental pour 1983 est fixé à 13 %. - (A.F.P.)

JAPON Accord entre Sharp et Thora-EMI dans l'électronique domesti-que. - Les firmes japonaise Sharp et britannique Thorn-EMI ont signé un accord de principe pour développer en commun des produits d'automation à usage domestique, comme les systèmes anti-vol informatisés, les appareils de sécurité ou le traitement des données. Selon cet accord, Sharp scrait chargée des matériels, tandis que Thorn-EMI développerait les logiciels.

# **AVIS**

### La préfecture de Meurthe-et-Moselle communique

Projet de construction du poste de transformation d'énergie électrique 400 kV de NANCY-SUD sur la territoire des communes de HOUDREVILLE et PAREY-SAINT-CÉSAIRE par Electricité de France, Centre régional du transport d'Énergie et des télécommunications de l'Est.

Par arrêté préfectoral en date du 23 décembre 1982 est ordonnée, sur la territoire des communes de HOUDREVILLE et PAREY-SAINT-CÉSAIRE, une enquête publique à l'effet de recuellir les observations des intéressés sur la demande de déclaration d'utilité publique des traveux de construction du poste de transformation 400 kV de NANCY-SUD.

La public pourra prendre conneissance des pièces des dossiers qui comportent une étude d'impact pendant un délai d'un mois, du 17 janvier 1983 au 15 février 1983

A la mairie de HOUDREVILLE, les mardis de 16 h 30 à 19 h 30 et samedis de - A la mairie de PAREY-SAINT-CÉSAIRE, les mercredis de 18 h à 19 h 30 et

lle pourront consigner leurs observations sur les registres prévus à cet effet ou les adresser à M. le commissaire-enquêteur.

Par aillaurs, l'étude d'impact pourra être consultée :

— A la préfecture de Meurthe-et-Moselle, 6, rue Sainte-Cetherine, à NANCY, bureau 106, 1" étage, tous les jours de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 17 h, sauf les

A la direction interdépartementale de l'industrie, division électricité gaz, 4, rue du Général-Drouot. à Nancy, tous les jours de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 1 17 h, sauf

L'attention du public est enfin attirée sur le fait que « toute personne concernée peut démander su préfet, commissaire de la République de Meurthe-et-Moselle, à l'issue de l'enquête, communication des conclusions motivées du

Pour le préfet. commissaire de la République et par délégation, le secrétaire général, Kamel KHRISSATE,

### GRANDE-BRETAGNE

· Le nombre des sociétés britanniques en faillite a battu tous les records en 1982, selon les dernières statistiques de Dun and Bradstreet. firme londonienne d'études économiques. Au total, 11 131 sociétés ont déposé leur bilan, ce qui représente une hausse de 35 % par rap-port à 1981 (le record précédent) et de 63 % par rapport à 1980. -(A.F.P.).

### SUISSE

 Les prix de détail out augmenté en Suisse de 5,7 % en 1982 contre 6,5 % en 1981. En décembre le coût de la vie a diminué de 0.3 %. Toutefois le résultat annuel reste pour les autorités helvétiques insatisfaisant, et pour 1983 la Banque nationale suisse, qui pratique une politique monétaire relativement restrictive, prévoit une bausse des prix comprise entre 4 et 5 %. -

### Social

 Le directeur adjoint d'Usinoi Longwy retenu par une centaine de syndicalistes. - Une centaine de syndicalistes des Ateliers et fonderies de Gorcy (Menriheet-Moselle), qui occupent, depuis vendredi 7 janvier, les bureaux d'Usinor à Longwy (cent cinquante salariés), ont décidé, vers 17 heures, de retenir le directeur adjoint de cette entreprise, M. François Duvernoy, « jusqu'à ce que leurs revendi-cations solent satisfaites ». Samedi matin, le directeur adjoint ainsi que le directeur du personnel étaient toujours sequestrés.

Les membres de l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O. de l'usine, actuellement en liquidation judiciaire, exigent que des négociations soient ouvertes avec la direction

La direction d'Usinor-Longwy a porté plainte pour séquestration, et déclaré à l'A.F.P. que cette action était « totalement honteuse. C'est la régression à l'ère tribale ».

· Fin de l'occupation de la mine de la Tronquie à Carmaux. - Les sept mineurs tarnais qui occupaient depuis le 23 décembre le puits de la Tronquie à Carmaux (Tarn) pour protester contre leur licenciement 7 janvier en fin d'après-midi. Un accord est intervenu avec la direction des Houillères d'Aquitaine. Les mineurs qui protestaient contre le licenciement pour la fin du mois de février des vingt-sept travailleurs qu'employait cette société à Carmaux out obtenu leur intégration ou

### **BOURSE DE PARIS**

Semaine du 3 au 7 janvier

### « On a retrouvé la grue ! »

BIS repetits placent. Comme en 1982, la Bourse de Paris a salué l'amée nouvelle par une véritable envolée des cours. La hausse fut encore plus impressionnante que l'an passé (près de 6,2 % en l'espace des trois séances de mardi, mercredi et vendredi, coutre 5,5 % l'an passé à pareille date), muis une fois encore réduite à 4,2 % en fin de parcours à la suite d'un mauvais départ. Ce fut quand même et de toute façon la divine surprise. Le fait est : personne sous les colonnes n'aurait parié un topect sur les canacités du marché à mouter de la sorte. Bien an contraîre, le plus capacités du marché à mouter de sorte. Bien au contraîre, le plus grand nombre redoutaient une sortie massive des « monoxistes » de la première heure parvenus au terme de leur contrat.

Effectivement, landi, la Bourse décrochait assez brusquement (-2%), mais ce fut bien davantage à cause d'une peur rétrospective que sur des ventes réellement importantes. Ce jour-là, le volume des transactions fut inférieur à 54 millions de francs. Presque une misère ! Est-ce l'absence d'une véritable pression de l'offre des pressure les enfenteurs que l'élée d'un véritable pression de l'offre de la company les enfenteurs que l'élée d'un rec'hand de profitation de l'offre de la company les enfenteurs que l'élée d'un par de marie d'autheur de l'élée d'un partie de l'autheur de l'élée d'un partie d'autheur de la company de la company de l'élée d'un partie d'autheur de l'élée d'un partie d'autheur de l'élée d'un partie de l'élée d'un partie de l'élée d'un partie d'autheur de l'élée d'un partie de l'élée d'un partie d'autheur de l'élée d'un partie de l'élée d'un partie d'autheur de l'élée d'un partie d'autheur de l'élée d'un partie d'autheur de l'autheur d'autheur de l'élée d'un partie de l'autheur d'autheur d' qui rassura les opérateurs que l'idée d'un raz-de-marée d'ordres de ventes avait un instant traversés et paralysés ?

Mardi, en tout cas, la tendance se retourna brutalement et les valeurs françaises se mirent à grimper allégrement, presque au pas de charge (+ 2,17%). « Ou a retrouré la grae!», hurisit tout joyenx un commis sur un groupe de cotation. A croire que la Bourse était dans une cuvette.

Hourse etant dans une cuverte.

Ce n'était pas du bluff ai un comp pour voir. Le marché, à l'étomement général, devait « remettre ça » mercredi (+ 2,14%). « Trop, c'est trop », dissient les professionnels, « le rérell sa être pénible ». Eh bien, non l'Jeudi, des ventes bénéficiaires se produisirent bien comme préva, mais elles furent absorbées avec une aisance déconcertante et, dans l'ensemble, les valeurs françaises distance déconcertante et, dans l'ensemble, les valeurs françaises des la comme préva de la comme de maintiarent correctement leurs positions. Les indices INSEE et CAC améliorèrent même leurs scores de quelques fractions. « On ce restera là », affirmaient certains sentencieusement. Que neunt ! Vingt-quatre heures suffirent à la Bourse pour récupérar et, à la veille du week-end, après une nouvelle marche forcée (+ 1,9 %), l'indicateur instantante (haue 100, 31 décembre 1982) dépassait légèrement la cote 104,2. « Je vous l'avais bien dit », nous confinit un habitué de la corbeille passablement inquiet quelques heures

Qu'il l'ait eru on non, encore faut-il expliquer le phénomène. Pour tout dire, ce sont les investisseurs institutionnels qui out fait la décision. Constatant que les monoristes n'avaient pas été vraiment au rendez-vous, ils ont systématiquement commence à replanent au renter voir le sont en systembre. Bien qu'en retrait sur l'an passé, ces liquidités sont importantes, qui plus est : elles out été récemment accrues avec le versement des premiers coupons indemnitaires (plus de 2 militards de francs au total) et vont encore s'accroître à la mi-janvier avec les intérêts records à percevoir sur l'emprunt 7 % 1973 (648,41 F par titre, soit 4,2 milliards de francs

Moutonniers par nature, ces organismes de placement ont tous cherché à profiter des niveaux relativement bas atteints par certains cours pour effectuer les premiers réajustements de portefemilies depuis fix novembre et se rapprocher autant que possible des quotes fixés par la réglementation, dont ils s'étaient éloignés, pour n'avoir pes à le faire à la dernière miante (31 mars).

Du coup, les vendeurs à découvert (primes et stellages sur tout), dont les positiens avaient en moyeune augmenté de 13 % fin tout), dont les positiens avaient en moyeune augmente de 15 % un décembre, ont course pour se racheter, quitte à « se comper un bras » comme on dit familièrement autour de la corbeille. Bref, l'effet boule de neige a joué à fond. Cependant, la machine a bien failli quand même se gripper. Dire que la Bourse a salué avec chaleur les mesures d'assouplissement du crédit annoncées jeudi en fin de matinée serait mentir. Mais déjà fraichement accueilli par le patronat, l'événement se devait d'être salué, et les instituti patronat, l'eventement se cevant d'ente saine, et les institutionnesses ont fait en sorte qu'il en soit ainsi. « Le coup de path, quoi ! », disait un professionnel. Le coup de pouce donné a été d'autant plus saintaire qu'il est survenu le lendemain d'un nouveau « boom » de Walf Street sur la conviction retrouvée outre-Atlantique que la reprise de l'expansion serait plus forte qu'escompté. Cette fois les vendeurs à déconvert ont littéralement galopé pour n'avoir pas à se couper la

Sans donte fant-il croire que le parfum de la hausse fut puis-sant puisqu'il réussit également à attirer des investissems britanni-ques, qui avaient fui depuis longtemps les rivages du palais Bron-guiart. A moins que ce ne soit pure spéculation, en prévision d'une éventuelle dévaluation du franc qui permettrait à ces investigant de lever leuris positions à moindant frais Colorse enus du nord de lever leurs positions à moindres frait. Cela se isait aussi sous les lambris.

Force est, en tout cas, de constater que la Bourse de Paris a fait un véritable taboc cette semaine. Mais, au-delà de ce simple constat, reste à savoir maintenant si, comme l'an dernier, elle continuera sur sa laucée. Ser un plan technique, rien ne s'y oppose, pour quelque temps du moins. «Le marché va exploser », jubilait un gérant à portefezille. Mais l'environnement ne s'y prête guère, et certains, à la lumière de l'actualité, prévolent le pure après les premières heures d'emphorie. Et d'aucuns d'assurer : « Paris éclate comme la grenouille de la fable qui roulait ressembler au bœnt.» Entre ces prévisions extrêmes, il doit bien exister un chemin de traverse dans irquel la Bourse pourrait s'engager. Surtout, il y a sot formidable pari économique à prendre. Certains pourraient bien être tentés de jouer ce coup de poker.

**VALEURS** 

LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES A TERME

4 1/2 % 1973 ...... 28 500 56 241 550

Air Liquide .......... 110 250 44 650 487

B.S.N. Gerv.-Dangue . 25 425 38 289 500

Machines Bull . . . . . 504 200 21 414 590

3 janv.

86 245 371

96.9

Terme ...

R. et abl.

Nore de Val. en

arger ...... 162 800 66 314 628

titres cap. (F)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (idio on barra)

— (idio on lingus)

Pièce française (20 fr.)

Pièce suines (20 fr.)

Pièce suines (20 fr.)

Pièce suines (20 fr.)

versin Elizabeth II

Dezzi-souverein
Pièce de 20 dollars
 10 dollars
 5 dollars

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)

99,2 101 100,1 102,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décémbre 1981)

Indice gén. | 98 | 97.4 | 99.6 | 99.8 | 101.3

5 janv.

173 732 360

809 043 954 569 489 123 1 234 666 228 698 311 509 1 118 215 557

121 239 246 94 573 556 115 243 261 105 131 966 145 534 047

96,1 | 100,1 | 102,4 | 102,3 | 104,2

(base 100, 31 décembre 1981)

1 016 528 571 784 729 690 1 523 641 849 994 563 458 1 534 232 980

4 janv.

120667011

Cours Cours 31-12-82 7-1-83

270 483 376

97 250 97 060

710 680 424

6 janv.

191 119 983

101.2

103,5

## **BOURSES** ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Pour sa première séance de l'année. Waii Street a batte son précédent re-cord à deux reprises, et l'indice Dou-Jones des valeurs industrielles s'est fina-lement étable, vendreid, à 1 076,06, en hausse de près de 30 points sur la se-maine précédente.

Donnée aux valeurs persulières dans Donnée aux valeurs pétrulières dans un premier temps, l'impulsion s'est rapidement propagée à l'ensemble de la cote, les investisseurs affarmant nettement leur espoir d'une reprise économique aux États-Unis, saus donte pius forte que prévu au cours des dernières semannes, et qui devrait after de pair avec une poursuite de la baisse des teax d'intérêt.

Par sillears, une fois terminfs leurs ajustements de portefeuille de fin d'an-née, les investisseurs institutionnels our visiblement repris leurs actuets sur le Rig Board, et cet élément est considéré

	Cours 31 déc.	Com 7 jan
Alcos A.T.T. Boeing Chese Man, Bank Do Pozt de Nem Esstman Rodek Exton	39 3/8 59 3/8 33 7/8 49 35 7/6 29 5/8	33 1/ 63 3/ 35 59 1/ 49 5/ 35 1/ 30 3/
Ford General Electric General Foods General Motors Goodycar LB.M. LT.T.	387/8 947/8 395/8 623/8 351/4 961/4 311/4	39 7/ 96 3/ 36 1/ 63 25 5/ 36 7/ 24
Mobil OS Pilzer Schinoberger Texaco U.A.L. Inc. Usion Carbide U.S. Steel Westingbouse	25 1/8 68 7/8 46 3/8 31 1/4 52 7/8 31 33 7/8	68 7/ 50 1/ 31 1/ 39 56 3/ 22 39 3/
Xerox Corp	37 1/2	38.3/

### LONDRES

Encouragé par Wall Street, le Stock Exchange a coregistre une vive hausse cette semaine permettant à l'indice Fi-nancial Times des industrielles, considéré contene le beromètre essentiel du marché londonies, de franche plus de 629 points en fia de semaine.

peus ac v.es posque en rin de semaine.

Des deuix otrés de l'Atlantique, les professionnels our anticipé à la fois une baisse de la production pêtrolière de l'Arabie Saoudite, afin de sauvegarder le prix actinel du baril, et un nouvel abaissement du term d'acteurs de la la les peus d'acteurs de la la les les peus d'acteurs de la leur de leur de la leur de leur cain mais dans les dent cas ces execirs sont restes vains sans que la cote en ressente le poids, si ce n'est celui d'un accès de faiblesse de la livre sterling en ese de la livre sterling en

fin de samine è Loudres. Indices - F.T. - : industriciles : 621 (contre 596,70) : mines d'or : 588,80 contre 556,50) ; fonds d'État : 80,11 (contre 81,19).

	Cours 31 déc.	Cours 7 jany.
Beechsun	343	356
Bowster	154	170
Brit Petroleum	296	310
Charter	225 .	246
Courtaulds	. 75	77
De Beers (*)	6.17	6,98
Dunlop	46	47
FreeStateGeduid (*)	49.7/8	517/
Glazo	1258	1308
Gr. Univ. Stores	596	600
Imp. Chemical	350	358
Shell	414	438
Unilever	770	825
Vickers	86	93
War Loss	34 1/4	33 1/
*************		-

### FRANCFORT

Nouvelle heusse

Sugar.

37,2

-

Todas Nagy

(") En dollars

L'année 1983 a commencé par un vé-L'année 1983 a commence par m ve-ritable fen d'artifice à Francfort où les spécialistes out noté d'importants achats en provenance de l'érranger, motivés à la fois par la baisse du dollar et par l'espoir d'une souvelle diminution du taux d'escompte américain que d'aucuns es-péraient voir ramené de son niveau actuel de 8.50 % à 8 %.

	Cours 30 déc.	Cours 7 jan.
A.E.G. B.A.S.F. Bayer Commerzbank Deutschebank	29 123 114 139,18 274	31 122,59 115,79 134,90 272
Hoechst Karstadt Mannetmann Siemens Volkswagez	112,99 201 144,68 259,80 146,80	114,69 198 146,50 259,60 148,30

### TOKYO

An plus bast Stimulé au moins autant par la hausse de Wall Street que par le redressement du yen, le marché nippon a vivement progressé et l'indice Nikket Dou-Jones a battu ses records historiques, dépassant le seuil des 8 200 points pour s'établir à 8 210,02, en hausse de 40,73 points sur la semaine précédente. Pour se part, l'indice général gagne 2,66 yens pour atteindre 602,17 points

arrain resident	Cours 28 déc.	Cours 7 janv
AleaT	298	294
Bridgestone	490	478
Cagon	1 229	1 260
Fuli Bank	500	-598
Honda Motors	1 930	991
Matsushina Electric	2 430	1 390
Mitsubish Heavy	. 243	242
Somy Corp	3 640	3 500
Toyota Motors	1 100	1 970





WRSES

RANGERE

Samuel and the Park State of the state

A STATE OF THE STA

No see

AN ANTAN

Z -15 54

Challe sum L. !

Programme ...

持ちから

S. San Walnut

MANDALL

株様をなける ・・・・・・・

近世新会社 セチンける

Section 2

TO SERVICE OF THE SERVICE OF

-

A 4, -

graphic specific

255 Y

W 44

# CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

# Le Royaume de Danemark déclassé

jeudi soir par la décision prise par Standard and Pour's, l'une des deux agences américaines quantifiant la crédibilité financière des grands emprunteurs internationaux, de déclasser le Royaume de Danemark en ramenant sa qualification de «AA», c'est-à-dire la plus hauta au rang inférieur de «AA». Ce changement, qui n'est en soi pas-surprenant, va singulièrement compliquer le placement d'un eurocrédit d'un miliard de dollars que l'Etat danois s'apprête à lever. La situation financière du Danemark est lourde financière du Danemark est kourde-ment obérée par un déficit chroni-que de sa balance des paiements. Ce qui, par contre, a surpris la comma-nauté bancaire internationale , c'est mante cancaire internationale, c'est le changement apparent d'attitude de la part de Standard and Poor's. A ce jour, l'agence américaine avait, pour des raisons d'ordre purement politique, généreusement accordé des « AAA » à pratiquement tous les grands pays industrialisés du monde occidental.

Ce faisant, elle évitait de s'attirer les fondres de ceux à qui auraient été refusé l'oscar suprême. Celui-ci est de toute première importance, car il parmet à un empranteur d'obcar il permet à un emprenteur d'obtenir de meilleures conditions
lorsqu'il vient solliciter l'euromarché. Tout va-t-il être maintenant
remis en question? Si l'agence américaine se met à distribuer ses qualifications sur la base de réels mérites
politiques, sociaux, économiques et
innancers des débiteurs concernés,
ou est certain d'aller vers des surprises de taille. La Finlande ou la
Belgique, pour ne citer que ces deux
exemples, dont les «AAA» n'ont jamais entièrement convaincu l'euromais entièrement convaince l'euromarché, pourraient voir leur stan-ding remis en cause.

Qu'en irait-il aussi de la France dont le «AAA» est de moins en moins évident au vu de sa situation économique actuelle et d'une dette extérieure brute qui s'achemine allé-grement cette année vers les 70 mil-liards de dollars? A cet égard, on peut remarquer que la France a tiré, le 7 janvier, 600 millions de dollars supplémentaires sur la partie standby (accord de confirmation) de son eurocrédit de 4 milliards mis en place à la fin du mois d'octobre. Il ne reste donc plus que 400 millions disponibles avant que les 4 milliards soient épuisés. Le marché interactional des capi-

Le marché interactional des capi-tums a, pour se part, commescé l'an-née sur les chapeaux de roues. Le royaume de Suede, avec une euro-émission à taux d'intérêt variable de 1 miliard de dollars, a lancé la plus grande manché euro-obligataire, de-puis sa création, il y a un peu plus de vingt ana. Le marché des euro-obligations confirme ainsi qu'il est maintenant parvenn à rivaliser avec New-York dans presone inte les do-New-York dans presque tous les domentaire des taux d'intérêt durant
mentaire des taux presque proposer
mentaire des taux d'intérêt durant
mentaire des taux d'intérêt des d'intérêt durant
mentaire des taux d'intérêt durant
mentaire des taux d'intérêt durant
me

L'euromarche a été mis en émoi les durées maxima des euro- par la suite rapportera moins. Mais, emprents ne dépassent guère encore douze ans. A cette exception près, le marché des eurocapitaux non seule-ment offre dorénavant tout ce que

> anticipé à la fin des cinquième et septième années. Les enroobligations qui seront émises au pair porteront un intérêt qui sera l'addition d'une marge de 0,25 % au taux du Libor à six mois En outre les du Libor à six mois. En outre, les banques impliquées dans le place-ment de l'emprunt toucheront une commission de 1,50 % sur le mon-tant global. Sur cinq ans, tout cela représente un coût annuel actualisé pour l'empranteur d'environ 0,60 % par an. Sous son habillage euro-obligataire, l'opération suédoise conserve certainement un aspect d'eurocrédit bancaire. Elle n'est cependant pas que cela. L'option de remboursement au bout de cinq amnotes en fait un papier idéal pour les banques centrales dont les critères d'investissement se limitent généraement aux risques souverains et aux échéances à cinq aux. Une antre ap-proche a également permis à beau-coup d'institutions de s'intéresser à l'offre suédoise. Cette dernière permet d'obtenir, à partir d'un refinancement semestriel, un rapport plus élevé que celui que donnent la plu-part des certificats de dépôts à taux variable émis par les euro-banques. Ces dépôts ne procurent en effet guère plus de 0,1 %. En choisissant donc la présente formule au lieu d'un auro-crédit traditionnel, le Royaume de Suède a élargi la gamme de ses prêteurs qui, autre-ment, seraient restés limités aux grandes banques commerciales internationales. Comme celles ci sont déjà gorgées de papier suédois, le Royaume scandinave a donc bien fait de changer de présentation. Ce qui, le premier jour, est apparu comme un coup de poker s'est, par la suite, avéré payant. Sur le « marché gris », c'est-à-dire celui qui s'instaure pendant la période de souscription d'une euro-émission et qui
> permet de juger de l'accueil que le
> marché lui réserve, les obligations
> suédoises se comportent très bien.
> Vendredi, elles se trainaient sur la
> base d'une décotte movenne de

### Euphorie

base d'une décote moyenne de 1,125.

Le secteur des euro-emprents en dollars à teux d'intérêt fixe nage dans l'euphorie. Comme tout le monde s'attend à une baisse supplé-

pour la même raison, les emprun-teurs potentiels essaient, dans la limite de leurs moyens, de différer au maximum le lancement de leurs euro-emprunts parce qu'ils espèrent qu'il leur en coûtera moins de lever des fonds dans quelques semaines. Ces démarches inverses ont pour effet de créer un microclimat turbu-lent où bouillonnent les envies des

uns et les réticences des autres. C'est le Crédit agricole qui, le premier, a ouvert le feu en 1983, en proposant dès lundi 100 millions de llars d'euro-obligations d'une durée de sept ans sur un prix au pair avec un coupon annuel de 11,25 %. L'emprunt n'est que pour 20 % du montant souscrit libérable immédiatement, le solde n'étant dû qu'en tement, le solde n'étant du qu'en juillet prochain. Le Crédit agricole qui, à ce jour, a très peu emprunté à l'étranger mais qui, par contre, s'est fait comaître sur la scène financière internationale en participant à de nombreux euro-crédits, récolte les fruits de cette situation. La réaction du maché et fate avente le tre du marché a été excellente. L'emprunt est basé sur un accord de « swap » avec une ou plusieurs au-tres entités connues qui, en échange, des obligations à taux fixe, remet-tront au Crédit agricole du papier à taux d'intérêt variable devant lui permetire d'obtenir des fonds au taux du Libor, voire peut-être même

égèrement en dessous. Les euro-banques se gardent bien, en effet, d'emprunter à taux fixe puisque les capitaux qu'elles lèvent sont destinés à être reprêtés à leurs clienta. C'est ainsi que le Crédit lyonnais qui, dès lundi, va lancer une euro-emission de 150 millions de dollars, a préféré l'instrument plus traditionnel du taux d'intérêt direc-tement variable. Ses euroobligations d'une durée maximum de douze ans, mais qui pourront, au boursées par anticipation après sept et dix ans, porteront un taux d'intérêt qui sera l'ajout d'une marge de 0,25 % au taux du Libor à six mois. La transaction, qui sera assaisonnée d'une commission bancaire totali-sent 0,80 %, sera offerte tout à la fois en Asie du Sud-Est et sur le reste du marché euro-obligataire. Dans le sillage du Crédit agricole et du Crédit lyonnais presque tontes les autres banques françaises font la queue en attendant leur tour de pou-voir drainer des euro-capitaux. Pour ce faire, il leur faut, depuis le le janvier, s'incrire auprès du Trésor afin d'éviter les encombrements fâcheux.

Les autres emprunteurs français sont soumis à cette obligation depuis longtemps. C'est ainsi qu'ent pu s'inscrire sur le nonveau calendrier des euro-emprats libellés en deutschemarks pour les six semaines à ve-nir : la Caisse nationale des télécom-munications avec 200 millions le 17 janvier prochain, la banque Indo-Suez avec 150 millions le 31 de ce mois, et la S.N.C.F. avec 100 mil-

CHRISTOPHER HUGUES.

marchés occidentaux de 25 % au

nant aux alentours de 75 %. Quant aux stocks mondiaux, qui dépas-

sent 3 millions de tonnes, ils reste-

ront supérieurs à leur niveau consi-

Le nickel a été le seul métal à ne

pas participer au mouvement de

hausse. Les stocks mondiaux sont

encore supérieurs à la normale,

malgré la fermeture d'unités de

production ou le sous-emploi des

capacités qu'on constate par exem-

ple en Nouvelle-Calédonie, (33 %

seulement de toux d'utilisation). Ce

sont des ventes à des prix bradés de

métal cubain qui dépriment le mar-

La reprise s'est accentuée sur les cours du plomb et du zinc à Lon-dres, stimulés par les relèvements

de prix de plusieurs producteurs

DENRÉES. - La perspective

d'une production mandiale de sucre supérieure aux dernières prévisions

a provoqué un repli des cours sur les marchés à terme.

La hausse se poursuit sur les

cours du cacao grâce à une récolte

mondiale de seves légèrement dési-

citaire. Toutefois, cet optimisme est

déré comme normal.

Les devises et l'or

# Lourdeur du dollar Faiblesse de la livre et du franc

L'année 1983 s'est ouverte sur une nouvelle baisse du dollar, la perspective d'une nouvelle détente des taux aux États-Unis continuant de jouer contre lui.

Comme la semaine précédente, les opérateurs ne se sont guère occupés des velléités de remontée des taux sur le marché monétaire américain, phénomène de caractère à la fois suisonnier et technique. Sur toutes les places financières, le doilar a donc décroché, et, maigré un bref sursaut vendredi matin, il est tombé le 7 janvier après-midi à ses plus bas niveaux depuis le 14 juin 1982 - seconde dévaluation du franc - à Paris (6,6525 F contre 6,73 F le 31 décembre dernier), de-puis le 28 mai 1982 à Francfort (2,3425 DM contre 2,3925 DM) et le 4 février 1982 à Tokyo

(230,95 yeas contre 238 yeas). En l'espace de huit jours, le billet vert s'est ainsi déprécié de 1,15 % vis-à-via du franc français, de 2,1 % vis-à-vis du deutschemark, de 2,6 % vis-à-vie du franc suisse et de 2,9 % vis à vis du yen.

Les rumeurs qui ont circulé sur une réduction imminente des taux directeurs en Allemagne fédérale et au Japon out finalement été le seul élément ayant ralenti la glissade du dollar. Si rien ne s'est produit, des opérateurs n'en restent pas moins persuadés que c'est partie remise. Ceci expliquant cela, la devise américaine s'est un peu redressée vendredi matin, mais pour mieux rechuter deux heures après. Les pronostics sur une nouvelle baisse du dollar vont bon train.

Selon M. Duscherg, viceprésident de l'European American Bank, l'évolution du dollar sera beaucoup plus liée cene année aux facteurs économiques fondamentaux qu'un taux d'intérêt, dont il pense d'autre part que les variations seront

moins amples qu'en 1982.

An sein du S.M.E., l'événement a été constitué par la nouvelle glissade de la livre sterling.

Pour sa part, la DRI Europe Ltd., organisme spécialisé dans les perspectives économiques estime que la rapide dépréciation de la livre ster-ling depuis le 15 novembre dernier (6 % en termes pondérés) se ralen-tira en 1983, mais que la devise britannique perdra néanmoins 4.6 % de sa valeur dans les douze mois à ve-

La livre est descendue vendredi matin au-dessous de 1,60 dollar avant de terminer la semaine à 1,6025 dollar, soit 1,9 % en dessous de son niveau du 31 décembre ; le cours en deutschemark de la monnaie britannique est à son plus bas niveau depuis trois ans (3,78 DM).

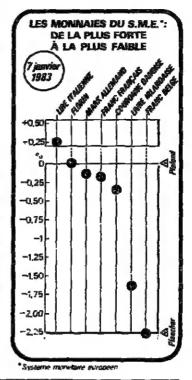
De son côté, le franc français, qui se portait mieux fin 1982, a été de nouveau l'objet d'attaques, surtout nu lendemain de la décision prise jeudi par la Rue de Rivoli d'assouplir le crédit (voir ci-dessous). La Banque de France est intervenue, et le franc a réussi à maintenir ses positions (qui restent fragiles, de l'avis

velle ponction de devises. Il est vrai que, durant la dernière semaine de l'année écoulée, l'Institut d'émission avait enregistré une rentrée de devises de 1,5 milliard de francs qui a porté ses disponibilités à vue à l'étranger à 11.5 milliards de francs. Mais, en même temps, son endettement auprès des banques étrangères a augmenté de 1,1 milliard de

L'Islande a dévalué sa couronne de 9 % le 4 janvier. Cette mesure n'a causé aucune surprise, en raison de l'inflation galopante régnant dans ce pays (60 % en 1982). Le dollar vaut désormais 20,35 couronnes islandaises contre 18,50 couronnes.

L'Argentine s'apprête à mettre en circulation (on parle du premier tri-mestre) un peso fourd qui aurait une valeur dix mille fois supérieure à

L'effet de bascule habituel n'a pas joué franchement. A la baisse du dollar n'a pas correspondu une véri-table reprise de l'or. De 448 dollars l'once le 31 décembre, le métal jaune est bien remonté à 458 doilars; mais il devait en fin de se-maine revenir à 454 dollars, sur la pression, disait-on, de ventes sud-



### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 31-12-82 AU 7-1-83

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Line	SELL	Français français	Franc	D. mark	Franç belge	Florin	(Jre italianne
New York	1,6110	-	15,0886	51,6528	42,8173	2,1734	38,7371	8.8742
	1,6135	-	14,3588	50,1253	42,0698	2,1358	38,8662	0,8730
Peis	18,6769	6,6275	-	342,32	23,77	14,4044	256,73	4,9201
	10,8588	6,7300	_	337,34	283,12	14,3809	256,18	49195
Zurich	3,1188	1,9360	29,2136	-	82,3944	4,2877	74,9951	1,4372
	3,2189	1,9950	29,6433	-	83,9293	4,2689	75,9421	1,4583
	3,7624	2,3355	35,2395	120,63		5,9760	98,4786	1,733
Franciert	3,8352	2,3770	35,3194	119,14		5,9768	98,4834	1,7379
Segurites	74.1221	46,91	6,5422	23.7654	19,7002	-	17,8229	3,415
	75,5440	46,8200	6,9569	23,4686	19,6970	-	17,8226	3,4225
Ameterdam	4,1587	2,5815	38,9513	133,34	110,53	5,6107	-	1,9164
	4,2386	2,6270	39,8341	131,67	110,51	5,6108	-	1,9283
Man	2170,61	1347,00	283,24	695.76	576,75	29,2762	521,78	-
	2207,26	1368.00	283.26	685,71	575.51	29,2182	528.74	-
Tokyo	369,88	229,10	34,5688	118,33	98,0946	4,9793	88,7406	€,1706
	378,68	234,70	34,8736	117,64	96,7379	5,6128	89,3414	0,1715

le vendredi 31 décembre

### Marché monétaire et obligataire

# Le taux de base bancaire à 12,25 %

adressant ces vœux aux chefs d'entreprise, M. Jacques Delors a voulu les accompagner d'un bristol comportant la longue énumération des mesures qu'il venait de prendre afin d'abaisser le coût du crédit. Hors de l'Hexagone, les autorités monétaires sont restées très timorées, par contre, sur le chapitre des taux d'in-térêt et, de l'autre côté de l'Atlantique, là où naît l'initiative, rien de

nouveau ne s'est produit. Sur une longue période, celle d'un trimestre, la masse monétaire, dans sa définition la plus étroite (M-1 comprenant les billets en circulation et les comptes bancaires à vue), reflète une progression voisine de 16 %. La preuve est ainsi faite que la Réserve fédérale est bien décidée à lâcher du lest sur le plan de la circulation monétaire. M-I a augmenté de 500 millions de dollars pendant la période hebdomadaire se terminant au 29 décembre, après avoir diminué de 2,4 milliards de dollars pendant la période hebdomadaire se terminant le 22 décembre (diminution

nettement plus faible que celle qui était généralement attendue). Confronté à des déficits budgétaires qui vont croissant, le Trésor sera contraint de recourir de plus en plus fréquemment au marché, et une certaine tension pourrait en ré-sulter sur les taux d'intérêt alors que le mouvement va plutôt dans le seus d'une nette désescalade depuis plusieurs mois, fait-on remarquer dans les milieux financiers. Le malaise a gagné les rangs de l'administration Reagan et les conseillers de la Mai-son Blanche, qui en sont actuelle-ment à prévoir un déficit budgétaire voisin de 200 milliards de dollars pour l'exercice budgétaire se terminant au 30 septembre 1983 (et d'un

montant identique pour l'année suivante), anticipent un « trou » de quelque 300 milliards de dollars à l'horizon 1988 si le président ne décide pas rapidement de « serrer la vis .

Pour l'instant, M. Reagan n'en a nullement l'intention, et la première

Bonne année, bonne santé, surtout le président des Etats-Unis de réafpour vos charges financières. En firmer qu'il n'entendait pas prendre vue et de 0.50 % à 0.25 % pour les de dispositions nouvelles, écarrant d'emblée l'idée de - relever les impôts en période de récession -. même si - les déficits qui s'annoncent pour 1985 et au-delà ont pris des dimensions inacceptables -. ainsi qu'il l'a reconnu.

Visiblement, le chef de l'exécutif continue à faire le pari d'une reprise économique pour les prochains mois,

Est-ce le même raisonnement que l'on tient à Paris? Toujours est-il que les pouvoirs publics ant choisi ce début du mois de janvier cour annoncer une série de mesures importantes oui visent à la fois à alléger les charges des entreprises par l'abaissement du coût du crédit et à leur assurer dans le même temps des suivants... concours accrus en fonds propres et sous forme de prêts à long terme à taux privilégié.

Après quelques retouches de dernière heure, le ministre de l'économie a saisi l'occasion du Forum de l'Expansion pour présenter jeudi 6 janvier son programme en cinq points devant un auditoire qui avait décide de le bouder (le Monde du 8 janvier). Comme nous le laissions entendre dans la précédente édition de cette rubrique, le taux d'intérêt servi par les caisses d'épargne sera ramené à partir du 15 janvier de 8,5 % à 7,5 % pour l'ensemble des livrets, tandis que les livrets - A - de l'Ecureuil et . Bleu . du Crédit mutuel bénéficiaient, pour une fois, d'un régime commun, à savoir le relèvement de leur plasond porté à 57 000 F.

Une baisse de 1 % était également pratiquée sur le taux des prêts à l'ac-cession à la propriété (P.A.P.) fixé dorénavant à 11,60 %, tandis que les entreprises industrielles, du bâtiment et des travaux publics ainsi que les transports (on notera que les activités de services n'ont pas voix au chapitre) pourront prétendre à des taux spéciaux supplémentaires à 9.75 %.

Parallèlement, le taux de réserve obligatoire applique aux établisseconférence de presse prononcée à ments bancaires était réduit pratil'aube de 1983 a été l'occasion pour quement de moitié pour être ramené

dépôts à terme. De plus, 45 milliards de francs (dont 26 milliards de prêts bonifiés) seront affectés aux entreprises privées sous forme de concours financiers divers.

Enfin, le taux de base bancaire a été ramené de 12,75 % à 12,25 % avec effet du 7 ou du 10 janvier selon les établissements concernés. A ce propos, il n'est pas inutile de souligner que, pour la première fois, un ministre de l'économie a clairement fait savoir qu'il avait donné instruction aux banques d'abaisser leur taux de base, allant jusqu'à préciser, devant ce Forum de . l'Expansion .. quelle serait l'ampleur de la baisse qui interviendrait les jours

Cette décélération du loyer de l'argent s'est étendue au marché obligataire, alors que le taux au jour le jour ressortait à 12,75 % en fin de semaine sur le marché monétaire (il élait, mercredi, descendu à 12.50 %). Après la pause observée à la fin de l'année 1982, les rendements continuent à fléchir : 14.56 % contre 14.72 % la semaine précédente pour les emprunts d'État à plus de sept ans (selon les indices Paribas), 14.57 % contre 14.64 % pour ceux à moins de sept ans et, en-fin, 15,25 % contre 15,33 % pour les émissions du secteur public.

Côté émissions pouvelles, un emprunt de la Caisse nationale des télécommunications de 2 milliards de francs est attendu pour le lundi 10 janvier, sur douze ans. à 99.80 % du pair et assorti d'un taux facial de 15.60 % ainsi qu'un emprunt de 200 millions de francs têmis sur dix ans à 99,70 % avec un taux facial de 15.90 %) lancé par Ficofrance avec la garantie du groupe Maison Familiale. Un emprunt de 150 millions de francs de l'Union des banques régionales est également escompté la semaine prochaine, de meme du une emission de « plusieurs milliards de france - de la Caisse nationale de l'energie vers la fin du mois de jan-

SERGE MARTI.

# Les matières premières

### Hausse des métaux - Baisse du sucre sage de réduire ses ventes sur les

Les prodromes de reprise qui viennent d'être caregistrés doiventils se confirmer au fil des mois et déboncher an second semestre comme le prévoient de nombreux experts ? Telle est la question dont dépend le sort des marchés. Les métaux, surtont les satellites de l'or, ont été les plus favorists.

METALIX. - Sensible progress

sion des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres qui retrouvent leur niveau le plus Hevé depuis septembre 1981. Les stocks britanniques de métal s'accrolissent de façon régulière et arteignent desormais 253 175 tonnes (+ 8 825 tormes). ulière et atteignent désormals La production chilienne de métal

s'est élevée l'an dernier à 1,23 million de tonnes en augmentation de 12 1/2 % sur celle de 1981. Mais ces facteurs défavorables ont été éclipsés par la perspective d'une re-prise plus rapide des affaires, dont il faudra toutefols attendre confirmation. Nouvelle et vive avance des cours de l'argent à Londres, qui atteignent leur niveau le plus élevé de-

Raffermissement des cours de l'aluminium à Londres. Les experts tablent sur une augmentation de 7 % de l'utilisation mondiale de métal en 1983. En 1982, elle avait dimimie de 6 %. Toutefois, la capacité d'utilisation des usines d'électrolyse ne s'améliorera pas, se mainte-

Le platine et le palladium ont en-registré sur le marché libre de Londres leurs cours les plus élevés de-puis décembre 1980. L'U.R.S.S., important producteur mondial ovec la République Sud-Africaine, envi-

LES COURS DU 7 JANVIER 1983 (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUR - Londres (en sterling par METAUX. — Londres (en særing par-tonno): caivre (Wirebars), comp-tant, 961 (925,50); à trois mois, 987,50 (949); étain comptant, 7 396 (7 426); à trois mois, 7 402 (7 435); piomb, 304,50 (285,50); zinc, 440 (414); aluminium, 640,50 (617); mckel, 2 230 (2 335); argent (en pence par once troy), 701,50 (675). — New-York (en cents par livre); enivre (premier terme), 71,70 cuivre (premier terme), 71,70 (68,35); argent (en dollars pur once), 11,36 (10,93); plante (en dollars pur once), 422 (383,50); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 57,50 (51,17); mercure (par bouteille de 76 lbs), 360-375 (365-385). – Penneg: Étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15).

TEXTRES. - New-York (en cents par livre) : coson, mars, 65,73 (65,95) ; mai, 67,12 (67,42). - Londem (en nouveaux pence par kilo). laine (peignée à sec), mars, 370 (365); jute (en livres par tonne), Pa-kistan, White grade C, 240 (223). – Routain (en francs par kilo), laine, mars, inch. (42,70).

CAOUTCHOUC. - Londres (en nouvestex peace par kilo) : R.S.S. (comp-tant), 50,30-52,50 (50,50-51,50). -

Penang (en cents des Détroits par kilo) : 183,50-184 (183-183,50). DENRÉES. - New-York (en cents par

CEREALES. - Chicago (en cents par

- Moody's, 1 015,20

DENKEES. — New-York (en cents par Ib; sanf pour le cacao, en dollars par tonne): cacao, mars, 1 660 (1 603); mai, 1 690 (1 640): sucre, mars, 6,52 (6,87); mai, 6,87 (7,15); café, mars, 129,20 (129,90); mai, 124,15 (125). — Londres (en livres par toune): st-ere, mars, 107,10 (111,15; mai, 121,40 (114,75); café ere, mars, 107,10 (111,15; mai, 111,40 (114,75); café, mars, 1 570 (1 608); mai, 1 477 (1 491); cacao, mars, 1 157 (1 112); mai, 1 155 (1 124). — Paris (en francs par quintal); cacao, mars, 1 255 (1 235); mai, 1 270 (1 265); café, mars, 1 728 (1 819); mai, 1 628 (1 710); sacre (en francs par tonne), mars, 1 465 (1 530); mai, 1 505 (1 565); tourteaux de soja. — Chicago (en dellars par tonne), mars, 175,60 (174,80); mai, 176,60 (....). — Londres (es livres par tonne), février, 142,70 (144,50); avril, 141,60 (143,60).

tempéré par des stocks mondiaux pléthoriques évalués à 700 000 boissean) : blé, mars, 331 3/4 (331) : Fléchissement des cours du café mai, 339 (338 3/4; mais, mars, 247 1/2 (244 3/4); mai, 257

(1.016,40); Reuter, 1 587 (I 580,30).

avec l'estimation par l'Institut brèsilien du casé d'une récotte de 29,4 millions de sacs supérieure de 13,2 millions de sacs à la précédense récolte brésilienne.



**ÉTRANGER** 

2. AMÉRIQUES ÉTATS-UNIS : les milieux d'affaires

3. EUROPE ESPAGNE : l'ETA inquiète les natio nalistes basques modérés.

3. AFRIQUE ÉTHIOPIE : un parti des travailleurs

POLITIQUE

5. La situation en Corse.

SOCIÉTÉ

7. La délinquanca des jeunes dans la JUSTICE : le procès de M. Saint-Jes

EDUCATION.

SANTÉ : la visite de M. Mitterrand à hôcital d'Issoire. Une photographie des médecins libé-

11. SPORTS.

**CULTURE** 

9. MUSIQUE. THÉATRE : la première d'« Hamlet »

**FORMES** 

11. COMMUNICATION. 12. EDITION. 12. AUTOMORILE : la Samba Rallye.

SUPPLÉMENT

13 à 15. L'ALSACE AUX AVANT-GARDES DE LA TECHNOLOGIE.

**ÉCONOMIE** 

16. ÉTRANGER : dans sa « lettre d'intention » adressée au F.M.I., le Brésil s'engage à prendre de sérieuses

17. SOCIAL : la grève à l'usine Renault à ÉNERGIE : l' rable Saoudite baissera-

t-elle le prix de son pétrole ? 18. AFFAIRES : la restructuration de

sidérurgia allemande. 18. LA SEMAINE FINANCIÈRE.

19. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS

RADIO-TÉLÉVISION (11) INFORMATIONS SERVICES - (12):

Météorologie : Mots croisés : « Journal officiel ». Carnet (8); Programmes

spectacles (10-11).

 M. Kent Kirk condamné. - Le tribunal de North-Shields, au nordest de la Grande-Bretagne. a condamné le 7 janvier le pêcheur et député européen danois M. Kent Kirk à 30 000 livres (330 000 F) d'amende pour avoir pêché - illégalement » dans les eaux britanniques. La cour a rejeté la demande du député danois souhaitant que son cas soit porté devant la Cour de justice européenne de Luxembourg.

Stockholm (A.F.P.). -M. Alf Andersson habite Goete-

borg avec sa semme Margaretha

Rydberg, leur fils Jan Sjoeberg

et leur fille Eva Noren. Une fa-

mille comme une autre qui a simplement décidé de profiter

de l'entrée en vigueur au 1ª jan-

vier d'une nouvelle législation

sur les patronymes et les pré-

noms. Elle permet aux Suédois

de sortir de l'anonymat des

noms aussi fréquents que Jo-hansson ou Andersson et qui oc-

cupent à eux seuls une centaine

de pages de l'annuaire télépho-

nique de Stockholm. Mais elle

d'une même famille à porter des

Dans le cas de la famille de

Goeteborg, M. Andersson a. en effet, choisi le patronyme de sa

première semme, son épouse Margaretha ayant présère re-

prendre son nom de jeune fille. Le fils a gardé le nom que son père avail jusqu'au l' janvier,

la fille choisissant quant à elle le nom de son père, l'ancien mari de Margaretha.

Les époux peuvent choisir

plus simplement entre quatre noms: celui du mari, celui de

l'énouse ou les deux noms com-

ABCDEFG

noms différents.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DU 6 MARS EN R.F.A.

### Le président Carstens a annoncé la dissolution du Bundestag avec un certain embarras

De notre correspondant

Bonn. - C'est à un véritable examen de conscience public que s'est livré le président de la République, M. Karl Carstens, dans l'allocution qu'il a adressé vendredi soir 7 janvier à ses compatriotes. Il avait, en effet, des comptes à leur rendre concernant la plus haute attribution que lui reconnaît la Constitution (qui en fait par ailleurs une simple figure représentative) : c'est à lui qu'échoit la décision de dissoudre le Bundestag quand les conditions nécessaires sont remplies.

quand il dit qu'il ne s'est pas rendu la est qu'il a utilisé jusqu'è la dernière limite le délai de vinat et un jours de réflexion qui lui a été imparti, une fois la confiance refusée au gouverne ment le 17 décembre. Il a consulté de tous les côtés, a reçu des avis, sollicités ou non, de professeurs de droit constitutionnel, et dépouillé un énorme courrier personnel. Il a suiv les débats du Bundestag en pesant chaque mot au trébuchet de sa

### La « comédie » de la défiance

Pourquoi cette abondance de précautions? D'abord parce que M. Carstens est une personnalité de premier plan, d'une honnêteté scrupuleuse, et qui prend très au sérieux les devoirs de sa charge. Mais la situation n'était-elle pas transparente ? Les partis siègeant au Bun-destag étant unanimes à réclamer des élections anticipées, quelles arguties pouvaient leur être opposées 7 Reste que la Constitution met des obstacles presque insurmontables à la dissolution du Bundestag avant l'expiration de la législature de quatre ans. Elle n'offre que deux possibilités : la démission du chancelie qui, loin d'entraîner la dissolution automatique, multiplie les péripéties et provoque une véritable crise du gouvernement - et la solution choisie par M. Kohl, qui consiste à se voir

C'est là qu'est le problème. Car comment un gouvernement dispotrouver, du jour au lendemain, en position d'être obligé de se faire remplacer ? Aussi bien, pour appeler les choses par leur nom, est-ce è une comédia que doit se livrer la chancelier pour obtenir un vote de méfiance.

On croit le président sur parole Le 17 décembre, les membres de la coalition, à quelques réfractaires près, se sont abstenus, tandis que les sociaux-démocrates votaient un e non » résolu et logique. Comment des députés de la majorité ?

> Le président Carstens a trouvé l'argument qui lui permet de contourner cette difficulté maieure : il ne lui appartient pas de se faire le confesseur des membres du Bundestag. La Constitution prévoit que les députés en dehors des échéances électurales, ne doivent de compte qu'à leur conscience. Il n'y a pas de consigne de vote, du moins officiellement, et il it vain de vouloir sonder les reins et le cœur de chaque étu. Dès tors, il n'appartient plus au président de la République de s'interroger sur le subterfuge du 17 décembre. Ce jour-là, les députés n'ont pas voté la confiance : c'ast tout ce qu'il a à sa-

Mais la justification minutieuse que le président Caratens a exposée aux téléspectateurs prouve qu'il n'était pas tout à fait à son aise. Peut-être était-il partisan que l'actuelle coalition aille jusqu'su bout de son mandat, en octobre 1984, ce à quoi rien ne faisait légalement objection ? On ne connaîtra que beaucoup plus tard ce qui tourmentait M. Carstens et l'incita à s'adresser à set compatriotes à la télévision.

D'autant plus que ce n'est pas là média qui le met le plus en valeur. Mais c'est peut-être le grand mérite du président de ne pas avoir cherché d'effets oratoires. Il a ainsi accru son capital de confiance, et montré que simple « président-potiche ». Quoi-que d'origine C.D.U., il s'est magnifiquement acquitté de son rôle d'arbi-

ALAIN CLÉMENT.

### En Zambie

### Le kwacha est dévalué de 20 %

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Après le Soudan en novembre et le Kenya en décembre, la Zambie vient à son tour de dévaluer se monnaie à la demande du Fonds monétaire international. Le kwacha Zambien à été déprécié de 20 % vendredi 7 janvier. Frappée depuis 1975 par la chute continue des cours du cuivre et du cobalt - mine-rais qui lui procurent 95 % de ses ressources en devises, - la Zambie avait fait appel au F.M.I. pour l'aider à surmonter sa crisc de trésore-rie. Aux termes d'un accord conclu en mai 1981, le fonds devait lui fournir un prêt de 860 millions de dollars

posés formés par leur deux pa-

tronymes. Comme au Dane-

mark, mais contrairement à la

France, la loi prévolt que l'en-

fant recevra automatiquement le nom de sa mère à moins que

dans un délai de ouatre-

vingt-dix jours suivant la nais-

Etant entendu que la Suède

se préoccupe beaucoup des

droits de l'enfant, celui-ci

pourra désormais se choisir un

autre nom. Comme ses ainés, il

pourra également changer de

prénom s'il ne souhaite pas por-ter, comme 2735 Suédois, le

prénom - impérialiste - de Na-

poléon ou partager avec un quart des Suédois les prénoms

de Carl, Eric, Lars, Gunnar ou

Nils. Mais il ne pourra le faire g-atuitement qu'une fois dans

sa vie. La seconde fois, il lui en

coûtera 500 couronnes et l'agré-

ment du Namnbyran. Ce bureau

des noms et prénoms charges de

veiller à la sauvegarde de la

langue suédoise à d'ailleurs établi pour les gens à court d'imagination une liste de vingt

mille noms possibles avec l'aide d'un ordinateur.

503 630 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté

8 janvier 1983 a été tiré à

les époux en décide autrem

UN BEAU CASSE-TÊTE EN PERSPECTIVE

**POUR LES SUÉDOIS** 

Patronymes en libre-service

sur une période de trois ans. Seules les premières « tranches » furent ac-cordées, soit 320 millions de dollars. An printemps 1982, le Fonds suspendit l'accord en reprochant au gouvernement de Lusaka le nonrespect de ses engagements finan-

En povembre, la Zambie amorça avec le Fonds la renégociation du prêt en suspens tout en prenant une série de mesures d'austérité et de réorganisation : doublement du prix de la farine de mals, nourriture de base jusqu'alors largement subventionnée, suppression des allocations de voyages en devises, restructuration de la Banque centrale, levée du contrôle des prix. Outre la dévaluation, le F.M.I. avait exigé une réduction substantielle des dépenses pu bliques, une lutte plus efficace contre la corruption et la mise en place, comme ce fut le cas au Zaîre, d'experts internationaux dans les

principaux ministères économiques. La dévaluation devrait favoriser une relance des exportations, mais aussi alimenter l'inflation.

Selon la rébellion L'UN DES DEUX FRANÇAIS **ENLEYÉS AU MOZAMBIQUE** A ÉTÉ SÉRIEUSEMENT # BLESSÉ »

Nairobi. - L'un des deux ingérieurs français enlevés le 23 décem-bre par les forces de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M) a été - sérieusement blessé - lors d'une embuscade, a indiqué le mouvement rebelle dans une emissio diffusée le 3 janvier sur les ondes de sa radio, La voix de l'Afrique libre. La radio rendait compte du rapt en ces termes : « Le département de la défense de la R.N.M. informe le peuple mozambicain qu'il détient deux ressortissants Français capturés le 23 décembre par nos forces près de Morrumbala. L'un des deux prisonniers a été sérieusement blessé au bras pendant l'embuscade par un de nos tirs. Notre personnel médical le soigne. Cependant, nous ne pouvons garantir sa survie. Au cas où il mourrait, cela ne serait pas dù à nos mauvais traitements mais au manque de moyens sani-taires. - J.-P. L.

M. GISCARD D'ESTAING A RECU A DÉJEUNER LE MAIRE DE PARIS

MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac se sont rencontrés, vendredi 7 janvier, à Paris, au cours d'un déjeuner en tête à tête, pour parler des prochaines élections municipales, a-t-on appris samedi, dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing. Ce déjeuner a eu lieu an domicile de l'ancien président de la République, rue Bénouville, dans le seizième arrondissement de Paris, et n'a pas en de témoin, contrairement à celui auquel avait participé M. Pierre de Bénouville, qui l'avait or-ganisé, le 24 novembre dernier, an

C'était alors la première rencontre des deux hommes depuis l'élection présidentielle de 1981, et elle avait été accueillie avec satisfaction par les partis de l'opposition. MM. Giscard d'Estaing et Chirac avaient fait un « tour d'horizon général de la situation politique - et ils avaient indiqué qu'ils se reverraient aussi souvent qu'il le faudrait pour résliser l'entente de l'opposition.

### M. CHIRAC EST BIEN JEUNE.

S'entretenant à bâtons rompus avec les journalistes qui l'accompagnaient lors de se vi-site à l'hôpital-hospice d'Issolire, M. Mitterrand a commenté avec ironie les propos qu'aurait tenus récemment M. Jacques Chirac

Le maire de Paris aurait parlé du passé Action française du pré-sident de la République. Cela montre simplement « qu'il ne connaît pas l'histoire de la France, réplique M. Mitterrand. L'histoire de ma famille, en réalité, se confond bien plutôt avec celle du Sillon, puis de la démocretie chrétienne. Or ce courant de pensée et celui de l'Action française se haïssaient, c'est bien connu, sauf de M. Chirac. »

Que celui-ci soit reçu aux Etats-Unis avec des égards particuliers, « c'est normal ! » s'est encore exclemé M. Mitterrand. « Il n'y avait que moi, avant mon élection à la présidence de la République, pour être boudé, par exemple, dans certaines ambassades... de France à l'étranger. Moi, je donne à nos ambassadeurs des conseils radicalement inverses. >

Que M. Mitterrand soit le fourrier du communisme, thème cher à M. Chirac, na provoque guère chez le président de la République qu'un haussement de sourcils. De toutes façons, conclut-il. M. Chirac est bien jeune. Quand tous ces événements dont il prétend parier se sont produits, « il n'était même

(1) M. Denis Baudonin, porteparole du maire de Paris, a réagi ce samedi à la relation des propos de M. Chirac par le Matin du 7 jan-vier. Il s'agit, dit-il, « de commen-taires fielleux, pas du tout dans l'esprit de ce qu'a dit Jacques Chirac -. Celui-ci, a souligné M. Baudonin, voulait simplement indiquer le désir de M. Mitterrand de réunifier la gauche.

### M. PIERRE GIACOMI **EST MORT**

M. Pierre Giacomi, membre de l'assemblée régionale de la Corse, ancien député (R.P.R.), est décédé à Paris le vendredi 7 janvier.

[Né le 17 mai 1917 à Pruno (Corse). docteur en médecine, Pierre Giacomi était maire de Pruno depuis 1952. Conseiller général du canton de La Conseiller général du canton de La Porta (1958-1973), puis de celui de Fiumaito-D'Ampignami (depuis 1973), il avait été élu député (U.D.R.) de la deuxième circonscription de la Corse le 23 juin 1968. Battu aux élections législatives de mars 1973, il avait retrouvé ce siège de député (première circonscrip-tion de la Haute-Corse) le 19 mars 1978. Il avait été de nouveau battu le 21 juin 1981. Il avait été élu à l'assem-blée régionale de la Corse, sur la liste du R.P.R., le 20 août 1982.]

APRÈS UNE ENQUÈTE ORDONNÉE PAR LE PARQUET

### Le maire d'Aix-en-Provence se plaint d'une « inquisition fiscale et politique »

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. - Après l'ouverture d'une enquête préliminaire de lice concernant une affaire de « fausses factures » découverte dans sa ville et liée au financement de ses canspagnes électorales, le maire (radical-socialiste) d'Aix-en-Provence, M. Alain Joissains, a réuni, le 7 jauvier, une conférence de presse, au cours de laquelle il a présenté sa version des faits. Sans contester les irrégularités reprochées à une trentaine d'entreprises locales mises en cause dans cette affaire, M. Joissain les a assimilées à de simples « maiadresses », qui devaient donner lieu selon lui, à une transaction amiable avec l'administration. S'estimant vicseson nu, a une transaction amiante avec i attantativation. S'estatati vic-time d'une « véritable inquisition fiscale et politique », il a, par allems, proposé au ministre de l'intérieur et maire (P.S.) de Marseille, M. Gas-ton Defferre, un débat télévisé sur les affaires de fausses factures, le financement des campagnes électorales et la gestion des villes d'Alxen-Provence et de Marseille.

A la suite de renseignements par-venus au ministère du budget, le maire d'Aix-en-Provence et plusieurs de ses adjoints (1) auraient fait l'objet récemment d'un contrôle de la direction nationale des enquêtes fiscales. C'est à l'occasion de ces investigations qu'aurait été déconvert, an siège d'un bureau d'études - la Socomet, - installé dans la région aixoise et dérigé par M. Jean-Jacques Walter, un dos renferment un lot de « fausses fac-tures ». Celles-ci avaient été régiées par une trentaine d'entreprises lo-cales pour couvrir les frais d'impression des affiches et de divers documents électoraux concernant plusieurs campagnes électorales du maire d'Aix-en-Provence et des candidats de l'ancienne majorité. Au total, ces factures représenteraiens une somme de 2 millions de francs.

Pour M. Joissains, il s'agit simple ment de - maladresses - commises an stade des comités de soutien. « Au moment des campagnes électorales, a-t-il expliqué, nous lançons des oppels de fonds auprès des éatreprises qui nous aident financière-ment sous la forme de publicités insérées dans les journaux que nous di∬usons. Pour éviter soute mænipulation d'argent, toujours suspocte. M. Jean-Jacques Walter, l'un des trésoriers informels de ces campagnes, a préféré que les entreprises qu'elles avaient souscrites directement auprès des fournisseurs du matériel électoral. Mais coux-ci ont établi des factures portant des men-tions inexactes relatives, non pas à des placards publicitaires, ni aux documents électoraux en question, mais à divers travaux courants. d'impression.

- Je suppose qu'ils ont agi ainsi parce qu'il leur apparaissait illogique que des extreprises acquittens des prestations ne correspondant pas à leur objet commercial. Mais. sans le savoir, les uns et les autres ont enfreint une ordonnance de 1945 sur la répression du marché noir. C'est, au demeurant, une infraction banale puisqu'il n'y a pas eu, au

factures, c'est-à-dire de factures établies en contrepartie de produits ou de services inexistants: Aucun centime des deniers publics n'a été détourné, puisque le travall à été fait et que tout est régulier sur le plan fiscal. Je pense donc que cette affaire devrait normalement trouver se solution dans une transaction avec la direction de la concurrence

et des prix 🕨 Le parquet d'Aix-en-Provence a ordonné une enquête prélimipaire qui a été conflée à la section financière et économique du S.R.P.J. de. Marseille. C'est au vu des résultats l'ouverture ou non d'une information

电极电压器

2.70 11 1

70.00

1. ga 1901 48. \$20

- A. A. A. Distable A. Met

Contains on the second

I state the second of the state.

िक्षा १५ क का असमान के कुछ। जन्म

, Allen San de la Company

The control of the second

The said of the said of the said

. Ottober 1990 e isk 🚂

The Security of the Sections

the wall to the second second

Party of a series as

The state of the s

Berger and the Park

- Barrier B. J. Bris Brange

Barrier and the second

The state of

THE STREET STREET

State of the street of

the second section

Barrier State Contract

Part Carrier

A STATE OF THE STATE OF

10 mg

The graph of the second sec

The second secon

The same of the sa

Service Services

The same of the sa

The state of the s

No.

The state of the s

Section 100 Mars 11.

A STEEL STEE

A STATE OF THE STATE OF

24 - 44

William Land Mile

and though 🎉

434

· Lat Specia

Page 1

33 ....

92 y ...

De Harris Lari

~ 2/10

Garage St.

 $\mathbb{E}_{\mathcal{A}}(\operatorname{sep}_{A_{n}(X_{n-1})})$ 

Par en e

Europe

(1) Il s'agit de MM. Jean-Pierre de Peretti, conseiller général, adjoint à la sécurité dans la municipalité d'Aix-en-Provence, Paul Louis, adjoint sa quartier sord, et William Elbez, adjoint au commerce et à l'artisanat.

### M. SADINTER ENVISAGE: UNE DUALITÉ DES JUGES D'ENSTRUCTION POUR LES GRANDES AFFAIRES

l'hebdomadaire Révolution daté de 7 janvier, M. Robert Badinter, ministre de la justice, déclare : • Pour les grandes affaires, paraei les ré-formes que l'envisage dans la procé-dure pénale, je prévois la dualité du juge a instruction. Pour réduire les risques d'assassinat. C'est la mort du juge Renaud, parce qu'il en savait trop et que lut seul savait. Deuxièmement, il y a nécessité d'aller vite. Un immense dossier pour un homme seul, c'est d'abord le blocage d'autres affaires dont il a aussi la charge. Enfin, la solitude, ici, est mauvaise compagne. Je pense qu'il faudra, pour certaines offaires, aller vers la désignation d'équipes de juges.

## **NOUVELLES BRÈVES**

un sondage Sofres. - Le Figaro-Magazine daté 8 janvier pu-blie un sondage réalisé par la Sofres du 21 au 29 décembre 1982, auprès 13 janvier à 20 h 30. d'un échantillon représentatif de milie personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon lequel 48 % des personnes interrogées, contre 49 % le mois dernier, font « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. Francois Mitterrand, et 40 % contre 44 % précédemment font confiance au premier ministre.

La cote de popularité des personnalités politiques place toujours en tête dans la majorité M. Michel Rocard, bien qu'il perde un point (57%), et en seconde position, M. Jacques Delors, qui gagne un point (45%). Dans l'opposition, M= Veil, qui perd un point (41%), devance toujours MM. Chirac et Giscard d'Estaing, dont la cote reste stable (respectivement 40 % et 34 %). Scal M. Barre progresse et gagne deux points (32 %).

. M. Bertrand Delanoë, porteparole du P.S., et M. Jacques Grunewald, rédacteur en chef de Tri-bune juive, mêneront un débat sur le thème - Le parti socialiste et la

communauté juive de France : au Cercle Bernard-Lazare, 17, mo de la Victoire, 75009 Paris, le jeudi

• M. Tarek Aziz, vice-president du conseil irakien, a rencontré, ven-dredi. 7 décembre à Paris, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères. C'est la première fois que des responsables gouvernementaux des deux pays se rencontrent officiellement depuis la rapture de l'Egypte avec le monde arabe, en 1979, à la suite de la signature du traité de paix avec Israel. Des relations diplomatiques formelles entre l'Egypte et le monde arabe seront reprises avant la fin 1983, avait affirmé M. Boutros-Ghali, à Genève, ven-dredi. Le ministre d'Etat a précisé que tous les pays arabes, sauf deux (Syrie et Libye), oat déjà des diplomates en poste au Caire. — (A.F.P.)

Dans l'interview qu'il a accordée au = Monde -, M. Tarek Aziz, vice-président du conseil trakien, a laisse entendre de façon implicite entendre de façon implicite que les Moudjahidin du peuple d'Iran auraient pu recevoir une aide matérielle du gouvernement irakien. Le bureau des Moudjahidin à Paris dément formellement cette assertion, qui, selon elle, vise à . semer la confusion et la suspicion a l'égard d'une organisation qui ne s'appuie que · sur la force et les possibilités matérielles du peuple irazien .

. Le corps d'un adolescent de orze aus. Philippe Dietrich, tué de neuf coups de couteau dans le dos, a été déconvert, vendredi 7 janvier, dans le coffre d'une 505 Peugeot abandonnée dans une prairie à proximité de Wissembourg (Bas-Rhin), où résidait l'adolescent. Ce dernier avait disparu depuis mer credi après midi, alors qu'il devait alier voir un camarade. Le voi du vé-hicule avait été signalé le même jour à Strasbourg. Une autopsie devrait

en vrai bois NOS ENSEMBLES D'ELEMENTS (latté) représentent la solution moderne pour l'aménagement de bibliothèques, secrétaires, vitrines avec ou sans armoire-lit, toutes essences de bois. [CREDIT FACILE] CAPÉLOU 37. AV. DE LA REPUBLIQUE TEL. 357,46.35 avoir lieu dimanche 9 janvier.

